





REVUE
HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE
DU MAINE

1901-1902

1902-1903

1903-1904

1904-1905

DE 61
M221 R5
v. 65

REVUE
HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE
DU MAINE

TOME LXV. — PREMIÈRE LIVRAISON

ANNÉE 1909. — PREMIER SEMESTRE



AU SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ

MAISON DITE DE LA REINE BÉRENGÈRE, GRANDE-RUE, 11,
AU MANS

MAMERS

LE MANS

IMPRIMERIE FLEURY

A. DE SAINT-DENIS

28, Place de la République.

Libraire, Place Saint-Nicolas.

1909

SOMMAIRE

DE LA

PREMIÈRE LIVRAISON DE 1909

- 1° LISTE DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ. Page 5
- 2° FONDATION DU PRIEURÉ D'AUVERS-LE-HAMON, par
M. l'abbé E. TOUBLET. Page 32
- 3° CATALOGUE DES ACTES DES EVÊQUES DU MANS, JUSQU'À LA
FIN DU XIII^e SIÈCLE (*suite*), par M. LÉONCE CELIER,
archiviste-paléographe. Page 48
- 4° LES PREMIERS VICOMTES DU MAINE, par M. R.
LATOUCHE, archiviste-paléographe. Page 80
- 5° LA COMMUNAUTÉ D'HABITANTS DE CHANGÉ, par M. le
chanoine L. FROGER. Page 89
- 6° JEAN DENISOT, BAILLI D'ASSÉ-LE-RIBOUL, AU MAINE,
par M. GABRIEL FLEURY. Page 133
- 7° CHRONIQUE. — Admission de nouveaux membres. —
Distinctions honorifiques. Page 135

LISTE DES MEMBRES
DE LA
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU MAINE

Membres du Bureau

~~MM. ROBERT TRIGER, C. F., PRÉSIDENT.~~
~~Marquis de BEAUGHESNE, VICE-PRÉSIDENT.~~
~~Dom B. HEURTEBIZE, SECRÉTAIRE HONORAIRE.~~
~~ÉDOUARD DE LORIÈRE, } SECRÉTAIRES.~~
~~PAUL BRINDEAU, O, }~~
~~ALBERT MAUTOUCHET, TRÉSORIER.~~
~~ABBÉ PATARD, } BIBLIOTHÉCAIRES-ARCHIVISTES.~~
~~XAVIER GASNOS, }~~

Membres d'Honneur

1. 2. ~~MM. le général de BOISDEFFRE, ancien chef d'État-major~~
~~de l'armée, ancien ambassadeur extraordinaire en~~
~~Russie, grand officier de la Légion d'honneur, au~~
~~château de Boisdeffre, par Oisseau-le-Petit (Sarthe),~~
~~et 5, quai Voltaire, à Paris, 7^e A.~~
1. 2. ~~Léopold DELISLE, C. F., O. I, membre de l'Institut,~~
~~ancien administrateur général de la Bibliothèque~~
~~Nationale, rue de Lille, 21, à Paris, 7^e A.~~

1.2. ~~MM. De LASTEYRIE~~ (le comte Robert), ~~*, O~~, membre
de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres,
professeur à l'École nationale des Chartes, ancien
député, rue du Pré-aux-Clercs, 10 bis, à Paris,
~~7^e A.~~

1.2. ~~HÉRON DE VILLEFOSSE~~, ~~O *~~, membre de l'Académie
des Inscriptions et Belles-Lettres, conservateur au
Musée du Louvre, président de la section d'archéo-
logie du Comité des travaux historiques, rue
Washington, 16, Paris, 8^e A.

1.2. ~~LE VAYER~~ (Paul), ~~*, O I, F, F~~, conservateur ho-
noraire de la Bibliothèque de la ville de Paris,
inspecteur des Travaux historiques, à La Porte
d'Orne, à Ballon (Sarthe).

1.2. ~~De LA TRÉMOILLE~~ (le duc), membre de l'Institut,
~~avenue Gabriel, 4, Paris, 8^e A.~~

Adcédé ~~SINGHER~~ (Adolphe), ~~G F~~, rue Chanzy, 37, au
Mans.

Membres Honoraires

1.2. ~~MM. ALLARD~~ (Paul), ~~C F~~, ancien magistrat, directeur de
~~la Revue des Questions historiques~~, à Senneville, par
Fécamp (Seine-Inférieure).

1.2. ~~BÉTHUNE~~ (le baron Joseph), ~~F~~, vice-président de
la Gilde de Saint-Thomas et de Saint-Luc, con-
seiller provincial de la Flandre occidentale, con-
servateur du Musée archéologique, chalet de
Rouxhove, à Courtrai (Belgique).

1.2. ~~DUBOIS~~ (Marcel), ~~*~~, ancien élève de l'École Normale
supérieure et de l'École d'Athènes, docteur es-
lettres, professeur à la Sorbonne, 76, rue Notre-
Dame-des-Champs, Paris, 6^e A.

~~FAYE~~ (Henri), ancien officier, avocat, ancien président
de la Société archéologique de Touraine, boulevard
Heurteloup, à Tours.

1.2. *Genet. (Ed.) rue de Flore 86*

1.2. de France, 71, ancienne rue de l'Écluse 73 à Caen.

MM. ~~De GHELLINCK-VAERNEWYCK~~ (le vicomte), ~~†~~, ancien président de l'Académie royale d'archéologie de Belgique, château d'Elseghem, par Peteghem; et ~~rue de l'Industrie, 45, à Bruxelles (Belgique).~~

~~KNIGHT~~, bibliophile et collectionneur, High Street, à Ventnor, Ile de Wight (Angleterre).

1.2. ~~De LA CROIX~~ (le R. P. Camille), ~~†~~, membre non résidant du Comité des Travaux historiques, à Poitiers.

1.2. ~~LECESNE~~ (Henri), président de la Société Dunoise, à Châteaudun (Eure-et-Loir).

1.2. ~~LEFÈVRE-PONTALIS~~ (Eugène), ~~†~~ I, archiviste-paléographe, membre du Comité des Travaux historiques, directeur de la Société française d'archéologie, rue de Phalsbourg, 13, Paris, 17^e A., et à Vieux-Moulin (Oise).

~~PERCY GODDARD STONE~~, membre de l'Institut royal des architectes anglais, secrétaire particulier de la Société des Antiquaires de Londres pour le Hampshire et l'île de Wight, Merston cottage, Ile de Wight (Angleterre).

1.2. ~~POTTIER~~ (le chanoine), ~~†~~ I, président de la Société d'archéologie de Tarn-et-Garonne, inspecteur de la Société française d'archéologie, correspondant du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, à Montauban (Tarn-et-Garonne).

1.2. ~~TRAVERS~~ (Émile), ~~†~~ ~~†~~, archiviste paléographe, directeur adjoint de la Société française d'archéologie, secrétaire de la Société des Antiquaires de Normandie, rue des Chanoines, 48, à Caen (Calvados).

7.2. ~~SEPET~~ (Marius), ~~†~~, archiviste paléographe, conservateur à la Bibliothèque Nationale, rue Vaneau, 23; Paris, 7^e A.

Membres Fondateurs (1)

MM. De BEAUCHESNE (le marquis), licencié ès lettres,
/ L. / ~~membre titulaire de la Commission historique et~~
~~archéologique de la Mayenne, maire de Souvigné-~~
~~sur-Sarthe, au château de la Roche-Talbot, par~~
~~Sablé (Sarthe), au château de Lassay (Mayenne), et~~
~~8, avenue Marceau, Paris, 8^e A.~~

~~Des GARS (le duc), *, conseiller général de la Sarthe,~~
~~au château de Sourches, par Bernay (Sarthe), et 80,~~
~~rue de Lille, Paris, 7^e A.~~

L. / FLEURY (Gabriel), O, correspondant du Ministère de
l'Instruction publique et des Beaux-Arts, inspecteur
de la Société française d'archéologie, lauréat de
l'Institut, imprimeur à Mame.

/ L. / ~~De LA ROCHEFOUCAULD, duc de DOUDEAUVILLE~~
~~(comte), maire de Bonnétable, rue de Varenne,~~
~~47, Paris, 7^e A. et château de Bonnétable (Sarthe).~~

/ L. / Le COMTE (Ernest), *, ancien conseiller général de la
Sarthe, au château de Montigny, par La Fresnaye
(Sarthe), et 124, rue de Provence, à Paris, 8^e A.

L. / ~~FRIGER (Robert), C P, docteur en droit, ancien~~
~~conseiller d'arrondissement, inspecteur général de~~
~~la Société française d'archéologie, correspondant~~
~~du ministère de l'Instruction publique et des Beaux-~~
~~Arts et de la Société des Antiquaires de France,~~
~~aux Talvasières, et rue de l'Ancien Évêché, 5,~~
~~au Mans.~~

(1) Sont membres fondateurs tous les membres qui veulent bien
secourir généreusement les efforts de la Société par le versement, en
plus de leur abonnement à la *Revue*, d'une souscription annuelle de
50 francs.

Membres Titulaires

S. G. ~~M^{sr} de~~ BONFILS, évêque du Mans.

S. G. M^{sr} DUBOIS, évêque de Verdun (Meuse).

S. G. M^{sr} MÉLISSON, évêque de Blois (Loir-et-Cher).

~~M^{re} D'ACHON (le chevalier), à la Roche-de-Gennes, par Gennes (Maine-et-Loire).~~

~~M^{me} D'AILLIÈRES (Fernand), au château d'Aillières, par Mamers (Sarthe), et rue Bayard, 16, Paris, 8^e A.~~

~~1, 2, MM. D'ANGÉLY-SÉRILLAC (le comte), ancien conseiller général, maire de Doucelles, au château de Sérillac, par Beaumont-le-Vicomte (Sarthe).~~

~~2, 1, ANGOT (l'abbé), à Sainte-Gemme-le-Robert (Mayenne).~~

~~2, 1, AUBURTIN (Albert), président du Tribunal, place Girard, 8, au Mans.~~

~~1, 2, AVENEAU DE LA GRANGIÈRE (Paul), au château de Beaulieu, en Vignan (Morbihan), et rue Pasteur, à Vannes.~~

~~1, 2, BARBIER (Joseph), ancien procureur de la République, avocat, square de Luynes, 1, Paris, 7^e A.~~

~~De BASTARD D'ESTANG (le comte), ~~✱~~, maire d'Avoise, ancien sous-préfet, ancien président de la Société, au château de Dobert, par Avoise (Sarthe), et 21, rue Saint-Dominique, à Paris, 7^e A.~~

~~1, 2, De LA-BEAULUÈRE (Louis), au château de la Drujoterie, maire d'Entrammes (Mayenne).~~

~~1, 2, De BEAUMONT (le comte Charles), ~~✱~~, au château de Chatigny, par Fondettes (Indre-et-Loire).~~



~~2, 1, BÉLIN (l'abbé), missionnaire diocésain, à La Chapelle-du-Chêne, par Sablé (Sarthe).~~

~~2, 1, BERTRAND DE BROUSSILLON (le comte Arthur),~~

~~~~✱~~, ~~✱~~, archiviste-paléographe, ancien conseiller de préfecture de la Sarthe, président de la Société des~~

*la Beaulieu (Ch.) château de M<sup>re</sup> de la Roche par le Mans.*



- ~~Archives du Maine, rue de Tascher, 15, au Mans, et à Pont-sur-Yonne (Yonne).~~
2. / ~~MM. BIENAIMÉ (Aimée), rue Marchande, 15, au Mans.~~
- 1.2. ~~De LA BOUILLERIE (le baron), ancien vice-président de la Société, château de la Bouillèrie, par La Flèche (Sarthe), et 80, rue de l'Université, Paris, 7<sup>e</sup> A.~~
- 1.2. ~~BOULAY DE LA MEURTHE (le comte), président de la Société d'histoire contemporaine, rue de l'Université, 23, à Paris, 7<sup>e</sup> A.~~
- 2.1 ~~BRANCHU (Georges), ancien président de l'Association républicaine, rue Saint-Charles, 11, au Mans.~~
- 2.1 ~~BRIÈRE (l'abbé), curé de Souillé, par La Bazoge (Sarthe).~~
- 2.1 ~~BRINDEAU (Paul), , ancien archiviste, rue Victor Hugo, 54, au Mans.~~
- 2.1 ~~CALENDINI (l'abbé), président de la Société d'histoire, lettres et sciences de La Flèche, directeur des Annales fléchoises, curé de Saint-Ouen en Champagne, par Brûlon (Sarthe). *Saint-Maur-Satouille (Sarthe).*~~
- 2.1. ~~CALENDINI (l'abbé), curé de Chassillé, par Epineuil-le-Chèvreuil (Sarthe).~~
- 2.1 ~~CANDÉ (le docteur), ancien médecin de la marine, lauréat des Sociétés de géographie, au Lude (Sarthe).~~
- ~~M<sup>me</sup> CARTERET, rue Crossardière, à Laval.~~
- ~~MM. De CASTILLA (Charles), au château d'Amigné, par Changé (Sarthe).~~
- 2.1 ~~CELIER (Alexandre), , avocat, ancien secrétaire de la Société, place Saint-François-Xavier, 1, à Paris, 7<sup>e</sup> A., et aux Mortrais, par Coulans (Sarthe).~~
- 2.1 ~~De CHAMILLART DE LA-SUZE (le marquis), au château du Plessis de Vaiges, par Noyen (Sarthe).~~
- 2.1 ~~CHANSON (l'abbé Léon), vicaire général honoraire, chanoine titulaire, 17, rue de Ballon, au Mans.~~



- ~~MM. CHARDON~~ (Charles), à Marolles-les-Braults, et 57, rue  
2.1 de Flore, au Mans.
- 2.1 De CHARENCEY (le vicomte), conseiller général,  
- maire de Nauvay, par Moneé-en-Saonnois (Sarthe),  
et 6, avenue Marceau, Paris, 8<sup>e</sup> A.
- ~~CHAROY~~ (Maurice), notaire, rue Gougeard, 15, au  
Mans.
- 2.1 De CLÉRIC (le général, comte), C 8, avenue de Paris,  
- 77, au Mans.
- 2.1 CLOUET (le baron), château du Grand-Logis, à  
Mayenne (Mayenne).
- 2.1 COTTEREAU (Marcel), sculpteur, rue du Clos-Margot,  
- 3, au Mans.
- 2.1 CORBIN (l'abbé), professeur au collège Sainte-Croix,  
- rue Sainte-Hélène, 9, au Mans.
- 2.1 CORMAILLE (Victor), à Fresnay-sur-Sarthe (Sarthe).
- ~~COULOMBEAUD~~ (le contre-amiral), C 8, 4, château  
d'Isaac, rue des Fontaines, au Mans.
- ~~Mme De COURCIVAL~~ (la marquise), rue de Bellechasse,  
- 46, Paris, 7<sup>e</sup> A., et château de Courcival, par Bonné-  
- table (Sarthe).
- M. De COURDOUX (André), ancien conseiller muni-  
2.1 cipal, rue Champgarreau, 10, au Mans, et au  
château de la Bretonnière, par Domfront-en-Cham-  
pagne (Sarthe).
- ~~Mme De C<sup>t</sup> RTILLOLES~~, au château de Courtilloles  
- (Sarthe), par Alençon.
- 2.1 MM. DEGOULET (Paul), rue du Mouton, 22, au Mans.
- 2.1 ~~DELAUNAY~~ (le docteur), ancien interne des hôpitaux  
de Paris, rue de la Préfecture, 14, au Mans.
- 2.1 DENIS (l'abbé), curé de Saint-Pierre-de-Chevillé, par  
Château-du-Loir.
- 2.1 DESCLÉS, rue des Champs, 21, au Mans.
- M<sup>sr</sup> DESHAYES, prêtre de la Maison de Sa Sainteté, vicaire



*M. Duquesne (C.D.) rue 13 du Château d'Anguy 25-26 de Mans*

2.1 général honoraire, sous-supérieur de l'Ecole de théologie, avenue de Paris, 158, au Mans.

2.1 MM. DESVIGNES (l'abbé), curé-doyen de La Suze (Sarthe).

1.2 DEVAUX (l'abbé), curé de Pirmil, par Noyen (Sarthe).

M<sup>me</sup> DOBREMER (Alfred), rue Nicolo, 67, Paris, 16<sup>e</sup> A.

MM. DUTREIL, ancien officier, député de la Mayenne,

2.1 rue de Marignan, 27, à Paris, 8<sup>e</sup> A.

2.1 DUVAL (Ambroise), propriétaire-expert, à Sillé-le-Guillaume (Sarthe).

2.1 D'ELVA (le comte Olivier), au château de Coulans (Sarthe).

2.1 ERARD (Denis), ancien sous-officier au 33<sup>e</sup> Mobiles, rue des Maillets, 36, au Mans.

2.1 EYNAUD (Pierre), au château de Coudreuse, à Chantenay (Sarthe).

~~2.1 De FARCY (Paul), vice-président de la Commission historique de la Mayenne, Saint-Martin-la-Forêt, par Angers (Maine-et-Loire).~~

2.1 FOUCHÉ (Ernest), ingénieur des Arts et Manufactures, maire de Saint-Saturnin, ancien député et conseiller général de la Sarthe, avenue de Paris, 31, au Mans.

2.1 FRANÇOIS (Jules), architecte diplômé, place de la Préfecture, 14, au Mans.

~~FROGER (le chanoine), aumônier des Marianites, rue Jeanne d'Arc, 47, au Mans.~~


2.1 De FROMONT de BOUAILLES (André), rue d'Hauteville, 19, au Mans. *Changy 74. Le Mans.*

~~2.1 GALPIN (Gaston), député et conseiller général de la Sarthe, au château de Fontaine, par Fresnay (Sarthe), et 61, rue de la Boétie, Paris, 8<sup>e</sup> A.~~

2.1 GARNIER (Louis), architecte des monuments historiques, rue de Nantes, 35, à Laval.

~~1. CASNOS (Xavier), docteur en droit, rue de l'Herberie, 1, au Mans.~~





~~L. / MM. CASSELIN (Robert), O  , lieutenant-colonel d'artillerie en retraite, château de Courtangis, par Lannay (Sarthe), et rue de Paris, 13, au Mans.~~

L. / GAUDINEAU (Léon), maire de La Flèche, rue des Capucins, 4, La Flèche (Sarthe).

~~L. / GIRARD (l'abbé), professeur d'histoire à l'École Supérieure de théologie, avenue de Paris, 158, au Mans.~~

L. / GIRAUD (Pierre), avenue de Paris, 70, au Mans.

L. / GOUVRION (Émile), rue Volney, 21, à Mayenne (Mayenne).

~~L. / M<sup>re</sup> GRAFFIN,  ,  , professeur à l'Institut catholique de Paris, rue d'Assas, 47, Paris, 6<sup>e</sup> A.~~

~~MM. De GRANDVAL (Georges), maire de Trangé, au château de la Groirie, et rue du Cirque, 2, au Mans.~~


L. / GROSSE-DUPERON, juge de paix, vice-président de la Commission historique et archéologique de la Mayenne, à Mayenne.

~~L. / GUERRIER (Louis), architecte, ancien élève de l'École des Beaux-Arts, rue du Mouton, 20, au Mans.~~

L. / GUERRIER (M.), professeur au collège Saint-Louis, rue du Père-Mersenne, 10, au Mans.

~~GUILLOREAU (le R. P. dom), bénédictin de Solesmes, Quarr'Abbey, Ryde, Ile de Wight (Angleterre).~~

~~L. / HALLOPEAU (Louis-Alfred), docteur ès-sciences, 4, Cité de Varenne, <sup>(rue de Varenne)</sup> Paris, 7<sup>e</sup> A., et château de la Poissonnière, par Couture (Loir-et-Cher).~~

L. / HÉRY (Paul),  , ancien président du Conseil des Prud'hommes, membre de la Commission du Musée, rue Saint-Vincent, 35, au Mans.


~~HEURTEBIZE (le R. P. dom Benjamin), bénédictin de Solesmes, Quarr'Abbey, Ryde, Ile de Wight (Angleterre).~~

~~L. / De JUIGNÉ (le marquis), député, conseiller général, au château de Juigné (Sarthe).~~



2. / ~~M. De LA BARRE de NANTEUIL~~ (le vicomte), château de Moire, par Fresnay (Sarthe), et rue de l'Asile, à Alençon (Orne).

2. / M<sup>me</sup> De LA BARRE de NANTEUIL (la baronne), château de la Chevalerie-Hautéclair, par Alençon (Orne).

2. / MM. LABICHE (colonel), O , colonel d'artillerie en retraite, président de la Société des officiers en retraite, rue des Fontaines, 80, au Mans.

2. / De LA PESCHARDIÈRE (André), rue Champ-Garreau, 14, au Mans.

2. / De LA TOUANNE (le vicomte), directeur général de la Compagnie d'Assurance mutuelle immobilière, rue Gougéard, au Mans.

2. / LATOUCHE (Robert), archiviste-paléographe, rue de l'Odéon, 10, Paris, 6<sup>e</sup> A.

2. / LAURAIN (Ernest), archiviste de la Mayenne, rue du Lycée, 7, à Laval (Mayenne).

M<sup>me</sup> LEBLANC (Edmond), à Mayenne (Mayenne).

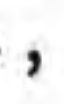
1, 2. / MM. LE COINTRE (Georges), rue Julien, Alençon (Orne), et au château de l'Isle, par Alençon.

~~/ L'ELEU (André), avocat, docteur en droit, rue du Mouton, 34, au Mans.~~

2. / LEMERCIER (l'abbé), curé de Saint-Antoine-de-Rochefort, à La Ferté-Bernard (Sarthe).

2. / LERET D'AUBIGNY (le baron), ancien député et conseiller général de la Sarthe, château de Rive-sarthe, par Malicorne (Sarthe).

2. / LERET D'AUBIGNY (le baron), château de Boisdou-blet, par Torcé (Sarthe).

2. / LE SASSIER-BOISAUNÉ (le commandant), , au château de la Roche, par Brûlon (Sarthe).

/ ~~De LINIÈRE (Raoul), ancien officier, capitaine au 28<sup>e</sup> régiment territorial, secrétaire de la Société d'histoire, lettres et sciences de La Flèche, château~~



- ~~du Maurier, par Foulletourte (Sarthe), rue de Taseher, 23, au Mans.~~
- ~~MM. De LORIÈRE (Édouard), ancien capitaine de cavalerie, maire d'Asnières, au château de Moulin-Vieux, par Avoise, et rue Saint-André, 10, au Mans.~~
- ~~2. / LOUDIÈRE (l'abbé), ancien élève de l'École St-Aubin, vicaire à Notre-Dame de la Couture, boulevard de la Petite Vitesse, 76, au Mans. Rue de la Scierie 3, à Mans.~~
- ~~2. / LOUVEL (Albert), quai Louis Blanc, 138, au Mans.~~
- ~~2. / LUZU (Roger), élève de l'École des Chartes, rue de Commaille, 8, à Paris, 7<sup>e</sup> A.~~
- ~~M<sup>me</sup> MAIGNAN (Albert), rue La Bruyère, 1, Paris, 9<sup>e</sup> A., et à Saint-Pris (Seine-et-Oise).~~
- ~~MM De MAISONNEUVE (le marquis Ed.), ancien inspecteur des Forêts, rue de Lorraine, 40, à Saint-Germain-en-Laye (Seine-et-Oise) et au château de la Jaille, à Chahaignes (Sarthe).~~
- ~~1.2. MALLET (Dominique), ancien élève de l'École normale supérieure, ancien officier au 33<sup>e</sup> Mobiles, ancien rédacteur en chef de la Sarthe, villa Poirier, 9, Paris, 15<sup>e</sup> A., et à Ribarbeau, à Beaufay (Sarthe).~~
- ~~2. / MAUTOUCHET (Albert), 9, rue de la Motte, au Mans.~~
- ~~MENJOT D'ELBENNE (le vicomte), O, ✚, ✚, secrétaire d'ambassade, ancien sous-chef du bureau historique aux Affaires Étrangères, vice-président de la Société des Archives du Maine, ancien conseiller d'arrondissement, au château de Couléon, par Tuffé (Sarthe).~~
- ~~2. / De MONHOUDOU (le vicomte), chef d'escadron de cavalerie territoriale, conseiller d'arrondissement, château de Monhoudou, par Marolles-les-Braults (Sarthe).~~
- ~~2. / MONNOYER (Charles), imprimeur, 12, place des Jacobins, au Mans.~~
- ~~2. / De MONTESSON (le marquis René), ancien capitaine de cavalerie, ancien conseiller général de la Sarthe,~~



- ~~— rue Pierre-Belon, 11, au Mans, et au château de Maquillé, par Louplande (Sarthe).~~
- MM. De ~~MONTESON~~ (le vicomte Charles), ~~✱~~, chef de  
 2. / ~~bataillon en retraite, rue Sainte-Croix, 8, au Mans,~~  
~~et au château de Montauban, par Le Mans.~~
- ~~De MONTI DE RÉZÉ (Claude), Le Fief-Milon, p. Le Beaupère (Vendée).~~
2. / MORANCÉ (le chanoine), ~~✱~~, ~~✱~~, ancien aumônier du  
 4<sup>e</sup> Corps d'armée, curé de Saint-Louis du Prytanée,  
 à La Flèche (Sarthe).
2. / MORANCÉ (Joseph), ~~✱~~, président de la Société  
 d'horticulture, conservateur du Musée archéolo-  
 gique, rue des Fontaines, 32, au Mans.
- ~~MORANCÉ (Charles), quai de l'Amiral Lalande, 28,~~  
~~au Mans.~~
2. / MOREAU (Émile), ~~✱~~, ~~✱~~, président de la Commission  
 historique et archéologique de la Mayenne, rue du  
 Lieutenant, 8, à Laval.
- ~~MOULLE (Aimée), à Saint-Rémy-de-Sillé, par Sillé-~~  
~~le-Guillaume (Sarthe).~~
2. / De NICOLAY (le comte), ~~✱~~, conseiller général, au  
 château de Montfort-le-Rotrou (Sarthe).
2. / NIVERT (Henri), notaire, place de l'Éperon, 24, au  
 Mans.
- De NOAILLES (le vicomte), ancien capitaine au 8<sup>e</sup>  
 1.2. bataillon de chasseurs à pied, chef de bataillon au 26<sup>e</sup>  
 régiment territorial d'infanterie, au château de Saint-  
 Aubin-de-Locquenay, par Fresnay-s-Sarthe (Sarthe),  
 et 43, rue de l'Université, Paris, 7<sup>e</sup> A.
- ~~NUTT (David), 57, Long Acre, Londres, Maison~~  
~~Hachette, boulevard Saint-Germain, Paris, 5<sup>e</sup> A.~~
2. / PATARD (l'abbé), curé de Villaines-sous-Malicorne,  
 (Sarthe).
2. / POIX (le docteur), rue Chanzy, 36, au Mans.
- 1.2. Houston (le colonel) rue de l'Église 19. Le Mans.



~~12. Robert (Adrien) rue des Châtelains 15 Le Mans.~~

2. / MM. PRALON (l'abbé), chanoine titulaire, archiprêtre de la Cathédrale, rue Saint-Vincent, 21, au Mans.

2. / RICORDEAU (Auguste), architecte, place du Château, 18, au Mans.

2. / ROMET (Adrien), rue du Mail, 1, au Mans.

2. / ROMET (Paul), négociant, conseiller général de l'Orne, rue du Pont-Neuf, 24, Alençon, et château de Saint-Denis-sur-Sarthon (Orne).

2. / ROMMÉ (Édouard), villa Jeanne d'Arc, à Sougé-le-Canelon (Sarthe).

~~ROQUET (Henri), à Laigné, par Saint-Gervais-en-Belin (Sarthe).~~

2. / De ROUGÉ (le vicomte Jacques), lauréat de l'Institut, ancien auditeur au Conseil d'État, au château de Bois-Dauphin, par Précigné (Sarthe), et rue de l'Université, 35, à Paris, 7<sup>e</sup> A.

1. / ~~De SAINT-DENIS (Albert), libraire-éditeur, rue Saint-Jacques, 4, au Mans.~~

1. 2. De SAINT-LAURENT (le baron), \*, lieutenant-colonel d'artillerie en retraite, rue Édouard-Charbon, 13, à Versailles, et château de la Bouverie, à Saint-Mars-la-Bruyère (Sarthe).

1. 2. SAVARE (Joseph), \*, lieutenant-colonel à la direction d'artillerie, au Havre (Seine-Inférieure). *Boulevard François 1<sup>er</sup> 25*

~~2. / SÉGUIN (Léon), \*, O. I., directeur de la Compagnie du gaz, rue Franklin, 2, au Mans.~~

2. / SENART (Émile), \*, membre de l'Institut, conseiller général de la Sarthe, au château de la Pelice, par La Ferté-Bernard (Sarthe), et rue François I<sup>er</sup>, 18, à Paris, 8<sup>e</sup> A.

2. / De SOUANCÉ (le comte), château de Mondoucet *par Souancé* (Eure-et-Loir), et rue Saint-Blaise, <sup>22</sup> à Alençon (Orne).

2. / SURMONT (Armand), C. F., avocat, ancien conseiller municipal, rue Robert-Garnier, 15, au Mans.

~~12. Lignes (Léon) rue L'Harz <sup>LXV. 2</sup> 27. Le Mans.~~



2.1 MM. De TALHOUET (le marquis), C  $\ddagger$ , au château du Lude (Sarthe), et 2, avenue Bosquet, à Paris, 7<sup>e</sup> A.

2.1 THIBAUDIN (Alexis), docteur en droit, juge au tribunal du Mans, boulevard Négrier, 18, au Mans.

2.1 ~~TOURNOUER~~ (Henri),  $\odot$ ,  $\ddagger$ , président de la Société historique et archéologique de l'Orne, conseiller général, château de Saint-Hilaire, par Nocé, (Orne), et 5, boulevard Raspail, à Paris, 7<sup>e</sup> A.

2.1 ~~TREMPESAUX~~ (Paul), vice-président du tribunal, — avenue de Paris, 8, au Mans.

2.1 ~~URSEAU~~ (le chanoine),  $\odot$  I, correspondant du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, parvis Saint-Maurice, 4, Angers.

2.1 De VAUBLANC (Adrien), rue du Mail, 2, au Mans. *et au château de la Roche-Girard*

2.1 ~~VAVASSEUR~~ (l'abbé Joseph), curé de Grannes en Champagne, par Vallon (Sarthe).

2.1 ~~De VERGLY~~ (Xavier), ancien inspecteur des forêts, ~~rue~~ *Place* Girard, 5, au Mans.

2.1 ~~VERDIER~~ (Paul), ancien élève de l'École des Beaux-Arts, rue Erpell, 10, au Mans. *et au château de la Roche-Girard*

2.1 De VERDIÈRE (le général de division, baron), G.  $\odot$   $\ddagger$ , place de la République, 33, au Mans.

2.1 ~~VÉRITÉ~~ (Pascal), architecte des monuments historiques, rue des Bas-Fossés, 15, au Mans.

1.2 De VÉZINS (le marquis), conseiller d'arrondissement, au château de Malicorne (Sarthe).

1.2 De VIENNAY (le comte), au château de Saint-Christophe, par Ségrie (Sarthe).

~~VZEUX~~ (Octave), rue d'Hauteville, 8, au Mans, et au château de la Blanchardière, à Sargé, près Le Mans.

1.2 BIBLIOTHÈQUE de la ville du Mans.

1.2 ~~CERCLE DE L'UNION~~, place de l'Étoile, au Mans.








*1.2. Deshayot (Eugène) Architecte 7 rue Andrieux Paris*

**Membres Associés**

2. / MM. ADIGARD, avocat, député et conseiller général de l'Orne, à Domfront (Orne) et 4, rue Chomel, Paris, 7<sup>e</sup> A.
2. / ALMA (l'abbé), curé-doyen de Mayet (Sarthe).
- ~~1.2. ASHER, Unter der Linden, à Berlin.~~
2. / AUBURTIN (Georges), ingénieur civil, place Girard, 8, au Mans.
2. / AVICE (Gustave), chef de bataillon au 28<sup>e</sup> régiment territorial, rue Scribe, 13, à Paris, 9<sup>e</sup> A., et au château de la Forêttrie, à Ahonnes, près Le Mans.
2. / M<sup>me</sup>. BACHELIER (René), rue Sainte-Croix, 2, au Mans.
- 1.2. MM. De BEAUREPOS (le comte), ~~+~~, au château de Cerisay, à Assé-le-Boisne, par Fresnay-sur-Sarthe (Sarthe).
2. / BELLENGER (l'abbé), professeur au collège Sainte-Croix, au Mans.
2. / BESNARD (l'abbé), curé-doyen de Beaumont-s-Sarthe.
- BEZARD (Lucien), ancien professeur à l'Université de Budapest, Silberathgasse, 2, villa Alice, Strasbourg-Robertsau (Alsace).
2. / BLANC (Maurice), entrepreneur, juge au tribunal de Commerce, Quai de l'Amiral-Lalande, 30, au Mans.
- 1.2. M<sup>me</sup> BLANCHARD (Jacques), ~~Faubourg Saint-Honoré, 164, Paris, 8<sup>e</sup> A.~~ *rue de Poissonnière 61. Paris.*
- 2.1. MM. BLÉTRY (René), au château de la Freslonnière, (Sarthe), à Soulligné-sous-Ballon, et rue Chanzy, 13, au Mans.
2. / BLOUÈRE (Raphaël), docteur en droit, ancien magistrat, à Ecommoy (Sarthe).
2. / BORDEAUX (Albert), maire de Rouessé-Fontaine, château de Brestels, par Bourg-le-Roi, (Sarthe).
- M<sup>me</sup> BOUCHET, château de la Boisardière, à Bazouges (Sarthe).



- / MM. BOUDET (l'abbé), curé de Pontlieue, au Mans.  
/ ~~BOURDY (le docteur), président du Comité du Touring-Club, rue de la Mariette, 5, au Mans.~~
- / 2. BOUVERET (Joseph), , rue Dumas, 11, au Mans.  
2. / BOUVIER (l'abbé), rue de Tascher, 12, au Mans.  
M<sup>me</sup> De BREUIL (la comtesse), au château de Pescheseul, par Parcé (Sarthe).
- / 2. MM. BRIANCHON (Henri), négociant, vice-président de la 111<sup>e</sup> section des Vétérans, à Fresnay (Sarthe).  
/ 2. ~~CAMBUZAT (le commandant), , chef d'escadron d'artillerie en retraite, rue Bruyère, 8, au Mans, et au château des Epichelières, par Louplande (Sarthe).~~
2. / CHARDON (Charles), avocat à la Cour d'Appel de Paris, capitaine au 25<sup>e</sup> régiment territorial, rue de Villersexel, 6, Paris; 7<sup>e</sup> A., et à Fresnay-sur-Sarthe.  
/ ~~CHAPRON (Roger), avenue de Paris, 33, au Mans.~~  
~~M<sup>me</sup> CHARTIER, rue Saint-Jean, 9, à Mammers.~~
2. MM. De CHASTEIGNER (le comte), maire de Rouillon, au château de Rouillon, par Le Mans.  
2. / De CHAUVIGNY (René), , 32, rue Saint-Dominique-Saint-Germain, à Paris, 7<sup>e</sup> A., et au château de la Massuère, par Bessé (Sarthe).
2. / CHAUVIN (Henri), , , ingénieur des Arts et Manufactures, président de la Chambre de Commerce, à Poncé (Sarthe).
2. / CORNU (Henri), ~~conseiller général, maire de Joué-en-Charnie~~ (Sarthe), et rue Montauban, 4, au Mans.  
/ ~~COUPVENT (Louis), négociant, ancien conseiller municipal, à Fresnay (Sarthe).~~
2. / CROSNIER (Joseph), rue Desportes, 1, au Mans.  
2. / De CUMONT (le comte), conseiller général, au château de l'Hôpital, par Crissé (Sarthe).
2. / DAVID (Félix), place Girard, 6, au Mans.  
2. / DAVID (l'abbé), curé de Vallon-sur-Gée (Sarthe).



~~1, 2~~ MM. DEROME (le capitaine), ~~✱~~, adjudant-major au 115<sup>e</sup> régiment d'Infanterie, à Mamers (Sarthe).

2, 1 DESCARS (Amédée), rue Pierre-Belon, 8, au Mans.

~~1, 2~~ DESCHAMPS LA RIVIÈRE (Robert), avocat, rue Pierre-Belon, 47, au Mans, et à Dollon (Sarthe).

~~1, 2~~ DIDION (l'abbé), curé-doyen de Fresnay (Sarthe).

1, 2 DULAU, 3, Soho Square, à Londres, chez M. Le Soudier, 174 - 176, boulevard Saint - Germain, Paris, 6<sup>e</sup> A.

~~1, 3~~ DUMAINE (l'abbé), vicaire général honoraire, vice-président de la Société historique de l'Orne, à Séez (Orne).

2, + DUPLAY (Georges), ingénieur, rue de Beauregard, 1, à Laval (Mayenne).

2, + DURAND (Georges), secrétaire de l'Automobile-Club, sténographe du conseil municipal, rue du Père ~~de Morsenne~~ *de Morsenne 1.* 10, au Mans.

2, 1 DURGET (Charles), ancien notaire, trésorier de la Commission historique et archéologique de la Mayenne, rue de Tours, 9, à Laval.

M<sup>re</sup> De DURFORT, Prélat de la Maison de Sa Sainteté, chanoine honoraire du Mans et de Rennes, rue Julien Bodereau, 101, au Mans.

1, 2. MM. De L'ESTOILE (le baron), ~~✱~~, officier supérieur en retraite, château de Corbohay, à Conflans (Sarthe), et rue Dubignon, 25, au Mans.

De FOLLIN (le vicomte), château de l'Épine, au Mans.

~~1, 2~~ M<sup>re</sup> FOUCHARD (Marcel), place de la Préfecture, 12, au Mans.

2, 1 MM. FOUCHARD, notaire honoraire, rue Chanzy, 25, au Mans.

~~1, 2~~ FRAIN DE LA GAULAIRIE (Édouard), conservateur adjoint de la bibliothèque de Vitré (Ille-et-Vilaine).

1, 2 De FRESNAY (le marquis), château de Montcorbeau, par Ambrières (Mayenne).

~~1, 2 Durget. 9, rue de Tours 9 à Laval Mayenne~~



2. 1. ~~MM. De CASTINES (le vicomte Emmanuel), maire d'Arde-~~  
~~nay, par Le Broil (Sarthe).~~
2. 1. GAULIER, sculpteur, rue de Flore, 112, au Mans.  
~~+ De GAYFFIER, 5, rue Bruyère, au Mans.~~  
~~+ GONELLE (Jean), avoué, docteur en droit, à La Flèche~~  
~~(Sarthe).~~
2. 1. ~~GOUGAUD (le docteur), ancien médecin de la Marine,~~  
avenue de Paris, 36, au Mans.
2. 1. GOUIN (l'abbé), vicaire-général honoraire, chanoine  
titulaire, place du Château, 23, au Mans.
1. 2. ~~COUPIL (Albert), licencié ès-lettres, libraire-impri-~~  
~~meur, quai Jehan Fouquet, 2, à Laval.~~
2. 1. ~~GRAFFIN (Roger), au château de Belval, par Nouart~~  
(Ardennes).
1. 2. Des GRAVIERS (Albert), ancien notaire, rue Champ-  
garreau, 7, au Mans, et rue du Four, 46, à Paris.  
~~GREVEL, King Street, 33, Covent garden, Londres~~  
~~(Angleterre).~~
2. 1. GRIFFATON, (Julien), rue Béclard, 14, à Angers  
(Main-et-Loire).
1. 2. GUILLOTIN (V.), négociant, rue de Prémartine, 57,  
au Mans.
1. 2. ~~HARDOUIN DU PARC (André), rue Robert-Garnier,~~  
~~21, au Mans, et au château de Chemouteau, par Mau-~~  
~~prevoir, (Vienne).~~
1. 2. De LA HAUGRENIÈRE, au château de Marigné, par  
Bazouges (Sarthe).
- ~~HULLIN (l'abbé Adolphe), curé de Saint-Christophe~~  
~~du Jambet, par Ségrie (Sarthe).~~
1. 2. ~~HUPIER (Charles), ancien maire d'Ancinnes (Sarthe).~~
1. 2. JOUIN (le docteur), \*, cité Trévise, 11 bis, Paris,  
9<sup>e</sup> A., et aux Tilleuls, à Bourg-le-Roi (Sarthe).
1. 2. JOUSSELIN de SAINT-HILAIRE (Maurice), ingénieur  
des Constructions civiles, rue de Rennes, 148, à  
Paris, 6<sup>e</sup> A., et rue de Bretagne, à Alençon.

*1. 2. ~~Libert (Georges) avocat au Mans et Le Mans.~~*  
*1. 2. ~~Lanoir (Ed.) industriel au Mans de l'Anjou.~~*  
*1. 2. ~~Lanoue (M.) rue Saint-Bertrand 1, Le Mans.~~*



1,2. MM. LACROIX (l'abbé), curé de Coulaines, près Le Mans.

2,1 LACROIX (Auguste), rue de Turbigo, 16, à Paris.

2,1 LAINÉ (Marcel), ancien notaire, avenue de Paris, 34, *Chiers 63.*  
au Mans.

1,2 LAINÉ (l'abbé), ancien curé d'Yvré-le-Pôlin, à Parigné-l'Évêque (Sarthe).

2,1 LA MACHE (Charles), avocat, docteur en droit, maire du Tronchet, au château du Tronchet, par Beaumont-sur-Sarthe, et rue ~~de Lillo~~ *Lamproy*, à Paris, 7<sup>e</sup> A.

1,2 De LAMANDÉ (Henri), au château de Doussay, à La Flèche (Sarthe).

2,1 LAMOUREUX, à Souigné-sous-Ballon (Sarthe).

1,2 De LANDEVOISIN (le baron Armand), château des Places, à Daon (Mayenne).

1,2 De LA SELLE (le comte Paul), ~~ancien sous-préfet~~, au château de la Barbée, par Bazouges (Sarthe).

1,2 LE BRETON (Paul), sénateur de la Mayenne, à Saint-Mélaine, près Laval (Mayenne).

2,1 LE BRUN (Marcel), boulevard Lamarline, 45, au Mans.

~~1 LEBEVRE (l'abbé), chanoine titulaire, vicaire général, place du Château, 4 bis, au Mans.~~

~~M<sup>re</sup> LEGENDRE, Camérier secret de S. S., chanoine honoraire du Mans, professeur d'archéologie biblique et d'hébreu, doyen de la Faculté de théologie, rue Rabelais, 3, à Angers.~~

~~1,2 MM LECOUE (l'abbé) curé de Maresché, par Beaumont-sur-Sarthe (Sarthe).~~

~~LEGUY (René), expert, rue d'Hauteville, 18, au Mans.~~

1,2. LE MORE (le comte), au château de la Fougeraie, à Saint-Paterne (Indre-et-Loire).

2,1 LENOBLE (Albert), avenue Rapp, 12, Paris, 7<sup>e</sup> A.

1,2. LE PARC (le chanoine), ancien archiprêtre de Bonnétable, boulevard Négrier, 24, au Mans.



- 1.2. MM. LE RÉVÉREND (l'abbé), ~~vicaire à Saint-Benoît, au~~  
~~Mans~~ *curé de Saint-Christophe de l'ambat franc de la*
2. / LEROUX, architecte diplômé, rue du Mouton, 25, au  
Mans.
2. / LESAGE, ancien élève de l'École des Beaux-Arts de la  
ville de Paris, sculpteur, ~~avenue~~ *avenue* Thiers, 8 bis, au  
Mans.
2. / LUSSON (le colonel), O ~~✱~~, colonel d'artillerie en  
retraite, avenue de Paris, 29, au Mans.
2. / MAIRE (Émile), négociant, membre de la Chambre de  
Commerce, rue des Minimes, 4, au Mans.
2. / MARTIN-FORTIS, avoué, rue de Paris, 21, au Mans.
2. / MÉLISSON (le docteur), ~~✱~~, rue de la Batterie, 4, au  
Mans.
2. / MÉLISSON (Émile), expert, rue du Mail, 3, au Mans.
- 1.2. MIGNON (l'abbé), chanoine honoraire, curé de la  
Couture, au Mans.
- ~~Mme De MONTALEMBERT (la comtesse), au château du~~  
~~Coudray, par Meslay (Mayenne), et 122, rue de~~  
~~Grenelle, à Paris, 7<sup>e</sup> A.~~
- 1.2. MM. de MONTÉCLERC (le marquis), au château de Monté-  
clerc, par Evron (Mayenne).
- 1.2. OLIVIER (l'abbé), ancien curé-doyen de Fresnay-sur-  
Sarthe, aumônier de Notre-Dame du Rancher, à  
Téloché (Sarthe).
2. / PORY (Joseph), rue du Gué-de-Maulny, 20, au Mans.
2. / PAIGNARD (Léopold), ancien conseiller général, maire  
de Savigné-l'Évêque (Sarthe).
- 1.2. PALLU DU BELLAY (Joseph), lieutenant au 125<sup>e</sup> d'in-  
fanterie, 2, rue du Pont-Neuf, à Poitiers (Vienne).
- ~~PARKER (J.), 27, Broad Street, Oxford, (Angleterre).~~
- 1.2. PARKER (Mare), G ~~✱~~, O ~~✱~~, ~~✱~~, publiciste, rue Coët-  
logon, 7, Paris, 6<sup>e</sup> A.
2. / PASSE (Maurice), à Evron (Mayenne), et boulevard  
Montparnasse, 46, à Paris, ~~45<sup>e</sup> A.~~ *rue Roda Bonheur 2.*
- 1.2. *Pavie (P.) avocat au Saint-Pierre de Le Mans.*



~~2./ MM. PICHEREAU (Louis), rue Colbert, 9, à Versailles.~~

~~1./ POIRIER-BÉALU, juge au tribunal de commerce, à Mayenne.~~

~~1./ POTTIER (l'abbé), membre de la Société française d'archéologie, curé de Saint-Bien en Belin (Sarthe).~~ *summa de Bolla. Pontana 11th Parisien*

~~1./ QUERUAU-LAMERIE (E.), rue des Arènes, 6 bis, à Angers.~~

~~1./ RAGUENET de SAINT-ALBIN (Olivier), au château des Arcis, par Meslay (Mayenne), et rue Étienne-Dolet, 3, à Orléans (Loiret).~~

~~1./ De RASILLY (le vicomte Raoul), château de la Porte, à Daon (Mayenne).~~

~~1./ RENAULT (Georges), conservateur du Musée de Vendôme, Les Capucins, à Vendôme (Loir-et-Cher).~~

~~2./ RICHARD (Jules-Marie), ancien archiviste du Pas-de-Calais, place du Gast, à Laval.~~

~~2./ Du RIVAU, château de Brusson, à Soullitré, par le Breil (Sarthe), et rue de Tascher, 17, au Mans.~~

~~1./ ROBVEILLE (l'abbé), rue du Château, 3, au Mans.~~

~~1./ De ROMANET (le vicomte Olivier), rue St-Croix, 7, au Mans, et au château des Guillels, par Mortagne (Orne).~~

~~1./ ROULLEAU (René), conservateur honoraire des forêts, rue Champgarreau, 20, au Mans.~~

~~1./ ROYER (Lionel), peintre, C F, rue Chézy, 24, Neuilly-sur-Seine.~~

~~1./ RUPE (Honoré), rue de la Motte, 16, au Mans.~~

~~Mmes De SAINT-CHIEREAU, au château de Verron, près La Flèche (Sarthe).~~

~~De SAINT-RÉMY, rue de Tascher, 25, au Mans.~~

~~De SAINTE-PREUVE DE LA SICOTIÈRE (la baronne), château de Boisburant, par Alençon (Orne).~~


~~1./ MM. SALMON, architecte, rue du Sépulcre, 21, au Mans.~~

~~1./ De SARRAUTON (Joseph), ancien conseiller d'arrondissement, Grande Rue, 29, à Bonnetable (Sarthe).~~



- ~~MM. De SARRS~~ (le vicomte Albert), conseiller d'arron-  
dissement, château de Bellebranche, par les Agets-  
Saint-Brice (Mayenne), et 31, avenue de Saxe,  
Paris, 7<sup>e</sup> A.
- ~~7.2. SAUVÉ~~ (l'abbé Henri), chanoine honoraire, maître des  
cérémonies de l'église cathédrale, 26, rue du Lycée,  
à Laval.
- ~~7.2. De SEMALLÉ~~ (le comte), au château de Frébourg, près  
Mamers, et 16 bis, avenue Bosquét, Paris, 7<sup>e</sup> A.
- ~~STECHERT~~ (G. E.), 76, rue de Rennes, à Paris, 6<sup>e</sup> A.
- ~~1.2. SURMONT~~ (Georges), \*, ancien capitaine du génie, aux  
Hattonnières, par Saint-Gervais-en-Belin (Sarthe),  
et 7, rue d'Assas, à Paris, 6<sup>e</sup> A.
- ~~1.3. TABOUEY~~, à La Palisse (Allier).
- ~~THERRY~~, expert à Bonnétable (Sarthe).
- ~~M. THORÉ~~ (Henri), rue des Plantes, 38, et aux Cerisiers,  
route de Bonnétable, au Mans.
- ~~1.2. MM. THORÉ~~ (Stéphane), ingénieur des chemins de fer de  
l'État, impasse Le Roi, 6, à Nantes (Loire-Inférieure).
- ~~1.2. TISON~~ (Henri), licencié en droit, à Savigné-l'Évêque.
- ~~1.3. TOUBLET~~ (l'abbé), curé d'Auvers-le-Hamon (Sarthe).
- ~~1.2. TRICONNET~~ (Paul), à Coulongé, par Le Lude (Sarthe).
- ~~1.2. TUAL~~ (Henri), rue Cougeard, 47, au Mans, et au *château de la Queurie, par le Mans. (Jutaye par le Mans et à 600)*
- ~~1.2. UZUREAU~~ (l'abbé), directeur de l'Anjou historique,  
103, faubourg Saint-Michel, Angers.
- ~~1.2. De VAISSIÈRE~~ (Emmanuel), \*, ancien sous-préfet,  
au château de Vassé, par Sillé-le-Guillaume (Sarthe),  
et 50, rue de l'Université, Paris, 7<sup>e</sup> A.
- ~~1.2. VALLÉE~~ (Eugène), rue des Bergers, 6, Paris, 15<sup>e</sup> A.
- ~~1.2. De VANNOISE~~ (le vicomte), château de Saint-Mars-  
la-Bruyère (Sarthe).
- ~~1.2. VAVASSEUR~~ (l'abbé Émile), curé-doyen de Pont-  
vallain (Sarthe).



• M. VÉTILLART (Henri), O , inspecteur général des  
1.2 Ponts-et-Chaussées, rue Brémontier, 14, à Paris,  
17<sup>e</sup> A., et 11, rue Montauban, au Mans.

~~Mme VÉTILLART (Joseph), Château-Lavallière (Indre-et-  
Loire).~~

MM. VICAIRE (Georges), directeur du *Bulletin des Biblio-*  
1.2 *philes*, 51, rue Scheffler, à Paris, 16<sup>e</sup> A.

~~L. VIELLE (Ludovic), à Sablé-sur-Sarthe (Sarthe).~~

~~1.2. VOISIN, au bourg des Aulneaux, par La Fresnaye-  
sur-Chédouet (Sarthe).~~

ARCHIVES NATIONALES, rue des Francs-Bourgeois,  
à Paris.

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE LA SARTHE,  
au Mans.

BÉNÉDICTINS DE SAINT-MAUR, à Baronville, par  
Beauraing, province de Namur (Belgique).

BIBLIOTHÈQUE de la ville d'Alençon.

— — d'Angers.

— — de Laval.

— — de Mayenne.

BIBLIOTHÈQUE de l'Institution Notre-Dame, à La  
Flèche (Sarthe).

— du Prytanée militaire, La Flèche  
(Sarthe).

#### **Sociétés et Revues correspondantes**

ACADÉMIE DES INSCRIPTIONS ET BELLES-LETTRES,  
*Paris.*

BIBLIOTHÈQUE DE LA SORBONNE, *Paris.*

ALENÇON, *Société historique et archéologique de l'Orne.*

AMIENS, *Société des Antiquaires de Picardie.*

ANGERS, *Société d'Agriculture, Sciences et Arts.*

— *Revue de l'Anjou*, 83, rue Saint-Laud.

— *L'Anjou historique.*

ANGOULÊME, *Société archéologique et historique de la Charente.*

ARCIS-SUR-AUBE, *Revue de Champagne et de Brie.*

ARRAS, *Académie d'Arras.*

— *Commission des Monuments historiques du Pas-de-Calais.*

AUTUN, *Société Éduenne des Lettres, Sciences et Arts.*

AUXERRE, *Société des Sciences historiques et naturelles de l'Yonne.*

AVRANCHES, *Société d'Archéologie.*

BAR-LE-DUC, *Société des Lettres et Sciences de Bar-le-Duc.*

BAYEUX, *Société des Sciences, Arts et Belles-Lettres.*

BEAUVAIS, *Société académique d'Archéologie, Sciences et Arts de l'Oise.*

BELFORT, *Société d'Émulation.*

BESANÇON, *Société d'Émulation du Doubs.*

BLOIS, *Société des Sciences et Lettres de Loir-et-Cher.*

BORDEAUX, *Société archéologique de la Gironde.*

— *Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts.*

BOURGES, *Société des Antiquaires du Centre.*

— *Société historique du Cher.*

BREST, *Société académique de Brest.*

BRIVES, *Société archéologique de la Corrèze.*

CAEN, *Académie de Caen.*

— *Société des Antiquaires de Normandie.*

— *Société française d'archéologie et Bulletin monumental.*

CAHORS, *Société des Études littéraires du Lot.*

CAMBRAI, *Société d'Émulation de Cambrai.*

CHALON-SUR-SAOSNE, *Société d'histoire et d'archéologie.*

CHAMBÉRY, *Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Savoie.*

— *Société Savoisienne d'histoire et d'archéologie.*

CHARTRES, *Société archéologique d'Eure-et-Loir.*

CHATEAUDUN, *Société Dunoise.*

CHATEAU-THIERRY, *Société historique et archéologique.*



CHERBOURG, *Société académique de Cherbourg.*

CLERMONT-FERRAND, *Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts.*

— *Bulletin historique et scientifique de l'Auvergne.*

— *Bulletin de la Haute Auvergne.*

COMPIÈGNE, *Société historique de Compiègne.*

CONSTANTINE, *Société archéologique de Constantine.*

COUTANCES, *Société académique du Cotentin.*

DIJON, *Académie des Sciences, Arts et Belles-Lettres.*

DRAGUIGNAN, *Société d'Études archéologiques.*

FONTAINEBLEAU, *Société historique du Gâtinais.*

GRANVILLE, *Société d'Études historiques et économiques.*

GRENOBLE, *Académie Delphinale.*

LA FLÈCHE, *Société d'histoire, lettres, sciences et arts.*

LA ROCHELLE, *Académie de La Rochelle.*

LA ROCHE-SUR-YON, *Société d'Émulation de la Vendée.*

LAVAL, *Commission historique et archéologique de la Mayenne.*

LE HAVRE, *Société Havraise d'Études diverses.*

LE MANS, *Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe.*

LIMOGES, *Société archéologique et historique du Limousin.*

LONS-LE-SAULNIER, *Société d'Émulation du Jura.*

LYON, *Société littéraire, historique et archéologique de Lyon.*

— *Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts.*

LILLE, *Commission historique du département du Nord.*

MACON, *Académie de Mâcon.*

MARSEILLE, *Académie des Sciences, Lettres et Arts de Marseille.*

MEAUX, *Société d'Archéologie de Seine-et-Marne.*

MELUN, *Société d'Archéologie, Sciences, Lettres et Arts de Seine-et-Marne.*

MENDE, *Société d'Agriculture, Industrie, Sciences et Arts de la Lozère.*

MONTAUBAN, *Société archéologique de Tarn-et-Garonne.*



MONTBRISON, *La Diana, Société historique et archéologique du Forez.*

MONTPELLIER, *Société pour l'Étude des Langues Romanes.*

MORTAGNE, *Documents sur la province du Perche.*

MOULINS, *Société d'Émulation de l'Allier.*

NANCY, *Société d'archéologie Lorraine.*

— *Académie de Stanislas.*

NANTES, *Société Archéologique de Nantes.*

— *Société des Bibliophiles Bretons.*

— *Revue de Bretagne et de Vendée.*

NIMES, *Académie du Gard.*

NIORT, *Société historique et scientifique des Deux-Sèvres.*

NOYON, *Comité historique et archéologique.*

ORLÉANS, *Société archéologique et historique de l'Orléanais.*

PARIS, *La Correspondance historique et archéologique*,  
28, rue Serpente.

— *Revue des Questions historiques*, 53, rue de Babylone.

— *Revue historique*, 108, boulevard Saint-Germain.

— *Société des Antiquaires de France.*

— *Société Bibliographique*, 5, rue Saint-Simon.

— *Société de l'histoire du Protestantisme français*, 16,  
place Vendôme.

PÉRIGUEUX, *Société historique et archéologique du Périgord.*

POITIERS, *Société des Antiquaires de l'Ouest.*

QUIMPER, *Société archéologique du Finistère.*

RAMBOUILLET, *Société archéologique.*

RENNES, *Société archéologique d'Ille-et-Vilaine.*

ROMANS, *Bulletin d'histoire ecclésiastique.*

SAINT-BRIEUC, *Société d'Émulation des Côtes-du-Nord.*

SAINT-OMER, *Société des Antiquaires de la Morinie.*

SAINT-QUENTIN, *Société académique de Saint-Quentin.*

SAINTES, *Société des Archives de la Saintonge et de l'Aunis.*

SENLIS, *Comité archéologique de Senlis.*

SENS, *Société archéologique de Sens.*

SOISSONS, *Société archéologique et scientifique.*



TOULON, *Société Académique du Var.*

TOULOUSE, *Académie.... de Toulouse.*

— *Société archéologique du Midi de la France.*

— *Université de Toulouse.*

TOURS, *Société archéologique de Touraine.*

TROYES, *Société académique de l'Aube.*

VANNES, *Société polymatique du Morbihan.*

VENDOME, *Société archéologique, scientifique et littéraire  
du Vendômois.*

BRUXELLES, *Société royale d'archéologie, 11, rue Ra-  
veinstein.*

— *Société des Bollandistes, 14, rue des Ursulines.*

LUXEMBOURG, *Institut royal, grand ducal.*

STOCKHOLM, *Académie royale d'Archéologie.*

WASHINGTON, *Institut Smithsonian.*

---

# FONDATION

DU

## PRIEURÉ D'AUVERS-LE-HAMON

---

Auvers-le-Hamon (Alversus, Aversae, Adversae-Hamonis), paroisse du doyenné de Brûlon et de l'archidiaconé de Sablé, aujourd'hui du canton et du doyenné de Sablé, n'est mentionné dans aucun document historique avant le XI<sup>e</sup> siècle. Son origine, comme celle de la plupart, se perd dans la nuit des temps. Sa délimitation actuelle remonte probablement à l'époque où ont été établis les bourgs épiscopaux voisins de Solesmes et de Saulges, c'est-à-dire au sixième siècle.

Cauvin, dans sa *Géographie ancienne du diocèse du Mans*, a cru pouvoir traduire par Auvers l'expression *villam de Angono* et *Angor*, qui se lit dans le Diplôme de Charlemagne de 802, où le grand empereur fait rentrer au pouvoir de l'église cathédrale du Mans les domaines ecclésiastiques usurpés par les seigneurs laïques à la faveur des troubles suscités en France sous Charles Martel. Cette assertion est contredite par les données étymologiques qui ne permettent pas de traduire Angonum par Auvers.

Toutefois il est certain que la paroisse d'Auvers existait de temps immémorial et que l'église était au pouvoir du seigneur du lieu.

C'est au XI<sup>e</sup> siècle que le nom d'Auvers (Alversus) apparaît pour la première fois dans l'histoire ; mais il apporte avec lui un problème historique que la sagacité des critiques



modernes n'est pas encore parvenue à résoudre. Nous sommes obligé de l'étudier à notre tour dans l'espoir d'aider à la solution par le fruit de nos humbles recherches.

Maucourt de Bourjolly, dans son *Mémoire chronologique sur la ville de Laval* (1), affirme que le prieuré d'Auvers-le-Hamon fut fondé par Guy I de Laval et son fils aîné Hamon et par eux donné à l'abbaye de la Couture, sous le pontificat de Sigefroy de Bellême, évêque du Mans, « præsente Roberto de Antramnis, anno M II » (1002). Il y a dans cette assertion deux erreurs chronologiques qui lui enlèvent toute vraisemblance. L'évêque Sigefroy était mort en 997, et Guy ne fut seigneur de Laval qu'en 1018 au plus tôt.

Le Corvaisier, Bondonnet, D. Briant, Le Paige et autres, mentionnent que Hugues I, comte du Maine, du temps de Sigefroy, consentit à l'indemnité du prieuré d'Auvers-le-Hamon, qu'un nommé Guy d'Avoise fonda et donna à la Couture (2).

Dom Piolin, qui n'a fait que copier ces écrivains, ajoute, d'après Pesche, que Hugues approuva la donation que Guy d'Avoise en fit à l'abbaye de la Couture, avec l'acceptation de l'abbé Gauzbert et la ratification de Jean et Hamon, fils de Guy, en présence de l'évêque Sigefroy. Il fait remarquer en note qu'il ne faut pas confondre cette première fondation avec la ratification faite en 1050 ou environ par l'un des descendants du fondateur (3).

Cette prétendue donation du prieuré d'Auvers par Guy d'Avoise à l'abbaye de la Couture en 1002, ratifiée par Hugues I et l'évêque Sigefroy est une erreur trop facilement acceptée par les écrivains. Il y eut bien, comme nous le dirons dans la suite, une première fondation du prieuré

(1) Tome I, page 103, édition de 1886.

(2) Le Corvaisier, p. 326. — Bondonnet, p. 308. — Le Paige, t. I, p. 54. — Briant, Cenomania.

(3) *Histoire de l'Église du Mans*, t. III, p. 19, 184, 241. — Pesche, art. Auvers-le-Hamon.



d'Auvers, indemnisée par le comte du Maine, mais l'auteur n'en fut pas Guy d'Avoise, ni les bénéficiaires, les religieux de la Couture.

Quant au nom du fondateur, les historiens sont en complet désaccord. Tous les écrivains Manceaux l'appellent Guy d'Avoise. Les Lavallois veulent que ce soit Guy de Laval, qui avait précisément deux fils Jean et Hamon. M. Boullier avait cherché à concilier les deux opinions en faisant de Guy d'Avoise et de Guy de Laval un seul et même personnage (1).

La question du prieuré d'Auvers a été serrée de plus près, discutée avec compétence, mais résolue en sens divers, à propos de l'origine des premiers seigneurs de Laval, par M. l'abbé Angot, *Dictionnaire de la Mayenne*, par M. Bertrand de Broussillon, *La Maison de Laval*, et par M. Robert Latouche, dans le *Bulletin de la Commission historique et archéologique de la Mayenne*.

Nous n'avons pas d'autres sources pour élucider l'origine du prieuré d'Auvers que trois documents, d'inégale valeur, il est vrai, mais d'une importance capitale dans le débat : 1<sup>o</sup> le jugement porté par Guillaume le Bâtard, alors comte du Maine, à Domfront, au sujet des revendications des moines de la Couture (1064) ; 2<sup>o</sup> la charte de fondation du prieuré, et 3<sup>o</sup> la confirmation de cette charte par le comte Hugues II du Maine (vers 1050). Ces deux dernières pièces sont insérées en entier dans le Cartulaire de la Couture, nos x et xi.

Nous plaçons en première ligne la sentence de Guillaume le Bâtard, parce que c'est un document incontestable, qui prouve péremptoirement que les seigneurs de Laval sont les véritables fondateurs du prieuré d'Auvers (2).

(1) *Recherches historiques sur la ville de Laval*.

(2) Jugement de Domfront.

Original : Archives du Loiret.

Publié par : 1<sup>o</sup> M. de la Beauluère, *Revue des Sociétés Savantes*.



Guy I de Laval avait conçu le projet de fonder une abbaye près de son château de Laval. Il donna à un moine de Saint-Calais, nommé Guérin, qui s'était insinué dans ses bonnes grâces, un terrain suffisant pour y construire une abbaye et y former un bourg. Comme première dépendance de son futur monastère, Guy donna son château d'Auvers, l'église et le bourg. Guérin y établit un prieuré sous le vocable de Notre-Dame. Cette première fondation dont il n'existe plus aucun titre, eut lieu dans la première moitié du XI<sup>e</sup> siècle (1).

Mais l'ambitieux moine échoua dans son entreprise ; il fut assassiné, sans doute pendant le cours d'un pèlerinage que fit à Jérusalem Guy de Laval (1040). Celui-ci reprit l'objet de ses libéralités, et vers 1050, il offrit à l'abbaye de Marmoutier, où son fils Jean s'était fait moine, l'établissement de Laval qui prit le nom de prieuré de Saint-Martin, et à l'abbaye de la Couture l'établissement d'Auvers, comme l'avait possédé Guérin.

Plus tard, les religieux de la Couture, jaloux de voir des moines étrangers s'installer à Laval, leur contestèrent cette possession, sans tenir compte des obligations que la reconnaissance leur imposait envers leurs bienfaiteurs. Ils prétendirent donc que Guy de Laval leur avait donné tout ce qui avait appartenu à Guérin, c'est-à-dire Auvers, et le bourg de la porte rennaise, comme dépendance d'Auvers.

Guy crut trancher la question, en affirmant devant les deux parties en présence à Laval, qu'il avait donné le terrain situé près de la porte de son château à Guérin pour y construire un bourg et un monastère dont il devait être

2<sup>e</sup> série, III, 515 ; 2<sup>e</sup> M. Bertrand de Broussillon, *La Maison de Laval*, 1, 39.

(1) Dom Le Michel avait vu au chartrier de Saint-Martin la charte contenant les concessions de Guy de Laval au malheureux moine, attestée par les mêmes témoins qui plus tard figurèrent à la donation faite à Marmoutier et revêtue des mêmes marques de solennité. A. Angot. *Dictionnaire de la Mayenne*, t. II, 593.



abbé, mais en stipulant que le monastère de Laval aurait pour dépendance l'église d'Auvers et tout ce que Guérin pourrait acquérir.

Renauld, abbé de la Couture, ne se contenta pas de cette affirmation ; il voulut encore obliger Guy au serment et au jugement de Dieu, sans tenir compte des lois canoniques qui proscrivaient ce genre d'épreuve, maintenu par l'usage. Guy ne recula pas devant les exigences de son adversaire et proposa, pour tenter l'épreuve judiciaire, un de ses hommes nommé Sibald, à Renauld qui se trouvait alors à Evron (1).

L'affaire fut portée d'abord devant l'évêque d'Angers, qui se récusa, et enfin devant Guillaume le Bâtard, au Mans. Celui-ci, craignant que les juges du Mans ne se laissassent influencer par l'autorité de l'abbé de la Couture, fit étudier plus attentivement le procès par son conseil, et à Domfront il rendit une sentence par laquelle il déchargeait Guy de Laval de l'épreuve judiciaire et l'obligeait seulement à affirmer par serment qu'il n'avait donné le terrain en litige ni à Guérin pour qu'il fut une dépendance d'Auvers, ni aux moines de la Couture lorsqu'il leur avait donné l'église d'Auvers (2).

Sur le refus de Renauld d'accepter le serment de Guy, Guillaume adjugea définitivement aux moines de Marmoutier la libre jouissance de leur prieuré de Saint-Martin ; les moines de la Couture furent déboutés de leurs revendications.

De ce document très authentique, il ressort avec la dernière évidence qu'il y avait eu un premier établissement du prieuré d'Auvers en faveur de Guérin, mais que cette

(1) *Histoire de Marmoutier*, par D. Martène, t. I, p. 339.

(2) La sentence de Domfront est signée par le comte Guillaume, Eudes, évêque de Bayeux, son frère utérin, Jean, évêque d'Avranches, Hugues, abbé de Lonlay, Hamon de Laval, fils de Guy, Goslin d'Anthénaise, Bouchard de Chaources, Lisiard d'Auvers et son fils Goslin, etc.



donation était devenue caduque par l'insuccès du malheureux moine, et qu'ensuite Guy de Laval avait donné à l'abbaye de la Couture le monastère d'Auvers tel que l'avait possédé Guérin.

Quant aux deux chartes de la fondation publiées dans le Cartulaire de la Couture, elles ont été passées au crible de la plus minutieuse critique par M. Bertrand de Broussillon, dans la préface de son savant ouvrage, *La Maison de Laval*, p. 5 et seq., où il conclut que les chartes sont fausses, à cause des erreurs chronologiques qu'elles renferment, de la forme insolite de leur rédaction, et qu'au surplus Guy de *Denacé* est un personnage imaginaire qui ne saurait être identifié avec Guy I de Laval.

M. Robert Latouche, dans un article intitulé : *L'Origine des Seigneurs de Laval, fondation du prieuré d'Auvers-le-Hamon* (1), après avoir rappelé les arguments de M. Bertrand de Broussillon, tranche radicalement la question en supprimant le problème. Pour lui les deux chartes sont des faux et ont été rédigées longtemps après les faits qui y sont indiqués.

Leur fausseté est prouvée : 1<sup>o</sup> par les mentions et souscriptions de personnages qui n'existaient pas ou n'exerçaient pas leurs fonctions à l'époque ; 2<sup>o</sup> par la forme des deux actes où il est question de sceaux et de cire verte qui n'ont été employés qu'au XII<sup>e</sup> siècle.

M. Latouche avance, sans donner ses preuves, que les moines ayant perdu ces actes ou ne les ayant jamais eus, les ont faits ou refaits à l'occasion de leurs procès et pour les besoins de leur cause, et par une suite de déductions qui font honneur à son imagination, il nous initie à tous les secrets de la cuisine savante et compliquée qui a servi à assaisonner les deux pièces.

(1) *Bulletin de la Commission historique et archéologique de la Mayenne*, t. XXIII, p. 199.



« En résumé, dit-il, la donation d'Auvers-le-Hamon par Guido de Danazeio aux moines de la Couture et la confirmation de cette donation par Hugues II du Maine, sont des faux qui paraissent avoir été fabriqués par les moines de Saint-Pierre de la Couture, entre 1190 et 1193, pour justifier certaines prétentions soulevées à l'occasion de quatre procès. Le prétendu donateur Guy de Denazé est un personnage imaginaire, et il est vain de l'identifier avec le premier seigneur de Laval, quelque séduisante que semble l'identification. »

A la suite de M. l'abbé Angot, nous n'admettons pas les conclusions de M. Latouche ; les deux chartes contestées ont pu être remaniées postérieurement et surchargées de signatures sans souci des anachronismes ; mais le fond en est vrai et les faits historiques qu'elles rapportent concordent parfaitement avec ceux énoncés dans le jugement de Guillaume-le-Bâtard, document dont personne ne conteste l'authenticité.

« Guy de Laval et le donateur d'Auvers-le-Hamon sont bien le même personnage, le jugement de Domfront est positif ; c'est bien Guy de Laval qui est le donateur ; mais pourquoi dans les deux chartes est-il qualifié de Guido de Danazeio ? Avant d'être seigneur de Laval, Guy ne portait-il pas un titre tiré d'une localité de la Champagne du Maine ? par exemple de l'ancienne seigneurie de *Denezé* ? » (1). Ici M. l'abbé Angot touche à la solution du problème.

Le Cartulaire imprimé porte Guido de *Danazeio* et *Danaceio*, que les uns ont traduit par Guy d'Avoise, les autres par Avessé et Denazé. Nous soupçonnions que cette lecture était fautive, car les fautes abondent dans l'édition des Bénédictins, et pour en avoir le cœur net, nous avons fait appel à l'obligeance de M. L'hermitte, archiviste de la Sarthe,

(1) Voir dans le *Bulletin de la Commission de la Mayenne*, t. XXIII, p. 386, la réponse de M. l'abbé Angot à l'article de M. Latouche.



qui a bien voulu lui-même examiner le manuscrit original où il a lu, sans la moindre hésitation, *Guido de Danareio* répété quatre fois de suite dans le texte (1). Il n'y avait plus de doute possible ; il ne peut plus être question d'Avoise, Avessé ou Denazé ; Danareium doit être traduit par Deneré. Or Deneré, en Avoise, était anciennement le chef-lieu de cette partie de la Champagne du Maine qui porta plus tard le nom de Champagne-Hommet. Cette seigneurie, dont l'origine remonte à l'établissement de la féodalité, était possédée directement par les seigneurs de Laval. Avant d'avoir reçu l'inféodation de Laval et bâti la forteresse, Guy était seigneur de Deneré et c'est comme seigneur de Deneré qu'il dispose d'une partie de son fief en faveur des moines de la Couture, et qu'il sollicite la ratification du comte du Maine. Il n'y avait pas lieu de faire intervenir son titre de seigneur de Laval.

Les successeurs de Guy de Laval continuèrent à posséder directement la seigneurie de Deneré ou Champagne jusqu'en 1239, où elle fut donnée à Ahoïse de Laval, lors de son mariage avec Jacques de Châteaugontier, d'où elle passa dans la maison des Vicomtes de Beaumont, mais elle continua à relever féodalement de Laval, comme nous le voyons par les aveux.

En 1408, Jeanne de Beaumont, dame de Champagne et veuve de Guillaume de Villiers, seigneur du Hommet, fait aveu au comte de Laval, « pour son domaine de Deneré et la motte du contourt où souloit estre anciennement le chastel du lieu » (2).

En 1542, Jacques de Maillé s'exprime ainsi : « Pour raison de mad. chatellenie, terre et seigneurie de Champagne et pour mon domaine et manoir de Deneré, sis paroisse

(1) Nous exprimons notre vive gratitude à M. l'Archiviste de la Sarthe qui nous a autorisé à nous servir de son nom comme garantie de la bonne lecture du manuscrit.

(2) Chartrier de Juigné ; Archives de Champagne-Hommet.



d'Avoise, avec la motte où souloit être anciennement le chastel du lieu, avec les douves, fossés, cloisons d'icelles, le tout en un tenant, contenant en maisons, chapelle, jardins, vergers, maquis, garennes à connils défensables, fuye à pigeons, mazerils et places de maisons où souloit être le hébergement et chastel dud. lieu de Deneré, six journaux de terre ou environ » (1).

Dans un mémoire rédigé au XVIII<sup>e</sup> siècle par M. Bignon, avocat au Parlement, pour M. le marquis de Juigné, nous trouvons la mention suivante :

« La Châtellenie de Champagne est une des parties intégrantes du Comté de Laval. Elle était autrefois une portion de l'ancienne baronnie de Laval, et elle n'en a été séparée que par parage. Pendant que le parage a duré, elle a toujours été comprise dans les aveux de Laval. Depuis que le parage est fini, elle relève, il est vrai, en franc-sief, mais elle n'en est pas moins une des parties intégrales. Lors de l'érection du présidial de Châteaugontier, la Champagne-Hommet ayant été par erreur attribuée à ce présidial, M. de la Trémouille s'en plaignit et obtint un arrêt qui l'en retira » (2).

Guy I de Laval était donc bien seigneur de Deneré ; nous en trouvons encore la preuve dans une pièce très authentique, dans une charte du Livre-Blanc du chapitre. Guy, sur le point de partir pour un pèlerinage en Terre-Sainte, abandonne au chapitre du Mans, les coutumes qu'il avait mises injustement sur la paroisse d'Asnières. Il est à remarquer que dans ce document, il est appelé Guy, sans autre qualification ; mais son identité avec Guy de Laval est assurée par la confirmation postérieure de son fils Hamon, d'Hersende sa femme, de Guy et Hugues, ses fils, et des témoins : Yves Le Franc, Lisiard d'Arquenay, Vivien

(1) Chartrier de Juigné.

(2) Mémoire de M. Bignon, 1703. (Cabinet de M. Edouard de Lorière).



de Monfrou, Hugues d'Orange, Foucher d'Asnières, etc. (1).

De quel droit Guy de Laval avait-il pu se permettre d'imposer des redevances féodales à une paroisse qui appartenait au chapitre ? Ce n'est pas comme seigneur de Laval, mais comme seigneur de Deneré dont la juridiction s'étendait sur Avoise, Juigné, Fontenay, Chantenay, Chevillé, Poillé, Auvers, Avessé, Viré, Cossé, au milieu desquelles est enclavée la paroisse d'Asnières. Il avait succombé à la tentation de réunir à son domaine de Deneré un bien qui en avait fait partie autrefois, et pour tranquilliser sa conscience il en opère la restitution.

Pour éclairer notre discussion, il est nécessaire de mettre sous les yeux du lecteur la charte de la fondation du prieuré d'Auvers; nous n'en reproduirons que les parties essentielles, en laissant de côté le préambule et les souscriptions qui semblent des interpolations.

« Ego, in nomine Domini, Wido de Danareio, favente meo seniore Hugone Cenomanensium comite et filio suo Herberto, meis quoque filiis annuentibus, Johanne atque Hamone, cum ceteris fidelibus meis, concedo ad monasterium Sancti Petri de Cultura quoddam monasterium quod Alversus dicitur, in honore Dei Genitricis Marie sacratum, quatinus ab ipsius cenobii Sancti Petri monachis in hoc monasterio Sancte Marie serviatur pro remedio anime mee . . . . . Burgum inibi situm annuo cum vicaria omnium hominum in meo dominio sive in burgo sive extra burgum manentium, ut prefati monachi ita libere et quiete burgum illum cum hominibus et vicaria possideant sicuti ego et antecessores mei possedimus. Concedo etiam monachis illis omnes consuetudines in meo dominio undecumque exeuntes sive ab hominibus meis sive ab extraneis, sive in burgo sive extra burgum, sive in publica via, sive extra publicam

(1) *Livre blanc*, n° 48. Voir l'ouvrage de M. Edouard de Loria, *Asnières-sur-Vègre*, p. 13. — *La Maison de Laval*, t. I. p. 21.



viam . . . . . Annuo quoque eis furnum cum pressorio et omnes decimas predictæ ecclesiæ ad meum dominium pertinentes, cum sepultura. Medietatem quoque unius molendini eis concedo et molturam omnium meorum hominum sive in burgo sive extra burgum manentium, cum una medietaria. Si vero aliquis meorum hominum prefatis monachis partem terre sue pro anime sue remedio conferre voluerit, omnem exactionem que mihi exinde reddi solet, sive talleiam sive aliusmodi servicium monachis dimicto et concedo. Hec omnia monachis ita libere et quiete possidenda annuo sicuti a domino meo Hugone, cenomanensium comite possedi. Concedo quoque ut presbyter ab abbate Culture et monachis ponatur, necnon terram que ante portam nostri castelli est ad oratorium construendum et subburgum do, uti Guarinus possedit.

Actum est hoc in Cenomanica urbe, in presentia domini mei Hugonis comitis, in die Palmarum, in ecclesia sanctorum Gervasii et Protasii, regnante rege Francorum Henrico » (1).

Examinons le texte de cette charte et exposons les raisons qui nous font croire à son authenticité.

Le faussaire qui, d'après M. Latouche, a composé cette pièce vers 1190, c'est-à-dire près de 150 ans après la fondation de Guy de Deneré, ne peut être autre que Geoffroy de Sonnaïs, prieur d'Auvers-le-Hamon, que nous voyons revendiquer énergiquement les droits concédés par l'acte de fondation contre les particuliers qui avaient usurpé sur ses droits de voirie, de coutumes, de four et de pressoir. Avant d'entamer ses procès, il commence par se faire délivrer par

(1) Mentionnons seulement les témoins qui figurent dans le manuscrit de la Couture et qui semblent appartenir à la rédaction primitive de la charte : Hoc vidit Bertha comitissa. — Fulco de Chiviliaco. — Lescardus de Alversjs. — Odo Rufus. — Hamelinus de Vilers. Le reste ne figure que dans le Cartulaire d'Auvers et semble avoir été ajouté postérieurement.



Guy V de Laval une nouvelle reconnaissance des droits conférés par ses ancêtres au prieuré d'Auvers, et spécialement de ceux qui lui étaient contestés. Il savait donc parfaitement qu'il tenait son prieuré de la générosité des seigneurs de Laval. En composant sa pièce, il n'aurait pas mis Guy de Deneré, mais Guy de Laval pour lui donner une plus grande autorité. En supposant qu'il ait remanié l'acte de fondation, il faut admettre au moins qu'il en a respecté les termes avec une scrupuleuse exactitude.

C'est donc bien la reproduction du document primitif et une preuve de plus en faveur de l'identification de Guy de Laval et de Guy de Deneré. Une autre coïncidence, c'est qu'ils ont les mêmes fils, Hamon, deuxième seigneur de Laval, qui a donné son nom à Auvers et Jean qui se fit religieux à Marmoutier.

Guy de Deneré ne donne pas à la Couture un terrain pour bâtir un monastère, mais un monastère déjà dédié à Notre-Dame, afin que les moines de la Couture puissent prier dans ce monastère de Sainte-Marie pour le repos de son âme et de celles de ses parents. Or nous savons par le jugement de Domfront que Guy de Laval l'avait donné auparavant à Guérin. L'expression, « *uti Guarinus possedit* », ne vient-elle pas confirmer la vérité des faits ?

Il est difficile de juger à distance les motifs qui portèrent les moines de la Couture à faire un procès à Guy de Laval en revendication du prieuré de Saint-Martin. A première vue, on est tenté de les accuser de mauvaise foi et d'ingratitude. C'est possible, mais ils devaient avoir des raisons plus sérieuses. Devant les juridictions où le procès fut porté à Laval, à Angers, au Mans et à Domfront, les moines durent produire des pièces pour justifier leurs réclamations. M. Bertrand de Broussillon dit que « si en 1064, ils avaient pu s'armer d'une charte émanée de Guy et conforme à la charte X et de la confirmation du comte Hugues, ils n'au-



raient pas manqué de les faire intervenir dans le débat contre les moines de Marmoutier, et ne se fussent pas laissé condamner par Guillaume le Conquérant, sans opposer au serment de Guy le document qui démentait ses dires » (1). Ici l'argumentation du savant critique porte à faux. Comme preuve de la justice de leurs réclamations, les moines de la Couture n'avaient pas d'autre pièce à présenter que leur charte de fondation qu'ils interprétaient en leur faveur grâce à l'amphibologie d'une phrase. La dernière phrase est celle-ci : « Concedo quoque ut presbyter in supradicta ecclesia ab abbate et monachis ponatur ; necnon terram que ante portam nostri castelli est ad oratorium construendum et subburgum do, uti Guarimus possedit ».

Dans le sens le plus obvié et en rapprochant la seconde partie de la phrase de la première, où il est question du curé d'Auvers, il faut entendre ces mots ainsi : Je donne aux moines le droit de présentation à la cure d'Auvers, je donne le terrain qui est devant la porte de mon château d'Auvers pour construire une église et le bourg, comme l'a possédé Guérin. C'était bien le sens que Guy de Laval affirmait véritable.

Mais en détachant le dernier membre de phrase du premier, les moines pouvaient dire à Guy de Laval : Vous nous avez bien donné Auvers ; mais vous nous avez donné aussi le terrain qui est devant la porte de votre château de Laval, pour y construire une église et un bourg, comme l'a possédé Guérin, afin d'en faire une dépendance d'Auvers. Tout le débat entre Guy de Laval et Renauld de la Couture, roule sur le sens qu'il faut donner aux paroles que nous avons citées. Renauld pouvait dire aux moines de Marmoutier : De quel droit vous emparez-vous de ce terrain ? Guy de Laval nous a donné le terrain qui est devant la

(1) *La Maison de Laval*, par M. le comte Bertrand de Broussillon : Préface.



porte de son château pour y construire une église et un bourg ; nous avons droit à tout ce que Guérin possédait : Voyez l'acte de fondation d'Auvers qui le met sous sa juridiction. — J'ai bien donné, répondait Guy, ce terrain à Guérin pour y bâtir un bourg et un monastère, mais à la condition que Guérin ferait dépendre de son monastère l'église d'Auvers et tout ce qu'il pourrait acquérir.

Dans le serment qu'il fit à Domfront, Guy soutint qu'il ne fallait pas entendre ces paroles dans le sens que lui attribuaient les moines de la Couture, et jura qu'il n'avait donné le terrain en litige ni au moine Guérin pour en faire une dépendance d'Auvers, ni aux moines de la Couture, quand il leur donna l'église d'Auvers. Il ajoutait que ceux-ci n'avaient aucun droit à la succession de Guérin, qui était moine de Saint-Calais.

Guy de Laval avait-il un château à Auvers ? Nous en avons la preuve dans un document authentique, dans un aveu fait par Adam Fumée, prieur d'Auvers, au comte du Maine, le 10 février 1546 : « S'ensuyt la déclaration des choses héritaux que nous, Adam Fumée, évesque de Columbre, prieur de Nostre Dame d'Auvers-le-Hamon, tenons et advouons tenir en nuesse de vous le Roy, nostre souverain seigneur à cause de votre compté du Maine au service divin, en garde et en ressort ; c'est à scavoir le hébergement et principal circuit édifié sur partie *du vieil et ancien chasteau* encloux de murailles et doubves de nostre dict prieuré d'Auvers-le-Hamon, contenant tant en principal manoir, granges, estables, celiers, grainiers, pressouer et four à ban, prisons, court et jardin, un journau et demy de terre, sis près et joignant l'église parochiale » (1).

Le texte de la charte, « *terram que ante portam nostri castelli est ad oratorium faciendum et subburgum do, uti*

(1) Chartrier de Juigné ; Archives de Champagne-Hommet.



Garinus possedit », concorde donc parfaitement avec les faits que nous connaissons.

Guy avait donné son château d'Auvers à Guérin pour en faire un prieuré. N'y a-t-il pas là une preuve matérielle de l'identité de Guy de Laval et de Guy de Deneré ? Les moines présentent à Guy de Laval leur titre de fondation en disant : Reconnaissez-vous nous avoir donné Auvers et le terrain qui est devant la porte de votre château ? Si Guy ne s'était pas reconnu sous la qualification de Guy de Deneré, il aurait dit tout simplement aux moines : Ceci ne me regarde pas ; adressez-vous à Guy de Deneré. N'est-ce pas aussi une preuve que les moines de la Couture possédaient déjà en 1064 un acte de donation en bonne et due forme, qui ne pouvait être autre que celui que nous possédons ?

Quant à la valeur historique des deux chartes de la fondation d'Auvers, il serait injuste de les rejeter d'une manière absolue à cause des marques extérieures d'authenticité qui leur manquent. Les moines possédaient en 1064 un document authentique sur lequel ils appuyaient leurs prétentions en lui donnant un sens qui n'était ni dans l'esprit ni dans l'intention de Guy de Laval, document qu'ils ont peut-être modifié dans certaines parties accessoires, qu'ils ont complété au XII<sup>e</sup> siècle, par l'adjonction de formules et de noms propres, sans se soucier des anachronismes. Leur but était sans doute d'augmenter sa valeur au point de vue légal. En cela ils se sont trompés ; ce remaniement a eu pour conséquence fatale d'embrouiller le problème si complexe que nous avons cherché à élucider.

Que les chartes soient fausses ou non, les faits qu'elles rapportent ne sont point en opposition avec les faits historiques de l'époque (1) et surtout avec le jugement de

(1) C'est l'opinion de M. l'abbé Angot, à laquelle nous nous rallions complètement en empruntant les termes de sa réponse à M. R. Latouche. Voir le *Bulletin de la Commission de la Mayenne*, t. XXIII.



Guillaume le Bâtard, dont personne ne peut suspecter l'authenticité incontestable ; et nous pouvons conclure que Guy de Deneré, le fondateur d'Auvers, est le même personnage que Guy de Laval, qui affirme solennellement à Domfront avoir donné Auvers à la Couture.

D'ailleurs les relations les plus intimes ne cessèrent d'exister pendant plusieurs siècles entre les seigneurs de Laval et le prieuré d'Auvers. Auvers adopta le surnom de Hamon, pour marquer davantage la reconnaissance des moines envers le second seigneur de Laval, sous lequel le prieuré et le bourg prirent leur importance et leur développement.

En 1158, lorsque Guy de Laval fonda l'église de la Trinité, il voulut que parmi les quatre religieux qui devaient la desservir, il y en eut un tiré du prieuré d'Auvers et entretenu aux frais de ce même prieuré (1).

En 1190, Geoffroy de Sonuais, prieur d'Auvers, ne se contenta pas de sa charte pour l'opposer à ceux qui méconnaissaient ses droits, il en demanda encore la confirmation à l'héritier du fondateur. Guy V de Laval renouvela volontiers aux moines de la Couture et spécialement à ceux qui habitaient la maison d'Auvers, toutes les concessions faites par son père et ses ancêtres (2).

E. TOUBLET.

(1) Cartulaire de la Couture, n° LXXIII.

(2) Cartulaire de la Couture, n° CLIV.

---

# CATALOGUE

DES

## ACTES DES ÉVÊQUES DU MANS

### JUSQU'A LA FIN DU XIII<sup>e</sup> SIÈCLE

---

367.

1211, 25 juillet, Le Mans.

Charte d'Hamelin contenant la donation au Chapitre par Paulin *Boters*, croisé contre les Albigeois, du tiers de la dîme de Saint-Mars-d'Outillé (*de Hostilleio*), pour 60 livres de mansais à lui-même et un marc d'argent à sa femme.

A. Original perdu.

B. Copie de la première moitié du XIII<sup>e</sup> siècle. *Liber Albus Capituli*, Bibl. du Mans, ms. 259, f<sup>o</sup> 29 v<sup>o</sup>.

C. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières), Bibl. nat., lat. 5211 B, p. 11, d'après B. — D. Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle, Bibl. nat., lat. 9206. f<sup>o</sup> 16 r<sup>o</sup>, d'après C. — E. Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle, Bibl. nat., coll. Moreau, 115, f<sup>o</sup> 184, d'après C.

PUBLIÉ : *Chartularium quod dicitur Liber Albus*, p. 29, d'après B.

Date : *Actum anno gratie M<sup>o</sup> CC<sup>o</sup> undecimo, die sabbati translationis beati Juliani, juxta altare ipsius, assistente nobis N. Decano et pluribus aliis de capitulo tam personis quam canonicis.*



368.

1211, novembre.

Hamelin confirme l'engagement pendant trois ans à la fabrique de la cathédrale, de la dîme possédée par Philippe Malemouche, chevalier, dans la paroisse de Saint-Hilaire, pour la somme de 300 sous mansais.

A. Original perdu.

B. Copie de la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, *Liber Albus Capituli*. Bibl. du Mans, ms. 259, f<sup>o</sup> 166 r<sup>o</sup>.

C. Mention de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5211 B, p. 55, d'après B. — D. Mention du XVIII<sup>e</sup> siècle. Bibl. nat., lat. 9206, f<sup>o</sup> 31 v<sup>o</sup>, d'après C.

PUBLIÉ : *Chartularium.... quod dicitur Liber Albus*, p. 335, d'après B.

Date : *Actum anno gratie M<sup>o</sup> CC<sup>o</sup> XI<sup>o</sup>, mense novembri.*

369.

1211.

Charte d'Hamelin contenant l'abandon par Robert *Pesaz* de ses prétentions sur une terre donnée à l'abbaye de Perseigne en même temps que Raoul, fils de feu Laurent, en retour de quoi l'abbaye donne audit Robert 8 deniers de cens annuel.

A. Original perdu.

B. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5474, p. 141.

C. Copie du XIX<sup>e</sup> siècle (M. Bilard). Archives municipales du Mans, 912, f<sup>o</sup> 35 r<sup>o</sup>, d'après B.

PUBLIÉ : *Cartulaire de Perseigne*, éd. Fleury, p. 165, d'après B.

Date : . . . . 1211.

LXV. 4

370.

1211.

Charte d'Hamelin contenant la donation à l'abbaye de Fontaine-Daniel, par Renoux Flamand (*Ranulfus Flandrensis*) d'un tiers de tout son héritage.

A. Original perdu.

B. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5475, p. 86.

PUBLIÉ : *Cartulaire de Fontaine-Daniel*, éd. Grosse-Duperon, p. 86, d'après B.

Date : *Anno 1211*. Comparez, ci-dessus, n° 347, une charte de 1209 contenant une donation, datée de Fontaine-Daniel même, faite à l'abbaye d'Évron par le même Renoux Flamand.

371.

1212, n. st., janvier.

Charte d'Hamelin contenant la donation par Juhel de Mayenne à l'abbaye de Clermont, de deux muids et demi de froment à prendre chaque année sur son *frumentagium* de La Chartre, comme compensation du revenu que Renaud d'Anjou (*de Andegavia*) avait en Normandie, savoir : à Montchamp (*Moschans*) et à Fontenay (*Fontenetun*).

A. Original perdu.

PUBLIÉ d'après une copie qui ne nous est pas connue : *Cartulaire de Fontaine-Daniel*, éd. Grosse-Duperon, p. 85, avec trad.

Date : *Actum anno incarnationis Dominice millesimo ducentesimo undecimo, mense januarii*.

372.

1212, n. st., mars.

Charte d'Hamelin contenant un accord entre W. abbé de



Saint-Vincent, et L. abbé de Beaulieu, au sujet de la dime du vin de Vozeio.

A. Original perdu.

B. Copie du XIII<sup>e</sup> siècle. *Second Cartulaire de Saint-Vincent*, Bibl. du Mans, ms. 95, f<sup>o</sup> 31 v<sup>o</sup>.

C. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5444, p. 409, d'après B. — D. Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle, Bibl. nat., coll. Moreau, 116, f<sup>o</sup> 104, d'après C.

Date : *Actum anno gratie M<sup>o</sup> CC<sup>o</sup> XI<sup>o</sup> mense martii.*

373.

1212, 12 mai. Le Mans.

Charte d'Hamelin contenant l'abandon à l'abbaye de Saint-Vincent par Hugues *Espechel*, clerc, et Guillaume de *Rivelon*, avec ses frères Simon et Richard, de leurs droits sur une dime de la paroisse Saint-Georges de Dangeul, dont ils se disputaient la possession.

A. Original perdu.

B. Copie du XIII<sup>e</sup> siècle. *Second Cartulaire de Saint-Vincent*, Bibl. du Mans, ms. 95, f<sup>o</sup> 15 v<sup>o</sup>.

C. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5444, p. 378, d'après B. — D. Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle. Bibl. nat., coll. Moreau, 116, f<sup>o</sup> 226, d'après C. — E. Mention du XVII<sup>e</sup> siècle. *Monasticon Benedictinum*, Bibl. nat., lat. 12702, f<sup>o</sup> 350 r<sup>o</sup>. — F. Mention du XVII<sup>e</sup> siècle (D. Le Michel). Bibl. nat., lat. 13820, f<sup>o</sup> 217 v<sup>o</sup>. — G. Mention du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières), Bibl. nat., lat. 5444, p. 535, d'après un vidimus de 1271. — H. Mention du XIX<sup>e</sup> siècle (M. Bilard). Bibl. du Mans, 473, n<sup>o</sup> 51, d'après G.

Date : *Actum fuit hoc publice coram nobis apud Cenomannis in vigilia Pentecostes anno gratie M<sup>o</sup> CC<sup>o</sup> XII<sup>o</sup>.*

374.

1212, mai.

Hamelin ayant reçu de Foulques, fils de Guérin de

*Chaelun* la dime de Martigné, la remet au curé de ladite paroisse, du consentement des moines de Fontaine-Daniel.

A. Original perdu.

B. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5475, p. 51.

PUBLIÉ : *Cartulaire de Fontaine-Daniel*, éd. Grosse-Duperon, p. 90, d'après B.

Date : 1212, mense maio.

375.

1212.

Charte d'Hamelin contenant la cession par Silvestre de Rouperroux (*de Ruperros*) au Chapitre cathédral, d'un tiers du moulin de *Perre*, partie à titre de vente pour 40 livres de mansais, partie à titre d'aumône, un autre tiers dudit moulin continuant d'appartenir audit Silvestre, du chef de sa femme.

A. Original perdu.

B. Copie de la première moitié du XIII<sup>e</sup> siècle. *Liber Albus Capituli*. Bibl. du Mans, ms. 259, f<sup>o</sup> 60 v<sup>o</sup>.

C. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5211 B, p. 27, d'après B. — D. Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle, Bibl. nat., lat. 9206, f<sup>o</sup> 22 r<sup>o</sup>, d'après C.

PUBLIÉ : *Chartularium quod dicitur Liber Albus*, p. 114, d'après B.

Date : *Actum est hoc anno gratie M<sup>o</sup> CC<sup>o</sup> XII<sup>o</sup> presentibus multis.*

376.

1212.

Charte d'Hamelin contenant la donation à l'abbaye de Perseigne par Robert, chapelain du comte d'Alençon, de sa



vigne d'Ancinnes (*de Uncinis*), pour l'anniversaire de Jeanne, comtesse d'Alençon.

A. Original perdu.

B. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5474, p. 171.

C. Copie du XIX<sup>e</sup> siècle (M. Bifard). Archives municipales du Mans, 912, f<sup>o</sup> 48 r<sup>o</sup>, d'après B.

PUBLIÉ : *Cartulaire de Perseigne*, éd. Fleury, p. 198, d'après B.

Date : Anno 1212.

377.

1212.

Charte d'Hamelin contenant la cession au prieuré de Solesmes par Mathieu de L'Ormeau (*de Ulmello*), d'une rente de 8 deniers mansais, à lui due par ledit prieuré.

A. Original parchemin, sceau perdu. Archives de l'abbaye de Solesmes.

PUBLIÉ : *Cartulaire des Abbayes de la Couture et de Solesmes*, p. 171, d'après A.

Date : *Actum anno gratie millesimo ducentesimo duodecimo.*

378.

1204-1212.

Charte d'Hamelin contenant la donation par G. de Cortboulén à l'abbaye de Tironneau, d'une terre pouvant recevoir 5 setiers de semence, avec un pré et un bois, et la confirmation par le même de toutes les possessions de la dite abbaye dans son fief.

A. Original parchemin, scellé sur double queue, sceau perdu. Archives de la Sarthe, H 980.

INDIQ. : Bilard, *Analyse des Documents historiques*, t. I, n° 527. — Bellée, *Inventaire sommaire.... Sarthe, série H*, t. I, p. 416.

Sans date, daté par la mention de Laurent, abbé de Fontaine-Daniel, qui ne peut être antérieur à 1204, date de la fondation de ladite abbaye, ni postérieur à 1212, date où apparaît son successeur R., dans une pièce citée par le *Gallia Christiana*.

379.

1213, n. st., 29 janvier.

Hamelin donne à l'abbaye de Saint-Vincent le tiers de la dime de Champannières, à lui remise par Philippe de Sougé (*Suge*).

A. Original perdu.

B. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5444, p. 537.

C. Copie du XIX<sup>e</sup> siècle (M. Bilard). Bibl. du Mans, ms. 473, 2<sup>e</sup> partie, n° 61 bis, d'après B.

Date : *Anno gratie 1212, iv kalendas februarii.*

380.

1213, n. st., mars.

Hamelin confère à Milon *de Merceyo*, son clerc, (*dilecto clerico nostro*), la cure de Chemeré (*de Chimeriaco*).

A. Original perdu.

B. Copie de la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, *Liber Albus Capituli*. Bibl. nat., lat. 17754, f° 63 v°.

C. Copie du XIX<sup>e</sup> siècle (M. Bilard). Archives municipales du Mans, 834, f° 78 v°, d'après B.

PUBLIÉ : B. de Broussillon, *Cartulaire de l'Évêché du Mans*, p. 26, d'après B.

Date : *Actum anno gratie M° CC° XII°, mense martio.*



381.

1213.

Hamelin confirme l'acte par lequel Jubel de Mayenne, au moment de partir pour l'Angleterre avec le roi de France, a augmenté les droits d'usage et de pâture des moines de Fontaine-Daniel dans ses bois et leur a permis de réduire en terres arables les bois de *Saletum* et de *Polleyum* qu'il leur avait précédemment cédés sous condition de ne pas les détruire.

A. Original perdu.

B. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5475, p. 23.

PUBLIÉ : *Cartulaire de Fontaine-Daniel*, éd. Grosse-Duperon, p. 97, d'après B.

Date : *Anno gratie 1213.*

382.

1213.

Acte d'Hamelin pour l'abbaye de Fontaine-Daniel, concernant des biens sis à Martigné.

A. Original perdu.

B. Mention sommaire de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5475, p. 50.

PUBLIÉ : *Cartulaire de Fontaine-Daniel*, éd. Grosse-Duperon, p. 98, d'après B.

Date : *1213.*

383.

1213.

Hamelin reçoit sous sa protection et sous celle de Saint-

Julien les donations faites par Juhel de Mayenne à l'abbaye de Fontaine-Daniel.

A. Original perdu.

B. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 17036, p. 127.

PUBLIÉ : D. Piolin, *Histoire de l'Église du Mans*, t. IV, p. 571, d'après B.

Date : *Anno gratie 1213*.

384.

1190-1213.

Charte d'Hamelin contenant la donation à l'abbaye de la Trappe par Guillaume de Bretel, d'une rente d'un setier de froment et de deux sous tournois.

A. Original perdu.

B. Copie du XIII<sup>e</sup> siècle, *Cartulaire de la Trappe*, Bibl. nat., lat. 11060, f<sup>o</sup> 44 v<sup>o</sup>, d'après un vidimus de L., évêque d'Évreux, daté 1213.  
— B' Copie du même temps, même ms., f<sup>o</sup> 77 r<sup>o</sup>, d'après la même source.

PUBLIÉ : *Cartulaire de la Trappe*, éd. de Charencey, p. 125 et 247, d'après B et B'.

Sans date. Daté par celle du vidimus.

385.

1205-1214.

Hamelin déclare avoir prêté, en présence du Chapitre, de A., abbé de Perseigne, et de L., abbé de Clermont, le serment de fidélité à son Église, exigé par la coutume.

A. Original perdu.



B. Copie de la première moitié du XIII<sup>e</sup> siècle, *Liber Albus Capituli*, Bibl. du Mans, ms. 259, f<sup>o</sup> 27 r<sup>o</sup>.

C. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5211 B, p. 9, d'après B. — D. Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle. Bibl. nat., lat. 9206, f<sup>o</sup> 15 v<sup>o</sup>. d'après C.

PUBLIÉ : *Chartularium quod dicitur Liber Albus*, p. 21, d'après B.

Sans date. Daté par la mention de L[aurent], abbé de Clermont, dont le prédécesseur, Geoffroy, est encore mentionné, selon le *Gallia Christiana*, en 1205.

386.

1199-1214.

Charte d'Hamelin contenant la donation par Étienne Gondouin et Agathe, sa femme, à l'abbaye de Beaulieu, d'une maison sise proche l'église Saint-Pavin-de-la-Cité, avec un terrain s'étendant jusqu'à la Grande-Rue ; en retour, l'abbaye pourvoira aux besoins des donateurs *sicuti duobus canonicis*.

A. Original parchemin, scellé sur double queue, sceau perdu. Archives de la Sarthe, H 384.

INDIQ. : Bilard, *Analyse des Documents historiques*, t. I, n<sup>o</sup> 539, et Bellée, *Inventaire sommaire.... Sarthe, Série H*, t. I, p. 172.

Sans date. On relève dans le texte la phrase suivante : *tempore incendii hujus civitatis, tempore videlicet regis Johannis*. Nous ne croyons pas qu'il s'agisse ici du temps de la captivité de Richard Cœur-de-Lion, mais bien du règne (1199-1216) de Jean Sans-Terre. Quant à un incendie de la ville du Mans, sous Hamelin, ce texte est le seul, à notre connaissance, qui en fasse mention.

387.

1199-1214.

Hamelin, évêque du Mans, et Guillaume des Roches, sénéchal d'Anjou, confirment l'engagement pris par Savari d'Antenaise, de respecter les stipulations de l'accord passé par son père, Hamelin, avec le prieur de Bouère : de ne plus imposer de *vadimonia* pour le pain, le vin et la viande aux hommes des moines, de ne plus exiger d'eux de service militaire, de ne plus leur extorquer d'avoine, de ne plus permettre que ses hommes en exigent la mestive, de ne leur demander aucune autre taille que les 30 sous mansais que lui donnera le prieur, de respecter la justice (*vicaria*) des moines sur leurs terres etc.

A. Original perdu.

B. et B'. 2 copies dans un vidimus du XV<sup>e</sup> siècle, d'après un vidimus de 1235 par Hamelin, fils de Savari. Archives de la Sarthe, H 371.

INDIQ. : Bilard, *Analyse des Documents historiques*, t. I, n° 307. — Bellée, *Inventaire sommaire.... Sarthe, Série H*, t. I, p. 160.

Sans date. Daté par les années probables de Guillaume des Roches dans sa charge (1199-1222), d'après Célestin Port. *Dictionnaire*, V<sup>e</sup> Guillaume des Roches.

388.

1194-1214.

Charte d'Hamelin contenant la donation par Hugues de Monceaux et Béatrice, sa femme, à l'abbaye de Saint-Vincent, de tout ce qu'ils possédaient à Neuf-Fontaines (*Novem Fontes*), sauf une terre, que ledit Hugues tiendra désormais des moines à un denier de cens.

A. Original perdu.

B. Copie du XIII<sup>e</sup> siècle. *Second Cartulaire de Saint-Vincent*. Bibl. du Mans, ms. 95, f° 18 r°.



C. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5444, p. 383, d'après B. — D. Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle, Bibl. nat., coll. Moreau, 111, p. 217, d'après C.

Sans date. Daté par la mention de Guillaume, abbé de Saint-Vincent, entre 1194 et 1221.

389.

1194-1214.

Acte d'Hamelin pour l'abbaye de Saint-Vincent, où se rencontre le nom de Guillaume, abbé.

A. Original perdu.

B. Copie du début de l'acte, du XIII<sup>e</sup> siècle. *Second cartulaire de Saint-Vincent*, Bibl. du Mans, ms. 95, f<sup>o</sup> 12 v<sup>o</sup>.

C. Copie de la même partie, du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5444, p. 372, d'après B.

Sans date. Daté par la mention de Guillaume, abbé de Saint-Vincent entre 1194 et 1221.

390.

1190-1214.

Hamelin confirme à l'abbaye de Savigny la possession de la dîme que le prêtre Herbert l'ayant rachetée aux laïcs Hugues Lefèvre et Eudes son fils, avait donnée à cette abbaye.

A. Original parchemin scellé sur double queue, sceau perdu. Archives nationales, L. 978.

B. Copie du XIX<sup>e</sup> siècle. Léchaudé d'Anisy, *Extraits du chartrier de Savigny*, Bibl. nat., lat. 10078, n<sup>o</sup> 1065, d'après A.

391.

1190-1214.

Hamelin reconnaît que la cure de Notre-Dame d'Étival appartient à l'abbaye du Mont-Saint-Michel, et enregistre la déclaration de Gervais *de Noeuriis*, curé, qu'il dépend comme clerc et juré de ladite abbaye.

A. Original parchemin, scellé sur double queue, sceau perdu. Archives de la Manche, carton de Saint-Victor, n° 69.

B. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5430 A, p. 145. — C. Copie du XIX<sup>e</sup> siècle (M. Bilard). Archives municipales du Mans, 835, f° 32 v°, d'après B.

PUBLIÉ : *Cartulaire de Saint-Victor*, éd. B. de Broussillon, p. 37, d'après A.

392.

1190-1214.

Hamelin donne, pour son anniversaire, aux chanoines de la cathédrale 40 sous par an et aux clercs 25 sous, désignant ceux de ses biens qui seront affectés à cette fondation ; il en affecte d'autres à l'entretien en lampes et cierges de l'autel de Saint-Martin dans la cathédrale.

A. Original perdu.

B. Copie de la première moitié du XIII<sup>e</sup> siècle, *Liber Albus Capituli*, Bibl. du Mans, ms. 259, f° 31 r°. — C. Copie de la fin du XIII<sup>e</sup> siècle. *Liber Albus Capituli*, Bibl. nat., lat. 17754, f° 32 r°.

D. Copie du XIX<sup>e</sup> siècle (M. Bilard). Archives municipales du Mans, 834, f° 36 r°, d'après C.

PUBLIÉ : *Chartularium....., quod dicitur Liber Albus*, p. 34, d'après B.

393.

1190-1214.

Hamelin exempte Renaud, curé de Saint-Christophe de Pruillé, et ses successeurs, de procuration épiscopale.



A. Original perdu.

B. Copie de la première moitié du XIII<sup>e</sup> siècle. *Liber Albus Capituli*, Bibl. du Mans, ms. 259, f<sup>o</sup> 47 v<sup>o</sup>.

PUBLIÉ : *Chartularium quod dicitur Liber Albus*, p. 78, d'après B.

394.

1190-1214.

Charte d'Hamelin contenant la donation à l'abbaye de Perseigne par Richard de Beaumont, sénéchal de Sainte-Suzanne, de terres sises à Thoigné (*Toigne*), moyennant 15 livres de mansais pour lui, 12 deniers pour sa mère, 2 sous pour sa femme, 6 et 3 deniers pour ses filles.

A. Original perdu.

B. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières), Bibl. nat., lat. 5474, p. 140, d'après A.

C. Copie du XIX<sup>e</sup> siècle (M. Bilard). Archives municipales du Mans, 912, f<sup>o</sup> 35 r<sup>o</sup>, d'après B.

PUBLIÉ : *Cartulaire de Perseigne*, éd. Fleury, p. 165, d'après B.

395.

1190-1214.

Charte d'Hamelin contenant les donations faites à l'abbaye de Perseigne, 1<sup>o</sup> par Lucie, fille d'Hugues Gonas et dame de *Seonna*, d'elle-même et de ses biens (*omnia catalla sua*) après sa mort ainsi que du tiers de tout son droit (*totius juris sui*; — 2<sup>o</sup> par Hugues, son fils; d'une *mediata* de terre dans le fief de *Seonna*, pour 100 sous, 20 sous à sa femme et 10 à ses enfants.

A. Original perdu.

B. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5474, p. 139.

C. Copie du XIX<sup>e</sup> siècle (M. Bilard). Archives municipales du Mans, 912, f<sup>o</sup> 34 r<sup>o</sup>, d'après B.

PUBLIÉ : *Cartulaire de Perseigne*, éd. Fleury, p. 162, d'après B.

396.

1190-1214.

Hamelin énumère et confirme les possessions de l'abbaye de Marmoutier dans son diocèse.

A. Original perdu.

B. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5441, t. III, p. 475, d'après A. — C. Analyse de la même origine, même ms., p. 474, d'après A. — D. Analyse de la même origine, même ms., p. 473, d'après un vidimus de 1271. — E. Analyse du XVII<sup>e</sup> siècle (D. Le Michel). Bibl. de Tours, ms. 1381, f<sup>o</sup> 3 r<sup>o</sup>, d'après un *recens cartularium*. — F. Mention de la même origine, même ms., f<sup>o</sup> 241 v<sup>o</sup>.

397.

1190-1214.

Hamelin donne à l'abbaye de Saint-Serge l'église de Juigné de Montenzaio, et en retour, les moines lui promettent de célébrer son anniversaire après sa mort.

A. Original perdu.

B. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 17036, p. 131.

398.

1190-1214.

Hamelin, à la prière de Renaut de Montgeroul (*de Monte Girulfi*), clerc, confirme à l'abbaye de Champagne les dimes que ledit clerc lui a données dans la paroisse de Hambers (*Hambes*).



A. Original perdu.

B. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 17125, f<sup>o</sup> 62 v<sup>o</sup>, d'après A.

C. Copie du XIX<sup>e</sup> siècle (M. Bilard). Archives municipales du Mans, 913, p. 88, d'après B.

399.

1190-1214.

Charte d'H[amelin] contenant la donation par Eude de Cortalarie, chevalier, à l'abbaye de Champagne, de la métairie de Colonges, paroisse de Saint-Mars (*Sancti Medardi*).

A. Original perdu.

B. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 17125, f<sup>o</sup> 58 v<sup>o</sup>.

C. Copie du XIX<sup>e</sup> siècle (M. Bilard). Archives municipales du Mans, 913, p. 80, d'après B.

400.

1190-1214.

H[amelin] authentique le bail à ferme fait par l'abbaye de Saint-Vincent à Guérin de Dusages, sa vie durant, des portions que ladite abbaye touche dans l'église de Souigné, pour la somme de 5 sous mansais par an.

A. Original perdu.

B. Copie du XIII<sup>e</sup> siècle. *Second Cartulaire de Saint-Vincent*, Bibl. du Mans, ms. 95, f<sup>o</sup> 1 r<sup>o</sup>.

C. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5444, p. 353, d'après B. — D. Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle. Bibl. nat., coll. Moreau, 111, p. 199, d'après C.

L'interprétation de H par Hamelin ne fait pas doute : Guérin de Dusages, qui est ici qualifié par l'évêque de *dilectus socius noster*, fut official du diocèse sous Hamelin, et se trouve, à ce titre, dans notre liste de dignitaires.

401.

1190-1214.

Charte d'Hamelin contenant la vente à l'abbaye de Saint-Vincent pour 20 livres de mansais, par Gautier dit L'Abbé, chevalier, seigneur de Souday, de la moitié de sa part de la dime d'Outre-Quoitron et de la moitié des dimes des terres qui seront défrichées dans le même fief.

A. Original perdu.

B. Copie du XIII<sup>e</sup> siècle. *Second Cartulaire de Saint-Vincent*, Bibl. du Mans, ms. 95, f<sup>o</sup> 2 r<sup>o</sup>.

C. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5444, p. 354, d'après B. — D. Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle. Bibl. nat., coll. Moreau, 111, f<sup>o</sup> 220, d'après C.

402.

1190-1214.

Charte d'Hamelin contenant la donation par Mathieu du Vivier (*de Vivario*), chevalier, à l'abbaye de Saint-Vincent, du fief de Fouquier de *Cloe*, dans la paroisse de Mézières (*de Maceriis*), réserve faite de ses droits de seigneur féodal.

A. Original perdu.

B. Copie du XIII<sup>e</sup> siècle. *Second Cartulaire de Saint-Vincent*, Bibl. du Mans, ms. 95, f<sup>o</sup> 2 v<sup>o</sup>.

C. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5444, p. 356, d'après B.

403.

1190-1214.

Hamelin enjoint à Philippe *de Dulceola*, de laisser, conformément à la transaction qu'il a passée avec l'abbaye de Saint-Vincent, au prieuré de ladite abbaye à Saint-Léonard, la jouissance des usages qui lui reviennent dans la forêt de Pail, ainsi que la dime du pasnage de cette forêt.



A. Original perdu.

B. Copie du XIII<sup>e</sup> siècle. *Second Cartulaire de Saint-Vincent*, Bibl. du Mans, ms. 95, f<sup>o</sup> 12 v<sup>o</sup>.

C. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5444, p. 373, d'après B. — D. Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle. Bibl. nat., coll. Moreau, 111, f<sup>o</sup> 214, d'après C.

404.

1190-1214.

Hamelin ratifie un accord entre les abbayes de Saint-Vincent et de Perseigne, aux termes duquel 1<sup>o</sup> sur les terres dont la dime appartient à l'abbaye de Saint-Vincent, les moines de Perseigne, s'ils cultivent eux-mêmes ou par leurs *condonati*, ne doivent que la vingtième gerbe et rien sur les légumes ni le chanvre, tandis que s'ils ne cultivent pas eux-mêmes, la dime est due intégralement; — 2<sup>o</sup> échange est fait d'une terre de Saint-Vincent, sise *inter Soonnam et castrum Sancti Remigii* contre diverses terres de Perseigne.

A. Original perdu.

B. Copie du XIII<sup>e</sup> siècle. *Second Cartulaire de Saint-Vincent*, Bibl. du Mans, ms. 95, f<sup>o</sup> 39 r<sup>o</sup>. — C. Copie incomplète du même temps. même ms., f<sup>o</sup> 83 r<sup>o</sup>.

D. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5444, p. 416, d'après B. — E. Copie incomplète de la même origine, même ms., p. 470, d'après C. — F. Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle. Bibl. nat., coll. Moreau, t. 111, p. 230, d'après D. — G. Copie incomplète du même temps, même ms., f<sup>o</sup> 227, d'après E. — G'. Copie identique à G, même ms., p. 232.

405.

1190-1214.

Charte d'Hamelin contenant la donation par Philippe de Ballon (*de Balon*), clerc de l'évêque, à l'abbaye de la Couture, d'une terre et d'une vigne qu'il tenait de Herbert Rousseau (*Rusellus*).

LXV. 5

A. Original perdu.

B. Copie du XIII<sup>e</sup> siècle. *Cartulaire de la Couture*, Bibl. du Mans, ms. 198, f<sup>o</sup> 21 v<sup>o</sup>.

C. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 17123, p. 228, d'après B.

PUBLIÉ : *Cartulaire des Abbayes de la Couture et de Solesmes*, p. 139, d'après B.

406.

1190-1214.

Hamelin s'engage, vu la satisfaction accordée au Chapitre de Tours par l'abbaye de la Couture, qui a conféré à un clerc présenté par ledit Chapitre, un bénéfice de 100 sous mansais, à ne plus refuser, comme il devait le faire jusque-là, les clercs présentés par ladite abbaye aux divers bénéfices qui relèvent d'elle.

A. Original perdu.

B. Copie du XIII<sup>e</sup> siècle. *Cartulaire de la Couture*, Bibl. du Mans, ms. 198, f<sup>o</sup> 8 r<sup>o</sup>.

C. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 17123, p. 214, d'après B.

PUBLIÉ : *Cartulaire des Abbayes de la Couture et de Solesmes*, p. 139, d'après B, sous la date 1200.

407.

1190-1214.

Hamelin confirme à l'abbaye de Saint-Aubin les églises que ladite abbaye possède dans le diocèse du Mans.

A. Original perdu.

B. Copie collationnée sur papier, du 13 novembre 1582. Archives de la Sarthe, H 267, f<sup>o</sup> 22 r<sup>o</sup>.

INDIQ. : Bilard, *Analyse des Documents historiques.....*, t. I, n<sup>o</sup> 272, sous la date 1194. — Bellée, *Inventaire sommaire... Sarthe, Série H*, t. I, p. 109.



PUBLIÉ : *Cartulaire de l'abbaye de Saint-Aubin*, éd. B. de Broussillon, t. II, p. 331.

408.

1190-1214.

Hamelin confère à *Cintius*, neveu du pape, présenté par les moines du Mont-Saint-Michel, la cure de *Levaré*.

A. Original parchemin, scellé sur double queue, sceau perdu. Archives de la Manche, série H, carton de l'Abbayette.

PUBLIÉ : B. de Broussillon, *Cartulaire de l'Abbayette*, p. 30, avec fac-simile.

409.

1190-1214.

Hamelin mande aux doyens de Mayenne, d'Évron, de Passais et d'Ernée, de faire, en son nom, justice sur les plaintes des moines de Savigny, spécialement contre les vexations des sénéchaux de Mayenne et de Gorran.

A. Original perdu.

B. Copie du XIII<sup>e</sup> siècle. *Cartulaire de Savigny*, Archives de la Manche, f<sup>o</sup> 119 v<sup>o</sup>.

C. Copie du XIX<sup>e</sup> siècle. Duchemin, *Chartes mancelles du Cartulaire de Savigny*, Archives de la Mayenne, f<sup>o</sup> 90, d'après B.

410.

1190-1214.

Charte d'Hamelin contenant la donation par Étienne du Cours (*de Cursu*), à l'abbaye de Bellebranche, de la vigne de *Pocei* et du droit de presser à son pressoir moyennant 15 livres de mansais.

A. Original parchemin, scellé sur double queue, sceau perdu. Archives de la Sarthe, H 753.

INDIQ. : Bilard, *Analyse des Documents historiques*, t. I, n° 339, et Bellée, *Inventaire sommaire.... Sarthe, Série H*, t. I, p. 324.

411.

1190-1214.

Charte d'[Hamelin] contenant la donation par Guillaume de la Taille (*de Tallia*) à l'abbaye de Tironneau, de trois sous mansais de cens et du domaine féodal qu'il possédait à *Conehart*.

A. Original mutilé, parchemin, scellé sur double queue, sceau perdu. Archives de la Sarthe, H 978

INDIQ. : Bilard, *Analyse des Documents historiques*, t. I, n° 521. — Bellée, *Inventaire sommaire.... Sarthe, Série H*, t. I, p. 415.

Le nom de l'évêque se trouvait dans la partie de l'original qui manque aujourd'hui ; mais l'écriture de la fin du XII<sup>e</sup> siècle, la mention de plusieurs témoins d'une part ; le nom de Guérin, abbé de Tironneau entre 1190 et 1225 d'autre part, ne laissent pas de doute sur l'attribution à Hamelin.

412.

1190-1214.

Charte de H[amelin], évêque, N[icolas], doyen, et M., archiprêtre du Mans, contenant la cession par Guillaume, archidiacre du Mans et Eude, chapelain, à Hugue *de Flore*, de la Chapelle-Saint-Rémy, moyennant le paiement audit Eude, de 4 livres de mansais par an, et audit archidiacre, de 10 livres de cire et l'acquittement de deux procurations.

A. Original perdu.

B. Copie du XIII<sup>e</sup> siècle. *Second Cartulaire de Saint-Vincent*, Bibl. du Mans, ms. 95, f° 37 v°. — C. Copie incomplète du même temps, même ms., f° 88 r°.



*D.* Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5444, p. 416, d'après *B.* — *E.* Copie de la même origine, même ms., p. 478, d'après *C.* — *F.* Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle. Bibl. nat., coll. Moreau, 111, f<sup>o</sup> 196, d'après *D.*

413.

1190-1214.

Vidimus par Hamelin d'une charte d'Adam, abbé de Perseigne, relative à un différend entre les abbayes de Perseigne et de Saint-Vincent.

*A.* Original perdu.

*B.* Copie du XIII<sup>e</sup> siècle. *Second Cartulaire de Saint-Vincent*, Bibl. du Mans, ms. 95, f<sup>o</sup> 83 v<sup>o</sup>.

*C.* Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5444, p. 470, d'après *B.*

414.

1190-1214.

H[amelin] ratifie la donation par Mathieu du Buis (*de Buxo*) à l'abbaye de Tironneau, de la vigne qui avait déjà été donnée en aumône à ladite abbaye par Girard *Perer*, et d'une terre sise près de ladite vigne moyennant 2 deniers de cens annuel.

*A.* Original parchemin scellé sur double queue, sceau perdu. Archives de la Sarthe, H 979.

INDIQ. : Bilard, *Analyse des Documents historiques*, t. I, n<sup>o</sup> 524. — Bellée, *Inventaire sommaire.... Sarthe, Série H*, t. I, p. 415.

L'initiale H pourrait, à la rigueur, s'appliquer à l'évêque Hugue, quoique ce prélat écrivit ordinairement son nom *Ugo* ; mais l'écriture de la présente charte ne permet pas d'hésiter sur l'attribution à Hamelin.

415.

1190-1214.

Charte d'Hamelin contenant la donation à l'abbaye de Saint-Vincent par *Hodeardis de Ponteperrign*, sa fille et son gendre, de 10 sous mansais sur leur maison sise à l'entrée du Pont-Perrin (*in capite Pontis Perrign*).

A. Original perdu.

B. Copie du XIII<sup>e</sup> siècle. *Second Cartulaire de Saint-Vincent*, Bibl. du Mans, ms. 95, f<sup>o</sup> 3 v<sup>o</sup>.

C. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5444, p. 357, d'après B.

416.

1190-1214.

Hamelin ratifie la cession à ferme pour quatre ans, par l'abbaye de Saint-Vincent, de l'église de Mézières (*Mezeres*) *favore peregrinationis*.

A. Original perdu.

B. Copie incomplète du XIII<sup>e</sup> siècle. *Second Cartulaire de Saint-Vincent*, Bibl. du Mans, ms. 95, f<sup>o</sup> 14 v<sup>o</sup>.

C. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5444, p. 376, d'après B.

Il serait sans doute intéressant de connaître le texte complet de cet acte curieux ; les fragments conservés par le cartulaire ne présentent pas un sens clair.

NICOLAS, 1214-1216

Le successeur d'Hamelin fut le doyen du Chapitre Nicolas, qui occupait cette haute charge depuis l'année 1180. (Voir ci-dessus les listes de dignitaires de Guillaume de Passavant et d'Hamelin). Il fut élu évêque le mardi après l'octave



de la Pentecôte (27 mai) 1214, ainsi que nous l'apprennent les listes épiscopales des deux manuscrits des *Actus*. Son premier acte, avant même sa consécration, fut de ratifier l'élection, par ses chanoines, de son successeur au décanat (ci-après n° 417). Il siégea, toujours d'après les *Actus*, un an et huit mois. Exactement, son pontificat dura un an, huit mois et vingt-neuf jours puisque, d'après le *Martyrologe*, il mourut le 26 février [1216].

SOURCES : Notices extraites des listes des *Actus* et du *Martyrologe* dans *Actus*, éd. Busson et Ledru, p. 483.

Consulter : D. Piolin, *Histoire de l'Église du Mans*, t. IV, p. 259, et Ledru, *La Cathédrale du Mans*, p. 224.

417.

1214.

Nicolas, évêque élu, ratifie l'élection d'Hugue de la Ferté à la dignité de doyen du Chapitre cathédral.

A. Original perdu.

B. Copie du milieu du XIII<sup>e</sup> siècle. *Liber Albus Capituli*, Bibl. du Mans, ms. 259, f° 27 r°. — C. Copie du XIII<sup>e</sup> siècle. *Martyrologe du Chapitre*, Bibl. du Mans, ms. 244, f° 293 r°.

D. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5211 B, p. 9, d'après B. — E. Copie de la même origine, même ms., p. 101, d'après C. — F. Copie de la même origine, Bibl. nat., lat. 17036, p. 133, d'après B. et C. — G. Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle. D. Briant, *Cenomannia*, Bibl. du Mans, ms. 226 bis, f° 98 r°, d'après B. — H. Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle, Bibl. nat., lat. 9206, f° 15 v°, d'après E. — I. Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle, Bibl. du Mans, ms. 226 ter, f° 343, d'après G. — J. Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle, Bibl. nat., lat. 10037, f° 344, d'après G.

PUBLIÉ : *Chartularium quod dicitur Liber Albus*, p. 21, d'après B.

Date : *Actum anno gratie M<sup>o</sup> CC<sup>o</sup> XIII<sup>o</sup>*.

418.

1214, 18 août. Le Mans.

Charte de N[icolas] contenant la restitution à l'abbaye de

Saint-Vincent par Herbert Morin, de Tuffé, chevalier, des bois de La Lou.

A. Original parchemin, scellé sur double queue, sceau perdu. Archives de la Sarthe, H 254/3.

B. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5444, p. 586. — C. Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle. Bibl. nat., coll. Moreau, t. 118, f<sup>o</sup> 213, d'après B. — D. Copie du XIX<sup>e</sup> siècle (M. Bilard). Bibl. du Mans, ms. 473, 2<sup>e</sup> partie, n<sup>o</sup> 197, d'après B.

INDIQ. : Bellée, *Inventaire sommaire.... Sarthe, Série H*, t. I, p. 100, d'après A.

Date : *Actum fuit hoc in presentia nostra Cenomannis, publice die lune proxima post Assumptionem Beate Virginis anno gratie M<sup>o</sup> CC<sup>o</sup> quarto decimo.*

419.

1214, 24 décembre.

Charte de Nicolas contenant la reconnaissance par Robert de Aroon qu'il doit aux moines de Saint-Vincent le même service féodal que ceux-ci seront jugés devoir aux seigneurs du fief de Roger de Congé.

A. Original perdu.

B. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5444, p. 586.

C. Copie du XIX<sup>e</sup> siècle (M. Bilard). Bibl. du Mans, ms. 473, 2<sup>e</sup> partie, n<sup>o</sup> 198, d'après B.

Date : *Actum publice coram nobis, anno Domini 1214, pridie Nativitatis Domini.*

420.

1214.

Nicolas donne au Chapitre le patronage de l'église de Saint-Denis de Gastine.



A. Original perdu.

B. Copie de la fin du XIII<sup>e</sup> siècle. *Liber Albus Capituli*, Bibl. du Mans, ms. 259, f<sup>o</sup> 50 r<sup>o</sup>. — C. Copie de la même origine, autre partie du *Liber Albus*, Bibl. nat., lat. 17754, f<sup>o</sup> 59 v<sup>o</sup>.

D. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5211 B, p. 21, d'après B. — E. Copie de la même origine. Bibl. nat., lat. 17036, p. 133, d'après B. — F. Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle. Bibl. nat., lat. 9206, f<sup>o</sup> 19 v<sup>o</sup>, d'après D. — G. Copie du XIX<sup>e</sup> siècle (M. Bilard). Archives municipales du Mans, 834, f<sup>o</sup> 72 r<sup>o</sup>, d'après E.

PUBLIÉ : *Chartularium quod dicitur Liber Albus*, p. 85, d'après B.

Date : *Anno Domini M<sup>o</sup> CC<sup>o</sup> quarto decimo.*

421.

1214.

Nicolas déclare n'avoir aucun droit de procuration à exercer dans la maison de Saint-Gervais-en-Belin, dépendant de l'abbaye de Saint-Vincent.

A. Original perdu.

B. Copie du XIII<sup>e</sup> siècle. *Second Cartulaire de Saint-Vincent*, Bibl. du Mans, ms. 95, f<sup>o</sup> 5 r<sup>o</sup>. — C. Copie du XVII<sup>e</sup> siècle. *Monasticon Benedictinum*. Bibl. nat., lat. 12702, f<sup>o</sup> 342 v<sup>o</sup>.

D. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5444, p. 360, d'après B. — E. Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle, Bibl. nat., coll. Moreau, t. 118, f<sup>o</sup> 215, d'après D. — F. Analyse du XVII<sup>e</sup> siècle (D. Le Michel). Bibl. nat., lat. 13820, f<sup>o</sup> 217 v<sup>o</sup>.

Date : *Actum anno gratie M<sup>o</sup> CC<sup>o</sup> decimo quarto.*

422.

1214.

Charte de N[icolas] contenant la donation faite entre ses mains à l'abbaye de Saint-Vincent par Herbert de La Guierche de toute la dime qu'il possède dans le fief de

*Montguyon (Mongomont C)*, paroisses de Jauzé (*Jauzeium*) et de Terrehault (*Sanctus Herreaudus*), pour une fondation d'obit.

A. Original perdu.

B. Copie du XIII<sup>e</sup> siècle. *Second Cartulaire de Saint-Vincent*, Bibl. du Mans, ms. 75, f° 3 r°. — C. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5444, p. 514, d'après un vidimus de 1274.

D. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5444, p. 357, d'après B. — E. Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle. Bibl. nat., coll. Moreau, t. 118, f° 211, d'après D. — F. Copie du XIX<sup>e</sup> siècle (M. Bilard). Bibl. du Mans, ms. 473, 2<sup>e</sup> partie, n° 3, d'après C. — G. Analyse du XVII<sup>e</sup> siècle (D. Le Michel). Bibl. nat., lat. 13820, f° 217 v°.

Date : *Actum anno gratie millesimo ducentesimo quarto decimo.*

423.

1214.

Nicolas attribue au prieuré de Vivoin le boisselage et les coutumes de blé que lui contestaient Odeline dite Hardenge (*cognominata Hardengia*) et son fils Raoul Samiel (*sic*).

A. Original perdu.

B. Copie du XIII<sup>e</sup> siècle. *Cartulaire de Vivoin*, Bibl. du Mans, ms. 100, f° 52 v°.

PUBLIÉ : *Cartulaire de Vivoin*, éd. Denis, p. 83, d'après B.

Date : *Actum anno gratie M<sup>o</sup> CC<sup>o</sup> XIII<sup>o</sup>.*

424.

1214.

Charte de Nicolas contenant l'échange entre l'abbaye de Champagne et Guillaume *Tabarie* et Gervais son fils, de la part d'héritage jadis donnée à ladite abbaye par Gervais, frère dudit Guillaume, contre une terre que possède ledit



Guillaume, dite *de fossa de Boella*, au fief d'Eude *de Rootello apud Vallem Gauche*.

A. Cyrographe original parchemin, scellé sur lacs de soie rouge et blanche, sceau perdu. Archives de la Sarthe, H 783.

B. Mention de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 17125, f<sup>o</sup> 27 r<sup>o</sup>.

C. Mention du XIX<sup>e</sup> siècle (M. Bilard). Archives municipales du Mans, 913, p. 33, d'après B.

INDIQ. : Bilard, *Analyse des Documents historiques....*, t. I, n<sup>o</sup> 377.  
— Bellée, *Inventaire sommaire.... Sarthe, Série H*, t. I, p. 338.

Date : .... *roborandum anno Domini M<sup>o</sup> CC<sup>o</sup> XIII<sup>o</sup>*.

La donation de Gervais avait été faite devant l'évêque Hamelin ; son successeur a fait détruire la charte qui la constatait : « Ne ergo inde contentio de cetero oriatur, litteras jamdicti episcopi de concessione facta sepredictis monachis de tertia parte illius hereditatis confectas de consensu partium in nostra presentia fecimus omnino delere ».

425.

1214. Le Mans.

Charte de Nicolas contenant un accord aux termes duquel l'abbé de la Couture abandonne ses prétentions sur le bois de *Pissechen*, appartenant à Gui, chanoine de Saint-Pierre-de-la-Cour, moyennant une redevance annuelle de 4 deniers et 2 sommes de vin.

A. Cyrographe original parchemin, scellé sur double queue, sceau perdu. Archives municipales du Mans, 889.

PUBLIÉ : *Cartulaire des Abbayes de la Couture et de Solesmes*, p. 179.

Date : *Actum coram nobis, Cenomannis, anno Dominice Incarnationis millesimo ducentesimo quarto decimo*.

426.

1214.

Vidimus et confirmation, par Nicolas, d'une charte d'Hamelin donnant à l'abbaye de Saint-Vincent les revenus de l'église Saint-Pierre de René (*Reneio*).

A. Original perdu.

B. Copie du XIII<sup>e</sup> siècle. *Second Cartulaire de Saint-Vincent*, Bibl. du Mans, ms. 95, f<sup>o</sup> 5 v<sup>o</sup>. — C. Copie incomplète de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5444, p. 585.

D. Copie de la même origine, même ms., p. 360, d'après B. — E. Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle, Bibl. nat., coll. Moreau, 109, f<sup>o</sup> 100, d'après D. — F. Analyse du XVII<sup>e</sup> siècle. *Monasticon Benedictinum*, Bibl. nat., lat. 12702, f<sup>o</sup> 342 v<sup>o</sup>. — G. Analyse sommaire du XVII<sup>e</sup> siècle (D. Le Michel). Bibl. nat., lat. 13820, f<sup>o</sup> 217 v<sup>o</sup>.

Date : *Actum anno gratie* M<sup>o</sup> CC<sup>o</sup> X<sup>o</sup> III<sup>o</sup>. Voir ci-dessus, n<sup>o</sup> 332.

427.

1214.

Vidimus et confirmation, par Nicolas, de la charte d'Hamelin contenant la donation à l'abbaye de Saint-Vincent de la dime de Louvigny.

A. Original perdu.

B. Copie du XIII<sup>e</sup> siècle. *Second Cartulaire de Saint-Vincent*, Bibl. du Mans, ms. 95, f<sup>o</sup> 5 r<sup>o</sup>. — C. Copie incomplète de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5444, p. 585.

D. Copie de la même origine, même ms., p. 360, d'après B. — E. Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle, Bibl. nat., coll. Moreau, 114, f<sup>o</sup> 201, d'après D. — F. Copie du XIX<sup>e</sup> siècle (M. Bilard). Bibl. du Mans, ms. 473, 2<sup>e</sup> partie, n<sup>o</sup> 195, d'après C. — G. Analyse du XVII<sup>e</sup> siècle, *Monasticon Benedictinum*, Bibl. nat., lat. 12702, f<sup>o</sup> 350 v<sup>o</sup>. — H. Mention du XVII<sup>e</sup> siècle (D. Le Michel). Bibl. nat., lat. 13820, f<sup>o</sup> 217 v<sup>o</sup>, d'après B.

Date : *Actum anno gratie* M<sup>o</sup> CC<sup>o</sup> XIII<sup>o</sup>. Voir ci-dessus, n<sup>o</sup> 363.



428.

1215, août.

Nicolas confirme au Chapitre du Mans les dîmes du terage qui appartiennent audit Chapitre dans la paroisse de Cormes (*Cormis*).

A. Original perdu.

B. Copie de la première moitié du XIII<sup>e</sup> siècle. *Liber Albus Capituli*, Bibl. du Mans, ms. 259, f<sup>o</sup> 25 v<sup>o</sup>. — C. Copie de la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, même ms., f<sup>o</sup> 191 r<sup>o</sup>. — D. Copie du même temps, dans une autre partie du même cartulaire. Bibl. nat., lat. 17754, f<sup>o</sup> 20 r<sup>o</sup>.

E. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5211 B, p. 8, d'après B. — F. Copie de la même origine. Bibl. nat., lat. 17036, p. 133, d'après B. — G. Copie du XIX<sup>e</sup> siècle (M. Bilard). Archives municipales du Mans, 834, f<sup>o</sup> 22 r<sup>o</sup>, d'après D. — H. Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle, Bibl. nat., lat. 9206, f<sup>o</sup> 15 v<sup>o</sup>, d'après E. — I. Mention de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5211 B, p. 60, d'après C. — J. Mention du XVIII<sup>e</sup> siècle, Bibl. nat., lat. 9206, f<sup>o</sup> 33 v<sup>o</sup>, d'après I.

PUBLIÉ : *Chartularium quod dicitur Liber Albus*, p. 17, d'après B. et indiqu. p. 382, d'après C.

Date : *Actum anno gratie M<sup>o</sup> CC<sup>o</sup> quinto decimo, mense augusti.*

429.

1215, 21 octobre. Yvré.

Charte de Nicolas contenant l'abandon en faveur de l'abbaye de Saint-Vincent, pour 15 livres tournois, par Jean Patrice, du tiers de la dîme de Louvigny, jadis donnée à ladite abbaye par Gautier Patrice, oncle dudit Jean.

A. Original perdu.

B. Copie du XIII<sup>e</sup> siècle. *Second Cartulaire de Saint-Vincent*, Bibl. du Mans, ms. 95, f<sup>o</sup> 5 v<sup>o</sup>. — C. Copie du même temps, même ms., f<sup>o</sup> 11 v<sup>o</sup>. — D. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5444, p. 585, d'après A.

E. Copie de la même origine, même ms., p. 361, d'après B. — F. Co-

pie de la même origine, même ms., p. 371, d'après C. — G. Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle. Bibl. nat., coll. Moreau, 120, f<sup>o</sup> 48, d'après E. — H. Copie du même temps, même ms., f<sup>o</sup> 51, d'après F. — I. Analyse du XVII<sup>e</sup> siècle. *Monasticon Benedictinum*, Bibl. nat., lat. 12702, f<sup>o</sup> 343 r<sup>o</sup>. — J. Mention du XVII<sup>e</sup> siècle (D. Le Michel). Bibl. nat., lat. 13820, f<sup>o</sup> 217 v<sup>o</sup>.

Date : *Actum apud Ebriacum, XII kal. novembris, anno M<sup>o</sup> CC<sup>o</sup> XV<sup>o</sup>.*

430.

1215.

Nicolas ratifie, dans les mêmes termes qu'avant sa consécration, l'élection de Hugue de la Ferté comme doyen du Chapitre.

A. Original perdu.

B. Copie de la première moitié du XIII<sup>e</sup> siècle, *Liber Albus Capituli*. Bibl. du Mans, ms. 259, f<sup>o</sup> 27 r<sup>o</sup>.

C. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5211 B, p. 9, d'après B. — D. Copie de la même origine, Bibl. nat., lat. 17036, p. 133, d'après B. — E. Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle, Bibl. nat., lat. 9206, f<sup>o</sup> 15 v<sup>o</sup>, d'après C.

PUBLIÉ : *Chartularium quod dicitur Liber Albus*, p. 22, d'après B.

Date : *Actum anno gratie M<sup>o</sup> CC<sup>o</sup> XV<sup>o</sup>.* Voir ci-dessus, n<sup>o</sup> 417.

431.

1215-1216.

Nicolas notifie que le seigneur de Juillé et Payen de Sévillé se sont portés garants de l'accord passé entre Jean Patrice et les moines de Saint-Vincent au sujet de la dime de Louvigny.

A. Original perdu.



*B.* Copie du XIII<sup>e</sup> siècle. *Second Cartulaire de Saint-Vincent*. Bibl. du Mans, ms. 95, f<sup>o</sup> 3 r<sup>o</sup>.

*C.* Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5444 p. 356, d'après *B.* — *D.* Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle. Bibl. nat., coll. Moreau, 119, f<sup>o</sup> 88, d'après *C.*

Sans date. Daté par l'accord que garantissent les deux personnes citées (ci-dessus n<sup>o</sup> 429).

432.

1214-1216.

Charte de Nicolas contenant la reconnaissance par les moines de Saint-Vincent du service féodal de deux paires de gants (*duo paria cirothecarum*) et des tailles qu'ils doivent à Robert *Daron*, chevalier, pour les terres qu'ils possèdent dans son fief.

*A.* Original perdu.

*B.* Copie du XIII<sup>e</sup> siècle. *Second Cartulaire de Saint-Vincent*, Bibl. du Mans, ms. 95, f<sup>o</sup> 90 v<sup>o</sup>.

*C.* Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5444, p. 480, d'après *B.* — *D.* Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle. Bibl. nat., coll. Moreau, 119, f<sup>o</sup> 90, d'après *C.*

LÉONCE CELIER.

(A suivre.)

---

---

## LES

# PREMIERS VICOMTES DU MAINE

---

L'histoire des premiers vicomtes du Maine comme celle de la plupart des familles féodales au X<sup>e</sup> et au XI<sup>e</sup> siècle est obscure ; nous essaierons cependant dans les lignes qui suivent d'en faire une brève esquisse sans nous flatter d'apporter autre chose que des conjectures nouvelles (1).

On peut définir le vicomte, le lieutenant du comte dans l'ensemble de ses attributions et dans toute l'étendue du comté (2).

Il est impossible de déterminer d'une manière certaine la date à laquelle ont apparu les premiers vicomtes du Maine ; comme la fonction vicomtale existait de même que la fonction

(1) La question a déjà été étudiée à diverses reprises, d'abord par Ménage (*Histoire de Sablé*, p. 14 et ss.), puis par dom Piolin (*Histoire de l'église du Mans*, III, p. 26), et superficiellement par Canvin (*Géogr. anc. du Maine*, p. 212), enfin plus récemment et d'une manière plus approfondie par E. Hucher (*Monuments funéraires et sigillographiques des vicomtes de Beaumont* dans la *Revue hist. et arch. du Maine*, XI, 1882, p. 319-408) et dom Guilloreau (*L'abbaye d'Étival-en-Charnie et ses abbesses, 1109-1790*, II, dans la *Revue hist. et arch. du Maine*, LII, 1902, p. 121-160) ; ce dernier article a été critiqué par M. l'abbé Ledru, (*La Province du Maine*, X, 1902, p. 335) et M. Menjot d'Elbenne (*op. cit.*, p. 369).

(2) Il faut distinguer avec soin le vicomte (*vicecomes*) du voyer (*vicarius*) qui n'exerce ses fonctions que dans une circonscription déterminée du *pagus*. (Sur les voyers, voy. Halphen, *Le comté d'Anjou au XI<sup>e</sup> siècle*, p. 107, et R. Latouche, *A propos d'une histoire de Bretagne*, dans *La Province du Maine*, XVI, 1908, p. 41-42).



comtale dans l'administration carolingienne (1), leur existence est vraisemblablement fort ancienne, et il y a peut-être eu au VIII<sup>e</sup> et au IX<sup>e</sup> siècle des vicomtes du Maine viagers (2). Il n'est pas non plus téméraire, de supposer que les deux fonctions sont devenues à peu près simultanément héréditaires ; comme la dynastie des comtes manceaux s'est fixée dès la fin du IX<sup>e</sup> siècle, c'est à cette date, croyons-nous, que remonte l'établissement de celle des vicomtes ; et, en effet, un personnage nommé Raoul est désigné dans une lettre de l'évêque du Mans, Gontier (895-898) (3), comme le fidèle du comte Roger, qui fut, ainsi que nous le montrerons prochainement (4), le premier des comtes héréditaires du Maine ; le nom de Raoul se retrouvant d'une manière constante dans la famille vicomtale du Maine, ce personnage nous paraît avoir été le premier des vicomtes du Maine (5).

Le premier vicomte du Maine dont l'existence soit incontestable fut Raoul II, qui exerçait sa fonction vicomtale pendant les années 967 et 971 (6). Le même ou son fils homonyme est mentionné dans deux documents de la fin du X<sup>e</sup> siècle ou du commencement du XI<sup>e</sup> qui nous per-

(1) *Capitularia regum Franc.*, éd. Boretius, I, p. 185 (789-814 ?), II, p. 259 (814), etc. Cf. Brüssel, *Nouvel examen de l'usage général des fiefs*, II, p. 676 et Luchaire, *Manuel des institutions françaises*, p. 262.

(2) Un vicomte *Adamarus* souscrit un acte de l'évêque du Mans du VIII<sup>e</sup> siècle, Gauziolenus (*Actus*, p. 248) ; l'acte est faux, mais il nous autorise à supposer qu'au moment où il a été fabriqué, c'est-à-dire au milieu du IX<sup>e</sup> siècle, il y avait un vicomte au Mans.

(3) *Actus*, éd. Busson-Ledru, p. 343.

(4) Nous comptons publier d'ici peu une *Histoire du comté du Maine au X<sup>e</sup> et au XI<sup>e</sup> siècle*.

(5) Cette hypothèse déjà émise par dom Briant a été repoussée par les éditeurs des *Actus* (p. 343, note 5).

(6) Raoul souscrivit à ces deux chartes pour les moines de Saint-Julien de Tours (L. de Grandmaison, *Fragments de chartes du X<sup>e</sup> siècle*, nos 21 et 23).



mettent de connaître les noms de ses enfants (1) ainsi que d'une de ses femmes. Ses fils furent Yves, qui devint archidiacre du Mans (2), Raoul qui succéda à son père (3), Geoffroi auquel le comte du Maine inféoda le château de Sablé (4) et Hubert qui peut-être mourut jeune (5). Raoul II

(1) L'une de ces chartes est la donation faite aux moines de la Couture par Gui, fils de Lonon, de droits de voirie sur Joué-l'Abbé, à laquelle Raoul et ses fils donnèrent leur assentiment et qui doit être datée entre 1000 et 1015 (*Cartul. de la Couture*, n° 4). La seconde est une donation faite par le vicomte Raoul aux moines de Saint-Florent de Saumur de deux coliberts ; cette charte a été publiée par Marchegay qui l'a datée vers 1020 (*Chartes mancelles de l'abbaye de Saint-Florent*, dans la *Revue hist. et arch. du Maine*, III, 1878, p. 354) ; la date nous paraît inexacte ; cette seconde donation est, en effet, antérieure à la première qui fut passée entre 1000 et 1015, puisque Yves, qui est qualifié dans celle-ci d'archidiacre, est seulement qualifié de clerc dans la charte pour Saint-Florent.

(2) Yves était le fils aîné de Raoul : « Signum Ivelini clerici primogeniti sui » (*Revue hist. et arch. du Maine*, III, p. 355) ; Yves était encore archidiacre en 1028 (*Cartul. de la Couture*, n° 7 ; l'acte a été inexactement daté par les éditeurs de 1009 ; voir Celier dans son *Catalogue des Actes des évêques du Mans* publié par la *Revue hist. et arch. du Maine*, t. LXIII, 1908, p. 163, n° 19).

(3) Il est intéressant de constater que dans beaucoup de maisons féodales, le nom du père était donné au second fils et non à l'aîné ; c'est ce qui semble avoir eu lieu assez régulièrement dans les familles comtales du Maine et de l'Anjou.

(4) *Cartul. de la Couture*, n° 29 ; l'identification du fils du vicomte Raoul II avec le premier seigneur de Sablé résulte de la charte de confirmation de la fondation du prieuré de Solesmes, dans laquelle Geoffroi parle de son frère Raoul, vicomte (*Cartul. de la Couture*, n° 9).

(5) Il est seulement mentionné dans la charte pour les moines de Saint-Florent. D'après la charte de fondation du prieuré de Solesmes et sa confirmation (*op. cit.*, nos 8 et 9), Raoul III aurait eu un autre frère Eudes : « Signum Radulphi vicecomitis. Signum Odinis fratris ejus ». Quant à Odelina, fille du vicomte Raoul II et seconde femme d'Hugues de Lavardin, son existence n'est connue que par les *Gesta Ambaziensium dominorum* (éd. Marchegay, p. 160), qui pour l'histoire de la fin du X<sup>e</sup> siècle et du début du XI<sup>e</sup> sont fabuleux (Halphen, *Etude sur les chroniques des comtes d'Anjou*, p. 56).



paraît avoir eu deux femmes (1), « Widenor » (2), et « Godehelt » (3).

Le second fils de Raoul II, Raoul III, qui est cité tantôt avec ses frères, tantôt seul (4), dans plusieurs documents, lui succéda entre 994 et 1014 (5). Il était déjà mort en 1014, année pendant laquelle le vicomte du Maine en exercice se nommait Roscelin (6). La filiation (7) de ce personnage

(1) Il serait contraire à la vraisemblance de « dédoubler » ce vicomte sous prétexte qu'il apparaît dans deux documents avec des femmes différentes, car comme son troisième fils Geoffroi était déjà âgé lorsque fut fondé entre 1006 et 1014 le prieuré de Solesmes (deinde cum jam Gaufredus senuisset, monasterium in villa que Solemis appellatur edificare voluit; *Cartul. de la Couture*, n° 29), on a tout lieu de croire qu'il est né avant 960 et de le considérer comme le fils et non le petit-fils du vicomte Raoul souscripteur des actes de 967 et 971.

(2) *Revue hist. et arch. du Maine*, III, p. 354. « Ego Rodulfus . . . . . conjuge mea Widenore ».

(3) *Cartul. de Saint-Victeur*, n° 1. « Ego Rodulfus, Dei gratia Cenomannis vicecomes . . . . . cepi memor esse mee salutis necnon et mee bone conjugis Godehelt. »

(4) *Cartul. de Saint-Victeur*, n° 1, et Gérault, *Notice hist. sur Évron*, 2<sup>e</sup> éd., p. 135.

(5) Raoul II vivait encore en 994, comme le prouve une charte d'Hugues III pour les moines d'Évron où il paraît avec son fils homonyme Raoul (Gérault, *loc. cit.*). Quant à Raoul III, il exerça, croyons-nous, le pouvoir vicomtal, car c'est en qualité de vicomte du Maine qu'il souscrivit l'acte de fondation du prieuré de Solesmes : « Signum Radulphi vicecomitis ». (*Cartul. de la Couture*, n° 8.)

(6) *Cartul. de Saint-Victeur*, n° 4.

(7) L'existence de ce vicomte paraît contredite par une charte du *Livre des serfs de Marmoutier* (éd. de Grandmaison et Salmon, n° 52) contenant l'acte d'affranchissement d'un serf par Foulques Nerra, qui est souscrite par un vicomte Raoul et qui est datée de la 35<sup>e</sup> année du règne de Robert, c'est-à-dire, selon M. Halphen, des années 1021, 25 décembre — 1022, 24 décembre ou 1025, 29 mars — 1026, 28 mars. (*Le comté d'Anjou au XI<sup>e</sup> siècle*, p. 253.) Il s'agit, croyons-nous, dans cet acte, d'un frère puîné de Roscelin, ou de son fils Raoul : cette qualification de vicomte qui est donnée à Raoul n'est pas complètement invraisemblable, car le fils de Roscelin, Geoffroi, est aussi qualifié dans une notice pour les moines de Saint-Vincent (*Cartul. de Saint-Vincent*, n° 567) de vicomte alors que celui qui exerçait le pouvoir vicomtal était Hubert, neveu de Geoffroi.



n'est pas indiquée par des textes précis, mais on peut le considérer comme le fils aîné du vicomte Raoul III (1). Roscelin qui vivait encore en 1035 (2) paraît être mort avant l'année 1039 (3), laissant deux enfants, Raoul IV et Geoffroi (4).

Le vicomte Raoul IV, son fils, lui succéda; il eut deux femmes. La première fut Emma, fille d'Étienne de Montrevault (5) et nièce d'Hubert, évêque d'Angers (6), qu'il épousa bien avant 1047 (7) et qui mourut le 12 septembre

(1) Le nom de Roscelin se retrouve dans la famille des vicomtes du Maine; il fut porté par un vicomte du XII<sup>e</sup> siècle (*Cartul. de Saint-Aubin*, n° 832). D'autre part, nous savons que Roscelin était le père du vicomte Raoul IV, qui lui succéda; il est donc naturel, suivant les règles de symétrie qu'on a indiquées plus haut que Roscelin, fils aîné de Raoul III, n'ait pas reçu le nom de son père et qu'il l'ait, au contraire, imposé à son fils aîné.

(2) On le voit souscrire la donation de Saint-Pierre de Noyen aux moines de Saint-Vincent (*Cartul. de Saint-Vincent*, n° 363) avec l'évêque Gervais dont l'épiscopat semble avoir commencé en 1035; cet évêque fut en effet, élevé au siège archiépiscopal de Reims en 1055, après avoir été évêque du Mans pendant 20 ans. (*Actus*, p. 367.)

(3) Une charte du *Cartulaire de la Trinité de Vendôme* de 1039 est souscrite par Raoul vicomte (Radulfo vicecomite) (*Cartul. de la Trinité*, I, p. 35) ainsi qu'une autre charte du même cartulaire datée de 1040 (*op. cit.*, I, p. 69).

(4) La filiation de ces deux personnages résulte de plusieurs mentions contenues dans des notices pour les moines de Saint-Vincent. Dans l'une Geoffroi est qualifié de fils du vicomte de Roscelin: « Gaufridus, filius Roscelini vicecomitis. » (*Cartul. de Saint-Vincent*, n° 590); dans une autre il est qualifié de frère du vicomte Raoul: « Gaufridi fratris Radulfi vicecomitis » (*op. cit.*, n° 548) (cf. *op. cit.* n° 428); pour plus de détails, voir Hucher, *op. cit.*, p. 320, note 2.

(5) Il s'agit du Grand-Montrevault (Maine-et-Loire); Cf. Halphen, *op. cit.*, p. 159-160.

(6) « Domni Huberti Andegavensis episcopi, de cujus erat beneficio, et neptis illius, Emme, atque Radulfi vicecomitis Cenomannensium, mariti ejus, filiorumque eorum. » (*Cartul. du Ronceray* dans les *Archives d'Anjou* par Marchegay, III, p. 239).

(7) Hubert, évêque d'Angers, mourut le 2 mars 1047 (Halphen, *op. cit.*, p. 120); or on vient de voir que de son vivant Raoul et Emma avaient déjà des enfants (voir *supra*, note 6).



1058 (1). Plusieurs enfants naquirent de ce mariage, deux fils, Hubert et Raoul Païen (2), et deux filles, Hadeberge et Godehelt (3). Le vicomte eut une seconde femme nommée Cana (4). Raoul IV était déjà mort en 1067 (5). Son frère Geoffroi lui survécut (6), et son fils aîné, Hubert, lui succéda ; Hubert épousa, le 6 décembre 1067, la fille de Guillaume de Nevers, Ermengarde (7) ; son existence fut mouvementée (8). Il était déjà mort le 24 mai 1095 (9). Parmi les châteaux que possédait la maison des vicomtes du Maine se trouvait celui de Beaumont-sur-Sarthe, qui n'est mentionné que dans des textes de la seconde moitié du XI<sup>e</sup> siècle (10) ; c'est à ce château qu'ils doivent la qualification de vicomtes de Beaumont ; dès le XI<sup>e</sup> siècle, l'oncle du vicomte Hubert est appelé Geoffroi de Beaumont (11).

(1) *Pièce justificative.*

(2) Il fut ainsi nommé parce qu'il était déjà assez grand quand il fut baptisé : « Sic enim, quia jam grandiusculus nondum baptizatus erit, vocabatur ». (*Cartul. de Marmoutier*, B. N., lat. 5441).

(3) Ces deux filles sont indiquées avec Hubert et Raoul Païen comme étant nées de Raoul et d'Emma (*Ibid.*).

(4) Le mariage de Raoul IV avec Cana est postérieur à celui du même avec Emma, car la donation de l'église de Vivoin faite par Raoul aux moines de Marmoutier fut confirmée par les fils du vicomte Raoul et d'Emma, Hubert et Raoul, et par Cana (*Cartul. de Vivoin*, p. 217).

(5) Le fils de Raoul IV, Hubert, est qualifié, dans un acte qui est du 6 décembre 1067, de vicomte du Maine (voir *infra*, note 7). Raoul IV laissa un cinquième enfant Savari. (*Cartul. de Saint-Vincent*, n° 115).

(6) *Op. cit.*, n° 36 ; cf. S. Menjot d'Elbenne, *Les sires de Braitel au Maine, du XI<sup>e</sup> au XIII<sup>e</sup> siècle* dans la *Revue hist. et archéol. du Maine*, I, 1876, p. 201.

(7) La date de ce mariage est connue par la souscription de Guillaume de Nevers à la donation de l'église de Saint-Martin-de-Bellême : S. Guillelmi, comitis Nvermensis (*sic*), ipso die filiam suam donavit Usberto vicecomiti Cenomanorum. (M. Prou, *Recueil des actes de Philippe I<sup>er</sup>*, n° 50.)

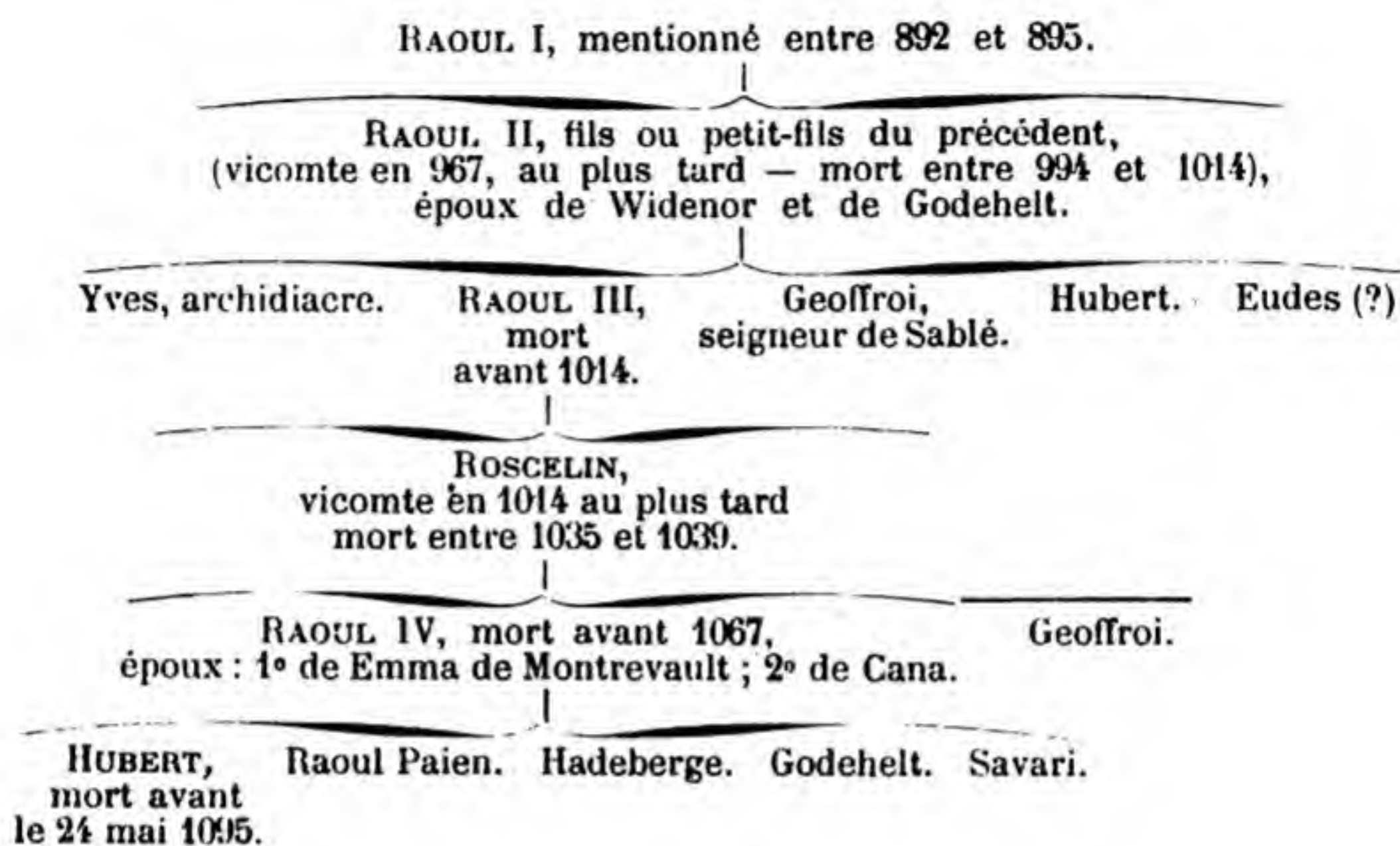
(8) Sur ce personnage voy. notamment Robert Triger, *Sainte-Suzanne*, p. 1 et suiv.

(9) *Cartul. de Saint-Vincent*, n° 626.

(10) Voir par exemple : *Op. cit.*, n° 36.

(11) Radulfus, frater Gausfredi de Bellomonte (1077). *Cartul. de Marmoutier*, dans Bibl. Nat., lat. 5441/4, p. 144.

En résumé la généalogie et la chronologie des vicomtes du Maine du X<sup>e</sup> et du XI<sup>e</sup> siècle peuvent être ainsi résumées :



R. LATOUCHE.



PIÈCE JUSTIFICATIVE

1058. NOTICE RELATANT LA RESTITUTION QUE FIT RAOUL IV, VICOMTE DU MAINE, AUX MOINES DE SAINT-SERGE D'ANGERS DE LA MOITIÉ DU DOMAINE ET DE L'ÉGLISE DE SAINT-RÉMY-EN-MAUGES (1), LE JOUR DES FUNÉRAILLES DE SA FEMME EMMA, MORTE LE 12 SEPTEMBRE 1058. — (Archives de Maine-et-Loire, H 1242, original parchemin).

ANNO AB INCARNATIONE DOMINI NOSTRI JESUS CHRISTI millesimo quinquagesimo octavo, obiit Emma, vicecomitissa Cenomannensium, ii idus septembris, quae fuit neptis domni Huberti dulcis memoriae, episcopi quondam Andecavensium, cujus corpus sepultum est intra monasterium sanctorum martyrum Christi Sergii et Bachi per domnum Gervasium Cenomannensium episcopum et venerabilem religiosumque virum domnum Fredericum abbatem monasterii beati Florentii, domnum quoque Vulgrinum abbatem Sancti-Sergii, postea episcopum Cenomannensium, cum reliquorum hujus diocesis abbatum monachorumque necnon et clericorum, sed et popularis multitudinis ingenti frequentia cum luctu publico et merore, anno incarnationis dominicae millesimo XLVII, V NONAS martii. Ob hujus propinquitatem sanguinis et dilectionem carissimam, sed et propter patris sui Stephani et matris suae Adeberge tumulationem, qui et ipsi in cimiterio predicti monasterii Sancti-Sergii humati jacent, predicta matrona ibidem sepeliri maluit. Pro ejus suaque elemosina nobilis vir ipsius Radulfus, vicecomes Cenomannensium, dedit Sancto Sergio dimidiam curtem et dimidiam ecclesiam Sancti Remigii in pago Metallico, immo potius reddidit. Siquidem longe ante eandem venerabilis Rainaldus episcopus Sancto Sergio donaverat, quando de reliquis alodiis suis Metallice re-

(1) Canton de Montrevault (Maine-et-Loire).



gionis et Pictavensis pagi Sancto Mauricio testamentum fecit. Sed ea universa Fulconis comitis violentia tam Sancto Mauricio quam et Sancto Sergio abstulerat, factoque ibi castello quod Montem Rebellem nominavit, militibus universa in beneficium tribuerat; itaque Radulfus vicecomes, ad quem per predictam conjugem suam Emmam possessio illa pervenerat, quique eam ab episcopis Andecavensium tenebat, ad exequias uxoris dilecte Sancto Sergio medietatem curtis et ecclesiae Sancti Remigii libenter restituit per auctoritatem domni Eusebii tunc presulis ita ut milites, qui inde casati erant, a Sancto Sergio et abbatibus ipsius monasterii beneficialiter tenerent et deservirent. Et si quid inde in dominicaturam suam monachi legitime retorquere possent, nullo prohibente id facerent. Dedit etiam medietatem terre quam laborat Villanus et intra forestem et extra, dimidiamque capellam juxta forestem. Et in suburbio ejusdem castelli dedit suburbanum unum nomine Hilgodum cum tota consuetudine sua et successorum ejus in perpetuum. Dedit quoque duos arpentos vineae juxta civitatem Andecavam, et unam mansionem in suburbio ejusdem civitatis.

*1<sup>re</sup> ligne.* Testes donationi huic presentes affuerunt :

Dominus Theodericus abbas Sancti Albini.  
Ipse vicecomes Radulfus. Adalardus  
de Castro Gunterii. Tescelinus de Monte Rebelli.  
Girardus siniscallus. Sevuinus nepos Marcoardi.  
Radulfus Grandis. Radulfus patraster.

*2<sup>o</sup> ligne.* Domnus Eusebius episcopus. Domnus Landricus  
archidiaconus. Mansellus capellanus.  
Rainardus senescallus. Algerius de Morenna.  
Girardus Mancus. Adam de Vallibus.  
Vuarinus vicarius.

---



---

LA

# COMMUNAUTÉ D'HABITANTS DE CHANGÉ

---

## CHAPITRE PREMIER

### CHANGÉ JUSQU'EN 1789

Changé, commune du 3<sup>e</sup> canton du Mans, s'étend sur une superficie de 3,518 hectares, 20 ares. Elle est limitée au nord par la paroisse d'Yvré-l'Évêque, au nord-est par Champagné, à l'est et au sud par Saint-Mars-la-Brière, au sud et au sud-ouest par Ruaudin, à l'ouest par Pontlieue. Le sol qui, en général, s'y montre peu fertile, présente cette particularité que, tout à côté de terres maigres où le seigle seul prospère, quelques ilots d'un terrain meilleur, où une terre plus féconde semblerait s'être amassée comme dans un creux ou une potte, donnent à l'été de blondes moissons de froment dont les lourds épis s'inclinent sur les tiges jaunies. L'arbre qui se voit partout est le sapin, tantôt isolé le long des routes ou sur les talus formant la séparation des champs, dressant au sommet de son tronc noir et gercé son parasol de branches vertes, tantôt plus touffu, groupé en vastes sapinières à l'ombre desquelles se développe la bruyère. Celle-ci, ramassée, « pelée » dans les mois d'hiver

et jetée sous les animaux de la ferme ou du bordage, y sert de litière et s'y transforme en fumier, seul engrais qui longtemps ait fécondé cette terre. De nombreux châtaigniers, habituellement alignés le long des haies qui clôturent les terres, vigoureusement battus et « gaulés » sur la fin de l'automne, laissent tomber de l'extrémité de leurs rameaux, avec leurs feuilles rousses, les « bogues » épineuses d'où s'échapperont, quand, ayant subi l'action des premiers froids, elles seront vivement secouées, les marrons blonds ou bruns. Ces fruits, bouillis ou grillés, jetés dans le cidre doux et léger, mais peu chargé en couleur, que donnent les pommiers de la région, seront le grand régal des bordagers durant leurs longues veillées d'hiver.

Ce pays qu'arrosent quelques petits ruisseaux nommés Gué-Ferray, Chefraison, Menèche et la Bonde, affluents de l'Huisne, est presque tout plat. Il fut habité avant que la Gaule tombât au pouvoir des Romains. La population qui y résidait alors a laissé, de son séjour en ces lieux, des traces que l'on y pouvait encore relever, il y a quelques années, dans un champ situé près du lieu de la Chapelle. On y voyait au sommet du mamelon du Bourg-Neuf, les restes d'un dolmen au-devant duquel se dressaient jadis de hautes pierres, rappelant le souvenir des menhirs de la Bretagne, et qui, renversées, formaient, là où elles étaient tombées, comme les allées conduisant au monument ancien (1).

La tradition, et en cela elle ne rapporte rien que de vraisemblable, attribue au grand thaumaturge de Tours, Martin, l'honneur d'avoir implanté dans la région le christianisme. Nul saint n'y fut d'ailleurs plus et mieux honoré.

(1) Dans ce même champ du Bourg-Neuf, on a découvert un fragment de poterie romaine conservé chez M. de Castilla, propriétaire du château d'Amigné. Par ailleurs, on a trouvé, il y a quelques années, dans un champ dit du *Cercueil*, et situé près du lieu dit la *Justice*, un certain nombre de sépultures paraissant remonter à une haute antiquité.



Selon toute apparence, le *vicus publicus* dont il est fait mention dans un précepte de Charlemagne de l'an 802 (1) désigne le bourg actuel de Changé, mais, bien que, dès lors, une paroisse dût y avoir été fondée, pour en discerner l'existence certaine, il nous faut arriver au XIII<sup>e</sup> siècle, en l'année 1252, où nous la trouvons régie par un curé, nommé Guillaume Rouil.

L'importance des dîmes dont lui et ses successeurs furent les bénéficiaires nous est un indice assuré de la place particulièrement importante qu'ils occupaient en cette localité. Cette importance s'amointrit, mais légèrement, quand, sur les confins de la paroisse, en un lieu appelé l'Épau, une abbaye de Cisterciens fut fondée en 1229, grâce à la générosité de la veuve de Richard-Cœur-de-Lion, celle que l'on appelle la reine Bérengère.

Il ne s'est rien conservé qui nous permette de savoir comment se gouvernait la paroisse, avant la fin du XV<sup>e</sup> siècle (2). A cette époque, des inspecteurs ecclésiastiques y passent, et, dans la circonstance, c'est le grand doyen de l'Église du Mans, qui se renseignent sur l'état matériel de l'édifice où les cérémonies religieuses se célèbrent, sur la situation morale des fidèles, et comme, de leurs visites, les procès-verbaux, très brefs il est vrai, sont arrivés jusqu'à nous, nous commençons à reconnaître ce sur quoi se porte leur attention.

(1) *Actus pontificum Cenomannis in urbe degentium*, édition Busson et Ledru, in-8°, p. 282-287.

(2) Lorsque, en histoire comme en toute autre matière, la pénurie est extrême, rien ne doit être négligé. Voilà pourquoi je signale ici ce menu fait qui nous montre quelle était, en 1427, la quotité de cet impôt, levé par les Anglais, tandis qu'ils occupaient le Maine, et qui portait sur les boissons : « Du III<sup>e</sup> de Changé, par ledit Holdeston, XLV s. » Ceci n'a l'air de rien. Pourtant, on en peut déduire que, dès cette époque, il y avait en cette localité, une assez forte consommation de vin ou de cidre, puisque le même impôt, à Yvré-l'Évêque, ne dépassait pas xx s., et à Parigné-l'Évêque, xxv s. Or le chiffre des habitants n'explique pas cet écart. Comptes de Pierre Sainsot, publiés dans la *Province du Maine*, t. X, p. 205.



Le 4 juin 1495, le grand doyen interdit aux paroissiens une pratique qu'il tenait pour superstitieuse (1). En 1500, il enjoint d'acheter un psautier, un vase aux saintes huiles et de refaire les degrés qui permettaient de monter au tabernacle. Deux ans après, il commande d'y ajouter un garde-mains. En 1503, il veut qu'une chaire à prêcher soit édifiée, et comme cette injonction n'avait pas été obéie, il la renouvelle en 1507, sous peine d'une amende de cent sous tournois (2). Quand il revint en 1509, il put constater que l'on avait tenu compte de ses observations. Guillaume Pelisson était alors curé de Changé, et ce fut lui qui, après avoir accompagné le visiteur au cours de son inspection, le reçut ensuite à sa table.

Il fut remplacé par Martin Leclerc. Celui-ci se vit contester la jouissance de son bénéfice. Il en avait été pourvu par l'évêque du Mans, Philippe de Luxembourg, à qui la collation de cette cure appartenait. Ce n'était pas le sentiment du grand doyen, Lezin Cheminard, qui, de son côté, l'avait attribuée à un autre clerc, N. Querlavoine. Pour n'en point perdre la jouissance, Martin Leclerc fit placer sous séquestre les revenus du bénéfice dont il resta définitivement le titulaire, et qu'il conserva tout au moins jusqu'en 1522 (3). Il y eut pour successeur, de 1530 à 1536, un ecclésiastique, Thomas Bellenger, qui possédait en même temps une prébende de la cathédrale du Mans. Il eut des différends,

(1) Cf. *La Province du Maine*, t. IV, p. 204, note 4.

(2) « Quod provideret de uno psalterio et una ampolla stannea ad portandum oleum parrochianis infirmis, reparari que faciat gradum per quod itur ad sacrarium. » 1500.

« Quod faceret fieri unam regulam ligneam scalæ per quam ascenditur ad sacrarium. » 1502.

« Unam cathedram ad prædicandum. » Même recommandation en 1504.

« Cui procuratori injunxit sub poena centum solidorum turonensium quod infra festum Paschæ proxime venturum faciat unam cathedram ad prædicandum. »

(3) Archives du chapitre Saint-Julien du Mans, B, 35.



à propos de dîmes, avec les religieux de l'abbaye de l'Épau. C'est tout ce que nous savons sur son compte.

C'est encore un procès qui nous fait connaître le nom et quelques faits et gestes de son successeur, Laurent Patry, lequel régit la paroisse de 1548 à 1558. Il en avait affermé en 1553, l'une des dîmes, celle des Courpains, à son vicaire, Denis Baglan. Celui-ci, désireux d'en retirer le profit le plus élevé, avait outrepassé ses droits et lésé les religieux de la Couture au Mans. Vainement tenta-t-il d'impliquer dans l'affaire, son curé. Celui-ci s'en désintéressa totalement et déclara n'y être en rien mêlé (1). En 1555, il afferma aux moines de la Couture la part qui lui revenait de ces mêmes dîmes (2).

Bien qu'il résidât au Mans, Laurent Patry ne laissait pas de témoigner l'intérêt qu'il portait à ses paroissiens. En 1552, il leur remit un capital qui servit à acquérir deux pièces de terre lesquelles enrichirent la confrérie dédiée à saint Martin (3). Par son testament il assura à la fabrique paroissiale une rente annuelle de dix sols (4). Il mourut avant l'an 1558.

C'est à peine si nous connaissons le nom de ceux qui, après lui, régirent la paroisse durant la fin du XVI<sup>e</sup> siècle et

(1) Archives départementales de la Sarthe, H, 45.

(2) Archives départementales de la Sarthe, H, 45. Les moines de la Couture étaient représentés par fr. Allain Flotte.

(3) Comptes de la confrérie Saint-Martin. Pierre Pottier, le procureur, acheta de Mathurin Jeudon, une hommée et demie de terre située à Champagné et un champ de deux journaux, nommé le champ du Pressoir, situé à Ruaudin, sur les bords du Roulecrotte. Le donateur avait demandé que, tous les dimanches, après l'aspersion, on récitât pour lui le *Pie Jesu Domine*, le *Pater* et l'oraison *Deus veniæ largitor*, prières pour lesquelles le curé recevait vingt sols par an. Cf. Archives départementales de la Sarthe, G, 791, l'Inventaire des papiers de la confrérie et fabrique de Changé, page 11.

(4) Guillaume Besnard, procureur de la fabrique, en ses comptes de 1558, inscrit aux recettes : « dix sols tournoys de rente annuelle et perpétuelle qu'il a reçu du legs du deffunct Laurent Patry, curé du dict Changé. »



au premier quart du XVII<sup>e</sup>. Le 6 avril 1560, Nicolas de Saint-François prenait possession de la cure que René de Saint-François avait résignée en sa faveur (1). Le 19 août 1574, René Garnier le jeune accomplissait pareille formalité, bénéficiant d'une collation dont il avait été avantagé par Nicolas Noël, vicaire général de l'évêque, par suite de la résignation qu'avait faite de la cure Martin Funet (2). En 1577, Mathurin Denisot assistait, en qualité de curé de Changé, à la reddition des comptes du procureur de la confrérie Saint-Martin (3). Il était remplacé dès 1601 par Jacques Boyton, de La Suze, auquel Charles Lerouge avait cédé ce bénéfice (4). En 1606, il était possédé par Pascal de l'Espervier (5) auquel succéda Robert Lebret, dès 1616. Il était encore en fonctions, en 1621 (6). Nous ignorons s'il résigna sa cure ou s'il y mourut. En 1636, nous en trouvons pourvu Marin Bresteau (7); ce dernier, originaire de Saint-Paul-le-Gaultier, appartenait à une honorable famille établie en cette localité. Il y fut d'ailleurs inhumé et l'on peut voir encore aujourd'hui au pied de la tour de l'église paroissiale et à l'extérieur, la croix en roussard, décorée d'un calice à l'entrecroisement de la tige et des deux bras, qui marquait dans l'ancien cimetière, d'où elle a été rapportée, le lieu de sa sépulture. Il ne résida point au milieu des fidèles dont la direction lui était confiée. Il habitait la ville du Mans, sur la paroisse du Crucifix, où il lui était plus aisé de s'acquitter

(1) Archives départementales de la Sarthe, G, 338, f<sup>o</sup> 341 r<sup>o</sup>.

(2) Archives départementales de la Sarthe, G, 346, f<sup>o</sup> 244 r<sup>o</sup>.

(3) Comptes du procureur.

(4) Archives départementales de la Sarthe, G, 352, f<sup>o</sup> 238 r<sup>o</sup>.

(5) Archives départementales de la Sarthe, G, 131.

(6) Comptes de Pierre Lasseux, procureur de la confrérie Saint-Martin.

(7) Moulard, *Recherches historiques sur Saint-Paul-le-Gaultier*, in-8, p. 35.



de sa charge de chantre de la cathédrale et de vicaire de Jean Richer, grand official du Mans (1).

Ces pasteurs qui vivaient ainsi loin de leurs ouailles s'en remettaient sur des vicaires, dont ils soldaient les gages ou auxquels ils affermaient les produits de leur cure, du soin d'instruire les paroissiens et de leur administrer les sacrements. Ces auxiliaires dont on a dit plus tard qu'ils étaient « commis à la desserte de la paroisse », étaient le plus souvent, au nombre de deux à Changé. Sur l'un, retombaient plus spécialement les fonctions curiales ; l'autre avait à entretenir la sacristie, et, au XVIII<sup>e</sup> siècle, il se fit aider par un laïque (2).

Il s'en faut que nous connaissions les noms de tous les ecclésiastiques qui, au XVI<sup>e</sup> siècle, et lorsque les curés ne résidaient pas, remplacèrent ces derniers. En 1509, l'un des vicaires se nommait Jehan Leteixier ; en 1522, Jehan Lemoulinier. Nous aurons occasion de signaler dans un autre chapitre la fondation pieuse qu'il établit à Changé. Il vivait encore en 1536, et avait alors pour collègue, Guillaume Aubry. De 1548 à 1558, année de sa mort, Denys Baglan occupa l'un des vicariats. Par un testament, en date du 19 mars 1555, il avait demandé à être inhumé dans la cha-

(1) Il est ainsi qualifié dans le testament de son neveu Pascal Breteau, passé le mardi de Pâques 1656. Cf. Moulard, *Recherches historiques sur Saint-Paul-le-Gaultier*. p. 36.

(2) Voici la partie essentielle d'un règlement fait en 1750, pour ce sacristain laïque. Il devra « servir à l'église, répondre et chanter les messes, départir le pain bénit et le porter aux habitants dans le cœur, la nef et les ailes de l'église, en sortent que tous en ayant si faire se peut, sonner les cloches aux heures accoutumées, pendant une heure, à chaque messe et vêpres, les dimanches et festes sans retardement, de nettoyer l'église et la tenir proprement, faire les fosses pour les décédez, blanchir le linge de la dite église, de faire marcher l'orloge règlement, sans discontinuer, de ne souffrir autres personnes sonner les cloches, examiner et voir de tems en tems si elles sont en état de sonner, avoir soin des ornements.... » Le titulaire de cette charge, N. Lescouble, mourut en 1750. Il eut pour successeur son fils, Jean, âgé de quinze ans, auquel on adjoignit Joseph Beuruer.



pelle dédiée à sainte Barbe, et avait légué à la confrérie Saint-Martin, avec quelques lopins de terre, une rente annuelle de quarante sols, destinée à solder les frais d'un service religieux dont il détermina les particularités (1).

Jehan Lemoulnier qui, selon toute apparence, le remplaça, dicta, le 23 mars 1565, ses dernières volontés, et, imitant son prédécesseur, laissa à la fabrique de l'église de Changé une somme de vingt-cinq livres dont le revenu devait, dans l'avenir, rémunérer les prières que le testateur avait déterminées (2).

Ce sont vraisemblablement deux membres de sa famille, Symon et Martin les Moulniers, que nous rencontrons, en 1568, chargés, en qualité de vicaires de Changé, de vérifier les comptes du procureur de la confrérie Saint-Martin. On les y retrouve encore en 1588. Dans l'intervalle, car rien ne nous assure qu'ils aient toujours rempli les mêmes fonctions dans la même localité, on voit dans celle-ci, René Payen, assistant à la prise de possession de la cure, par René Garnier (3), le jeune, et Mathurin Fournier, présent en 1578 à la vérification des comptes de l'association précitée, et toujours comme vicaire (4).

Cette charge avait pour titulaires : en 1617, Thomas Lesonnier et Margarit Richard ; de 1621 à 1630, Julien Chaussumier (5).

Ces clercs dont les plus anciens avaient pris garde que

(1) Archives départementales de la Sarthe, G, 28/7. On devait célébrer pour le donateur quatre messes dont une chantée avec doubles vigiles solennelles et un *Subvenite* à la fin du service. Sur le legs, le procureur de fabrique prélevait pour celle-ci deux sols six deniers.

(2) « Donne à la fabrique de Changé, une fois payé, vingt-cinq livres, pour vigilles solennelles et deux messes dont une à haulte voix, avec recommandation le dimanche précédent, pour lui et sa mère et Jehan Lemoulnier, son cousin..... » Archives départementales de la Sarthe, G, 28/7.

(3) Archives départementales de la Sarthe, G, 346 f° 244 r°.

(4) Comptes du procureur de la confrérie.

(5) Comptes du procureur de la confrérie.



l'on priât pour eux après leur mort dans cette église où ils avaient exercé le saint ministère, ne témoignaient-ils pas ainsi, qu'eux, du moins, ayant résidé sur la paroisse, s'y étaient attachés, tandis que les curés qu'ils suppléaient continuaient à s'en tenir éloignés.

Cette habitude déplorable, contre laquelle réclamaient les fidèles, s'atténua partout au XVII<sup>e</sup> siècle. Si nous ne pouvons affirmer que Jehan Girard (1), qui était, en 1656, curé de Changé, s'y soit fixé, le fait est sûr pour son successeur immédiat, Gilles Esnault, lequel fut pourvu de son bénéfice, le 31 mai 1658 (2). Aussi bien des inspections avaient lieu alors, où le grand doyen de l'Église du Mans, s'informant sur place et par le menu de l'état moral des paroissiens et des services qu'ils attendaient de leur pasteur, comme aussi de l'état matériel des édifices religieux et des objets servant au culte, s'en serait pris au curé, au cas où tout cela aurait été défectueux. Il ne semble pas néanmoins que Gilles Esnault ait eu besoin de ce stimulant. Dans l'exercice de sa charge, il se révéla zélé pour la gloire de Dieu et pour le salut des âmes. C'est le témoignage que lui rendirent, en 1667, Nicolas Audin, vicaire du grand doyen J.-B. de Beaumanoir, et, en 1669, Louis-Barthélemy Monherou (3). Le premier atteste que « l'église est en bon ordre » ; le second, « qu'elle s'est trouvée en bon ordre et bien décorée ». En 1676, Gilles Esnault faisait acquisition de registres

(1) Pendant qu'il était curé, une cloche fut fondue et placée dans le clocher, vers l'an 1661, ainsi qu'il résulte de cet article du testament de Jehan Lassier : « Afin d'être mis au rang des bienfaiteurs de la dite église, donne la somme de dix livres pour ayder à payer la grosse cloche d'icelle depuis peu refondue. »

(2) Archives départementales de la Sarthe, G, 360, f<sup>o</sup> 280 v<sup>o</sup>. Gilles et Pierre Esnault, son frère et successeur, étaient enfants de Pierre et de Jehanne Denisot, de La Ferté-Bernard, lesquels habitaient la paroisse du Crucifix, au Mans.

(3) Archives du chapitre Saint-Julien du Mans, B 33.



baptismaux (1) ; il achetait du damas pour réparer les ornements (2) ; en 1680, il se procurait un tapis pour l'autel dédié (3) à saint Julien ; il faisait forger les chandeliers de fer qui, placés autour des cercueils, supportent les cierges liturgiques (4), fondre une cloche pour la chapelle de Notre-Dame-des-Sablons ; il meublait la sacristie et remplaçait les gradins des autels (5). En 1685, il procurait la reconstruction du ballet ou porche en bois placé devant la grande porte de l'église, renouvelait une partie du linge servant au saint sacrifice de la messe et faisait confectionner pour l'autel du Rosaire un crucifix de buis du prix de dix sols (6). On ne s'étonnera donc point de lire dans le procès-verbal de la visite canonique accomplie en 1689 ; « Avons..... visité toutes choses en la dicte église, n'y avons trouvé rien à redire » (7).

S'il n'omettait rien de tout ce qui contribue à rendre plus dignes de Dieu les cérémonies religieuses, Gilles Esnault paraît s'être, au début du moins de son ministère, moins

(1) « Payé trente sols pour faire des livres baptismaux. » Comptes de fabrique.

(2) « Payé troys livres quinze sols pour une demy aulne de damas blanc, pour raccommode la chasuble. »

« A la femme de Jacques Guyon, pour avoyr raccommodé la chasuble, la somme de quatre livres seize sols, tant pour façon que fournitures.

« Payé à Jacques Guyon, soixante et douze sols, contenus en sa quittance pour travail et fournissement faits aux ornements de la d. église. » Id.

(3) « Cent sols donnés par la veuve Louis Le Barbier, pour un tapys à l'autel de saint Julien. » Id.

(4) « Payé au sieur Hardouin, serrurier, la somme de seize livres neuf sols pour cinq chandeliers de fer qui servent à mettre en costé et au bout des deffuncts les sierges, lorsque se font les services pour les dicts deffuncts. » Id.

(5) « Payé à Marin Corbeau, menuisier, la somme de vingt-huit livres dix sols pour avoyr faict une paire d'armoires pour la sacristie.

Payé quarante sols à Chopin, menuisier, pour avoir faict des gradins aux autels de saint Julien, sainte Barbe, et dans la chapelle. » Id.

(6) Comptes de fabrique, aux années précitées.

(7) Archives du chapitre Saint-Julien du Mans.



préoccupé qu'il ne convenait, de l'instruction des enfants. C'est un grief qu'articulèrent contre lui les paroissiens (1), lors d'une inspection qui avait amené à Changé, en 1674, le grand doyen, J.-B. de Beaumanoir. Celui-ci enjoignit au pasteur d'éviter à l'avenir pareil reproche, dut-il, pour cela, créer une école. L'observation porta coup, et, quand un autre grand doyen, Michel Le Vayer, repassa à Changé en 1689, il put inscrire sur le compte-rendu de cette visite : « Avons interrogé la petite jeunesse sur la doctrine chrétienne, qu'avons trouvée bien instruite. »

Il y a lieu de croire que l'âge et les infirmités qui en sont la suite eurent raison du bon vouloir et de l'activité de Gilles Esnault. Avant sa mort, l'un de ses vicaires, Jean Allaire, — l'autre se nommait Georges Gouaillier, — avait été chargé par l'évêque du Mans, « de la desserte de la paroisse ». Cela n'allait pas sans difficultés. Jean Allaire, en effet, pourvu d'une chapellenie desservie dans l'église cathédrale du Mans, devait, pour remplir ses fonctions de chapelain, s'y transporter à jour fixe. Et, durant son absence, les habitants de Changé étaient empêchés de recourir à son ministère. Ils s'en plaignirent au grand doyen (2). Ils lui demandèrent en outre d'ordonner le déplacement des fonts baptismaux qu'aucune balustrade n'isolait, et contre lesquels s'appuyaient, sans respect, ceux qui, le dimanche,

(1) « Sur la plainte qui nous a esté rendue par plusieurs habitants, que les enfants de la dicte paroisse ne sont point instruits, nous avons ordonné au sieur curé de faire au moins tous les premiers dimanches du mois ou de faire faire le catéchisme, pendant l'Avent, le Caresme tous les dimanches. » Archives du chapitre Saint-Julien.

(2) « Nous nous sommes enquis aux habitants de la paroisse, et informé si le service divin étoit fait exactement en lad. église, lesquels nous ont dit que le service divin estoit bien fait, mais qu'ils n'avaient pas de confesseurs suffisants, vu le grand nombre des habitants qui sont en la dite paroisse, n'ayant pour confesseurs que les dits sieurs Gouaillier et Allaire, lequel Allaire ne s'y tient avec assiduité, étant obligé d'aller souvent en la ville du Mans pour desservir une chapelle qu'il a en l'église cathédrale. » Archives du chapitre Saint-Julien.



entendaient la sainte messe (1). On fit droit à cette requête, au moins partiellement.

Avant son décès, Gilles Esnault avait résigné sa cure en faveur de son frère, Pierre Esnault, fixé depuis longtemps à Changé, en qualité de prêtre habitué, remplissant parfois les fonctions de vicaire (2). Ce dernier était âgé de soixante-six ans (3), quand il recueillit son bénéfice dont il prit possession, le 10 avril 1690 (4). Il n'en jouit que durant dix-huit mois. Il eut pour vicaires Jean Lebarbier qui, de 1690 à 1706 (5), conserva les mêmes fonctions, et Julien Pottier à qui le soin de la sacristie avait été confié (6).

Le grand doyen, Michel Le Vayer, vint, le 12 septembre 1691, visiter l'église de Changé. Il constata que, si les fonts baptismaux avaient été transportés là où il l'avait enjoint, on ne s'était pas mis en peine de les entourer d'une balustrade. Il observa, en outre, que les murs du cimetière,

(1) « Sur ce que nous a esté remonstré par les dits habitants, par le dit Gouaillier et les dits fabriciers, que les fonts de baptême sont placés dans une des ailes de la dite église, où l'on fait le chant. et lequel lieu est incommode, joint que le peuple s'appuie dessus. Nous, y ayant égard, ordonnons que, à la diligence dudit procureur fabricier, les dits fonts seront transportés au bas de lad. église, autour de laquelle sera faite une balustrade, conformément aux ordonnances de Monseigneur, de douze pieds carrés, à prendre au pied de la tour en hault et autant du costé de la muraille du costé du septentrion. » Mêmes archives.

(2) Il assiste à la reddition des comptes du procureur de fabrique, et est qualifié en 1691 : « vicaire de Changé. »

(3) Il était né au Mans, paroisse du Crucifix, le 1<sup>er</sup> mars 1624.

(4) Archives dép. de la Sarthe, G, 370, f<sup>o</sup> 4 v<sup>o</sup>.

(5) « L'an de grâce 1706, ce 5<sup>e</sup> jour d'août a été inhumé au cimetière de Changé le corps de M<sup>e</sup> Jean Le Barbier, en son vivant prêtre habitué en la dite paroisse en qualité de vicaire et âgé de quarante-deux ans ou environ, par moi Messire Robert Rabinard, prêtre, curé de Saint-Germain-de-la-Coudre. » État civil de Changé.

(6) « L'an de grâc 1701, le troisième jour d'août a été inhumé au cimetière de cette paroisse le corps de m<sup>re</sup> Jullien Delanos Pottier, prêtre, sacriste, âgé de trente-six ans ou environ, par nous ptre curé de Changé, soussigné, en présence de maître Morin, prêtre, et de plusieurs autres. G. Leprince. »



renversés en plusieurs endroits, l'exposaient aux profanations. Il ordonna de les relever (1).

Pierre Esnault eut pour successeur, en 1692, Ambroise Legras, précédemment curé d'Yvré-l'Évêque. Il avait quatre-vingt-cinq ans, quand il accepta de diriger sa nouvelle paroisse. Il y mourut au bout d'une année à peine et fut inhumé dans celle qu'il avait administrée précédemment (2).

La cure devenue vacante fut conférée à Louis Hossard (3). Il y reçut, en 1694, le grand doyen Michel Le Vayer, qui obligea les paroissiens à solder régulièrement la location des places qu'ils occupaient à l'église (4). Cela permit probablement de couvrir les frais de la fonte de la grosse cloche, qui, bénite le 6 novembre 1695, eut pour parrain François Portail, et pour marraine Geneviève de Chan-

(1) « Le douziesme jour de septembre mil six cent quatre-vingt-onze, visité l'église parrochiale de Saint-Martin de Changé..... avons, seulement remarqué qu'il n'y a point de balustrade autour des fonts de baptême, pourquoi ordonnons que ledit procureur fabricier en fera incessamment faire une. Ayant remarqué que le cimetière de la dite paroisse est declos, enjoignons au dit procureur de le faire reclore sinon qu'il sera interdit. » Archives du Chapitre.

(2) « Huit septembre mil six cent quatre-vingt-treize, inhumation dans l'église de maître Ambroise Legras, âgé de quatre-vingt-six ans, ci-devant curé de céans et mort curé de Changé. Dugué. » État civil d'Yvré-l'Évêque. Il avait créé dans cette dernière paroisse un collège qu'il avait doté, et une maison de secours pour venir en aide aux malades.

(3) Il appartenait à une famille de ciriers du Mans, dont les armoiries étaient : *d'or à deux lions affrontés d'azur*. Il avait un frère, Abraham-Julien Hossard, avocat au parlement de Paris, et trois autres, entrés dans le clergé et qui furent successivement curés de Trangé. Louis Hossard le fut lui-même avant de venir à Changé. Cf. G. Esnault, *Mémoires de Le Prince d'Ardenay*.

(4) « Comme aussy ordonnons que les bancs et bancelles, qui sont en la dite église sans estre dottés ni rentez, seront dejettés et rejettez hors d'icelle, faute que ceux auxquels ils appartiennent, feront les dites rentes ou dottés dans quatre semaines, lesquelles présentes ordonnances seront exécutées avec le secours du bras séculier, si besoin est. » Archives du Chapitre.



latte (1). Le grand doyen revint encore dans la paroisse en 1696, et il exigea qu'un inventaire fût dressé des titres de la fabrique (2).

L'attention du visiteur ne s'arrêtait pas aux intérêts matériels de la paroisse qu'il inspectait, elle se portait aussi à la correction de ceux des habitants dont la moralité laissait à désirer. On le voit, à cette occasion, enjoindre à deux d'entre eux de « cesser leur commerce déshonnête » (3).

Ces observations tombèrent en des oreilles dociles, et quand, l'année suivante, une inspection nouvelle eut lieu, le grand doyen constata que « tout était en la décence ».

L'âge avancé de Louis Hossard, une maladie dont il était atteint, l'amènèrent à résigner son bénéfice en faveur de l'un de ses neveux, Geoffroy Le Prince, qui en prit possession, le 3 avril 1701 (4). Son oncle s'éteignit quelques mois plus tard et fut inhumé, le 29 septembre 1701, dans l'église de Changé (5). Louis Du Rocher, avait été, en ces circonstances, « commis à la desserte de la paroisse », tandis que Jean-Louis Lemoine y remplissait l'office de vicaire-sacristain (6). Quand il fut mort en 1712, on lui substitua Charles

(1) Elle avait été fondue par Pierre Asseline.

(2) Il ordonne en même temps de dresser « une table des fondations qui sera mise en la sacristie de la dite église. » Visite du 14 octobre 1696.

(3) « Avons fait deffendre à la dicte Broustée et à ..... vigneron d'habiter ensemble et de continuer leur commerce déshonnête. » Même visite.

(4) Cf. Archives départementales de la Sarthe, G, 374, f° 50 r°.

(5) « L'an de grâce mil sept cent un, le vingt-neuvième septembre a été inhumé en l'église paroissiale de Changé le corps de vénérable et discret maître Louis Hossard, vivant, prêtre, bachelier en théologie de l'Université de Paris, et curé de Bernay, par M. le curé de St<sup>e</sup>-Croix, en présence de Mr Geoffroy Le Prince, curé dudit Changé et de plusieurs autres. » État civil de Changé.

(6) « L'an de grâce mil sept cent douze, le vingt-huitième jour de juillet, par nous prêtre, curé de la paroisse de Ruaudin, a été inhumé dans l'église de Changé le corps de deffunct maître Jean-Louis Lemoine, en son vivant, prêtre, vicaire dudit Changé ». État civil de Changé.



Moreau, qui, en 1717, abandonna son poste, non sans laisser en souffrance certaines dettes que l'on solda du produit de la vente de ses meubles (1). Il fut remplacé par Jean Pasquier, qui, de 1717 à 1749, année en laquelle il mourut (2), demeura chargé de la sacristie, tandis que, de 1712 à 1747, Jean Dieuxivois (3), successeur de Louis Du Rocher, venait plus directement en aide au curé.

Ces prêtres, auxiliaires de Geoffroy Le Prince, trouvaient en lui un pasteur digne de toute estime et sur le modèle duquel ils pouvaient se former. Bien que, comme par le passé, le procureur laïque de la fabrique paroissiale, nommé pour une période variable par la meilleure et plus saine partie des habitants, continuât de s'occuper au mieux du matériel de l'église et d'en administrer les biens, responsable qu'il en était devant ses commettants, on devine facilement où, à l'époque à laquelle nous sommes arrivés, il allait chercher conseil et direction, et de quels avis il s'inspirait. Le curé à qui le fabricien accordait sa confiance, la méritait de tout point. Sa réputation de savoir et de prudence l'avait désigné au choix des Dames Dominicaines des Maillets, quand celles-ci, en 1699, avaient dû nommer un mandataire pour agir en leur nom (4).

A peine Geoffroy Le Prince avait-il pris possession de sa cure qu'il y reçut le grand doyen, le 21 avril 1701. Ce dernier put constater que, si les ornements et le linge renfer-

(1) Ce fut le procureur de fabrique qui eut à régler cette affaire.

(2) « Vénérable et discret maître Jean Pasquier, prêtre sacristain de cette église, âgé de cinquante-sept ans ou environ, mourut le vingt-neuf janvier mil sept cent quarante-neuf et fut inhumé le lendemain en ladite église..... » État civil de Changé.

(3) « Le vingt-quatrième jour de juin mil sept cent quarante-sept par nous, prêtre curé, a été inhumé au cimetière de cette paroisse, le corps de Jean-Baptiste Dieuxivoye, prêtre vicaire, en présence de ses deux neveux. De Ronnay. » État civil de Changé.

(4) Acte passé, le 24 octobre 1699, devant Charles Cureau, licencié ès droicts, notaire garde-notes royal au Maine.



més dans la sacristie étaient en parfait état, le gros œuvre de l'église et du presbytère, trop longtemps négligé, réclamait des réparations importantes autant que nécessaires. Il fallut pourtant, avant de les entreprendre, ménager des ressources pécuniaires qui manquaient. C'est à quoi s'appliqua, de concert avec le fabricien, le curé de Changé. Il tint à offrir auparavant à ses ouailles le bienfait d'une mission, laquelle eut lieu vers l'an 1707 (1).

Dix ans après, des économies réalisées, au cours des exercices précédents (2), par l'excédent des recettes de la fabrique sur les dépenses, permettaient d'entreprendre les travaux que l'on avait dû ajourner jusque-là. Les paroissiens, sur la demande de Geoffroy Le Prince qui s'engageait d'ailleurs à combler de ses propres ressources le déficit, s'il s'en produisait un, obtenaient du grand doyen l'autorisation de placer dans le chœur de leur église un retable neuf (3), derrière lequel on éleva une sacristie (4).

(1) « Payé la somme de neuf sols, pour graisse et huile, pour graisser les cloches au temps de la mission. » Comptes de fabrique, année 1707.

(2) Le curé provoqua probablement les dons et legs dont il est fait mention dans les comptes de fabrique de 1703 à 1709. « Cent livres receues des héritiers de defuncte Françoise Beucher, par elle leguées au profit de l'église, pour estre employées à la décoration d'icelle. »

« Trente livres, procédant du don fait comme cy-dessus, par N. Gautier, veuve N. Grigné. »

« Vingt-deux livres, léguées par Pierre Le Barbier, aussi pour la décoration de l'église. »

« Cent livres, receues des héritiers de Jean Vallier, qui en a fait don à la dite fabrice, par son testament. »

(3) « Après notre visite, ledit sieur curé nous a représenté que les habitants de la dite paroisse, conjointement avec lui, étaient dans le dessein de faire construire, au lieu et place de l'ancien, pour lequel ouvrage faire, il avait son suffisant, et ce, suivant le devis qui en a esté faict par le sieur des Arches, architecte, dont le sieur curé nous a faict apparoir, nous requérant à cet effet, d'ordonner que le dit antien autel sera démoly pour en construire un nouveau, conformément au devis, aux despens des fonds de la fabrique et s'ils ne suffisoient pas, aux frais et despens du dit sieur curé qui s'y est soumis par les présentes..... » Archives du Chapitre.

(4) La sacristie coûta treize cent dix livres.



Ces dépenses n'empêchèrent pas d'acquérir une maison appartenant à M<sup>me</sup> Guion, de la Courbe, et située au chevet de l'église paroissiale. On en fit un logement pour un vicaire, et l'immeuble prit le nom de bas-vicariat (1).

Rien n'indique dans les comptes rendus par le procureur de fabrique à l'occasion de ces travaux, que l'on ait eu besoin de faire appel au concours financier de Geoffroy Le Prince. Il en fut d'autant plus à l'aise pour améliorer l'état matériel de son presbytère. Les modifications dont cet immeuble fut l'objet, ne provoquèrent, de son vivant, nulle observation. Il en alla tout autrement après sa mort, et les réclamations adressées à ses héritiers nous valent, non seulement, de connaître les plaintes de ses paroissiens, mais aussi l'état de la demeure curiale qui a subsisté (2).

On y trouve, comme nous avons eu déjà l'occasion d'en faire la remarque, tout ce qui est nécessaire à une petite exploitation rurale. Et, de fait, les terres qui, jadis, constituaient la dotation de la cure, pour être mises utilement en valeur, exigeaient ces dispositions. La maison manable, couverte à peu près partout en tuiles et quelque peu en ardoises, se développait sur une largeur de dix-neuf mètres, avec une profondeur de sept mètres trente-trois centimètres. Elle se composait, au rez-de-chaussée, d'une salle, d'un salon et d'une cuisine, avec cave voûtée au-dessous.

A l'unique étage, il y avait deux chambres, dont l'une à feu, sur la cuisine, et deux cabinets, avec grenier sur le

(1) Archives départementales de la Sarthe, G, 28.

(2) Le 28 décembre 1731, Charles Posté, expert, demeurant au Mans, et Dutertre, expert, demeurant à Champagné, « firent une descente au presbytère dudit Changé ». Le premier représentait Nicolas Mabillean et René Moreau, que G. Le Prince, avait chargés d'exécuter les travaux; le second paraissait au nom des paroissiens. Ils convinrent ensemble que, « à l'égard du portail d'entrée de la cour du presbytère », il devait « estre restablí en l'estat qu'il estoit dans sa première construction, suivant la demande desdits habitants et du sieur Minier, curé..... ». Archives de la fabrique.



tout. On y accédait « par un escalier à marches solides de bois, dont la cage est une tour à pans en bois saillante sur la cour ».

Les communs, considérables, comprenaient un petit bâtiment isolé servant de fruiterie ; un second, long de vingt mètres et large de cinq mètres trente-trois centimètres, renfermait un four et le fournil, une écurie et une chambre de domestique. Il y faut joindre un toit à porcs et une grange longue de dix-sept mètres, où l'on recueillait les dimes et où un pressoir avait été aménagé. Le tout était couvert en bardeaux. Enfin un jardin, clos de murs et possédant à l'une des extrémités un pavillon de cinq mètres de largeur sur six de profondeur, complétait le presbytère. Une muraille l'isolait des communs proprement dits. Geoffroy Le Prince la fit disparaître. Il modifia aussi la porte cochère donnant accès à son habitation. Ce sont ces changements qui expliquent les protestations produites après sa mort.

Toujours appliqué au bon entretien de son église, il avait, en 1725, déterminé ses paroissiens à ajouter à la sonnerie de leur clocher une cloche pour la fonte de laquelle l'un d'eux, Jean Vallier, avait, en 1707, légué une somme de cent livres (1). Elle fut coulée par deux fondeurs, Jacquet et Jacquot, noms de guerre apparemment (2). En 1730, on en refondit une autre qui fut nommée Françoise par M. le marquis de Murat et par Louise - Françoise - Renée de Bresseau, son épouse (3).

(1) Voir plus haut, p.104, note 2.

(2) « La somme de quatre cent six livres payée aux dits Jacquet et Jacquot, tant pour avoir fondu la dite cloche que pour fourniture de métal pour la grossir ; pour laquelle somme déduisant celle de deux cents livres donnée au profit de l'église du dit Changé des libéralités faites à Notre-Dame-du-Jarrié ». Archives de la fabrique.

(3) « L'an de grâce 1730, le dix-septième jour de juin, par nous prêtre, curé de la paroisse de Changé, a été faite en conséquence du pouvoir que nous en avons reçu de Monseigneur l'Illustrissime et Révérendissime évêque du Mans, la bénédiction de notre seconde cloche qui a été nommée Françoise par M. le marquis de Murat, sei-



Geoffroy Le Prince mourut probablement le 31 octobre 1730. Il fut inhumé, le 2 novembre suivant, dans son église paroissiale (1). Jean-Baptiste Minier (2) recueillit sa succession. C'est le temps où se révèle, à Changé, l'action d'un nouvel agent, le syndic, qui y avait exercé certainement comme partout, dès le XVII<sup>e</sup> siècle, mais probablement avec plus de réserve, et dont les attributions diminuaient d'autant celles du procureur de fabrique. Il est aux côtés de ce dernier quand le nouveau curé, désireux d'établir une situation nette à son entrée dans le presbytère, fait établir par des experts ce dont, dans les travaux qui y avaient été exécutés, son prédécesseur avait à répondre. C'est le syndic qui veille à la nomination d'un milicien, qui préside les assemblées où les plus notables de la population règlent les affaires purement civiles de leur communauté et font, plus spécialement, choix des collecteurs, chargés, sous leur responsabilité privée et en y engageant leurs biens personnels, de la levée des impôts dûs par leurs commettants. Nous aurons bientôt occasion d'examiner comment ils agissaient.

J.-B. Minier, que secondaient, comme vicaires, Jean Dieuxivois et Jean Pasquier (3), vit le fabricien réédifier la grande

gneur de cette paroisse, et par madame Renée-Françoise-Louise de Bresseau, son épouse. » Registres de l'état civil de Changé.

(1) « L'an de grâce mil sept cent trente, le jeudy, second jour de novembre, par nous prêtre, curé de Ruaudin, a esté inhumé en ceste église le corps de deffunct vénérable et discret maistre Geoffroy Le Prince, prestre, curé de ceste paroisse. Gouault. » Etat civil de Changé.

(2) Originaire de Roëzé, près La Suze, il était, quand il fut nommé curé de Changé, titulaire de la chapellenie de Montfranchot, fondée en l'église de la Chapelle-Rainsouin (Mayenne).

(3) « Le vingt-quatrième jour de juin mil sept cent quarante-sept, par nous, prêtre-curé, a été inhumé, au cimetière de cette paroisse, le corps de Jean-Baptiste Dieuxivois, prêtre, vicaire, en présence de ses deux neveux. De Ronnay. » Etat civil de Changé. Ce prêtre, né au Mans, appartenait à la famille dont M. Moulard a publié la généalogie sous ce titre : *Le ramage des Dieuxivois*.

« Vénérable et discret maistre Jean Pasquier, prêtre-sacristain de



porte de l'église paroissiale et les deux ballets qui abritaient les deux petites (1).

Le mobilier liturgique qu'examina au cours de ses visites, le 1<sup>er</sup> octobre 1736, le grand doyen, motiva les remarques suivantes : « Nous avons remarqué un calice qui n'a jamais été doré, aussi bien que le ciboire ; les autels sont peu décorés ; il y a même quelques figures sur les dits autels, qui sont peu décentes par vétusté » (2).

Il y a lieu de croire que ces observations furent prises au sérieux, car on ne les trouve pas renouvelées. Le fabrien était d'ailleurs en état d'y satisfaire, et, chose rare à Changé, on voit les fidèles, non seulement acquitter très exactement les rentes dues à la fabrique, mais, en outre, l'avantager de dons gratuits, « pour avoir un dais et une niche pour mettre le Saint-Sacrement » (3).

J.-B. Minier mourut en 1745, et fut inhumé dans son église, le 19 octobre de cette dernière année (4). De 1745 à 1752, trois curés se succédèrent ; le premier, Thomas-Léonard de Ronnay, écuyer, gouverne la paroisse, trois

cette église, âgé de cinquante-sept ans ou environ, mourut le vingt-neuf janvier mil sept cent quarante-neuf, et son corps fut inhumé le lendemain en la dite église, par nous prêtre, curé de Champagné, avec la permission de M. Le Royer de Farges, prêtre, curé de cette paroisse.... » Etat civil de Changé. On conserve dans les archives de la fabrique le mémoire des frais de cette inhumation.

(1) « Payé quatre-vingt-douze livres dix sols pour la façon et fournissement de la grande porte de l'église, payée du consentement des habitants au sieur Blanchard, menuisier. »

« Quarante-six livres payées à Robin, charpentier, pour la façon de deux ballets. » Comptes du procureur de fabrique (1731-1740).

(2) Archives du chapitre Saint-Julien du Mans.

(3) « Reçu soixante livres cinq sols, de différents particuliers du dit Changé, par forme de présent à la dite église.... » Comptes de fabrique de 1742 à 1746.

(4) « Le dix-neuvième d'octobre, l'an mil sept cent quarante-cinq, par nous, curé de Parigné-l'Evêque, a été inhumé dans l'église le sieur vénérable et discret Jean Minier, vivant, curé de cette paroisse. Neveu. » Etat civil de Changé.



années (1) ; le second, N. Le Royer de Forges, une année ; le troisième, Jean-Louis d'Arlanges (2), trois ans. Ces ecclésiastiques demeurèrent trop peu de temps à Changé, pour y avoir laissé trace de leur passage. Il semble que le second d'entre eux ait aimé rehausser l'éclat des cérémonies religieuses, car ce fut lui qui établit un bedeau au bas-chœur (3).

René-Vincent Cadeau devint curé de Changé en 1752 (4), et il y resta vingt ans. Il eut d'abord pour auxiliaires dans les deux vicariats, Jean Paulmier (5) et N. Aubry (6), puis Marin Bourge de la Vallée (7). Soucieux des intérêts reli-

(1) Il devint ensuite curé d'Aron (Mayenne), où il resta jusqu'en 1762. Cf. Angot, *Dictionnaire.... de la Mayenne*, t. I, p. 73.

(2) Jean d'Arlanges était fils de François d'Arlanges, écuyer, seigneur de la Furetière, et de Jeanne Charron. Il avait été présenté au baptême le 15 novembre 1712, par Jean-Louis d'Eschallard. En 1740, il était prêtre habitué à Coudray-au-Perche ; en 1746, curé des Etilleux. En 1769, il était curé de Saint-Georges-du-Rosay (Sarthe). La famille d'Arlanges avait pour armes : *d'argent à six annelets de gueules, posés 3, 2 et 1, les trois derniers surmontés chacun d'une merlette de sable.*

(3) Voici quelques détails sur « l'équipement » du bedeau :

« Huit sols, pour fournissement et façon d'un baston de bedeau.

» Trois livres, pour du velours pour couvrir le dit baston de bedeau, fourni par la veuve Riballier.

» Trois livres dix sols, payées au sieur Courtin, pintier, pour avoir garni le dit baston d'étain fin.

» De la toile blanche pour faire deux rabats de bedeau.

» Neuf livres pour façon d'une robe de bedeau, payées au sieur Grandmaison, tailleur, selon l'acquit du sieur Deforges, prêtre, curé du dit Changé, du 1<sup>er</sup> février 1749.

» Six livres payées à Louis Gager, pour une année de son droit de bedeau. » Comptes de fabrique.

(4) Le premier acte qu'il signe, sur les registres paroissiaux, est du 3 février 1752.

(5) Jean-Charles-François Paulmier quitta Changé, en 1754, et devint alors curé de Ballon (Sarthe), bénéfice dont il prit possession, le 3 janvier 1755. Il était fils de Jean-Charles Paulmier, maître serger, et de Anne La Touche. Né au Mans, le 5 mai 1718, sur la paroisse de la Couture, il fut élevé au sacerdoce, au mois de septembre 1743. Cf. Aubry *Ballon, Saint-Mars et Saint-Ouen*, in-8, p. 64.

(6) Il fut vicaire de 1751 à 1753.

(7) Il fut agréé, comme prêtre-sacristain, le 17 février 1755, rempla-



gieux de ses ouailles, il ne voulut pas que celles-là qui étaient pauvres, fussent, moins que les autres, avantagées des prières de l'Église après leur mort, et, pour inciter leurs parents à les réclamer, il obtint, en 1765, qu'on exonérât ceux-ci d'une redevance pour le luminaire que la fabrique en avait exigée jusque-là. Nous sommes d'autant plus heureux d'avoir à constater en cette occasion la sollicitude du pasteur, que, par ailleurs, il ne paraît pas avoir été animé d'un zèle ardent pour le bon entretien des édifices religieux. Lorsque, en 1770, le grand vicaire de l'évêque du Mans, Mgr de Grimaldi, fit sa visite canonique, il trouva le cimetière déclos et exposé journellement aux profanations, l'église mal pavée, les autels dépourvus de marchepieds, le clocher en mauvais état, le lambris de la nef délabré, des vases sacrés mal entretenus. Une ordonnance épiscopale intervint dont M. René-Vincent Cadeau n'eut pas le loisir de procurer l'exécution (1). Dieu le rappela à lui le 23 mai 1772 (2). Il avait été mal secondé par ses derniers vicaires, Julien-Michel Guiard (3) et Louis-René Bry (4) qui, jaloux l'un de l'autre, tenaient, chacun de son côté, à ce que l'on améliorât l'habitation où il résidait.

çant dans cette charge Jean Paulmier. Il devint, en 1761, curé de Mulsanne. Il fut remplacé par Mathurin Dubois auquel succéda, en 1768, J.-B. Métairie.

(1) Cette ordonnance, dont la teneur est trop longue pour que nous la reproduisons intégralement, fut donnée « au Mans, sous le seing d'un de nos vicaires généraux, le sceau de nos armes et le contre-seing de notre secrétaire, le vingt-neuf octobre mil sept cent soixantedix. » Archives de la fabrique.

(2) « Le vingt-cinq mai mil sept cent soixante-douze, par nous, prêtre, curé de la paroisse de Pontlieue, soussigné, a été inhumé dans l'église de cette paroisse, le corps de vénérable et discret maître René Cadeau, maître ès-arts, curé de cette paroisse, décédé avant-hier, âgé de soixante-six ans ou environ. » Archives de l'Etat civil de Changé.

(3) Julien-Michel Guiard, précédemment vicaire de Soultré, fut agréé comme vicaire-sacristain, le 24 juillet 1768. Il fut remplacé par M. Lemaire.

(4) Louis-René Bry fut vicaire de Changé de 1753 au 6 août 1775, jour où il décéda.



Le prêtre aux soins duquel la paroisse fut alors confiée était distingué entre tous. Originaire de Poillé (Sarthe), où il était né, le 4 avril 1731, il appartenait à une famille qu'une honnête aisance mettait au-dessus du besoin. Il se nommait René-André Janvier. Il avait été successivement, principal du petit collège de La Suze, chanoine du chapitre de Saint-Martin, à Troô (Loir-et-Cher), et, enfin, il remplissait, en 1770, l'office de vicaire à Yvré-l'Évêque. Il devait, durant la tourmente révolutionnaire, montrer ce dont il était capable, refusant tout serment schismatique, et assez estimé pour que la municipalité de la paroisse où il résidait alors, celle de Boëssé-le-Sec, le prit aux pires moments sous sa protection. Refusant d'émigrer, il continua d'administrer en secret et au péril de sa vie les sacrements à qui les réclamait, et cela dans un rayon fort étendu (1).

Tel était le clerc sur lequel le choix de l'évêque du Mans, Mgr de Grimaldi, s'arrêta, quand, désireux de remettre en bon état ce que M. Cadeau avait laissé périliter, il en donna la mission à René-André Janvier. Il l'avait sans doute remarqué, alors que, résidant en son manoir épiscopal d'Yvré-l'Évêque, il y vivait en grand seigneur du temps, confiant à ses vicaires généraux l'administration du diocèse et s'adonnant lui-même aux plaisirs que tolérait cette époque voluptueuse, et à l'art de la peinture. Or, l'abbé Janvier était précisément un dessinateur distingué. On lui doit un plan

(1) En 1801, M. Michot, chanoine, et l'un des administrateurs du diocèse, écrivait à M. Bonnet, vicaire-général, réfugié à Londres : « Vous apprendrez avec plaisir que la ville de La Ferté montre aujourd'hui le plus grand zèle pour le rétablissement de la Religion. Nous y avons placé provisoirement le bon M. Janvier, curé de Boëssé. Il a maintenant trois cents enfants à son catéchisme. L'intrus lui a cédé son église. » Par ailleurs, sur le registre où M. Janvier inscrivait les actes d'administration des sacrements conférés par lui, on lit ces lignes : « Ici finissent les notes des fonctions que j'ai faites dans l'église de La Ferté-Bernard, depuis mon entrée au mois de décembre 1799, jusqu'à la prise de possession de la cure par M. Lechêne, nommé par M. de Pidoll, légitime évêque du Mans. »



de la ville du Mans et une carte du diocèse dédiés à son évêque (1). Il prit possession de sa cure le 22 juillet 1772. Dès le début, il connut les difficultés. L'unique héritier de son prédécesseur, un neveu, plus de trois mois après la mort de son oncle, n'avait pas encore enlevé les meubles de ce dernier du presbytère, où ils étaient sous scellés. Deux ordonnances, en date du 19 et du 29 août, rendues par l'autorité compétente, autorisèrent le nouveau curé à faire retirer de l'immeuble où il était resté, le mobilier de M. Cadeau.

Cette activité et cette décision, nous allons les retrouver dans la double entreprise, de la restauration de l'église et de l'agrandissement du presbytère, sur laquelle nous allons nous arrêter. Aussi bien sera-ce l'occasion de décrire le premier de ces deux édifices.

L'église (Fig. 1), sous sa forme primitive et jusqu'au XVI<sup>e</sup> siècle, se composait d'une nef terminée par une abside ne dépassant point l'espace où s'élève actuellement l'autel. La charpente en était au début probablement apparente. Elle fut masquée plus tard par un lambris. Cet édifice fut élevé, soit à la fin du XI<sup>e</sup> siècle, soit au début du XII<sup>e</sup>. Sur la muraille du côté nord, apparaissent, lorsque l'enduit s'en détache, quelques rangées d'un appareil où les matériaux sont disposés en arête de poisson. Les anciennes fenêtres à jambages en roussard, étroites comme des meurtrières, ont été murées, et remplacées au XVII<sup>e</sup> siècle et depuis par des ouvertures sans caractère mais plus larges, pratiquées, trois dans le mur du sud, deux du côté du nord, et par où la lumière arrive librement dans la nef.

(1) Il a publié en plus : *Le calendrier à l'usage du Mans, pour l'an 1769*, imprimé dans l'*Almanach ou Calendrier du Maine*, 1769. La carte du diocèse du Mans, gravée par Drouet, grand in-4<sup>o</sup>, parut en 1772, et le Plan de la ville du Mans, grand in-4<sup>o</sup>, gravé par le même, en 1777. En 1803, il se retira à La Suze où il mourut le 21 mai 1808. Cet ecclésiastique mériterait une biographie.



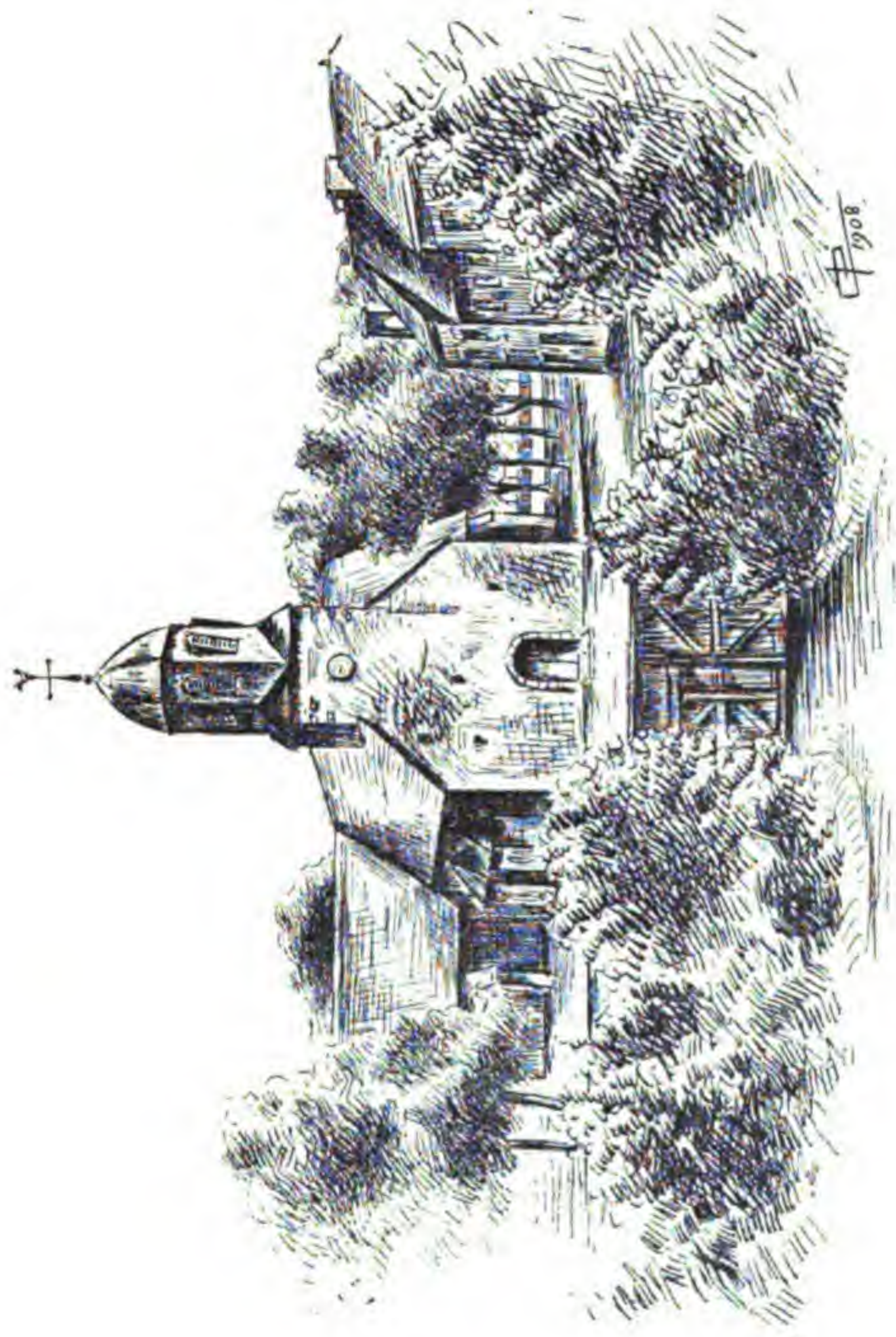


Fig. 1. — ÉGLISE DE CHANGÉ



On ajouta à la partie supérieure de celle-ci et en avant de l'abside, pendant la première moitié du XVI<sup>e</sup> siècle, deux chapelles, formant transept, voûtées et comprenant deux travées. La première chapelle, située au nord et dédiée à saint Julien, sortait à peine de terre en 1509. Elle n'était pas encore terminée en 1510 (1). Les clefs de voûte sont ornées des armes de la famille de Clinchamp. On les voit aussi à l'une des clefs de voûte de la seconde chapelle, située au sud et faisant pendant à la première. Elle fut dédiée à sainte Barbe. Nous ignorons à quelle époque exactement elle fut édifiée. Les voûtes en sont un peu moins élevées que celles de l'autre chapelle. On a maladroitement détruit, au XIX<sup>e</sup> siècle, les colonnes à demi engagées sur lesquelles retombaient les arêtes de ces voûtes. Rien ne s'est conservé qui nous apprenne quels ouvriers exécutèrent ces travaux.

On sait au contraire à qui faire honneur de la construction du retable qui, en 1719, fut placé dans l'abside. Un sieur Des Arches en dressa le devis pour lequel on lui versa la somme de cinquante livres. Les matériaux, amenés des carrières de Vouvray-sur-Huisne, et de Rossay, près de la Buzardière, à Changé, furent mis en œuvre par « Nicolas Mabileau, de Bourgnouvel (Le Mans), tailleur de pierre » et par « le s<sup>r</sup> Cartery, sculpteur ». Ceux-ci reçurent pour leur travail, le premier, 325 livres, le second 250. Dans ce morceau d'architecture, trois niches avaient été ménagées, où furent installées trois statues exécutées par Marie Moreau,

(1) « Cui procuratori nihil injunxit cum jam inchoare fecerit cruciatam ipsius ecclesiæ a parte capellæ existentis prope ecclesiam et fundamenta usque ad superficiem terræ jam conducta sint, in qua cruciata multas pecuniarum summas habent expendere. » 1509.

« Quia exposuerunt et adhuc necessario habent exponere plures pecunias usque ad complementum cruciatæ illius ecclesiæ a parte capellæ beatæ Mariæ, nihil injunxit pro hac vice. » 1510.

Visites du grand doyen Lezin Cheminard. Archives du Chapitre.



et représentant, l'une, la sainte Vierge, l'autre saint Martin, la troisième, saint Geoffroy. Un tableau peint par le sieur des Arches, décorait la partie supérieure du retable. Un tabernacle en bois y fut ajouté, confectionné par « Jardin, menuisier », et pour l'exécution duquel il perçut la somme de 166 livres (1).

A telle époque que l'on ne saurait fixer, un orgue avait été établi dans l'église d'où il disparut en 1717. Le plomb des tuyaux fut vendu, et le prix de cette vente servit à solder, en partie, les frais du retable (2).

Telle qu'elle était alors, l'église le resta jusqu'en 1775. On avait, l'année précédente, monté dans le clocher couvert d'ardoises une horloge nouvelle (3). Cette acquisition, que les paroissiens avaient dû voir de bon œil, n'empêchait que l'édifice religieux où, chaque dimanche, ils se réunissaient, faute d'un entretien régulier, ne laissât beaucoup à désirer. Par ailleurs, bien que les deux chapelles ajoutées au XVI<sup>e</sup> siècle en eussent accru notablement l'étendue, il n'en restait pas moins que la population entière, lorsqu'elle s'y

(1) Cf. *Revue historique et archéologique du Maine*, t. LVIII, p. 123, l'article publié sous ce titre : *Le retable de Ruaudin*. Nous devons à M. P. de Castilla la vue que nous donnons de l'église paroissiale de Changé.

(2) « Quatre-vingt-deux livres dix sols, pour le prix de trois cent quarante livres de plomb vendu aux dames Religieuses de la Visitation du Mans; déduits dix-sept livres dudit plomb pour la journée et une livre pour le droit de pesage au Poids du Roy, ledit plomb vendu le 18 mai 1721, ledit plomb provenant de deux tombeaux trouvés dans l'église et la somme de trente-deux livres dix sols pour le plomb des orgues, en ce qui en restait. » Comptes du procureur de fabrique.

C'est en 1717, que l'on avait trouvé ces cercueils, en défonçant le sol de la nef de l'église.

(3) « Payé au sieur Cadeau, prêtre, la somme de trois cent cinquante huit livres dix neuf sous, pour payement des journées du sieur Le Blond, employées à la construction de l'horloge de Changé. » Comptes du procureur de fabrique.

Cette horloge en remplaçait une autre, car, en 1696, le procureur de fabrique, Julien Guet, accusait une dépense de huit livres, payée au sieur Jobé, pour avoir raccommodé l'horloge.



donnait rendez-vous aux fêtes les plus solennelles, s'y trouvait fort entassée. Ces diverses raisons motivèrent l'entreprise dont René-André Janvier prit l'initiative, et qui fut, après lui, continuée par son successeur, M. Gruau. Il en résulta l'église que l'on voit encore aujourd'hui, sauf la flèche du clocher qui, frappée par la foudre le 10 août 1893, n'a pas été restaurée depuis.

Dans la réunion du général des habitants, laquelle eut lieu, le dimanche 22 juin 1775, sur l'invitation du procureur de fabrique lue au prône de la grande messe, M. Janvier proposa aux intéressés de démolir, pour la reconstruire et pour la recouvrir en ardoises, la charpente entière de la nef; de surélever les murs de celle-ci en les soutenant sur le côté nord par quatre contreforts, et d'y pratiquer deux ouvertures assez larges pour construire dans le cimetière, deux petites « niches » ou chapelles, dans l'une desquelles les fonts baptismaux seraient placés. Il demandait de consacrer à ces travaux la somme de 2,485 livres qui, par suite des économies réalisées antérieurement, se trouvait disponible (1). Ces ouvertures, bien accueillies, ne trouvèrent d'opposant que dans la personne du notaire M<sup>e</sup> Faribault. L'assemblée passa outre, et, sous cette réserve « que toute la dépense qui sera faite en la dite nef sera prise sur les revenus de la dicte fabrique jusqu'à due concurrence, sans qu'il en puisse être fait aucune imposition sur les propriétaires et habitants », elle accepta le projet tel que René-André Janvier l'avait exposé. Elle approuva les achats de bois réalisés déjà par le curé et par le fabricien, et autorisa ce dernier à contracter un emprunt de cinq cents livres, remboursable sur les revenus de la fabrique. Ce fut René-André Janvier qui avança les fonds lesquels lui furent plus tard remboursés (2).

(1) Le procureur en exercice était alors René Froger. C'est lui qui accuse cet excédent de recettes.

(2) Dans le compte du procureur de l'année 1789-1790, on trouve cet



Alors qu'il déterminait ses paroissiens à restaurer leur église de leurs deniers, il consacrait les siens à l'amélioration du presbytère. Il construisit les deux pavillons qui, à chaque extrémité, font saillie sur la façade (1); il supprima la tour en bois servant de cage à l'escalier qu'il reporta à l'intérieur de la maison; il en refit totalement la charpente (2).

Son activité ne s'arrêtait pas, tant s'en faut, aux intérêts matériels de son église; son souci du salut des âmes était grand. Après s'être assuré des habitudes licencieuses de nombre de ses ouailles, de l'attrait immodéré qu'elles ressentaient pour les plaisirs mondains et particulièrement pour la danse, il se mit en mesure de combattre ces désordres. Ils se produisaient surtout à l'occasion de fêtes

article : « Trois cents livres payées à l'ordre de M. Janvier, curé de Boëssé-le-Sec, à Françoise Barrier, domestique chez M. le curé d'Yvré-l'Évêque, laquelle était due audit M. Janvier pour avances par lui faites pour les réparations de la dite église de Changé, selon que le tout est constaté par sa quittance du 8 juillet 1789. »

Dans la délibération du 22 juin 1775, les habitants disaient : « Nous autorisons le procureur de la fabrique à faire les avances nécessaires, même à faire un emprunt, s'il est besoin, jusqu'à concurrence de cinq cents livres, laquelle somme sera rendue sur les revenus de la dite fabrique. » Dans le compte des années 1778-1779, le procureur observe que : « M. René-André Janvier, ancien curé de cette paroisse et actuellement chanoine de l'église cathédrale de Noyon, en Picardie, représente aux habitants de la paroisse de Changé-lès-Le Mans, un mémoire dont il est question dans la dernière reddition des comptes de fabrique par le dit sieur René Froger..... par lequel il prouve que la dite fabrique lui est redevable et comptable de la somme de cinq cent quatre-vingt-dix-huit livres, un sol trois deniers, qu'il a tirée de sa poche et employée pour les dits ouvrages et besoins de la dite fabrique. »

(1) Ces deux pavillons ne sont pas en effet mentionnés sur l'inventaire qui avait été fait du presbytère, après la mort de M. Le Prince, en 1730.

(2) On y lit cette inscription tracée au minium sur une tablette et clouée sur l'un des tirants du pavillon méridional : « J'ai été posée par M. Janvier, curé de Changé, en 1773. » Le presbytère était dans la censive de la seigneurie de la Buzardière, à laquelle le curé payait un cens de un denier. Archives départementales de la Sarthe, E, 92.



religieuses et plus particulièrement de celle que l'on célébrait le 11 novembre, en l'honneur de saint Martin, patron de la paroisse. Ce jour-là, les étrangers affluaient à Changé, et les cérémonies de l'Église servaient de prétexte à des réjouissances qui n'offraient rien d'édifiant. Le curé n'hésita point. Secondé par ses vicaires, il eut assez d'influence sur la population, pour la détourner de ces amusements dangereux (1).

Le peu d'années qu'il passa en sa paroisse ne lui laissa pas le temps d'y réaliser tout le bien qu'il avait en vue. Lorsque Mgr de Grimaldi fut transféré de l'évêché du Mans à celui de Noyon, il y emmena l'abbé Janvier auquel il conféra une prébende que d'ailleurs celui-ci résigna très vite, pour revenir dans le diocèse du Mans où la paroisse de Boëssé-le-Sec lui fut alors confiée.

Il avait résigné celle de Changé en faveur de Louis-Berthevin Gruau, vicaire à Yvré-l'Évêque (2). Ce dernier l'administra de 1778 à 1824, sauf les années d'exil auquel son refus d'un serment schismatique le fit condamner en 1792. Les œuvres de son prédécesseur ne périclitèrent point entre ses mains. Il acheva la restauration de l'église dont les enduits durent être refaits partiellement (3). Les habitants se plaignaient du peu de profondeur de l'abside. Il accéda à leurs désirs en la supprimant, cédant aux paroissiens de Ruaudin pour 150 livres le retable qui la déco-

(1) Cf. *Inventaire sommaire des Archives départementales de la Sarthe*, t. I, p. 75.

(2) M. Gruau était originaire de Laval. Il avait deux frères prêtres, et deux sœurs qui habitaient avec lui et dont l'une, M<sup>lle</sup> Louise-Angélique Gruau, a laissé le plus précieux souvenir à Changé. De ces deux frères, l'un, Louis-Jacques-Charles, chanoine de la collégiale de Troô et principal du petit collège d'Yvré-l'Évêque, vint s'établir à Changé, en 1784.

(3) Dans la réunion générale des habitants, tenue le dimanche 9 août 1778, dans la chapelle N.-D. des Sablons, le curé s'exprime ainsi : « Sur ce qui nous a été représenté par le susdit procureur de fabrique et par un très grand nombre, tant des dits propriétaires que des dits



rait (1), et la remplaçant par le chœur actuel (2), qu'il décora, en 1790, de deux statues de saint Martin et de saint Jean (3), et où, la même année, on plaça les stalles que les hommes désiraient occuper (4). Sur le côté sud de cette partie de l'église une nouvelle sacristie fut édifiée.

Il eût été inutile d'agrandir cet édifice religieux si l'esprit de foi des fidèles ne les y avait pas conduits. Aussi M. Gruau s'efforça-t-il de le développer. Sur ses conseils, une bienfaitrice de la paroisse, M<sup>me</sup> Renée Menon, veuve de M. Michel

habitants de la dite paroisse de Changé, que l'église paroissiale était en quelque sorte indécente et inhabitable, au moyen que les dits travaux du plafonnage et du pavage n'étaient point finis ainsi que le rendit et blanchissage pressés et nécessaires d'une arcade et de toute l'église : » on nomme aussitôt une commission de dix membres, parmi lesquels le curé, un vicaire, le notaire, le procureur-syndic, laquelle prend la résolution d'exécuter les travaux nécessaires « sans qu'il en coûte en aucune façon aux propriétaires et habitants de la dite paroisse. »

(1) Cf. *Revue hist. et arch. du Maine*, t. LVIII, p. 123, note 4.

(2) C'est à la suite de cinq assemblées, tenues successivement, le 3 août, le 20 septembre 1778, le 10 janvier, le 4 juillet, et enfin, au mois de décembre 1779, que l'on se résolut à cet agrandissement. Les travaux de maçonnerie furent adjugés à Claude Augé, maçon et tailleur de pierres, à raison de quatre livres la toise de mur, et dix sols le pied de pierre dure taillable. La serrurerie fut adjugée au sieur Forestier, à raison de trois livres, la livre de fer employée et placée ; le vitrage de la grande fenêtre du fond du chœur fut adjugé au sieur Ducloseau, vitrier au Mans, à raison de cinq sols six deniers le pied. On avait également adjugé la confection d'un autel à la romaine, à Augé et à Chartier, tailleurs de pierre, à raison de neuf sols par pied de taille. Ce travail ne fut pas exécuté. Le fer de la table de communion fut donné par M. Desportes de Linière.

(3) Ces deux statues placées dans des niches, percées depuis et transformées en fenêtre, ont été, plus tard, et par M. Gontier, curé, placées dans deux autres niches, pratiquées dans l'épaisseur de la muraille du chœur et plus rapprochées de la fenêtre centrale. Un Christ en bois, sculpté par Valentin, fut placé en face de la chaire. On l'a ôté en l'an 1900, parce qu'il était vermoulu et qu'il menaçait de tomber de la muraille où la croix qui le supportait avait été fixée.

(4) Acte du 3 janvier 1790, passé devant m<sup>re</sup> Faribault, notaire à Changé, par lequel Louis Lefaucheux s'engage à construire les stalles du chœur pour la somme de sept cents livres.



Drouet d'Aubigny fonda, en 1785, une école où les jeunes filles de la paroisse, sans distinction, purent recevoir une instruction gratuite. Sachant que les fidèles étaient sensibles aux cérémonies religieuses extraordinaires, il obtint, en 1786, de l'évêque du Mans, Mgr de Jouffroy-Gonssans, l'autorisation de donner la bénédiction du T.-S. Sacrement, chacun des quatre dimanches de l'Avent, pratique alors peu usitée (1). En 1789, le provincial des Capucins de Bretagne, le P. Victorin, s'étant dessaisi en faveur du curé de Changé, d'une relique de la vraie croix que lui avait donnée le cardinal évêque d'Orvieto, l'heureux bénéficiaire ne voulut point la garder pour lui. Désireux d'en enrichir sa paroisse, il obtint que son évêque, ayant procédé à la reconnaissance de la relique, lui permit de célébrer une fête solennelle, telle que les fidèles en conservassent longtemps le souvenir. A cette fin, le clergé se rendit en habit de chœur à la chapelle du château de Chef-Raison où la relique avait été déposée. Le prêtre célébrant l'y prit, et, se plaçant sous un dais qu'entouraient des enfants de chœur et devant lequel les thuriféraires balançaient leur encensoir, gagna l'église paroissiale où un diacre la déposa à l'endroit qui avait été disposé pour la recevoir. Après une messe solennelle, le curé la présenta à l'adoration des clercs, puis un prêtre en étole l'offrit à la vénération des fidèles qui vinrent la baiser, en s'agenouillant à la Sainte-Table.

Le misère matérielle des habitants ne trouvait pas M. Gruau indifférent. Il leur distribua d'abondantes aumônes, au cours du mauvais hiver de 1789-90, durant lequel nombre de châtaigniers et de sapins avaient gelé (2).

(1) L'autorisation est en date du 1<sup>er</sup> décembre 1786, et est déclarée valable pour dix ans.

(2) « Quatre-vingt-dix-neuf livres reçues du sieur Lefauchaux, pour les sapins gelés, dépendant de la dite fabrique, qui lui ont été vendus.

» Cent soixante-une livres, reçues de Michel Ferré, pour soixante-dix-huit pieds de maronniers et châteigners gelés, situés sur les lieux du Jarrier-Martin. » Comptes du procureur de fabrique.



Cette religion profonde, cette charité qui pourvoyait à tous les besoins, moraux ou corporels, de ses paroissiens, avaient attiré à juste titre l'attention de l'évêque du Mans, qui, en 1787, éleva le curé de Changé, sans le retirer de sa paroisse, à la dignité de doyen rural de la Quinte du Mans (1). On ne s'étonnera donc pas si, lors de l'élection des députés du clergé aux États-Généraux, qui eut lieu du 16 au 30 mars 1789, M. Gruau, avec un bon nombre de ses confrères, protesta contre toutes les dispositions qui seraient de nature à « préjudicier à la juridiction de l'Église et aux règles de la discipline ecclésiastique ». Se laissant guider et conduire par lui, les vicaires qui l'aidaient dans son ministère n'étaient pas, pour la plupart, moins édifiants que leur curé. MM. Jacques-Michel Lemaire et L. Leriche, N. Béasse et Bonhomme, Jean Renouard et N. Baloché, puis, après eux, N. Piolin, Philippe-Joseph Bellardant et Urbain-François Brochard, Joseph-Mathieu Letourneur, J.-B. Bertin, et enfin MM. Lemoine, Bidault et Ferey, se succédèrent dans les fonctions vicariales. Il y en eut au moins deux parmi ces prêtres, qui, formés à l'école de M. Gruau, refusèrent, comme lui, de prêter serment à la Constitution civile du clergé, et méritèrent, pour ce fait, d'être avec lui déportés en Espagne (2).

Ces mesures violentes, prises à l'égard d'ecclésiastiques dont la vie avait mérité le respect de tous, témoignent d'un grave bouleversement dans les esprits, en même temps qu'elles coïncident avec la disparition d'un état social autre

(1) « Franciscus-Gaspardus de Jouffroy-Gonssans.... notum facimus universis quod nos, de prudentia, sufficientia, probitate et experientia dilecti nostri magistri Ludovici-Berthevini Gruau, presbyteri, rectoris Ecclesiæ parochialis vulgo de Changé prope Cenomannum, nostræ diocesis, plurimum in Domino confidentes, sperantesque quod illa quæ illi commiserimus exercenda fideliter curabit adimplere, ipsum in ruralem decanatum vulgo dicti de la Quinte eligimus et constituimus. »

(2) Ce sont MM. Bellardant et Brochard.



que celui où l'on a vécu depuis. Au moment où cette société d'avant 1789 disparaît, n'est-il point instructif de s'informer en quoi elle consistait au juste dans cette com-

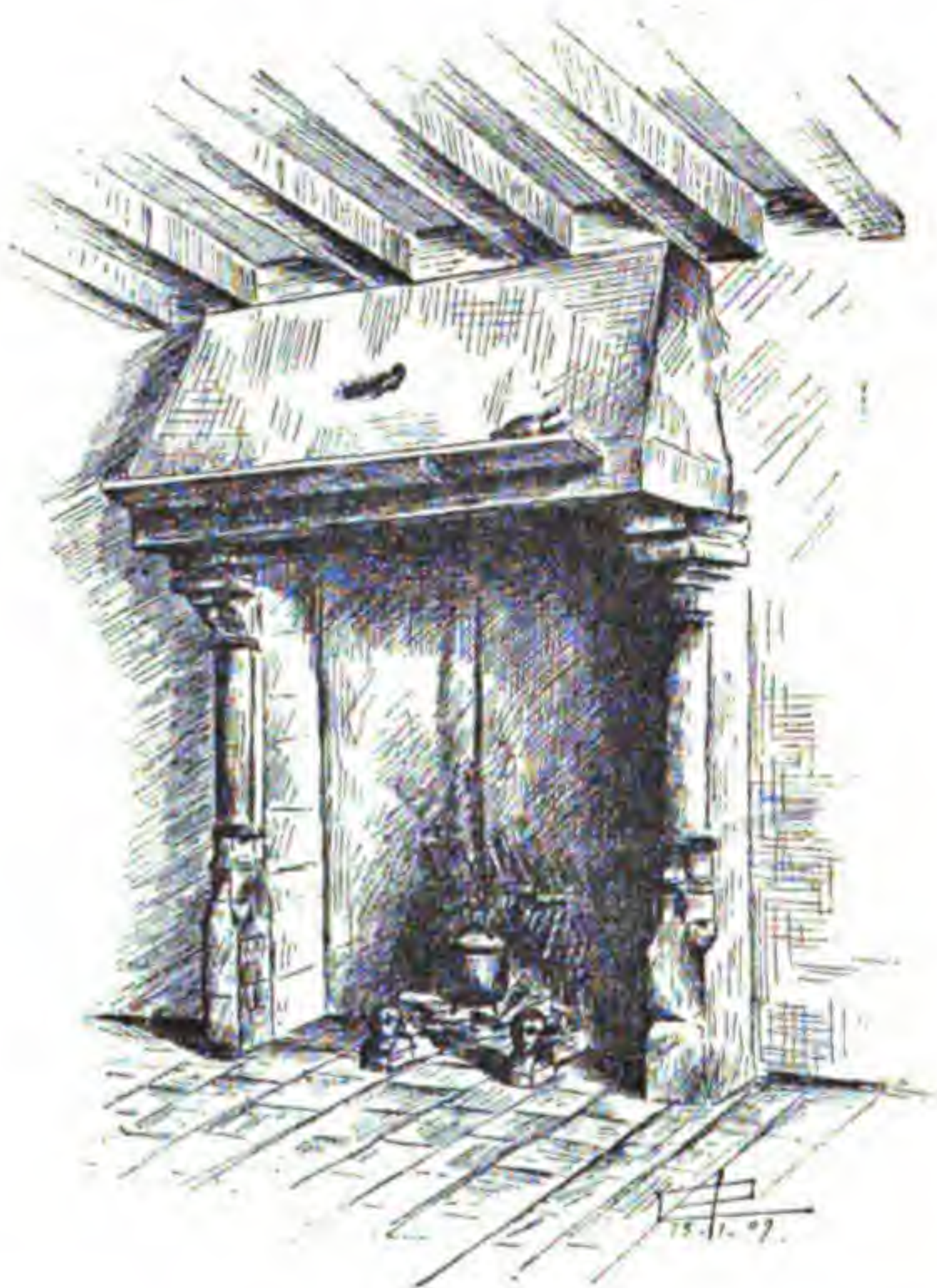


Fig. 2. — CHEMINÉE DE LA FERME DE BEAUVOIR

munauté d'habitants agricoles qui est devenue la commune de Changé.

Nous y arriverons d'autant plus aisément que l'avant-dernier curé qui eut à veiller au salut de ses paroissiens, M. Janvier, esprit lucide, aimant à voir clair dans son admi-



nistration, nous a laissé, de sa paroisse, une description détaillée (1), tant au point de vue matériel que moral, datée de l'année 1774. Il nous suffira, pour être exact, de l'analyser.

Le sol, nous dit-il, en est maigre et la bruyère le recouvre.



Fig. 3. — PORTE D'UNE MAISON DE VIGNERON.

Le sapin seul y pousse vigoureusement. Quelques fermes, celles du Puit, des Gallées, de la Goudrière, de la Menèche, des Cadoires, de la Morinière, et une langue de terre qui, partant du bourg, s'étend jusqu'au Pin en passant par

(1) Elle a été très exactement imprimée dans le tome I de l'*Inventaire sommaire des Archives départementales de la Sarthe*. Cela nous dispensera d'en reproduire ici le texte latin.



la Marnière, sont un peu plus fertiles. On y recueille des fruits, un peu de froment, du seigle surtout. Dans l'ensemble, cette dernière céréale l'emporte de beaucoup sur toutes les autres. Le blé de Turquie ou maïs produit beaucoup; on le mélange par moitié avec le seigle, et la mouture que l'on en retire sert à fabriquer le pain dont se nourrissent les habitants. L'orge, le blé noir, l'avoine, sont aussi cultivés, mais rapportent peu. On y voit, mais en très petite quantité, du chanvre et du lin. Comme fruits, on récolte surtout des châtaignes, des pommes et des poires, peu de noix. Là où les ondulations du terrain, étant mieux marquées, ont figure de colline, des vignes ont été plantées qui d'ailleurs rendent peu, et, sauf à Rossay, donnent des produits de très médiocre qualité. M. Janvier prévoyait que, par la suite, elles ne tarderaient guère à disparaître, ce qui s'est réalisé au cours du XIX<sup>e</sup> siècle. Les terres peuvent être améliorées, observait le curé, et l'un des propriétaires importants de la localité, celui d'Amigné, M. de Linière, a rendu les siennes plus fertiles en y répandant de la marne. Il ajoute encore que certains de ses paroissiens arrivent à des résultats semblables, en faisant brûler sur place la bruyère. Lorsque l'eau du ciel venait à point en féconder les cendres, là où cette plante quasi inutile avait occupé le sol, on en retirait jusqu'à deux et même trois récoltes successives. Ce résultat encourageait les plus laborieux qui, rivés à leur culture, en perdaient, pour ainsi dire, le boire et le manger. Tous portaient au Mans les produits qu'ils ne consommaient pas, les poulets et les œufs des basses-cours, le beurre et quelques fromages, des lièvres et des perdrix, des châtaignes, des pommes ou le cidre que l'on en fabrique, du bois en fagots ou en corde. Les femmes y débitaient le chanvre ou le lin qu'elles avaient filé.

On ne s'étonnera pas si, à cause même du peu de rendement des terres, on rencontrait, sur une population



d'environ deux mille âmes, quatre cents pauvres honteux et six cents qui tendaient hardiment la main, dont cent vingt dans le bourg proprement dit. L'immense majorité des habitants s'adonnait aux travaux des champs. Quelques-uns, une vingtaine, fabriquaient de l'étamine. Il n'y avait pas plus de dix tisserands sur la paroisse où l'on rencontrait, en plus, deux maréchaux ferrants, un boucher et parfois deux, un cordonnier, deux sabotiers, un menuisier, un charpentier, six tailleurs, autant de couturières, trois marchands merciers, et, enfin, ce qui provoquait, non sans raison, l'indignation du pasteur, cinq ou six cabaretiers qui débitaient, et souvent en cachette, le cidre et le vin dont s'enivraient trop souvent ses pauvres ouailles. Elles passaient la nuit dans les taverne, et, parfois, s'y attardaient, au lieu d'assister aux offices de l'Église. S'il n'avait tenu qu'à lui, sûrement, ces maisons auraient été supprimées ou, du moins, sérieusement surveillées.

Un notaire, résidant au bourg (1), rédigeait les contrats ; un médecin, peu et mal rétribué, donnait ses soins aux malades qui les réclamaient.

Le chiffre total de la population ne semble pas avoir beaucoup varié au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle. Le mouvement décennal, relevé sur les registres de l'état civil, accuse, de 1700 à 1709, cent quatre-vingt-seize mariages, neuf cent trente-cinq naissances et six cent quatre-vingt-dix-huit décès ; de 1710 à 1719, cent quatre-vingt-neuf mariages, sept cent cinq naissances et sept cent soixante-dix-sept décès ; de 1720 à 1729, cent soixante-seize mariages, sept cent soixante-sept naissances, sept cent deux décès ; de

(1) Voici ceux des notaires dont les noms nous sont connus : 1548, Guillaume Thoury ; 1588, René Pottier ; 1621, François Delesbouye ; 1636, Julien Montarou ; 1636, Pierre Pottier ; 1677, Bertrand Gary ; 1685, Mathurin Godefroy ; 1689, Thomas Pottier ; 1696, Louis Quinet ; 1709, N. Montarou ; 1737, N. Dalibourg ; 1762, J.-B. Bernard ; 1762, J.-B. Bernard Faribault.



1730 à 1739, cent soixante mariages, sept cent soixante-dix naissances, sept cent quatre décès ; de 1740 à 1749, cent quatre-vingt-sept mariages, sept cent vingt-deux naissances, huit cent cinq décès ; de 1750 à 1759, cent quatre-vingt-onze mariages, sept cent quatre-vingt-six naissances, six cent trente-quatre décès ; de 1760 à 1769, cent quatre-vingt-un mariages, huit cent vingt-six naissances, huit cent sept décès ; de 1770 à 1779, cent quatre-vingt-onze mariages, huit cent trente-six naissances, neuf cent dix-sept décès ; de 1780 à 1789, cent quatre-vingt-quatre mariages, sept cent quatre-vingt-douze naissances, huit cent quatre-vingt-onze décès.

Si, tous les ans, le nombre des unions matrimoniales variait assez peu, sauf en certaines années de détresse, telles, celles de 1709 et de 1710, où il n'y eut respectivement que cinq et dix mariages, alors que, année commune, ils oscillaient de seize à vingt-cinq, on n'en peut dire autant des naissances et des décès. Là les écarts étaient souvent très considérables. En 1701, il y eut un fort excédent en faveur de la natalité, et l'on compta cent une naissances contre quarante-neuf décès ; en 1708, cent six naissances contre soixante-et-un décès. La proportion inverse s'accuse, en 1710, où quatre-vingt-dix décès se produisirent contre quarante-quatre naissances. En 1711, 1712, 1713, le chiffre des morts dépasse encore celui des nouveau-nés. N'oublions pas à ce propos le terrible hiver de 1709, les récoltes perdues et la guerre de la succession d'Espagne, épuisant la France. Aussi bien ne nous étonnons pas trop si, en dépit du chiffre élevé de la natalité, l'état numérique des habitants restait sensiblement le même, de période en période. Les conditions matérielles de la vie ne leur étaient pas favorables, et M. Janvier constate que, faute d'écoulement, les eaux qui demeuraient stagnantes entretenaient une humidité nuisible à la santé de ses paroissiens.

Leur état moral, en dépit de son zèle et de celui de ses



vicares, laissait beaucoup à désirer. Deux plaies, surtout, sont à signaler, d'une part, l'ivrognerie, de l'autre, l'amour effréné de la danse. Les suites lamentables s'en laissaient voir, lorsque les fiancés venaient, tardivement, demander la bénédiction nuptiale. Dans ces désordres, l'échauffement des sens avait plus de part que la débauche, car ces unions, au témoignage de M. Janvier, n'offraient, par la suite, rien de répréhensible.

Entre voisins les querelles étaient fréquentes, mais on s'en tenait aux paroles. Leur probité ne s'étendait pas jusqu'au respect du bois, dont ils s'emparaient, malgré les propriétaires (1).

Bien que l'un des vicaires tint une école où l'enseignement était donné gratuitement, cette facilité de s'instruire laissait indifférente l'immense majorité des paroissiens. Leurs connaissances religieuses ne laissaient pas moins à désirer. Leur curé se plaint de leur esprit peu ouvert aux notions de la foi. A grand'peine savaient-ils ce dont on doit être informé pour assurer son salut. Leurs habitudes religieuses étaient meilleures, et il y en avait très peu qui ne s'approchassent, au moins une fois et souvent davantage, de la Table Sainte. Ils priaient et faisaient prier pour leurs morts. Mais ils joignaient à cela de multiples pratiques superstitieuses. Ils se tenaient pour assurés, que quiconque, après avoir été trois fois averti par ces monitoires qui étaient

(1) Ce manque de respect de la propriété d'autrui, aurait été en quelque sorte endémique à Changé, si l'on pouvait s'en rapporter à un fait isolé. Le voici tel que le raconte une lettre de rémission publiée par M. le comte B. de Broussillon. Une paroissienne de la susdite localité, nommée Jeanne la Gandonné, pour avoir forcé les barreaux de fenêtre d'une maison de Changé et pour y avoir pris divers objets mobiliers, avait été condamnée à la prison et au bannissement. Nous dirions aujourd'hui à l'interdiction de séjour. C'est de cette dernière peine que le roi de France, Jean II, lui fit remise, le 27 août 1353, en raison de l'extrême indigence de la coupable et de l'impossibilité où elle aurait été, loin de tous les siens, de gagner sa vie. Cf. B. de Broussillon, *Archives historiques du Maine*, t. V, p. 62.



lus au prône des grand'messes, ne s'y soumettait pas, tombait en la puissance du Malin. Celui-ci, se cachant sous la forme d'un horrible animal, tourmentait, la nuit, le misérable qui ne retrouvait le repos que le jour où, entraîné par un homme robuste à l'église, il y pouvait recevoir une bénédiction. Ceux-là qui, s'endurcissant, demeuraient sept ans durant, sous la puissance du démon, étaient, par lui, changés en loups-garous.

Faut-il ajouter que, réellement, l'indigence de tous, ou peu s'en faut, était grande. Les salaires des ouvriers ne dépassaient douze sous par jour, et leurs charges étaient lourdes, sous les formes diverses où elles les atteignaient. Ils rétribuaient leur curé, en lui laissant prélever sur leurs produits agricoles une dime évaluée par M. Janvier à 3000 livres (1), représentant la valeur de 5,000 journées de travail. On dimait à la treizième gerbe, sans pouvoir se montrer trop rigoureux sur le détail. D'autres ecclésiastiques, l'abbé de l'Épau et celui de la Couture, jouissaient de pareils avantages sur certaines fractions de la paroisse. Habités qu'ils étaient à acquitter de telles redevances, les habitants n'en murmuraient pas à l'excès. Il en allait tout autrement des subsides en nature que les vicaires allaient

(1) Lorsque, en 1790, pour obtenir le traitement que garantissait aux prêtres chargés du saint ministère, l'Assemblée Constituante. le successeur de M. Janvier, Mr Gruau, eut à justifier les recettes annuelles de son bénéfice, il accusa pour l'année 1790, comme actif, un total de 3256 l. 16 s., qui se décomposait ainsi : Dimes 1<sup>o</sup> 850 boisseaux de seigle à 1 l. 19 s. le boisseau, 1673 l. 2 s. ; 57 b. froment à 2 l. 10 s., 142 l. 10 s. ; 23 b. petit seigle à 1 l. 4 s., 27 l. 12 s. ; 78 b. orge à 1 l. 8 s. 109 l. 4 s. ; 81 b. avoine, à 1 l. 5 s., 101 l. 5 s. ; 163 b. blé de turquie à 1 l. 9 s., 235 l. 7 s. ; 9 b. blé noir, à 1 l. 5 s., 11 l. 5 s. ; 30 charretées de grosse paille, 360 l. ; 2 charretées 1/4 menue paille, 40 l. 10 s. ; lin, chanvre, pois, vesces, agneaux, cochons, 200 l. ; 4 poinçons de vin, 240 l. ; dime des Compains, 60 l. Produit du domaine de la cure, 56 l. 1 s. Passif, frais de récolte des dîmes, 141 l. 15 s. ; pension d'un vicaire, 350 l. ; impositions, 445 l. 14 s. ; rente au doyen de la cathédrale, 30 l. Cf. Archives départementales de la Sarthe, L, 341.



demander de maison en maison, ce qui leur attirait maintes rebuffades. On était plus accueillant pour le sacriste laïque qui, à Pâques, recueillait en chaque famille, tel nombre d'œufs qu'il plaisait à chacun de lui donner, et, au moment du battage des grains, sous le nom de glane, une quantité plus ou moins considérable de céréales. Nul ne se plaignait de cette quête.

Ce prélèvement accompli au bénéfice des clercs, il fallait satisfaire aussi le fisc royal. Des impositions diverses que le pouvoir civil exigeait, il n'y en avait point qui excitassent, autant que les corvées, les murmures des contribuables. Qu'ils le voulussent ou non, ces derniers devaient, quand l'ordre leur en était donné, amener au chantier désigné leurs voitures et leurs montures, au risque d'estropier celles-ci et de briser celles-là. Comme ces réquisitions étaient illimitées, on s'explique le mécontentement de ceux qui, à l'heure où ils auraient dû utiliser pour leurs travaux privés leur équipage, le voyaient passer au service de l'État (1).

La levée de l'impôt, taille et capitation, ne soulevait guère moins de murmures, mais là au moins avec de la bonne volonté, pouvait-on, sinon discuter le chiffre total imposé à la paroisse, tout au moins élire ceux qui le levaient, et le répartir sur les contribuables, au prorata de la fortune présumée de chacun d'eux. Il faut ajouter que c'était à qui se déroberait à la lourde charge de la perception de ces deniers, les collecteurs étant responsables sur leurs biens propres, voire même sur leur personne, car, à l'occasion ils étaient emprisonnés, de l'ensemble de la contribution. C'était en outre, pour beaucoup, l'occasion de perte de temps ; ils étaient contraints de négliger leurs propres

(1) On peut voir au t. I, p. 86, de l'*Inventaire sommaire des Archives départementales de la Sarthe*, combien cette corvée était lourde aux habitants des campagnes.



intérêts et leurs affaires privées, aussi les voit-on souvent, de quatre qu'ils étaient nommés légalement, passer, volontairement et après entente, leur fonction à un seul ou à deux d'entre eux, l'indemnisant ou les indemnisant de leurs dérangements et du temps perdu, se portant garants collectivement de la gestion (1) de leurs mandataires.

Il arrivait parfois que les notables se refusaient absolument à désigner des collecteurs, et, en 1744, le procureur syndic dut, pour les y décider, les menacer d'une désignation d'office faite par le représentant au Mans de l'Intendant de la Généralité de Tours, d'où la province du Maine relevait tout entière. Ils se résignèrent alors à élire deux fermiers, un bordager et un tisserand, « comme bons et solvables ».

Ceux-là, quels qu'ils fussent, sur qui retombait le soin de la collecte de la taille, avaient aussi, ce semble, à fixer la quote-part de chaque imposé. Ils avaient pour se guider les rôles des années antérieures. Seulement il arrivait que tel contribuable, pour une cause qu'il estimait juste, se trouvait trop chargé. Il était libre alors d'assigner par huissier l'ensemble des habitants à consentir à son dégrèvement. Nous en avons un exemple, en l'an 1766, où Louis Roche, bordager, qui avait été taxé à trente-cinq livres, obtint de ne l'être qu'à vingt-quatre.

Avec le temps, la valeur des domaines augmente ou diminue selon que ceux qui les exploitent, y mettent plus ou moins de savoir-faire, aussi doit-on réviser, à des périodes plus ou moins éloignées les unes des autres, le cadastre des terres, puisque le revenu que l'on en retire sert de base à l'impôt. Les habitants de Changé, en 1772,

(1) C'est ce qui arriva en 1748, année où Antoine Charnassé se chargea, à ses risques et périls, de la part de la levée qui incombait à Pierre Besnard, celui-ci promettant de son côté de payer au premier 12 livres et de lui abandonner sa part de dime de la taille et de la capitation.



nommèrent huit commissaires chargés de cette opération. On prit l'engagement de leur rembourser toutes les dépenses que ce travail leur imposerait (1). Il va de soi que leur évaluation ne fut pas du goût de tous, et que ceux-là réclamèrent, non sans quelque motif, qui, par leur industrie, avaient obtenu de leurs champs un rendement plus considérable. C'était à les décourager, pouvaient-ils dire, de tout amendement du sol. On passa outre, mais, les années suivantes, sur de nouvelles protestations, les collecteurs exigèrent du procureur syndic qu'il convoquât les habitants en assemblée générale où ces derniers formuleraient d'une façon précise leurs griefs. Mis au pied du mur, les plus intransigeants furent réduits à reconnaître leurs torts et à prier ceux-là même dont ils avaient incriminé les actes, « à agir en leur âme et conscience », promettant de se soumettre à leurs décisions.

Cette résolution ne tint pas, car, en 1778, une autre assemblée générale concluait à la rédaction « d'une nouvelle minute du recensement au net avec toutes..... réformes d'erreurs ou d'omissions. »

Les torts n'étaient pas toujours du côté des contribuables. Il y parut bien quand, en 1780, l'un d'eux, Julien Jeudon, en ayant appelé au tribunal de l'Élection du Mans, du taux de la contribution dont les collecteurs l'avaient frappé, amena les habitants à les désavouer dans l'assemblée générale à laquelle leur procureur syndic, Julien Bommert, les avait convoqués (2).

(1) Voici les noms de ces huit commissaires et leur condition sociale : Louis Plé, fermier de la Belle-Fresne ; François Goutard, de la Landrière ; François Gipteau, de la Bougrais ; André Garnier, marchand ; Pierre Cruchet, fermier de l'Hermite ; François Besnard, de la Touche-au-Gris ; Mathurin Compain, des Frédières ; François Picouleau, des Papinières.

(2) Voici les noms des procureurs-syndics que nous avons retrouvés. En 1744, J.-B. Grassin ; de 1745 à 1747, Jacques Bontemps ; de 1747 à



Telles étaient les questions dont avaient souvent à entendre les paroissiens de Changé, tels les intérêts où leur attention se portait et qui les passionnaient, quand les réformes de l'Assemblée Constituante firent de chaque paroisse rurale une commune. Avant d'exposer l'histoire de ce nouvel organisme politique, de 1789 à nos jours, nous voulons appeler l'attention sur les institutions religieuses ou scolaires, qui, sous l'ancien régime, jouissaient de plus d'autonomie qu'aujourd'hui, et aussi énumérer les fondations pieuses dont l'église paroissiale avait été avantagée. On y verra quel était le profond esprit religieux des habitants et comment ils le manifestaient.

L. ESNAULT et L. FROGER.

*(A suivre.)*

1749, René Guibert ; de 1749 à 1753, François Angot ; en 1753, Jacques Guyet ; en 1764, René Marie ; en 1766, François Blanchet ; de 1772 à 1774, François Blanchet ; de 1774 à 1778, Guillaume Coudrin ; de 1779 à 1780, François Fouqueret ; en 1780, Julien Bommert.

---



---

## JEAN DENISOT

### BAILLI D'ASSÉ-LE-RIBOUL, AU MAINE

---

Lorsque, dans nos notices sur les Denisot, nous avons parlé du bailliage d'Assé, dont Jean Denisot l'ainé était le bailli, nous l'avons placé dans le Perche, près de Regmalard. Nous avons hésité longtemps avant d'adopter cette identification ; nous étions disposé à chercher ce bailliage dans le Maine, et volontiers nous l'aurions placé à Assé-le-Riboul, connaissant, comme tout le monde, cette fameuse *Cour d'Assé* située au Mans entre la Grande-Rue et la rue Saint-Pavin-de-la-Cité. Le domicile de Jean Denisot fixé dans ce même quartier nous prédisposait encore à ce choix ; mais n'ayant pu rencontrer aucun document précis pour appuyer notre hypothèse, nous nous sommes décidé, jusqu'à preuve du contraire, à accepter les théories des historiens percherons et à fixer à Villeray, entre Regmalard et Nogent-le-Rotrou, le siège du bailliage d'Assé que représentait Jean Denisot l'ainé, sans toutefois bien comprendre cette résidence dans le Maine d'un bailli du Perche.

Aujourd'hui, une gracieuse communication de M. l'abbé Besnard, curé de Beaumont-sur-Sarthe, nous permet de revenir à notre première idée et d'attribuer à Assé-le-Riboul au Maine, le bailliage de Jean Denisot l'ainé. En effet M. l'abbé Besnard nous a appris qu'il avait relevé dans les comptes de la fabrique d'Assé-le-Riboul pour l'année 1534,



un texte qui ne laisse plus le moindre doute possible. En cette année 1534 la grosse cloche de l'église d'Assé-le-Riboul a été fondue ; parmi les noms des donateurs qui ont contribué aux frais de cette fonte, M. l'abbé Besnard a remarqué dans « les dons des gens de bien de la paroisse pour ayder à refondre la grosse cloche », M. le prieur d'Assé qui souscrit pour 45 sols, puis « Mr M<sup>e</sup> Jehan Denisot, licencié ès lois, *bailly dudit lieu d'Assé, 45 s.* »

Cette qualification très nettement exprimée fournit bien une preuve indiscutable : Jean Denisot l'ainé était donc le bailli d'Assé-le-Riboul au Maine, et non d'Assé en Viljeray, au Perche.

M. l'abbé Besnard a encore trouvé une autre preuve des relations de la famille Denisot avec la région d'Assé-le-Riboul. Au nombre des baillis de Beaumont-le-Vicomte il a relevé un Jean Denisot en 1535 et en 1540. Ce Jean Denisot, bailli de Beaumont, doit être Jean Denisot le jeune, fils de Jean Denisot, bailli d'Assé, et de Simonne Moreau, lequel fut aussi à la même époque procureur de la généralité des habitants du Mans.

Dans le prieur d'Assé qui souscrit, en 1534, pour la fonte de la cloche d'Assé-le-Riboul, on peut voir, quoique son nom ne soit pas donné, François Denisot, issu du second mariage de Jean Denisot l'ainé, bailli d'Assé ; ce François Denisot généralement connu sous le nom de prieur d'Assé, était le frère de Nicolas Denisot, le Conte d'Alsinois.

Nous renouvelons à M. l'abbé Besnard tous nos remerciements pour la communication de ces notes, qui nous ont permis de corriger notre erreur et de présenter un nouveau document très intéressant pour l'histoire du Maine.

GABRIEL FLEURY.

---



---

## CHRONIQUE

---

Depuis la publication de la dernière livraison, ont été admis :

Comme membre fondateur :

M. De LA ROCHEFOUCAULD, duc de DOUDEAUVILLE,  
maire de Bonnétable, au château de Bonnétable  
(Sarthe).

Comme membres titulaires ou associés :

M. BLANC (Maurice), juge au tribunal de commerce,  
quai de l'Amiral Lalande, 30, au Mans.

M<sup>me</sup> De COURCIVAL (la marquise), château de Courcival, par  
Bonnétable (Sarthe), et rue de Bellechasse, 46, à Paris.

M. DEROME (Albert), ✱, capitaine adjudant-major au  
115<sup>e</sup> d'infanterie, à Mamers.

M<sup>me</sup> FOUCHARD (Marcel), place de la Préfecture, 12, au Mans.

MM. FRANÇOIS (Jules), architecte diplômé, place de la  
Préfecture, 14, au Mans.

De FROMONT DE BOUAILLES (André), rue d'Haute-  
ville, 19, au Mans.

GAUDINEAU (Léon), maire de La Flèche, rue des  
Capucins, 4, à La Flèche.

GIRARD (l'abbé), professeur d'histoire à l'École supé-  
rieure de théologie, avenue de Paris, 158, au Mans.

GUERRIER (M.), professeur au Collège Saint-Louis,  
rue du Père Mersenne, 10, au Mans.

GUILLOTIN (V.), négociant, rue de Prémartine, 57,  
au Mans.



- M. HALLOPEAU (Louis-Alfred), docteur ès-sciences, cité de Varenne, 4, Paris, et château de la Poissonnière, par Couture (Loir-et-Cher).
- M<sup>mes</sup> MAIGNAN (Albert), rue La Bruyère, 1, Paris, et à Saint-Prix (Seine-et-Oise).
- De MONTALEMBERT (la comtesse), château du Coudray par Meslay (Mayenne), et rue de Grenelle, 122, Paris.
- De NANTEUIL (la baronne Amaury), château de la Chevalerie-Hautéclair, par Alençon (Orne).
- M. VIELLE (Ludovic), à Sablé (Sarthe).
- ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE L'ORNE.
- 

Dans sa séance du 6 décembre dernier et sur la proposition d'un de ses anciens présidents, M. le vicomte de Gellinck-Waernewick, l'*Académie Royale d'archéologie de Belgique* a élu membres correspondants étrangers M. Robert Triger, président de la Société archéologique du Maine, et M. le marquis de Beauchesne, vice-président.

Cette flatteuse distinction n'a pas seulement un caractère personnel : elle apporte à la Société archéologique du Maine, sous une forme qui sera hautement appréciée de tous, les remerciements officiels de nos confrères de Belgique pour l'accueil que notre Société a été si heureuse de leur faire, à plusieurs reprises déjà, à la Maison de la Reine Bérengère.

---

L'abondance des articles nous impose le regret d'ajourner à la prochaine livraison les notices nécrologiques que nous nous proposons de consacrer à nos confrères récemment décédés et notamment à M<sup>sr</sup> G. Fouqué l'un des amis les plus dévoués de la Société.

Nous devons également ajourner les comptes rendus des ouvrages qu'on a bien voulu nous envoyer.

---



50  
3.50 45

# REVUE

## HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

# DU MAINE

---

TOME LXV. — DEUXIÈME LIVRAISON

ANNÉE 1909. — PREMIER SEMESTRE



AU SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ

MAISON DITE DE LA REINE BÉRENGÈRE, GRANDE-RUE, 11,  
AU MANS

MAMERS

LE MANS

IMPRIMERIE FLEURY

A. DE SAINT-DENIS

28, Place de la République.

Libraire, Place Saint-Nicolas.

1909



# SOMMAIRE

DE LA

## DEUXIÈME LIVRAISON DE 1909

---

1<sup>o</sup> RENÉ II, DUC DE LORRAINE, ET LES POSSESSIONS DE LA MAISON D'ANJOU DANS LE MAINE, par M. PAUL MARICHAL, archiviste aux Archives nationales. Page 137

2<sup>o</sup> JACQUES PELETIER DU MANS, LICENCIÉ EN MÉDECINE (1517-1582), par le docteur PAUL DELAUNAY. Page 170

3<sup>o</sup> LA COMMUNAUTÉ D'HABITANTS DE CHANGÉ (*suite*), par M. L. ESNAULT et M. le chanoine FROGER. Page 202

4<sup>o</sup> CATALOGUE DES ACTES DES ÉVÊQUES DU MANS, JUSQU'À LA FIN DU XIII<sup>e</sup> SIÈCLE (*suite*), par M. LÉONCE CELIER, archiviste aux Archives nationales. Page 226

CHRONIQUE ET BIBLIOGRAPHIE : A Jeanne d'Arc. — Thomas Toustain, architecte de la Cathédrale du Mans en 1258. — Marguerite de Lorraine. — Nécrologies: M<sup>re</sup> Fouqué, MM. Fauneau, de Rivières, d'Agoult, Ch. Morancé, Thierry, M<sup>me</sup> Cécile Bruyère, abbesse de Sainte-Cécile de Solesmes. — *Cartulaire noir de la Cathédrale d'Angers*, par M. le chanoine Urseau. — *La Maison de la Bonninière de Beaumont*, par M. le comte Ch. de Beaumont. — *Un modèle de statistique dans la Sarthe.....* par M. J. L'Hermitte. Page 254

---



---

# RENÉ II, DUC DE LORRAINE

## ET LES POSSESSIONS DE LA MAISON D'ANJOU

### DANS LE MAINE

---

Le duc de Mayenne n'est pas précisément un personnage obscur. Nul n'ignore, peut-on déduire de là, que la maison de Lorraine a possédé des biens dans le Maine. Ce qui est moins connu, ce sont les origines de cette possession.

Ménage, à ce sujet, s'est exprimé ainsi : « René, duc de » Lorraine, II<sup>e</sup> du nom, mari de Philippe de Gueldre, estant » fils de Ferri, conte de Vaudemont, et d'Ioland d'Anjou, » fille de René, duc d'Anjou et roi de Sicile, lequel estoit » aîné de Charles, conte du Maine, prétendit aussi que la » duché de Maïenne lui appartenoit à titre de succession. » Et en vertu de ce droit, elle luy fut ajugée par arrest du » Parlement de Paris » (1).

René II, qui mourut en 1508, n'a pu prétendre au « duché » de Mayenne, qui ne fut érigé qu'en 1573 ; mais comme, dans les destinées des baronnies de Mayenne, de Sablé et de La Ferté-Bernard qui devaient, réunies en 1544, former le marquisat de Mayenne, il y eut, dès le XV<sup>e</sup> siècle, une assez étroite solidarité, on estimera que l'information qui précède est moins erronée qu'insuffisante.

(1) *Histoire de Sablé*, par Ménage (Paris, 1683, in-fol.), p. 189.



Les autres auteurs qui se sont occupés de l'histoire des trois villes dont nous venons d'écrire le nom se sont montrés moins secs : ont-ils été plus exacts ?

Le Paige, dans son *Dictionnaire du Maine*, consacre à Mayenne et à Sablé des articles fournissant sur la question des détails à peu près identiques, et attribue à l'arrêt du Parlement de Paris qui adjugea Mayenne à René II la date de 1486 (1) : celle-ci, disons-le tout de suite, est fausse. Quant à La Ferté-Bernard, René en aurait pris possession, selon le même auteur, à une autre époque. Le Paige prétend en effet qu'après la mort sans enfants de Jean d'Armagnac, duc de Nemours, « René de Lorraine, comme héritier et » représentant Yoland d'Anjou, sa mère, se mit en possession de la plus grande partie de cette terre, qu'il partagea » avec les héritiers d'Armagnac, qui, dans la suite, vendirent leur portion » (2) : Jean d'Armagnac vécut jusqu'à l'extrême fin du XV<sup>e</sup> siècle (3).

Pesche, auteur du *Dictionnaire de la Sarthe*, paraît s'être inspiré beaucoup de Le Paige, du moins touchant la question qui nous occupe. D'après lui, Sablé aurait été adjugé à René II « par un arrêt du Parlement de Paris rendu vers » 1486 » (4) ; et en ce qui concerne La Ferté, après avoir rapporté que Charles VIII rendit aux enfants de Jacques d'Armagnac les biens des derniers comtes du Maine, il ajoute : « D'un autre côté René II de Lorraine, fils d'Yolande

(1) *Dictionnaire topographique, historique, généalogique et bibliographique de la Province et du diocèse du Maine*, par Le Paige, (Mayenne, 1895, 2 vol. in-8), II, 270. C'est à la page 424 que les détails relatifs à Mayenne sont répétés à propos de Sablé, mais sans indication de cette date de 1486.

(2) Le Paige, I, 284.

(3) Il fit son testament le 28 novembre 1500 et son frère rendit hommage pour le duché de Nemours et les autres terres qu'il avait possédées le 2 février suivant. (Anselme, *Hist. généal.*, 3<sup>e</sup> éd., III, 430 ; cf. Arch. nat., P 16, cote 5922.)

(4) *Dictionnaire topographique, historique et statistique de la Sarthe*, par J.-R. Pesche (Le Mans et Paris, 1829-1842, 6 vol. in-8), IV, 754.



» d'Anjou, revendique cette succession, comme petit-fils  
» par sa mère, de René d'Anjou, aîné de Charles IV ; le  
» Parlement de Paris la lui adjuge, et par là annule les  
» donations faites par René, par Charles V et postérieure-  
» ment. Il transigea, dit-on, avec les héritiers d'Armagnac,  
» sur leurs prétentions, et acheta d'eux la portion à laquelle  
» il leur reconnut des droits » (1). Nous pensons qu'en par-  
lant du Parlement de Paris, Pesche voulait faire allusion au  
prétendu arrêt de 1486 ; voilà vraisemblablement pourquoi  
il attribuait à René II la construction des premières halles  
de La Ferté-Bernard, qu'après Le Paige il date de cette  
même année 1486.

L'historien de La Ferté-Bernard a mis au jour un acte du  
7 décembre 1500 (2), établissant qu'à cette époque « le duc  
» de Nemours ne jouissait plus . . . . que d'une portion de la  
» terre de La Ferté . . . . Le nouveau prince qui partage  
» alors la seigneurie de La Ferté avec le fils de la victime  
» de Louis XI, c'est le vainqueur de Charles le Téméraire,  
» René de Lorraine, fils de Yolande d'Anjou, lequel tient  
» probablement du chef de sa mère ce qui lui est advenu de  
» la terre de La Ferté » (3). Léopold Charles ne s'est pas  
mépris sur le titre auquel René II fut l'un des coseigneurs  
de La Ferté-Bernard ; mais il n'a pas dit comment ce prince  
parvint à faire reconnaître ses droits.

D'après l'auteur du *Dictionnaire de la Mayenne*, René II  
aurait pris possession de Mayenne dès avant le 29 mars  
1492 (4). M. l'abbé Angot professe, à l'endroit de la docu-  
mentation d'un vieil historien de Mayenne, Guyard de la

(1) Pesche, II, 318.

(2) *Histoire de La Ferté-Bernard*, par Léopold Charles, publiée par  
l'abbé Robert Charles (Mamers, Le Mans et Paris, 1877, in-8°), p. 250-  
257.

(3) Charles, p. 76.

(4) *Dictionnaire historique, topographique et biographique de la  
Mayenne*, par l'abbé A. Angot (Laval, 1900-1902, 3 vol. in-8), II, 819.



Fosse, une défiance (1) dont nous n'avons garde de contester le bien fondé, mais à laquelle, au moins pour cette fois, il eût été bien inspiré de faire trêve. Guyard de la Fosse, en effet, n'est pas loin de la vérité, quand il dit que Mayenne fut adjugée à René II « par deux arrêts du Parlement : le » premier est du 24 de février 1495, et le second du 14 août » 1497 » (2).

En juxtaposant des données qu'on aurait peine à concilier entre elles, et qui, prises isolément, apparaissent plutôt maigres, nous pensons avoir montré l'état d'une question qu'il n'est peut-être pas sans intérêt de résoudre. Cette question est une de celles qu'il nous a fallu examiner dans une thèse présentée à l'École des Chartes, voilà dix-huit ans, sur « René II, duc de Lorraine, et l'héritage de la » maison d'Anjou ». Au résultat de nos recherches l'hospitalité des *Mémoires* de la Société historique et archéologique du Maine a été gracieusement offerte par M. le marquis de Beauchesne. Nous nous acquittons d'un agréable devoir en adressant à cette Société et à son distingué vice-président, l'expression de nos remerciements les plus cordiaux.

## I

L'avènement de Charles VIII fut, on le sait, le signal d'une vive réaction contre les actes du règne qui venait de finir. Bon nombre de ceux qu'avait lésés l'impitoyable politique de Louis XI saisirent de leurs doléances les États généraux réunis à Tours au début de l'année 1484. Une situation particulièrement digne d'intérêt, en raison de l'extrême infortune et du jeune âge des plaignants, fut

(1) Angot, II, 373.

(2) *Histoire des seigneurs de Mayenne et de ce qui s'est passé de plus considérable en cette ville*, par J.-B. Guyard de la Fosse (Le Mans, 1850, in-12), p. 94.



exposés aux députés en des termes assez pathétiques pour tirer, à ce qu'on assure, des larmes à beaucoup d'entre eux (1). Il s'agissait des cinq enfants — Jean, Louis, Marguerite, Catherine et Charlotte — de Jacques d'Armagnac, duc de Nemours, qui avait péri sur l'échafaud le 4 août 1477. « Issus du sang de France et tout proches parents du » roi, ces très nobles enfants n'avaient pas un coin de terre » pour reposer leur tête, et ne trouvaient chaque jour, pour » leur subsistance, que le pain d'autrui » (2). Cette détresse n'avait pas pour cause unique la confiscation qui avait suivi le supplice du duc de Nemours. La femme de celui-ci, Louise d'Anjou, morte l'année précédente (3), était sœur de Charles, comte du Maine ; celui-ci étant mort à son tour le 11 décembre 1481 sans laisser d'enfants, les jeunes princes auraient dû être ses héritiers ; mais Charles avait institué le roi de France son légataire universel par un testament dicté la veille de son décès ; cet acte célèbre, qui allait consommer l'union définitive à la couronne des biens de la maison d'Anjou — Charles était lui-même légataire universel du roi René, son oncle — avait été interprété à la lettre par Louis XI, sans que personne osât protester.

Sans doute les biens d'apanage faisaient de plein droit retour à la couronne, à défaut d'héritiers mâles : la règle s'appliquait au Maine ; elle se fût appliquée à l'Anjou, n'eût été l'accord secret conclu avec Charles, grâce auquel Louis XI avait réuni ce duché au royaume, immédiatement après la mort du roi René (4). D'autre part, Charles pouvait

(1) « Hæc ubi dixit, multis ex compassione lacrymæ manaverunt. » *Journal des États généraux de France tenus à Tours en 1484, sous le règne de Charles VIII, rédigé en latin par Jehan Masselin*, publié et traduit par A. Bernier, (Paris, 1835, in-4<sup>e</sup>, p. 134).

(2) « Et hi proxime regio sanguine creti optimi juvenes non habent » profecto tantum terræ spatium, quo caput reclinent ; quique alieno » cibo quotidie pascuntur. » (Masselin, *loc. cit.*)

(3) Entre le 2 et le 9 mars 1476. Cf. B. de Mandrot, *Journal de Jean de Roye* (Paris, 1894-1896, 2 vol. in-8<sup>o</sup>), II, 11, note.

(4) A. Lecoy de la Marche, *Le roi René* (Paris, 1875, 2 vol. in-8<sup>o</sup>), I, 410.



disposer à son gré des biens qu'il tenait en pays de droit écrit, et par conséquent de la Provence. Mais il ne lui était pas loisible de soustraire aux règles établies par les coutumes ceux de ses biens qui ne rentraient ni dans l'une ni dans l'autre de ces deux catégories.

C'est cette dernière considération que, dès le début du règne de Charles VIII, on fit valoir en faveur des enfants de Jacques d'Armagnac. Une requête fut présentée en leur nom « affin d'avoir la delivrance des terres et seigneuries » qui furent a feu Charles d'Anjou, en son vivant leur oncle » maternel, estans en païs coustumier et qui ne sont de la » parrye et appanaige de France » (1). Il y eut un « appoinctement donné » au Grand Conseil le 10 octobre 1483 (2). L'affaire revint les 16 (3) et 26 janvier (4) et le 17 février (5) suivans devant cette haute juridiction, qui, le 5 mars, déclara que « pour le present, le procès » n'était « pas en » estat de y asseoir jugement par forme d'arrest ». Toutefois le Grand Conseil invitait le roi à « bailler ausdits » demandeurs la joïssance soubz sa main, pendant le procès, par manière de provision et jusques à ce que par » justice autrement en soit ordonné, des comté, terres et » seigneuries (6) de Guise et de Novyon (7) estans ou

(1) Arrêt du Grand Conseil en date du 5 mars 1484, cité plus loin (Arch. nat., V/5 1050, fol. 61).

(2) Ibid., fol. 22 v<sup>o</sup>.

(3) Ibid.

(4) Ibid., fol. 28 et v<sup>o</sup>.

(5) Ibid., fol. 41 v<sup>o</sup>.

(6) L'énumération qui suit a été donnée dans l'*Histoire généalogique* du P. Anselme (3<sup>e</sup> éd., III, 430), dans le recueil des *Ordonnances* (XIX, 278-280) et dans l'inventaire, publié par la Direction générale des Archives nationales, des *Titres de la maison de Bourbon* (II, 403, n<sup>o</sup> 6847); celle que nous reproduisons d'après un registre du Grand Conseil nous permet de rectifier les erreurs commises, dans les ouvrages que nous venons de citer, tant au point de vue de la transcription qu'à celui de l'identification des noms propres.

(7) Guise et Le Nouvion, chefs-lieux de canton de l'arrondissement de Vervins (Aisne). Le registre du Grand Conseil porte *Movyon*.



» bailliage de Vermendois, Nogent-le-Retrou, Montmiral,  
» Auton, La Bazoché, Alluye, La Ferrière, Rivery, Mont-  
» landon, Brou, Montigny et Pierrecouppe (1), situées tant  
» ou païs du Perche que Chartrin, Mayenne-la-Juhès, La  
» Ferté-Bernard et Sablé estans ou comté du Maine, Chas-  
» tellerault en Poictou, Cheron (2) et Coudevache (3) estans  
» ou gouvernement de La Rochelle, Longjumeau, Chailly (4)  
» et la maison de Saint-Marcel (5) en la prevosté de  
» Paris » (6). Les parties étaient renvoyées devant le Parle-  
ment. Le jour même, Charles VIII donna des lettres-patentes  
conformes aux propositions du Grand Conseil (7).

En dépit du caractère essentiellement provisoire de la

(1) A part Montmirail, ch.-l. de cant. de l'arr. de Mamers (Sarthe) et Rivery, aujourd'hui Rivray, com. de Condé-sur-Huine (Orne, arr. de Mortagne, cant. de Rémalard), les localités qui viennent d'être énumérées appartiennent au département d'Eure-et-Loir; Brou est le chef-lieu d'un des cantons de l'arr. de Châteaudun, et Alluyes, com. sur le territoire de laquelle se trouve l'emplacement de Pierrecouppe, fait partie du canton de Bonneval, au même arrondissement; les autres sont comprises dans l'arrondissement de Nogent-le-Rotrou, savoir: Authon, ch.-l. d'un canton auquel appartient la Bazoché-Gouët; La Ferrière, com. de Coudreceau, et Montigny-le-Chartif, cant. de Thiron-Gardais; enfin, Montlandon, cant. de La Loupe.

(2) Charron, Charente-Inférieure, arr. de La Rochelle, cant. de Marans. Le texte du recueil des *Ordonnances* porte « Clairon ».

(3) Cette localité, qu'on appelait aussi Queue-de-Vache, et sur laquelle il existe aux Archives nationales (P 1341, n<sup>os</sup> 514-535) un groupe d'une vingtaine de pièces, est aujourd'hui, sous le nom de Coup-de-Vague, un écart de la commune de Marsilly, (Charente-Inférieure, cant. de La Rochelle). Le P. Anselme a imprimé « Poderanche »; on lit, dans le recueil des *Ordonnances*, « Coulerbach » et, dans l'inventaire des *Titres de Bourbon*, « Condenache ».

(4) Aujourd'hui Chilly-Mazarin, Seine-et-Oise, arr. de Corbeil, cant. de Longjumeau.

(5) Le faubourg Saint-Marcel de Paris.

(6) Arch. nat., V/5 1050, fol. 60 v<sup>o</sup>-61.

(7) Ces lettres figurent au recueil des *Ordonnances* (XIX, 278-280); signalons, sans insister, l'erreur commise par L. Charles (*Hist. de La Ferté-Bernard*, éd. citée, p. 75-76) qui les attribue à Louis XI et en trouve le style « tout-à-fait en rapport avec le caractère du personnage »!



situation qu'elles créaient, la décision du Grand Conseil et les lettres du roi consacraient du moins le principe de la réclamation faite au nom des Nemours. Or, le rapprochement s'imposait entre les dispositions testamentaires du comte du Maine au profit de la couronne et celles que le roi René avait prises en faveur de Charles. Et tandis que les Nemours n'étaient héritiers de celui-ci qu'en ligne collatérale, le roi René était mort en laissant deux filles, Marguerite, veuve du roi d'Angleterre Henri VI, et Yolande, duchesse de Lorraine.

Lors de l'avènement de Charles VIII, Yolande seule survivait. Son fils, le duc René II, se trouvait en Italie, où il guerroyait pour les Vénitiens contre Ferrare. Dès qu'il apprit la mort de Louis XI, il prit congé de la Seigneurie : parti de Padoue le 22 septembre 1483 (1), il passait à Zurich le 30 (2) et séjournait une semaine, du 3 au 9 octobre, tout à l'extrémité de ses États, à Neuchâteau (3). Le 15 on le voyait à Méry-sur-Seine (4), en route pour les bords de la Loire, où il allait joindre la cour.

René II, qui n'avait eu guère à se louer du feu roi, espérait trouver sous le nouveau règne quelque dédommagement. Il obtint la restitution du Barrois et une enquête relative à ses droits sur la Provence : ces résolutions furent prises à Cléry, le 29 novembre 1483 (5) ; nous ne les mentionnons qu'en passant et nous nous empressons d'ajouter qu'« au lieu de Cléry » également, il fut en outre question de

(1) Arch. de Meurthe-et-Moselle, B 980, fol. 12 v°.

(2) Ibid., fol. 3 v°.

(3) Ibid., fol. 12 v° et 13.

(4) Arch. de Meurthe-et-Moselle, B 2, fol. 288.

(5) Restitution par Charles VIII à Yolande d'Anjou et à René II, du bailliage et de la prévôté de Bar-le-Duc. (Arch. de Meurthe-et-Moselle, B 538, n° 51). — Articles accordés par Charles VIII aux mêmes, touchant la Provence. (Ibid., B 412, fol. 100 v°).



ce que René « pourroit demander es terres estans en » France » (1).

Un peu sèche, à la vérité, l'information que nous venons de reproduire est du moins empruntée à un écrit digne de foi ; et si on la rapproche du premier en date des documents qui attestent que René II avait atteint le terme de son voyage, on n'hésitera pas à croire que ce prince, s'inspirant de l'exemple donné par ses jeunes cousins, entendait se pourvoir contre telles des conséquences du testament de son aïeul auxquelles les coutumes pouvaient être opposées. Par lettres données à Blois le 25 octobre, il nomma Jean Baudry, licencié ès-lois, aux offices de gouverneur et bailli des seigneuries de Chilly et Longjumeau, et l'institua solliciteur de ses causes près le Parlement de Paris (2) : on retrouvera plus loin sous notre plume le nom de ce Baudry, qui, après avoir été honoré de la confiance de la veuve de René II, Philippe de Gueldres (3), continua jusqu'en 1528 — peut-être cette époque fut-elle celle de sa mort — ses services à la maison de Lorraine (4). Pour compléter ces dispositions, René II établit un receveur et greffier des mêmes seigneuries dans la personne de Jean Gournay, le 1<sup>er</sup> janvier suivant (5).

(1) *Procès-verbaux des séances du conseil de régence du roi Charles VIII pendant les mois d'août 1484, à janvier 1485*, publiés par A. Bernier (Paris, 1836, in-4<sup>o</sup>), p. 30.

(2) Arch. de Meurthe-et-Moselle, B 2, fol. 287 v<sup>o</sup>.

(3) *Inventaire des titres de Guise, dressé en 1575* (Musée Condé, à Chantilly, reg. 115 D/17), fol. 56.

(4) L'inventaire des titres de la chambre des comptes de Joinville conservé aux Archives nationales (KK 906), indique plusieurs comptes rendus par Jean Baudry, solliciteur en Parlement, pour l'hôtel de Guise à Paris. Le moins ancien de ces comptes correspond à la période du 24 septembre 1525 au 18 juin 1528 (fol. 388 v<sup>o</sup>) ; immédiatement après est mentionné (fol. 389), un compte allant du 18 mai 1528 au 27 octobre 1533, et rendu par « maistre Jacques Picard, successeur » solliciteur ».

(5) Par lettres données à Tours (Arch. de Meurthe-et-Moselle, B 2, fol. 288).



On n'a pas oublié que Chilly et Longjumeau étaient au nombre des terres réclamées par les Nemours comme ayant été tenues par le comte du Maine en pays coutumier et en dehors de l'apanage. Or le roi René les avait possédées toute sa vie (1) ; et si elles étaient ensuite échues à Charles d'Anjou, ce ne pouvait être que par une interprétation littérale et contraire à la coutume de Paris, du testament de son oncle.

René II, on le voit, intervenait dans le litige qui venait de s'ouvrir entre la couronne et les Nemours. Quand ceux-ci obtinrent, le 5 mars 1484, une première satisfaction, il n'était plus auprès du roi : la mort d'Yolande d'Anjou, sa mère, l'avait rappelé dans ses États (2). Cette circonstance explique sans doute le retard qu'il mit à protester contre les effets d'une décision qui ne tenait aucun compte de ses intérêts.

A la séance que le conseil du roi tint le 7 août aux Tournelles, le chancelier Guillaume de Rochefort donna lecture d'articles présentés par les envoyés du duc de Lorraine (3). Ces articles portaient sur des objets assez divers : il nous suffira de constater que René II se plaignait de voir occupés par les Nemours, non seulement Chilly et Longjumeau, mais encore « les places et seigneuries de Sablé, Maine-la-Juhez et La Ferté-Bernart » qui, faisait-il dire, devaient

(1) « Les terres de Chailly et Longemeaulx, dont ledit feu roy René » de Sicille a joy jusques a son trespas » (*Procès-verbaux*, p. 30).

(2) « Le convint partir hastivement pour le trespas de sa mere » (*Procès-verbaux*, p. 31). Yolande mourut au château de Bar-le-Duc dans la matinée du lundi 23 février 1484 (Arch. de la Meuse, B 511, fol. 114 v<sup>o</sup> et 115).

(3) Ces envoyés étaient le bailli d'Allemagne — Philippe, comte de Linange et de Dabo — et Nicole « Martin » (*Procès-verbaux*, p. 29 et 31) : c'est bien « Martin » qu'on lit, non seulement dans l'édition, mais aussi sur l'original : nous croyons toutefois qu'il y a erreur, et qu'il s'agit de Nicole Merlin, que René II avait pourvu, le 14 mars 1484, de l'office de président des comptes de Barrois (Arch. de Meurthe-et-Moselle, B 2, fol. 298).



lui « appartenir de plain droit », le comte du Maine étant « mort sans hoirs de son corps » (1).

Pour expliquer la revendication de René II, il convient que nous fassions un retour en arrière d'un demi-siècle.

Louis II, roi de Sicile et duc d'Anjou, avait laissé trois fils, Louis III, celui qui fut le roi René, et Charles. La mort de Louis III, survenue à Cosenza dès 1434, fut l'occasion d'un partage ébauché en 1437 (2), et conclu définitivement en 1441 (3), qui mit entre les mains de Charles Sablé, Mayenne et La Ferté-Bernard, nous allons rappeler sous quelles conditions.

La cession de Sablé n'était que viagère. A la mort de Charles, René ou son représentant devait reprendre possession de cette baronnie, pour l'incorporer au duché d'Anjou, et remettre aux héritiers de Charles la seigneurie de La Roche-sur-Yon ; il n'est peut-être pas inutile de dire que cette dernière avait été attribuée à Charles par le testament de son père (4), mais que la veuve de celui-ci et Louis III l'avaient vendue à réméré à Pierre et à Louis de Beauvau (5).

Quant à Mayenne et à La Ferté-Bernard, ces terres n'étaient transmissibles à la descendance de Charles qu'en ligne masculine : faute d'héritiers mâles, elles devaient faire retour à René ou à ses héritiers, sans distinction de sexe, à la charge toutefois, pour René ou pour ses hoirs mâles, de verser à la succession de Charles une somme de quarante mille écus.

Or Charles mourut en 1472, et sa postérité n'était représentée, en 1484, que par les Nemours, enfants de sa fille. René II intervenait comme descendant du roi René : revenons à ses réclamations.

(1) *Procès-verbaux*, p. 30.

(2) *Ibid.*, I, 131-132.

(3) *Ibid.*, I, 251-252.

(4) *Ibid.*, I, 35.

(5) Cette vente est mentionnée dans les lettres de Louis XI, en date de décembre 1481, dont nous parlons plus loin.



Touchant Sablé, Mayenne, La Ferté-Bernard, Chilly et Longjumeau, ainsi que la maison du faubourg Saint-Marcel ou maison d'Orléans, le conseil décida qu'il serait parlé « de ceste matière a messeigneurs de Nemours et a ceulx » qui ont l'administration de leurs affaires, pour y trouver » quelque expedient, sinon le roy mandera a la court de » parlement faire raison et justice aux parties, ainsi qu'il » appartiendra » (1).

Pierre de Bourbon, seigneur de Beaujeu, et Alain, seigneur d'Albret, furent choisis comme arbitres ; mais il fut reconnu que la minorité des Nemours s'opposait à ce que l'affaire fut réglée à l'amiable : celle-ci fut portée devant le Parlement de Paris.

Les débats s'ouvrirent en juillet 1485 ; il fut plaidé les 18, 26 et 28 (2), et les avocats des parties firent entendre plus d'une allégation téméraire. Celui de René II, nommé Michon, qui aurait pu s'en tenir à des arguments d'une valeur incontestable, crut devoir insister sur ce que la cession de 1441 avait été faite, non pas directement par le roi René, mais par sa femme Isabelle de Lorraine, à qui il avait passé procuration, et prétendit à tort qu'en insérant une clause relative à La Roche-sur-Yon, Isabelle avait outrepassé ses pouvoirs (3). Piédefer, avocat des Nemours,

(1) *Procès-verbaux*, p. 30.

(2) Arch. nat., X/1<sup>re</sup> 4826, fol. 253 v<sup>o</sup>-255, 263-265 v<sup>o</sup> et 266 v<sup>o</sup>-269.

(3) Ce qu'il faut reconnaître, c'est qu'au sujet de La Roche-sur-Yon, il y a des dispositions un peu obscures, tant dans la procuration du roi René que dans l'acte d'Isabelle. Dans celle-là, donnée à Naples le 4 août 1440, Isabelle est autorisée à donner à Charles, « sa vie durant » tant seulement, la ville, terre et forteresse de Sablé, avecques ses » appartenances, pour la retenir et en joyr paisiblement a sa vie, » comme dit est, *laquelle* sans difficulté, en lui baillant et delivrant » franchement et quictement La Roche-sur-Yon en perpetuel heritaige, » pour lui et ses heritiers masles nez et procreez du corps de nostre- » dit frère, ainsi et par la forme et manière que les autres choses » dessus nommées retournent a nous, noz hoirs et ayans cause . . . » (Arch. nat., P 1343, n<sup>o</sup> 557). On cherche en vain le verbe dont le mot,



sous le prétexte que les hoirs mâles du roi René devaient, en cas de réversion de Mayenne et de La Ferté-Bernard, payer quarante mille écus, soutint que cette réversion ne pouvait avoir lieu au profit de René II, qui n'était petit-fils du roi René que par sa mère (1); il invoqua le testament du roi René qui, en attribuant des legs particuliers aux filles de ce prince, limitait la part de celles-ci; à l'entendre, Louis XI n'aurait mis « en sa main » les biens de Charles d'Anjou qu'à cause de la minorité des Nemours et pour « la » conservacion de leur droict » (2); on sait ce qu'il faut penser de cette affirmation : Châtellerault avait été bel et bien uni à la couronne (3), Nogent-le-Rotrou et les terres du pays Chartrain et du Perche-Gouet donnés à Jacques de Luxembourg, seigneur de Richebourg (4), Chilly et Longjumeau à Guillaume Le Picart (5). Subsidiairement, Piédefer réclamait pour ses clients l'« assiette » d'une rente de douze

le pronom « laquelle » (que nous avons imprimé en italique), est le complément direct; et l'on est amené à croire que le scribe qui a grossoyé l'acte, a omis une ou plusieurs lignes de la minute qu'il avait sous les yeux; malgré cette omission, il semble bien que le roi René entendait réserver la possession de La Roche-sur-Yon à la postérité masculine de son frère : disposition restrictive qu'on ne trouvera pas dans l'acte d'Isabelle, et dont il n'apparaîtra pas que le Parlement fasse état dans l'arrêt du 24 février 1496. L'acte d'Isabelle, passé à Tarascon le 5 avril 1441 (Arch. nat., P 1343, n° 558), mentionne La Roche-sur-Yon à deux reprises : d'abord à l'occasion dont nous venons de parler, ensuite avec les quarante mille écus que la descendance mâle de René devait payer en cas de réversion de Mayenne et de La Ferté; il y a là un vice de rédaction propre à faire naître entre les dispositions relatives à ces terres et celles qui concernent Sablé, une confusion dont l'avocat des Nemours ne manquera pas de chercher à tirer parti (Arch. nat., X/1<sup>a</sup> 4826, fol. 264).

(1) Arch. nat., X/1<sup>a</sup> 4826, fol. 265.

(2) Ibid. fol. 264.

(3) Plessis-lès-Tours, décembre 1482. (Arch. nat., X/1<sup>a</sup> 8608, fol. 151-152 v°).

(4) Thouars, janvier 1482, n. st. (Arch. nat., X/1<sup>a</sup> 8608, fol. 48 v°-49 v° et JJ 209, fol. 73 et v°, n° 126).

(5) Qui rendit hommage le 23 février 1482, n. st. (Arch. nat., P 1, cote 306).



cents livres sur Loudun, que le roi René avait promise, en échange de la terre de Grimaud (1), à son frère Charles (2), et le remboursement d'une somme de dix mille saluts que le même Charles avait été obligé de payer, pour entrer en possession de La Ferté-Bernard, à un nommé « Regnault » Guillaume, qui tenoit la place » (3). Lemaistre, qui prit la parole pour le procureur du roi, fut bref, disant « que le » duc de Lorrene et lesdiz d'Armaignac se debatent de la » chappe à l'evesque, et que Lorrene ne Armaignac n'ont » riens es terres qu'ils demandent » (4); selon lui Sablé, Mayenne et La Ferté étaient les principaux membres du comté du Maine, lequel était d'apanage; d'autre part, le dernier comte du Maine avait institué « le roy son heritier » et sic lesdites terres *duobus mediis* appartiennent au roy, » *videlicet* parce qu'elles sont de l'appanaige de France et » *jure institucionis* » (5).

L'affaire fut mise en délibéré; elle devait trainer bien longtemps encore. Entre le 9 décembre 1489 et le 2 juin suivant, René II écrivit quatre fois et Charles VIII deux fois pour inviter le Parlement à presser les choses (6); c'est seulement le 24 février 1496 que fut prononcé l'arrêt.

Les parties qui se trouvaient alors en présence n'étaient pas exactement les mêmes que dix ans plus tôt; nous allons dire à la suite de quelles circonstances.

René II avait abandonné, dès le 8 juin 1484 (7), l'usufruit de Chilly et de Longjumeau à Jean de Vaulx, seigneur de Breuil, et cédé depuis la nue-propriété de ces terres à

(1) Var, arr. de Draguignan, ch.-l. de cant.

(2) Arch. nat., X/1<sup>a</sup> 4826, fol. 264.

(3) Arch. nat., X/1<sup>a</sup> 4826, fol. 264. Léopold Charles ne fait aucune mention de ce personnage.

(4) Arch. nat., X/1<sup>a</sup> 4826, fol. 266 v<sup>o</sup>.

(5) Arch. nat., X/1<sup>a</sup> 4826, fol. 267.

(6) Arch. nat., X/1<sup>a</sup> 9320, nos 34, 47, 63, 76, 80.

(7) Arch. de Meurthe-et-Moselle, B 2, fol. 326-327.



Michel Gaillart, général des finances (1); disons-le en passant, c'est sans doute par suite de cette vente, et à titre de compensation, que Jean Baudry, qui avait été nommé, on se le rappelle, bailli de Chilly et de Longjumeau, fut gratifié d'une autre charge *in partibus*: celle de bailli de Mayenne (2).

Du côté des Nemours, il s'était passé quelque chose de plus important; ils avaient obtenu de Charles VIII, par lettres du 29 mars 1492 (3), que la cession provisoire qui leur avait été faite au début du règne devint définitive. Cet acte avait pour effet de transporter aux enfants de Jacques d'Armagnac les droits que le roi pouvait avoir sur les biens énumérés, mais non de préjuger la question soulevée par René II: c'est en formulant cette réserve que le Parlement de Paris procéda, le 18 avril, à la vérification des lettres (4).

(1) D'après M. Patrice Salin (*Notice sur Chilly-Mazarin*, Paris, 1867, in-8°, p. 7-8) cette cession aurait été consentie en 1486; cette date, dont on aimerait à connaître la preuve, n'est pas invraisemblable: Gaillart fit hommage pour Chilly et Longjumeau le 16 février 1488 (Arch. nat., P 1, cote 359), et au mois de mai suivant il fut, avec son fils, également prénommé Michel, subrogé par le Parlement de Paris à René II, pour raison de ces terres. (Arch. nat., X/1<sup>a</sup> 4829, fol. 268 v° et X/1<sup>a</sup> 1495, fol. 220).

(2) Par lettres de René II, en date du 27 octobre 1489 (Arch. de Meurthe-et-Moselle, B 3, fol. 294 v°).

(3) On possède de ces lettres un vidimus du 18 avril 1495, qui fit partie des titres de la maison de Bourbon (Arch. nat., P 1363/1, cote 1186) et une copie du XVIII<sup>e</sup> siècle insérée dans les mémoires reconstitués de la Chambre des comptes de Paris (Arch. nat., P 2301, p. 1239-1252); lesdites lettres étaient transcrites au mémorial original S, à partir du feuillet 280; elles avaient été enregistrées le 4 mai 1492.

(4) « *Lecta, publicata et registrata quatenus (sic) jus regis concernit et absque prejudicio oppositionum per ducem Lothoringie et Margaretam de Vieulx, defuncti Johannis Caperon relictam, factarum, nec non jurium ipsorum opponentium processuumque in curia pendentium. Actum Parisius in Parlamento xvij<sup>a</sup> die aprilis anno cccc nonagesimo primo ante Pascha* ». On ne peut douter de l'authenticité de cette mention, que nous reproduisons d'après le vidimus de 1495, et qu'on trouve aussi dans P 2301; mais nous devons à la vérité de dire que les lettres dont il s'agit ne figurent pas dans le registre du



Le litige devait dès lors être tranché entre René II et ses ayant cause d'une part, et les Nemours d'autre part.

Aux termes de l'arrêt du 24 février 1496, qui disjoignait les demandes subsidiaires des Nemours, René II devait entrer en possession de la baronnie de Sablé, à la condition de remettre en échange, à la partie adverse, la seigneurie de La Roche-sur-Yon. En ce qui concernait les baronnies de Mayenne et de La Ferté-Bernard, la cour ordonnait qu'il en fût fait vingt-sept parts, dont seize reviendraient à René II avec le manoir principal et les prérogatives d'aïnesse, les onze autres étant adjugées aux Nemours. Ceux-ci, d'un autre côté, recueillaient sept parts sur vingt-cinq des biens en litige situés dans la prévôté de Paris, tandis que les dix-huit autres parts étaient attribuées, celles de la maison du faubourg Saint-Marcel, autrement dite maison d'Orléans, à René II, celles de Chilly et de Longjumeau à Michel Gaillart en propriété, à Jean de Vaulx en usufruit (1).

Ce partage semble, à première vue, fort compliqué ; les gens du Parlement eux-mêmes s'y sont embrouillés, si l'on en juge par certaines expressions de l'arrêt (2) ; il était

Parlement contenant les ordonnances de Charles VIII (Arch. nat., X/1<sup>a</sup> 8609) ; ailleurs, le 18 avril 1492, qui était le mercredi saint, est indiqué comme ayant été consacré au prononcé des arrêts. (Arch. nat., X/1<sup>a</sup> 4833, fol. 385).

(1) Pièces justificatives, n° 1.

(2) Pour évaluer la part des Nemours dans les baronnies de Mayenne et de La Ferté-Bernard, l'arrêt, après avoir ordonné la remise de ces biens à René II, ajoute : « Tercia tamen parte tocius dictarum baroniarum et terrarum, necnon *tercia parte residui, ipsarum nonam partem duarum aliarum parcium faciente*, exceptis » ; or, le reste est la même chose que les deux autres parts, et il est faux de dire que le tiers de celui-là constitue le neuvième de celles-ci. — Touchant les biens de la prévôté de Paris, on lit : « Quinta tamen parte et porcione dictarum terrarum et domus primitus, necnon *quinta medietatis residui, decimam partem medie partis facientis*, exceptis » ; le cinquième du reste équivaut à  $\frac{2}{25}$ , tandis que le dixième de la moitié est égal à  $\frac{1}{20}$ .



d'ailleurs très correctement établi. Nous allons exposer sur quels principes il était fondé.

La première question qui se posait était celle de savoir si Charles d'Anjou, possesseur incontestable de Mayenne et de La Ferté-Bernard, était en droit de disposer de ces seigneuries en faveur du roi. Cette question était résolue négativement par la coutume du Maine : « Entre nobles ou » roturiers, institution d'héritier n'a point de lieu et aussi » le mort saisit le vif son plus prochain héritier habile à lui » succéder » (1) ; cette coutume reconnaissait néanmoins à « toute personne, soit noble ou roturier » la faculté de « faire donation de la tierce partie de son héritage » (2). Il fallait conclure de là que Charles d'Anjou, par son testament, avait pris, au regard de Mayenne et de La Ferté-Bernard, une disposition excédant la quotité disponible et réductible à cette quotité lors de l'ouverture de la succession. Cela posé, il y avait lieu de réduire de même les dispositions prises par le roi René en faveur de Charles d'Anjou et d'alléguer, à cette fin, non seulement la coutume du Maine, mais encore, à cause de Chilly, de Longjumeau et de la maison d'Orléans, celle de Paris, qui portait aux quatre cinquièmes la réserve des héritages (3). Le Parlement fit état, en outre, d'un acte par lequel Marguerite d'Anjou, fille cadette du roi René, avait abandonné à Louis XI tous ses droits à la succession de ses père et

(1) Art. 237 (*Coutumier général*, IV, 486). La coutume du Maine ne fut publiée qu'en 1508 ; mais il est certain que les dispositions dont la teneur ne fut arrêtée qu'à cette époque, étaient en vigueur dès le dernier quart du XV<sup>e</sup> siècle.

(2) Art. 332 (*Coutumier général*, IV, 499).

(3) « Par la coutume générale de la ville, prévosté et vicomté de » Paris, il n'est loisible à aucun de disposer par testament de ses » propres héritages, au préjudice de ses héritiers, outre le quint » d'iceux » (*Anciennes coutumes de Paris*, 1510. *Coutumier général*, III, 7).



mère (1). Ajoutons que la coutume du Maine attribuait dans toute succession les deux tiers au fils aîné ou à la fille aînée, s'il n'y avait que des filles (2) — il n'y avait pas de droit d'ainesse entre filles dans la prévôté de Paris (3) — et nous aurons indiqué les éléments d'appréciation moyennant lesquels le Parlement de Paris fut en état de régler le partage des baronnies de Mayenne et de La Ferté-Bernard, des seigneuries de Chilly et de Longjumeau et de la maison d'Orléans. Nous ne voulons pas entrer ici dans les détails (4) du calcul auquel il y avait lieu de procéder à cette fin ; il nous suffira de dire que la part de René II était constituée par la réserve de ces héritages, diminuée de la portion disponible de ce qui aurait dû former la part de Marguerite d'Anjou.

Les testaments du roi René et de son neveu Charles, et la donation de Marguerite d'Anjou, sont trois actes dont on envisage surtout la portée politique. Nous avons montré comment une décision de justice en apprécia la valeur au point de vue plus modeste du droit privé.

Le Parlement de Paris reconnaissait à René II des droits sur Sablé ; mais la condition qu'il mettait à l'exercice de ce droit était celle même qui avait été stipulée en 1441, et René II n'était pas en état d'y satisfaire. Il n'est pas inutile de revenir sur ce point.

Le partage conclu en 1441 avait été préparé, nous l'avons dit, près de quatre ans auparavant. Dès cette époque, il avait été question de Sablé : cette terre n'était pas comprise dans la cession que le roi René faisait du comté du Maine à son frère Charles, et ce dernier recevait, à titre de dédommagement, La Roche-sur-Yon. On le voit, il y avait quelque

(1) Ce document, en date du 7 mars 1476, a été publié par Lecoq de la Marche, *Le roi René*, II, 356-358.

(2) *Cout. gén.*, IV, 487.

(3) *Cout. gén.*, III, 2.

(4) Ces détails, on les trouvera dans notre Appendice I.



différence entre la convention projetée en 1437, et celle à laquelle les contractants s'arrêtèrent en 1441 : c'est seulement après la mort de Charles que la branche cadette de la maison d'Anjou devait entrer en possession de La Roche-sur-Yon moyennant l'abandon de Sablé. On saisit aisément le motif de cette modification : elle donnait au roi René du temps pour racheter la seigneurie de La Roche-sur-Yon, qu'un engagement avait fait passer aux mains de la famille de Beauvau.

Charles d'Anjou mourut le 10 avril 1472 et le rachat n'avait pas été fait. En 1454, Isabelle, fille de Louis de Beauvau, avait épousé, par contrat du 9 novembre, Jean de Bourbon, comte de Vendôme (1) ; elle eut de cette union, entre autres enfants, une fille du nom de Jeanne, qui fut mariée à Louis de Joyeuse, à qui elle apporta La Roche-sur-Yon en dot. Par lettres données à Selommes (2) le 27 avril 1479, Louis XI promit à Louis et à Jeanne de les garantir contre tout droit de rachat de La Roche-sur-Yon prétendu par les princes angevins et fit abandon des droits que lui-même pouvait revendiquer sur cette terre (3). Le Parlement de Paris n'enregistra ces lettres, le 24 mai suivant, qu'en réservant les droits du roi René et de son neveu Charles ; aussi Louis XI renouvela-t-il, après la mort de ce dernier, les dispositions qu'elles contenaient (4). Pour entrer en possession de Sablé, René II aurait dû, tout d'abord, attaquer ces dispositions et, supposé qu'il eût obtenu gain de cause, racheter La Roche-sur-Yon. Les événements firent qu'il n'eut pas à regretter de n'avoir point agi.

(1) *Hist. généal.*, 3<sup>e</sup> édit., I, 324.

(2) Loir-et-Cher, arr. de Vendôme, ch.-l. de cant.

(3) Arch. nat., X/1<sup>a</sup> 8607, fol. 157 v<sup>o</sup>-158.

(4) Par lettres données à Thouars, en décembre 1481. (Arch. nat., X/1<sup>a</sup> 8608, fol. 22 v<sup>o</sup>-24).



II.

L'arrêt du 24 février 1496 adjugeait à René II, dans les baronnies de Mayenne et de La Ferté-Bernard, outre seize parts sur vingt-sept, le manoir principal et les prérogatives d'aînesse ; un autre arrêt, en date du 14 août 1497 (1), déterminait ce qu'il fallait entendre par là.

René était appelé à choisir, dans chacune des deux baronnies, un château avec ses fossés, pour en jouir en totalité, sans autre charge que d'indemniser les Nemours des onze vingt-septièmes de l'un seulement de ces deux châteaux (2) ; c'est à lui qu'étaient attribués aussi, sans partage, la justice, les sceaux aux contrats, la réception des hommages, enfin le titre de baron.

Dans les registres du Parlement, en marge de cet arrêt, comme de celui du 24 février 1496, court un long trait de sanguine ; il serait bien surprenant que cette particularité fut sans rapport avec les recherches de Guyard de la Fosse sur Mayenne ; cet auteur, nous l'avons dit, a mentionné les deux arrêts (3).

René II nomma un bailli de La Ferté-Bernard le 22 octobre 1496. Dès le 27 octobre 1489, il avait pourvu son solliciteur près le Parlement de Paris, Jean Baudry, de l'office de bailli de Mayenne. La précieuse collection, conservée aux archives de Meurthe-et-Moselle, des registres où sont transcrits les actes de René, nous a permis de dresser la liste des officiers que ce prince nomma dans les deux baronnies (4). Plusieurs de ces officiers étaient des

(1) Pièces justificatives, n° 2.

(2) Est-ce là ce qui a fait dire à Pesche (II, 318), que René II acheta des Nemours la portion de La Ferté-Bernard « à laquelle il leur » reconnut des droits » ?

(3) En rapportant le premier à l'année 1495 : on sait que les anciens auteurs négligeaient presque toujours de corriger, conformément au nouveau style, les millésimes des documents.

(4) Voir notre Appendice II.



lorrains ou des barrisiens, et il est douteux qu'ils aient exercé personnellement. Louis Merlin, maître des eaux et forêts de La Ferté-Bernard, fut vraisemblablement retenu dans son pays d'origine par ses hautes fonctions de président des comptes du duché de Bar. La charge de procureur de la baronnie de Mayenne eut pour titulaire, pendant quelque temps, Chrétien de Chastenoy, secrétaire de René II, bien connu des historiographes lorrains en raison des écrits relatifs à la bataille de Nancy qu'on lui doit ; quelqu'un a prétendu, en 1583, que Chrétien rejoignit son poste à Mayenne, où il serait mort ; mais on a des motifs de tenir pour inexacte cette allégation (1).

René II devait hommage au roi de France pour les deux baronnies que l'arrêt de 1496 lui avait adjugées. Pour se mettre en règle, il n'usa pas du délai d'un an qu'il avait obtenu le 6 avril 1498 (2) ; Charles VIII mourut le lendemain même et les solennités auxquelles donnait lieu le début du nouveau règne furent pour René l'occasion d'un séjour à la cour de France. Louis XII fut sacré à Reims le 27 mai, et parmi les pairs laïques on vit René figurer le duc de Guyenne (3). Après avoir accompagné la cour à Laon (4), à Soissons (5) et à Compiègne (6), il allait paraître en très bonne place dans le cortège royal lors de l'entrée à Paris, le 2 juillet suivant (7). C'est à Laon, le 31 mai, qu'il rendit hommage pour Mayenne et La Ferté (8).

Le même jour il obtint du roi l'autorisation de nommer

(1) Cf. notre *Examen de la déposition de Chrétien de Chastenoy*, 1583, dans les *Mémoires de la Société d'archéologie lorraine*, 1894, p. 165-174 ; voir notamment les pages 168 à 170.

(2) Bibl. nat., ms. Lorr. 202, fol. 5.

(3) *Mémoires de Philippe de Commynes*, éd. Mandrot, II, 387-388.

(4) Le 31 mai (Arch. de Meurthe-et-Moselle, B 8, fol. 14 v°).

(5) Le 3 juin (Ibid. fol. 11).

(6) Le 12 juin (Ibid. fol. 11 v°).

(7) Molinet, éd. Buchon, V, 87-88.

(8) Arch. nat., P 353/3, cote 448.



aux offices royaux de ces deux baronnies (1). L'historien de La Ferté-Bernard n'a pas manqué de mentionner le fait (2), mais il ne paraît pas s'être fait une idée exacte de ce qu'il fallait entendre par ces offices. Nous sommes plus heureux, grâce aux actes des nominations que René II fit en vertu du pouvoir que lui octroyait le roi ; les offices dont il s'agissait étaient ceux des greniers à sel (3).

René revint en France dès l'hiver suivant. Le 29 janvier 1499, de passage à Villers-Cotterets, il annonçait l'intention d'arriver le lendemain au soir à Dammartin-en-Goële ; il comptait poursuivre ensuite son voyage jusqu'à ce qu'il eût rejoint la cour qui se rendait, lui avait-on dit, d'Angers à Blois (4). Il passa par La Ferté-Bernard, où il séjourna les 12 (5) et 13 février 1499 (6).

C'est aux Montils (7) qu'il signa, le 25 avril 1499, un acte qui n'est pas sans intérêt pour l'histoire d'une des localités que comprenait la baronnie de Mayenne. Les foires et marchés d'Ernée, dont l'existence est constatée dès 1209 (8), étaient tombés en désuétude à la suite des guerres ; il en était de même des assises que tenaient dans ce bourg les officiers de justice de Mayenne. René II ordonna le rétablissement du marché le jeudi de chaque semaine, et pour y attirer les marchands, décida que les droits de place anciennement perçus ne seraient remis en vigueur qu'au

(1) Mémorial V, fol. 14, de la Chambre des comptes de Paris, cité par Blanchard (*Compilation chronologique*, I, 388).

(2) Charles, p. 77.

(3) Ce sont, nous n'en doutons pas, les lettres du 31 mai 1498, que vise l'article de compte que voici : « Plus deux escus d'or baillez aux » clercs du general Brissonnet, pour avoir les estaches aux lectres du » don du grenier a sel de Mainne la Jouès et La Ferté Bernard. » (Arch. de Meurthe-et-Moselle, B 997, fol. 19 v°).

(4) Bibl. nat., ms. Lorr. 7, fol. 44.

(5) Arch. de Meurthe-et-Moselle, B 996, fol. 86 v°.

(6) Charles, p. 76.

(7) Loir-et-Cher, arr. de Blois, cant. de Contres.

(8) Angot, *Dict. de la Mayenne*, II, 111.



bout de deux ans ; le châtelain et les « bailly, seneschal et » autres officiers » de Mayenne devaient se rendre à Ernée pour y tenir, celui-là, suppléé au besoin par son lieutenant, « l'extraordinaire » chaque jeudi, ceux-ci les assises quatre fois l'an (1). Il convenait de signaler ce document, alors que, dans l'article que consacre à Ernée le *Dictionnaire de la Mayenne* de M. l'abbé Angot, on ne trouve aucune indication touchant l'administration de la justice en ce lieu.

On est fondé à croire que René II obtint remise des droits de rachat qui étaient dus au roi pour Mayenne et La Ferté-Bernard ; tel était, pensons-nous, l'objet des lettres qui furent présentées au juge du Maine le 7 décembre 1500, par le procureur de René en la baronnie de La Ferté, Étienne Peschart. Aux termes de l'attache des trésoriers de France, en date du 13 septembre précédent, qui était annexée à ces lettres, le juge du Maine devait, de concert avec l'avocat et le procureur du roi en ce pays, procéder à une enquête sur le montant des droits en question. Cette enquête fut faite à La Ferté-Bernard du 15 au 18 décembre (2).

A cette époque, René II n'avait plus la plénitude de la jouissance de Mayenne. Le 26 mai 1499 il avait engagé cette baronnie à sa sœur Marguerite, veuve de René, duc d'Alençon, en compensation des cinquante mille livres qui constituaient la dot de cette princesse ; par un acte passé le même jour, René II promettait de dégrever, avant la Saint-Jean prochaine, la baronnie d'une hypothèque de vingt mille livres consentie au profit du duc d'Alençon (3). Mayenne ne fut rachetée qu'après la mort de René II, par sa veuve Philippe de Gueldres (4).

(1) Pièces justificatives, n° 3.

(2) Pièces justificatives, n° 5.

(3) Pièces justificatives, n° 4.

(4) « Une grand lettre en parchemin, qui est une acte faicte pardevant deux notaires du Chastelet de Paris, signé Contesse et Le Lièvre, par lequel il apert que lesd. Contesse et Le Lièvre, en l'an



L'état du fief de La Ferté-Bernard, tel que René II le posséda en vertu de l'arrêt du 24 février 1496, nous est révélé par un intéressant document aujourd'hui conservé aux archives du département de Meurthe-et-Moselle, dans le fonds de la Chambre des comptes de Lorraine (1). Nous voulons parler d'un compte rendu, pour l'année commençant à la Noël 1499, par Jean Heullant, « receveur ordinaire de » la baronnie, terre et seigneurie de La Ferté-Bernard pour » treshault et puissant prince le roy de Sicille, duc de » Lorraine, baron de ladicte Ferté, . . . pour les seze pars » et porcions dont les vingt sept sont le tout de ladicte seigneurie de La Ferté, appartenant et adjudgées audit seigneur roy par la court de Parlement ». On rencontre là bien des noms d'habitants de La Ferté et des environs : aussi serait-il intéressant de confronter le compte de Jean

» mil v<sup>e</sup> ix, le xxiii<sup>e</sup> jour de septembre, a la requeste de M<sup>e</sup> Loys Merlin, trezorier general de la royne de Secille, et Jehan Baudry, advocat » en la court de Parlement, se seroient transportez en la ville de Mortaigne, pour illec presenter a madame d'Alençon, dame dud. lieu de » Mortaigne, la somme de cinquante mil livres tournois, pour le rachapt » et remercé de la baronnie de Mayenne-la-Juhais, que lad. dame tenoit » en gaigne pour lad. somme des deniers de son mariage, que lad. » dame avoit refusez. . . .

» Une sentence des requestes du palais, contenant deux ou trois » peaulx de parchemin, en dacte du v<sup>e</sup> jour de feb., l'an mil v<sup>e</sup> ix, » signée Gueteville, entre madame la duchesse de Lorr<sup>ne</sup>, demanderesse en enterinement d'unes lettres royaulx, d'une part, et lad. dame » duchesse d'Alençon, deffend<sup>e</sup>, d'aulture part, par laquelle sentence est » dict que en enterinant lesd. lectres royaulx, icelle duchesse d'Alençon a esté condamnée a faire delivrance a lad. dame duchesse de » Lorraine de lad. baronnie de Mayenne-la-Juhays. . . .

» Ung procez verbal, contenant quatre feuiliez de parchemin, signé » Cohardi et Mesnard, en datte du xvi<sup>e</sup> jour d'octobre l'an mil v<sup>e</sup> x, » par lequel il apert ledit Cohardi, juge du Mayne, avoir executé lesd. » sentences des requestes et arrest des requestes dessusd. et mis lad. » dame duchesse de Lorraine en possession de lad. baronnie de » Mayenne-la-Juhais. »

*Inventaire de Guise*, dressé en 1575, (Musée Condé, à Chantilly, reg. 115 D/17, fol. 56-57.)

(1) Sous la cote B 6124.



Heullant avec le procès-verbal qu'a publié Léopold Charles (1), d'une assemblée tenue en décembre 1500, c'est-à-dire au cours même de la période que le compte embrasse. D'autre part, l'érudit qui enrichira d'un volume consacré au département de la Sarthe la collection officielle des « dictionnaires topographiques » trouvera dans ce compte plus d'une indication précieuse. Ici bornons-nous à signaler les renseignements que la comptabilité de Jean Heullant fournit au sujet des conditions dans lesquelles, conformément aux arrêts du 24 février 1496 et du 14 août 1497, le partage de la baronnie fut effectué. L'exécution de ces arrêts fut confiée à un conseiller du Parlement de Paris nommé Jacques Daniel (2). Les revenus qui furent attribués à René II en totalité furent ceux de la ferme du greffe et des enquêtes, et ceux de la ferme des sceaux et contrats (3). Les autres fermes, par exemple celles de la prévôté, des poids et balances, des fours banaux de La Ferté et de Rochefort (4), furent partagées dans la proportion qu'avait fixée l'arrêt du 24 février 1496. Cet arrêt, on se le rappelle, adjugeait seize parts à René II, onze parts aux enfants de Jacques d'Armagnac. A vrai dire, René paraît n'avoir pas eu, à Mayenne et à La Ferté-Bernard, d'autre copartageant que l'aîné de ces princes. Le 30 avril 1492 — peu de jours, on le voit, après l'abandon qu'avait fait Charles VIII de ses droits sur les biens de la maison d'Anjou sis en pays coutumier — Jean et Louis d'Armagnac, qu'on appelait depuis 1484, celui-là le duc de Nemours, et celui-ci le comte de

(1) *Op. cit.*, p. 250-257.

(2) Arch. de Meurthe-et-Moselle, B 6124, fol. 50 v<sup>o</sup> ; cf. Arch. nat., X/1<sup>a</sup> 131, fol. 61 v<sup>o</sup>. C'est sans doute ce Jacques Daniel qui mourut avant le 17 juin 1523, date à laquelle son fils, également prénommé Jacques, rendit hommage pour des fiefs sis en la vicomté de Gisors (n<sup>o</sup> 17651 du *Catalogue des Actes de François I<sup>er</sup>* publié par l'Académie des sciences morales et politiques).

(3) Arch. de Meurthe-et-Moselle, B 6124, fol. 52.

(4) *Ibid.*, fol. 50 v<sup>o</sup>-51 v<sup>o</sup>.



Guise (1), avaient conclu un partage en vertu duquel les baronnies du Maine furent comprises dans la part de Jean (2). Le compte de Jean Heullant mentionne le duc de Nemours, jamais son frère ni ses sœurs ; et l'on sait qu'il y avait à La Ferté-Bernard, à côté des officiers nommés par René II, un « bailly de monseigneur de Nemours » (3).

### III.

Les enfants de Jacques d'Armagnac ne laissèrent pas de postérité ; avec eux s'éteignit la branche cadette de la maison d'Anjou.

Catherine était morte dès le mois de mars 1486. Jean mourut à l'extrême fin du XV<sup>e</sup> siècle. Louis accompagna le roi Louis XII en Italie, et fut tué à la bataille de Cerignola, le 28 avril 1503. Marguerite épousa, le 15 juin de la même année, Pierre de Rohan, seigneur de Gié, maréchal de France, mais ne vécut pas longtemps après ce mariage.

Restait Charlotte, mariée à Charles de Rohan, enfant d'un premier mariage de Pierre : elle n'allait pas tarder à rejoindre ses frères et sœurs dans la tombe.

On savait que cette princesse fit son testament le 12 août 1504. De cette indication fournie par le P. Anselme (4), un érudit lorrain, M. Léon Germain (5), a eu l'heureuse idée de rapprocher une série de documents, postérieurs au décès de Charlotte, dont le premier en date est du 18 septembre 1504. A la rigueur, il était possible de déterminer avec une

(1) Cf. *René II, duc de Lorraine, et le comté de Guise*, par Léon Germain (Nancy, 1887, 70 p. in-8°), p. 32-33. Dans les *Procès-verbaux* du Conseil de Charles VIII, on lit (p. 114), sous la date du 2 octobre 1484 : « Mons<sup>r</sup> le conte de Guise, frère de mons<sup>r</sup> le duc de Nemours ».

(2) Bibl. nat., ms. fr. 2919, fol. 96.

(3) Charles, p. 251.

(4) *Hist. généal.*, 3<sup>e</sup> éd., III, 431. Ce testament est conservé aux Archives des Basses-Pyrénées, dans le carton E 249. La copie qu'en a connue le P. Anselme est aux Archives nationales (P 1380/1, cote 3189).

(5) Dans le travail cité plus haut.



approximation plus grande la période au cours de laquelle ce décès survint ; dans les registres du conseil du Parlement de Paris, sous la date du 7 septembre 1504, il est question d'une affaire dans laquelle sont défendeurs Charles de Rohan et sa femme, Charlotte d'Armagnac (1) ; d'où il serait permis de conclure qu'à cette date, Charlotte vivait encore. Mais il y a mieux. On conserve aux archives de Meurthe-et-Moselle (2) une lettre écrite à René II par Jean Baudry, ce solliciteur en Parlement dont nous avons parlé déjà, et dans laquelle la mort de la dernière des enfants de Jacques d'Armagnac est annoncée en ces termes : « Elle est » deceddée et en terre mise ; et dit on que jeudi matin elle » faisoit bien bonne chiére ; mais a raison de ce que on » lui dist quelque chose dont elle se mairit, qu'elle en deced- » da vendredi. » Cette lettre est datée du 18 septembre : ce jour, en 1504, tombait un mercredi ; le vendredi précédent, disons même l'unique vendredi compris entre le 7 et le 18 septembre 1504, fut le 13.

La lettre de Jean Baudry rapporte une rumeur qui courut pendant les jours qui suivirent la mort de Charlotte : « J'ay » esté adverty et ainsi en est la commune renommée, que » ladicté deffuncte a esté ouverte après sa mort, et de son » vandre a esté extraict un filz qui a eü baptesme. » Il faut croire que cette nouvelle, dont on ne trouve nulle part la confirmation, était fausse (3).

Les biens que Charlotte d'Armagnac avait hérités de sa mère, Louise d'Anjou, devaient passer aux plus proches parents qu'elle laissait de ce côté. Or, des ascendants maternels de Charlotte, son bisaïeul le duc d'Anjou, Louis II,

(1) Arch. nat., X/1<sup>re</sup> 1509, fol. 284 v<sup>o</sup>.

(2) B 578, n<sup>o</sup> 18, pièce 3. Nous avons publié ce document dans le *Journal de la Société d'archéologie lorraine*, 1892, p. 173-180.

(3) Baudry ajoute : « Par quoy, si ainsy estoit, se seroit dudit filz » que on se devoit porter heritier et non pas de ladicté deffuncte » : or, dans les actes qu'a publiés M. Léon Germain, c'est de Charlotte que René II déclare se porter héritier.

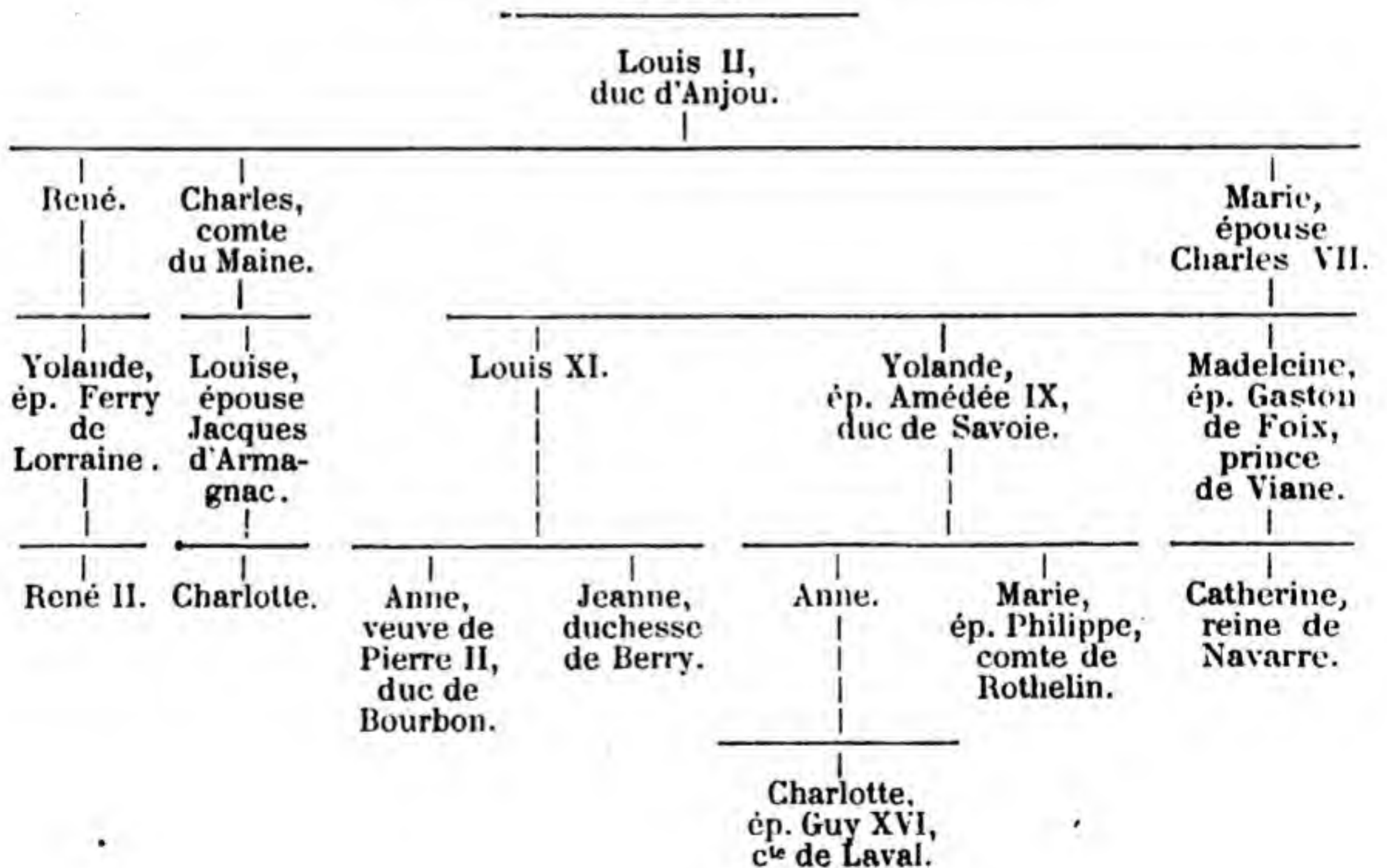


était le moins éloigné dont il existât en 1504 des descendants. Ceux-ci étaient, d'une part, René II, représentant le roi René, et d'autre part, Anne et Jeanne de France, duchesses, celle-là de Bourbon, celle-ci de Berry, Charlotte, comtesse de Laval, Marie, comtesse de Rothelin, enfin Catherine, reine de Navarre, ces princesses représentant Marie, sœur du roi René et femme du roi Charles VII (1).

Dans la personne du duc René II, la maison de Lorraine était donc appelée à recueillir une partie de l'héritage de Charlotte d'Armagnac et cet héritage comprenait le comté de Guise. Nous venons d'écrire deux noms dont le rapprochement marque assez l'intérêt qu'il y avait à déterminer la date à laquelle mourut Charlotte : c'est là en particulier

(1) On retrouvera ces divers personnages dans le tableau qui suit.

**TABEAU GÉNÉALOGIQUE**  
**DES DESCENDANTS DE LOUIS II, DUC D'ANJOU**  
**En 1504.**





ce qu'a envisagé M. Léon Germain. Quant à nous, c'est ailleurs qu'il nous faut porter notre attention, pour ne pas sortir du cadre de la présente étude.

L'extinction de la branche cadette de la maison d'Anjou allait permettre à René II, non seulement d'accroître notablement le lot qui lui était échu en 1496, à Mayenne et à La Ferté-Bernard, mais encore de revendiquer, du moins pour la plus grande part, cette baronnie de Sablé, à l'acquisition de laquelle il avait dû renoncer jusque-là, faute de pouvoir remplir la condition mise à cette fin par le Parlement de Paris.

Il existe, parmi les titres de la maison de Bourbon, conservés aux Archives nationales, une consultation rédigée, sans doute à la demande d'Anne de France, au sujet du partage des biens que Charlotte d'Armagnac avait possédés dans le Maine (1). Les auteurs de ce petit mémoire émettent l'avis que les deux tiers de ces biens devaient échoir à René II, avec « le principal manoir ou haberge- » ment par précipu ou avantage », l'autre tiers revenant à la représentation de la reine Marie : on reconnaît là une nouvelle application des dispositions de la coutume du Maine.

Le 25 novembre 1504, René II passa procuration à Louis de Stainville, sénéchal de Barrois, et à Louis Merlin, président des comptes du même duché, à l'effet de rendre hommage au roi pour Guise, Châtellerault, Le Nouvion-en-Thiérache, Sablé et Lunel (2). Cette formalité fut accomplie peu de jours après ; du moins, les actes qui la constatent,

(1) Pièces justificatives, n° 6. Ce document n'est pas daté, mais il est postérieur à la mort de Charlotte d'Armagnac, et mentionne comme vivante la duchesse de Berry, ce qui revient à dire qu'il a été rédigé entre le 13 septembre 1504 et le 4 février 1505. C'est donc à tort que l'analyse en a été placée dans l'inventaire des *Titres de la maison de Bourbon*, à la suite des pièces de 1485 et de 1488, sous les n° 6928 et 7048.

(2) L. Germain, p. 59-61.



en ce qui concerne Guise, Le Nouvion (1) et Châtellerault (2) — ce sont les seuls que nous ayons trouvés — sont datés du 6 décembre. Le surlendemain, Anne de France fit hommage, pour la part qui lui revenait dans les comté de Guise et seigneurie du Nouvion (3), vicomtés de Châtellerault (4) et Martigues (5), baronnies de Sablé (6), Mayenne et La Ferté-Bernard (7); et le 12 du même mois pareil hommage fut rendu par la sœur de cette princesse, Jeanne, duchesse de Berry (8). On possède aussi l'hommage, en date du 13 février 1505, de Catherine de Foix, reine de Navarre, pour partie de Guise, Sablé, Mayenne et La Ferté (9). Nous ignorons si les comtesses de Laval et de Rothelin firent également valoir leurs droits; d'ailleurs, la chose importe peu: l'héritage maternel de Charlotte d'Armagnac était à partager entre la représentation du roi René et celle de Marie d'Anjou; or, la part qui revenait à l'une de ces représentations ne pouvait être modifiée en raison du nombre plus ou moins grand des héritiers qui composaient l'autre (10).

Par lettres données à Paris le 18 janvier 1505, Louis XII fit don au fils aîné de René II, Antoine, qu'on appelait alors le duc de Calabre, des droits de rachat que René devait

(1) Arch. nat., P 15, cote 5514.

(2) Arch. nat., P 555/1, cote 500 bis.

(3) Arch. nat., P 15, cote 5515, et P 1372/2, cote 2121.

(4) Arch. nat., P 555/1, cote 501 et P 1359/1, cote 679.

(5) Arch. nat., P 1380/1, cote 3190.

(6) Arch. nat., P 1373/1, cote 2148.

(7) Arch. nat., P 1359/1, cote 688.

(8) Arch. nat., P 555/1, cote 501 bis et P 1359/1, cote 687.

(9) Arch. nat., P 348/4, cote 1411, 5<sup>e</sup> pièce.

(10) René II était l'unique représentant du roi René, car sa sœur Marguerite, duchesse d'Alençon, lui avait fait abandon de ses droits. Jean Baudry, dans la lettre que nous avons citée, interprète inexactement la coutume du Maine, quand il prétend que cette princesse aurait eu à partager avec mesdames de Bourbon et de Berry le tiers de l'héritage de Charlotte dans ce pays.



pour la succession de Charlotte. L'évaluation de ces droits fut faite le 25 mai suivant par le juge du Maine, Pierre de Courthardi (1).

On sait que René II avait obtenu, de par l'arrêt de 1496, les seize vingt-septièmes des baronnies de Mayenne et de La Ferté-Bernard. Par suite du décès de Charlotte d'Armagnac, cette part, augmentée des deux tiers du reste, était portée aux soixante-dix quatre-vingt-unièmes.

Il ne put entrer immédiatement en possession de Sablé. Cette baronnie était aux mains de la belle-sœur de Charlotte, Yolande de la Haye, veuve de Jean d'Armagnac. Yolande prétendait l'avoir reçue de son mari en dédommagement de la terre de Chemillé, qu'elle avait apportée en dot et dont elle avait consenti l'aliénation. René II se pourvut devant le Parlement de Paris et obtint prompt satisfaction. Un arrêt du 6 septembre 1505 (2) condamna Yolande et son second mari, Pierre, bâtard d'Armagnac, à déguerpir. Par lettres du 29 octobre suivant, René pourvut de l'office de capitaine de Sablé Claude de la Voyrie, écuyer, seigneur de la Vandelle (3).

Le 15 mars de la même année, Anne de France avait pris possession de la part qui lui revenait dans les baronnies de Mayenne et de La Ferté (4) ; cette part venait de s'accroître par suite du décès de la fille cadette de Louis XI, Jeanne,

(1) Pièces justificatives, n° 7.

(2) Pièces justificatives, n° 8.

(3) Arch. de Meurthe-et-Moselle, B 10, fol. 27. Ce personnage est appelé Claude de Varie dans les lettres-patentes, en date du 5 janvier 1509, par lesquelles Philippe de Gueldres, veuve de René II, confirma les officiers de Sablé (Arch. de Meurthe-et-Moselle, B 11, fol. 203 et v°). En dehors du capitaine, ces officiers étaient : Jean Fouault, bailli ; Eustache Nepveu, châtelain et enquêteur ; René Gaigeart, receveur ordinaire ; Colas Brouiller, portier du donjon ; Gervais Nepveu, forestier ; Jean Vincent, sergent de Narré (sic) ; Guillaume Le Masson, sergent de Précigné ; Mathurin Le Cormier, sergent de Brûlon ; Nicolas Nepveu, visiteur de marée.

(4) Arch. nat., P 1359/1, cote 679.



duchesse de Berry (1), qui était morte au couvent des Annonciades de Bourges, le 5 février. Anne intervint comme demanderesse au procès intenté par René II à Yolande de la Haye.

René II mourut le 10 décembre 1508. Par son testament, fait à Louppy-le-Château, le 25 mai 1506, il légua à son second fils Claude les seigneuries qu'il possédait « tant » en France que en Normandie, Picardie, Flandres, Hainnault et ailleurs » : ce dernier mot sous-entendait entre autres, les baronnies du Maine ; celle de Sablé fut comprise dans le douaire assigné à la duchesse Philippe de Gueldres.

Le duc Antoine, fils aîné et successeur de René II, transporta à son frère cadet le bénéfice des lettres de Louis XII relatives aux droits de rachat des seigneuries qu'avait possédées Charlotte d'Armagnac. Il est curieux d'observer que dans l'acte donné à Nancy le 25 février 1513 (2), qui constate ce fait, Claude est intitulé comte de Guise, et il est permis de voir là un commencement d'exécution des dispositions testamentaires de René II.

Nous ignorons, avons-nous dit, si les comtesses de Laval et de Rothelin firent valoir leurs droits sur la succession de Charlotte d'Armagnac. On a vu que du moins la reine de Navarre, Catherine de Foix, avait affirmé les siens en faisant hommage au roi ; mais il ne paraît pas qu'elle soit allée plus loin, ni que René II, et après lui son fils Claude, aient eu, dans les baronnies du Maine, d'autre copartageant qu'Anne de France. L'indivision cessa en 1518. La femme de Claude, Antoinette de Bourbon, fille de François, comte de Vendôme, et de Marie de Luxembourg, avait apporté en dot une rente de 1093 livres 15 sols précédemment assignée à sa mère par le duc et la duchesse de Bourbon, gendre et fille d'Anne de France. Par transaction en date du 13 juin

(1) Arch. nat., P 1359/1, cote 689.

(2) Pièces justificatives, n° 9.



1518, Claude de Lorraine et Philippe de Gueldres — celle-ci agissant vraisemblablement comme dame douairière de Sablé — firent à Anne l'abandon de cette rente et reçurent en retour la part qu'avait cette princesse dans les baronnies de Mayenne, La Ferté-Bernard et Sablé (1).

Un partage, conclu le 27 octobre 1530 entre le duc Antoine et son frère Claude, mit aux mains de ce dernier, de façon définitive, la dotation que leur père avait, par son testament, entendu lui constituer (2). C'est en faveur de Claude que le roi François I<sup>er</sup>, par lettres données au mois de septembre 1544, unit les baronnies de Mayenne, de Sablé et de La Ferté-Bernard, et les érigea en marquisat ; et ce marquisat devint, près de quarante ans plus tard, le duché de Mayenne, que rendit célèbre son premier titulaire, Charles de Lorraine, arrière-petit-fils de René II.

PAUL MARICHAL.

(A suivre).

(1) « Lettres soubz le seel de Victry, du xiiij<sup>e</sup> de jung mil v<sup>e</sup> xviiij, » portant eschange entre dame Anne de France, duchesse de Bourbonnoys et d'Aulvergne par son procureur spécialement fondé et » dame Phelippe de Gueldres, duchesse de Lorraine, pour elle et » monseigneur de Guyse, son filz, par lequel eschange demeure audit » seigneur de Guyse les terres de La Ferté Bernard, Mayne la Juhée et » Sabley, et a ladicte dame Anne de Bourbonnoys mil iiij<sup>xx</sup> treize livres » quinze solz de rente audit sieur de Guyse appartenant, pour partye » de son traicté de mariage, reacheptable de trente cinq mil livres, et » les arrerages de iij ans, ladicte rente paravant assignée a dame » Marie de Luxembourg, par Charles et Suzanne de Bourbon. Avec la » ratification de ladicte dame Anne de France soubz scs scing et seel, » du dernier jung mil v<sup>e</sup> xviiij, attachées ensemble et cottées v<sup>e</sup> iii<sup>xx</sup> xix. » (*Inventaire des titres de Joinville*. Arch. nat., KK 906, fol. 275.)

(2) Un vidimus de cet acte est conservé aux Archives nationales (J 932, n<sup>o</sup> 17).



---

# JACQUES PELETIER DU MANS

## LICENCIÉ EN MÉDECINE

(1517-1582)

---

### I

« Je croirois ternir l'esclat de ton nom et diminuer ton prix, o docte Peletier, si je ne t'appellois l'ornement et la gloire du pays du Mayne. Ton Esprit fut tellement propre aux Sciences que ne se pouvant arrester à une seule, il se donna la liberté de les embrasser toutes et d'en faire profession. Cette mesme liberté d'Esprit s'étendit jusques aux actions de ta vie puisque tu ne pus jamais te résoudre d'avoir une demeure arrestée en aucun lieu. Ce qui n'empeschoit pas pourtant que tu ne méditasses et que tu ne misses au jour des ouvrages qui sembloient ne pouvoir partir que d'un Esprit tranquile et confiné dans l'ombre d'une Estude. Ouvrages qui t'acquirent après tout beaucoup plus de réputation que de bonné fortune. » (1)

Ainsi parle Scévola de Sainte-Marthe, en ses *Éloges des hommes illustres*, qu'a traduits G. Colletet. Mais il était

(1) *Éloges des hommes illustres qui depuis un siècle ont fleury en France dans la profession des Lettres*, composez en latin par Scevole de Sainte-Marthe et mis en François par G. Colletet, Paris, 1644, in-4°, p. 299-301.



panégyriste succinct, et peu précis. Si l'on ne peut adresser ce reproche à Nicéron (1) et à Moréri, il faut convenir pourtant que notre auteur ne leur dut pas grand lustre ; il n'était guère connu que des fureteurs de dictionnaires, des lecteurs de du Verdier et de La Croix du Maine (2), de Baillet (3), de La Monnoye et de l'abbé Goujet (4), lorsqu'en 1847 M. de Clinchamp vint le rappeler aux littérateurs dans une étude aussi remplie de bonnes intentions que d'inexactitudes (5). Son héros bénéficia de celles-là, les biographes pâtirent de celles-ci. M. Hauréau, par la suite, y mit plus de soin (6). Mais il a fallu la thèse de M. H. Chamard (7), les consciencieuses recherches de MM. Léon Séché et Laumonier (8) pour tirer enfin notre Peletier de la demi-obscurité où l'avaient laissé les anthologies classiques et les manuels d'histoire littéraire (9). Et voici que M. l'abbé Jugé vient à son tour dans un gros travail, estimer son bagage poétique, peser

(1) Nicéron, *Mémoires pour servir à l'histoire des hommes illustres dans la Rép. des lettres*, t. XXI, Paris, 1733, in-12, p. 366-376.

(2) *Les Bibliothèques françoises de La Croix du Maine et de du Verdier*, éd. Rigoley de Juvigny, Paris, t. I, 1772, p. 426 et seq. ; t. IV, 1773, p. 299 et seq. in-4°.

(3) *Jugemens des sçavans sur les principaux ouvrages des Auteurs*, par Ad. Baillet, rev. par La Monnoye, Paris, 1722, in-4°, t. II, p. 649 ; t. III, p. 291.

(4) *Bibliothèque françoise ou Histoire de la littérature françoise*, par l'abbé Goujet, Paris, 1742, in-12, t. V et VI, *passim*.

(5) *Notices biographiques et littéraires, Jacques Peletier*, par M. de Clinchamp. *Bulletin du Bibliophile*, de J. Techener, n° 7, juillet 1847, p. 283-308. Octobre 1847, p. 439-468.

(6) Hauréau, *Histoire littéraire du Maine*, Paris, 1876, t. IX.

(7) H. Chamard, *De Jacobi Peletarii Cenomanensis (Jacques Peletier du Mans) arte poetica (1555)*. Thèse de la Fac. des Lettres de Paris, Lille, Le Bigot, 1900, viii-96 p. in-8°.

(8) *Œuvres poétiques de Jacques Peletier du Mans*, publiées d'après l'édition originale de 1547, par Léon Séché, avec une notice biographique, un commentaire et des notes par P. Laumonier, Paris, *Revue de la Renaissance*, 1904, xxxii-192 p. in-4°.

(9) Y compris l'*Histoire de la littérature française* de G. Lanson, (Paris, 1908, in-16) qui ne le mentionne qu'incidemment.



son influence au Parnasse et faire reverdir les lauriers poudreux et desséchés dont Scévola de Sainte-Marthe avait jadis couronné Jacques Peletier (1).

« Le sabmedy xxv<sup>e</sup> jour de juillet lan mil cinq cens dix sept, environ quatre heures du matin, quil estoyt celluy jour feste de mon<sup>s</sup> s<sup>t</sup> Jacques et Saint Cristofle, et la translation saint Julian, fut né Jacques Lepeletier (2). Parrains M<sup>e</sup> Jehan Lepeletier, licentié es loix, frère dud. M<sup>e</sup> Pierre, et Jehan de la Barre du Lude, filz de M<sup>e</sup> Adam de la Barre, bailly dud. lieu du Lude; marraine Magdelaine Flotté, veusve de feu Jehan Le Roy. » (3).

C'est en ces termes que M<sup>e</sup> Pierre Le Peletier, sieur de Launay, consignait sur un vieux registre, où il nota consciencieusement la venue de ses quinze enfants, la naissance du plus illustre de ses rejetons. La famille était originaire de Saint-Denis d'Anjou. Maître Pierre, époux de Jeanne Le Roy (4), avait été syndic de la ville du Mans en 1508. Il remplit les charges d'avocat en la sénéchaussée du Maine et de bailli de la juridiction épiscopale de Touvoie. Il fut, nous dit Jacques Peletier, « un des premiers avocats de notre ville, laquelle en fut toujours fort bien pourvue », un homme docte et versé dans la physique, à une époque où les sciences étaient peu répandues, et « il s'en faudrait de beaucoup que les mathématiques eussent alors pénétré jusque chez nous, si ce n'est, je me rappelle, dans les

(1) *Jacques Peletier du Mans (1517-1582), essai sur sa vie, son œuvre, son influence*. Thèse de la Faculté des Lettres de Caen, par l'abbé C. Jugé, Paris, Le Mans, 1907, xvi-450 p. in-8°.

(2) On voit que dans la famille le nom s'écrivait *Lepeletier*. L'orthographe *Peletier* a prévalu, du gré même de notre auteur, comme en témoignent ses ouvrages.

(3) *Les livres de famille dans le Maine. Pierre et Victor Le Peletier, avocats en la sénéchaussée du Maine 1499-1556*, par l'abbé Esnault, *Revue historique et archéologique du Maine*, 1890, t. XXVIII, second semestre, p. 14-15.

(4) Jeanne Le Roy d'après la généalogie manuscrite donnée par Jugé, p. 421. Le Royer, d'après l'abbé Esnault, *loc. cit.*



rangs des médecins manceaux, en la personne de Jean de l'Épine, astrologue, presque aussi savant que mon père. » (1)

Ainsi les propos de maître Jean de l'Épine, qui fut homme de goût et fit élever la maison d'Adam et Ève, au Mans, en la Grand'Rue, éveillaient chez Jacques Peletier des curiosités d'enfant précoce, et son intelligence s'aviva sans peine au foyer familial. Deux de ses aînés brillèrent dans la capitale : l'un, Jean, docteur en théologie (1539) et plus tard doyen de la Faculté de théologie, fut élève, professeur et grand maître du Collège de Navarre (1555), représentant de l'Université de Paris au Concile de Trente (1558), délégué au Colloque de Poissy (1561), député aux États de Blois (1576) et curé de Saint-Jacques-la-Boucherie. L'autre, Julien, devint avocat au Parlement.

Leur cadet Jacques alla d'assez bonne heure à Paris, sans doute sous la surveillance de son frère Jean, user ses chausses aux bancs tachés d'encre du Collège de Navarre ; car il figure en 1537 parmi les *artistæ* de cette maison (2).

Jacques Peletier avait vingt ans. On dit que son compatriote Nicolas Denisot, fréquentant alors au Louvre chez la reine de Navarre, l'introduisit dans le cénacle où la Marguerite des marguerites trônait au milieu de sa cour littéraire. Mais ces assertions ne paraissent pas très sûres (3). Notre

(1) *De constit. horoscopi*, p. 69.

(2) Voy. *Regii Navarræ gymnasii parisiensis Historia* de J. de Launay, t. I, p. 408. — Jean Peletier, d'autre part, figure en 1536 parmi les élèves en théologie, en 1539, parmi les *designati in theologiâ magistri*, en 1541 parmi les professeurs de théologie. (*Ibid.*, p. 407, 409, 271.)

(3) Elles sont reproduites pourtant par M. de Clinchamp, dom Piolin et M. Laumonier. Par contre, d'après M. Chenevière, c'est à Lyon que Peletier aurait noué connaissance avec des Périers, qui fut présenté à Marguerite à son passage en cette ville en 1536, et devint son valet de chambre. Or, il n'est pas prouvé que Peletier soit allé à Lyon avant 1553. D'autre part Denisot n'ayant quitté le Maine pour la Cour qu'en 1545, selon M. Jugé, ne pouvait en 1539 y servir de mentor à Peletier. Ajoutons qu'un élève de ce Collège de Navarre, d'où venaient de partir



Manceau était bien jeune pour mériter cet excès d'honneur. Il est probable qu'il passa ces années-là sur les bancs de Navarre, ou chez un procureur : car il se plaint d'avoir perdu cinq années de sa jeunesse, aux études juridiques, sur les avis de son frère l'avocat Victor qui cultivait au Mans, avec plus de succès, la littérature processive. A quelle date, nous l'ignorons ; toujours est-il qu'il ne put mordre à la chicane, et c'est seulement à son séjour à Touvoie qu'il faut rapporter, avec M. Jugé, la première donnée chronologique certaine que nous possédions sur les débuts de sa carrière.

Dès 1539 peut-être et sûrement en 1540, Peletier était au service de René de Langey du Bellay, évêque du Mans, en qualité de secrétaire ; et la place avait quelques charmes. Ce prélat bien apparenté, d'humeur libérale, et grand amateur de livres, se tenait « sus son évêché, studieux des choses de la nature et singulièrement de l'agriculture, des herbes et du jardinage » (1). Il consacrait tous ses soins à embellir sa résidence d'été, le château de Touvoie, de plantes exotiques acclimatées à grands frais, « et fut le premier, au rapport de dom Bondonnet, qui fit voir que les ébéniers, les pistachiers et la nicotiane pouvoient se nourrir à l'air de cette province » (2). Maître François Rabelais, attaché au cardinal Jean du Bellay, puis à son aîné Guillaume, lui expédiait d'Italie les semences rares dont il

les invectives et les farces les plus grossières à l'adresse de Marguerite n'eut pas trouvé chez elle, si près du scandale qui coûta la liberté à leur furieux instigateur Beza, un accueil bien favorable. — Cf. Chenevière, *Bonaventure des Périers, sa vie, ses poésies*, Paris, 1886, in-8°. — Abbé Cl. Jugé, *Nicolas Denisot du Mans (1515-1559). Essai sur sa vie et ses œuvres*, thèse de la Faculté des Lettres de Caen, Le Mans et Paris, 1907, VIII-164 p., in-8°.

(1) *Contes et joyeux devis*. Éd. P.-L. Jacob et Nodier, XXIX.

(2) *Les vies des Evêques du Mans*, par D. Jean Bondonnet, Paris, 1651, p. 606.



enrichissait ses pépinières ; et ces massifs faisaient l'admiration du jeune Pierre Belon son protégé (1).

Le successeur du bienheureux Julien manifestait dans ses haras des goûts non moins magnifiques ; il se plaisait à élever dans ses écuries des poulains de belle race, et des mules, moins fringantes et d'allure plus sèante à un homme d'église ; car je ne cite que pour mémoire cet âne, ce fameux âne ombrageux, qui prenait peur quand les bonnes gens tiraient leur chapeau à leur évêque, et dont les démêlés avec le chapelain Saint-Chelaut, brave homme, et bien mauvais écuyer, mettaient en joie toute la maison épiscopale (2). Et Peletier coulait des jours heureux, en compagnie des visiteurs de marque qui se succédaient au château, et des poètes anciens dont il faisait ses délices, aimant les bonnes lettres.

Mais bientôt un deuil atteignait le prélat. Son frère Guillaume, l'un des plus actifs diplomates et des meilleurs capitaines de François I<sup>er</sup>, épuisé par ses dernières campagnes au-delà des Alpes, mourut en rentrant en France, le 9 janvier 1543. Le cardinal du Bellay fit transporter son corps au Mans, et ce furent de solennelles obsèques (3).

(1) Peut-être Belon, qui put passer quelques mois de sa jeunesse auprès de René des Prés, de Foulletourte, apothicaire d'un autre Mécène horticulteur, Guillaume du Prat, évêque de Clermont, envoyait-il des jardins de Beauregard, des graines précieuses à l'évêque du Mans.

En tout cas c'est à cela que se réduirait la collaboration de Belon aux magnificences de Touvoie. M. Henri Chardon a fait justice des légendes qui attribuent à Belon et aux du Bellay l'introduction et la culture du tabac en France, à Touvoie, ou qui représentent Belon comme le créateur du premier jardin d'acclimatation dans le domaine de René du Bellay. Ce dernier enrichissait ses parcs alors que Belon était encore adolescent, et il était mort depuis longtemps lorsque Belon, revenu de ses voyages, put se livrer personnellement à de semblables essais. (H. C[hardon], *Pierre Belon, les du Bellay et les jardins de Touvoie*, *Union de la Sarthe*, 15 et 16 octobre 1887.

(2) *Contes et joyeux devis*, XXIX.

(3) L. Froger, *Obsèques de Guillaume et de Martin Langey du Bellay*, in *La Province du Maine*, t. IX, Laval, 1901, p. 209-216.



Le 5 mars 1543, les hérauts d'armes, les enfants des écoles, les religieux des six monastères allèrent processionnellement chercher le cercueil à l'abbaye Saint-Vincent, pour l'amener à la cathédrale où M. l'évêque de Léon officia, cependant que M. des Aubiers, théologal, prononçait l'oraison funèbre. Messire Louis de Ronsard, seigneur de la Possonnière, tint un pan du drap mortuaire. Il avait amené là son fils, Pierre de Ronsard, lequel, n'ayant pas encore vingt ans, aspirait à la cléricature : le lendemain même, 6 mars, l'évêque du Mans conférait la tonsure au futur poète. Il est permis de penser que Joachim du Bellay, tout jeune aussi, se rendit également aux obsèques de son parent. Ainsi le destin réunissait pour un moment du Bellay, Ronsard et Peletier, leur aîné : deux des futures étoiles de la Pléiade, et leur initiateur (1). Et l'on peut penser que leurs entretiens ne furent point stériles : du Bellay a écrit la *Deffence* ; mais Peletier allait en donner comme la préface, en tête de sa traduction d'Horace (2). Bientôt, ils se rejoignirent dans la grand'ville.

En effet, vers la fin de l'année 1543, Peletier quittait Touvoie. René du Bellay partageant avec l'évêque d'Angers la juridiction sur le Collège de Bayeux à Paris, déposait à son intention le principal en charge, Stéphane Allard, et donnait la place à notre Manceau. Comme pour justifier ce choix, Peletier publiait en 1544, chez l'imprimeur Michel Vascosan, *L'Art poétique d'Horace, traduit en vers françois*.

(1) Cf. Jugé, *loc. cit.* — Léon Séché, (*La vie de Joachim du Bellay*, in *Revue de la Renaissance*, nouvelle série, t. I, février 1901, p. 80-82), assigne à la rencontre de du Bellay et de Peletier la date plus tardive de 1546.

(2) Comme le font remarquer MM. Roy et F. Brunot, cette levée de boucliers pour la « Deffence » de la langue française était peut-être à cette époque moins révolutionnaire qu'on ne le dit communément. Du Bellay ne lança que « des idées déjà exprimées et presque reçues », mais avec plus d'éloquence et d'éclat qu'on ne l'avait fait précédemment. (Cf. Brunot, *Histoire de la langue française*, chapitre IX.)



Les Muses conquéraient vite, en ce temps-là, les faveurs des puissants : Nicolas Denisot apportait à la Cour ses crayons et son luth, et, s'il faut en croire la légende, ses harmonieux accords lui valurent, auprès d'une noble dame, quelques bonnes fortunes qui n'allèrent pas sans inconvénients. Peletier, plus sérieux, trouvait dans le cardinal du Bellay un « révérendissime » protecteur qu'il encensait congrûment :

Si je suis plus petit que Virgile  
Aussi es-tu plus grand que Mécénas.

Mais ses hommages montaient plus haut encore, volaient jusqu'aux deux Marguerites, Marguerite de France, la fille du roi François, et la reine de Navarre ; pour celle-ci surtout, sa Muse ingénieuse se plait à composer des louanges délicates, et tresse les vers comme une guirlande en l'honneur de « Ma dame Marguerite ».

S'il s'en trouvoit une qui eust la grace  
Telle que vous, tel esprit, tel savoir,  
Et ne fust-elle encor' de telle race,  
On la diroit grand Princesse à la voir :  
Quel jugement de nous doit-on avoir ?  
S'il y avoit ça bas Deesse aucune  
Vous a bon droit en eussiez esté l'une :  
Mais puisqu'en terre il ny en a de telle,  
En terre aurez l'honneur par sus chacune,  
En attendant d'estre au Ciel immortelle.

Notre poète aimait à s'attarder auprès de la sœur du Roi, dans le cercle de beaux esprits qu'elle savait grouper autour d'elle, aux étapes de sa vie errante. Peut-être aida-t-il son secrétaire, Antoine du Moulin, à publier le *Recueil des œuvres de feu Bonaventure des Périers* (1). Il fit connaissance

(1) Ce sont les œuvres poétiques de des Périers ; elles parurent à Lyon chez J. de Tournes en 1544. Cette collaboration de Peletier est affirmée par M. Chenevière (*loc. cit.*, p. 46.)



avec Saint-Gelais et Lancelot Carles, avec Baïf et Dorat, avec Théodore de Bèze dont les rimes et la vie s'inspiraient, en ce temps-là, de Catulle et d'Ovide, beaucoup plus que des psaumes de David. Il renouait avec Ronsard et Joachim du Bellay, et du lustre de ses vers et de ces amitiés, devenait presque une célébrité dans le monde du Parnasse : une célébrité mancelle.

Cesse, Le Mans, cesse de prendre gloire  
En tes Grebans, ces deux divins espritz :  
Trop plus sera durable la mémoire  
De ton renom, si tu donnes le prix  
A Peletier, sus tous le mieux appris  
A translater, et qui d'invention  
N'a pas acquis moindre perfection.  
Mais si douteuse en est la vérité  
Au temps présent laissons l'affection,  
Je m'en rapporte à la postérité (1).

Ainsi parlait Joachim du Bellay. Mais plus soucieux de l'applaudissement du présent, Peletier cherchait des triomphes oratoires ; quelques semaines avant la mort de François I<sup>er</sup> (31 mars 1547) il avait l'honneur de monter, quoique laïque, dans la chaire de Notre-Dame et prononçait, devant une brillante assemblée de gens d'église, de robe et d'épée, l'éloge funèbre du roi Henri VIII (2) ; éloge ampoulé, et dont les louanges sonnent bien faux quand on songe au triste époux de Catherine d'Aragon et au bourreau d'Anne de Boleyn.

(1) J. Dubellay à la ville du Mans, in *Œuvres poétiques* de Peletier, édition Séché et Laumonier, p. 138.

(2) M. l'abbé Jugé a publié dans les *Annales fléchoises*, t. VIII, mai-juin 1907, p. 145-150, l'*Oraison funèbre du Roy Henry VIII* par Le Peletier, tirée du ms. latin de la Bibl. nat., n° 4813, f° 43-45. M. Laurain a rectifié quelques lectures fautives de M. Jugé dans le tome VIII, septembre-octobre 1907 des *Annales fléchoises*. (L'*Oraison funèbre d'Henry VIII par Peletier*, par E. Laurain, p. 341-343.)



Au mois de septembre, il trouvait un meilleur titre de gloire dans ses *Œuvres poétiques*, sorties des presses de Vascosan, et dédiées « à très illustre princesse Madame Marguerite seur unique du Roy » (1). Il les adorna d'une longue préface « au tres chrestien roy François premier de ce nom » et de « congratulations » à son successeur Henri II. Les deux premiers livres de l'Odyssée, le premier des Géorgiques, des sonnets de Pétrarque et des odes d'Horace, translatés en vers français, montrent suffisamment la culture littéraire de Peletier. Mais il y a autre chose dans ce recueil que des velléités de traducteur et des exercices d'humaniste ; au milieu du fatras mythologique, on découvre çà et là quelques vers de fraîche allure. Virgile, Homère, ne sont plus des modèles, mais des guides : et la poésie pastorale jaillit cette fois, spontanément. Peletier a trouvé la veine que vont exploiter avec tant de bonheur Ronsard et du Bellay. Le « Seigneur P. de Ronsard » entendra l'appel de Peletier « l'invitant aux champs » :

Allons cueillir la guigne  
Allons voir les champs vers,  
Les arbres tous couvers  
Et la fleur en la vigne.

Parfois aussi, l'inspiration s'attarde à d'ingénieuses galanteries, et comme n'y a salaire sans peine, fait un « dizain pour un baiser. »

Je l'ay promis, il faut que je le tiene  
Et n'ay point peur que matière ne faille :

(1) Nous devons à MM. Séché et Laumonier la réédition de ces œuvres. Signalons aussi une réédition partielle : *Les XXIII livres de l'Iliade traduits du Grec en vers François.....* [par Hugues Salel et Amadis Jamyn] avec le premier et second de l'Odyssée d'Homère, par Jacques Peletier du Mans. Plus une table bien ample sur l'Iliade d'Homère. Paris, Lucas Breyer, 1580, 2 parties en un vol. petit in-12.



De me payer cependant vous souviene  
Car en baillant je veux que lon me baille  
Je payeray tout contant, ne vous chaille :  
Ne pensez point que soye mensonger :  
Mais laissez moy encor' un peu songer,  
Et vous verrez que mon cas ira bien,  
Si je le puis d'un seul vers allonger.  
Ça baisez moy, il ne s'en faut plus rien.

Çà et là, une note plus sérieuse rappelle, au milieu de ces badinages, les théories personnelles du poète et ses prétentions de réformateur : « A un poète qui n'escrivoit qu'en Latin » il envoie ce long plaidoyer en faveur de la langue française, paraphrase rimée des préceptes ébauchés déjà dans son *Horace* et que répètera plus tard son *Art poétique* (1).

J'escrî en langue maternelle  
Et tasche à la mettre en valeur,  
Affin de la rendre éternelle,  
Comme les vieux ont fait la leur :  
Et soustien que c'est grand malheur  
Que son propre bien mespriser  
Pour l'autrui tant favoriser  
Si les Grecz sont si fort fameux  
Si les Latins sont aussi telz,  
Pourquoy ne faisons nous comme eux  
Pour estre comme eux immortelz ?

Mais laissons les *Œuvres poétiques* : Peletier se débattait alors dans des besognes plus ingrates et des ennuis plus prosaïques : la Pédagogie, au Collège de Bayeux, ne lui apportait que rebuts ; de plus, le principal évincé, Stéphane Allard, en appelait au Parlement ; François I<sup>er</sup>, dès 1544,

(1) *L'Art poétique* de 1555 contient un chapitre sur l'art « d'écrire an sa langue ». — « Les Grèz, dit-il, n'ont pas écrit an Egipcien ; les Latins n'ont pas écrit an Arabe. »



avait bien mandé aux magistrats de passer outre ; mais le roi, se mourait ; avec lui déclinait la puissance des du Bellay. Pressentant les difficultés, fuyant les tracas, Peletier devançait les événements et démissionnait dès le 18 mars 1547. Il avait choisi lui-même son successeur en la personne de Jean Huguet, et le laissait aux prises avec Allard, sur le cas duquel Messieurs du Parlement ne statuèrent que le 12 juin 1551.

En ce temps-là, Peletier était loin : après une courte retraite chez l'imprimeur Vascosan, où il voisinait avec l'humaniste Jean Martin, il quittait Paris (1548), et gagnait Bordeaux, en compagnie de Jean Gelida. Il y sollicitait sans succès au Collège de Guyenne une chaire de belles-lettres et de mathématiques que le principal Gelida, compagnon peu fidèle, fit donner à Élie Vinet. Notre postulant tombait d'ailleurs en Aquitaine à une époque peu propice : la rébellion de juillet 1548 contre la gabelle, la sanglante répression de Montmorency terrorisèrent successivement la ville. Peletier se rendit à Poitiers. Le 12 février 1549 (n. st.) les frères de Marnef, libraires en cette ville, à l'enseigne du Pélican, éditaient son *Aritmétique*, dédiée à Théodore de Bèze, prieur de Villeserve et de Longjumeau (1) et lui conquéraient du même coup, les louanges de René de Sainte-Marthe :

Je n'entens pas qui te fait tant louer  
Les seurs effetz de ta Matématique :  
Mais ie ferai à maint homme auouer  
Que point n'en est certaine la pratique :  
Et si n'est point ma raison fantastique,  
Car qu'ainsi soit, comment nous pourrois-tu  
Apprendre au vrai, par ton Aritmétique  
A calculer les poinz de ta vertu ?

(1) Le nom de Théodore de Bèze est supprimé de l'édition de Lyon, 1570 (Jean de Tournes) et de l'édition s. l. 1622 (Jean de Tournes).



Peletier avait écrit son ouvrage en français : nouveauté, sans doute, mais non point hardiesse unique et défi isolé aux partisans de la langue scolastique : on connaissait déjà l'*Arismétique* d'Estienne de la Roche et la *Géométrie* de Charles de Bovelles ; et l'on vit, peu après, éclore les arithmétiques de Boissière et de Cathalan. Celle de Peletier eut pour sa part quelque succès, dont l'auteur ne s'étonna point, ayant déclaré dans sa préface qu'il comptait particulièrement sur ce livre pour le recommander à la faveur de ses contemporains et « au iugement de la Postérité » (1).

Il comptait aussi sur ses projets de réforme orthographique, et profitait de la dernière page du quart livre de son Arithmétique pour déclarer la guerre à la lettre *h* (il écrit

(1) « Elle contient, dit M. Marquet, les connaissances qu'on possédait alors sur la matière. La règle de fausse position y est traitée avec beaucoup de détails. Cet ouvrage un peu modifié constituerait encore de nos jours un assez bon traité d'arithmétique pratique. » (Marquet), *L'Algèbre au XVI<sup>e</sup> siècle et Jacques Peletier du Mans*, *Bulletin de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe*, t. XXII (2<sup>e</sup> série, t. XIV), 1873-74, p. 201-210). — Cet ouvrage a eu plusieurs éditions ultérieures :

*L'Arithmétique de Jacques Peletier du Mans, departie en quatre Liures A Théodore Debesze. | Reueüe et corrigée.* — Poitiers, Jan de Marnes, 1552, petit in-4<sup>o</sup>, 3-106 — 2 ff<sup>os</sup> in-4<sup>o</sup>. (Bibl. du Mans, Sciences et Arts, 3038.)

On la retrouve dans :

*Les | œuvres de | Jaques Peletier | du Mans | a scavoir | IV Liures d'Arithmétique | Les demonstrations sur les VI premiers liures | des Elements d'Euclide | II Liures d'Algebre |* s. l. Impr. de Jean de Tournes, 1628. — Sous ce titre sont compris avec titres et dates en discordance.

*L'Arithméti | que de Jaques | Peletier du | Mans | departie en quatre liures | Dernière édition reueüe et augmentée,* s. l. par Jean de Tournes, 1622, 297-vii p.

*Les six premiers liures des | Elements | geometriques | d'Euclide | Avec les demonstrations | de Jaques Peletier | du Mans |* S. l. Impr. de Jean de Tournes, 1628, iv-398 p.

*L'Algebre | de Jaques | Peletier | Departie en deux liures.* S. l. par Jean de Tournes, 1620. vi-226-4 p.

(Bibl. munic. du Mans, Sciences et Arts, 3047.)



*Aritmétique, Matématique*) et à l'y grec; l'opposition de l'imprimeur l'avait arrêté, pour le présent, dans la voie de plus amples réformes. Mais il en promettait bien d'autres « *dedens peu de jours, si Dieu plaist, en un dialogue* », et sa profession de foi ne tarda pas à paraître, sous le titre de *Dialogue de l'ortografe é prononciacion françoese*, précédée d'une *Apologie à Louis Meigret Lionnoes*.

L'orthographe classique était donc menacée et non seulement par lui. Toute une bande révolutionnaire, imbue de l'écriture phonétique, vint s'attaquer, en ce temps-là, à la langue graphique, tailla, trancha, retrancha sur les mots, dont plusieurs manquèrent périr de consommation. On vit se distinguer, en cette rage d'amputations, maint suppôt de la Faculté : ce fut avant Jacques Peletier, Jacques Sylvius en son *Isagoge* : plus tard, Laurent Joubert, en son *Traicté des causes du ris* ; et aussi Gaspard du Tronchay, mayennais et médecin, lequel commit une grammaire française et un nouveau système d'orthographe qui restèrent par malheur au fond de son portefeuille. Mais bien plus radicaux Ramus, Baïf et surtout, Louis Meigret, le plus clair, le plus logique des réformateurs et leur précurseur et chef de file. C'est à bon droit que Peletier, publiant son *Dialogue de l'ortografe é prononciacion françoese*, lui adressa ses observations : inutile d'ajouter qu'en cette *Apologie à Louis Maigret Lionnoes* il ne s'abstint pas de critiquer le système de son émule.

Non qu'ils fussent en désaccord sur le fond : le docte Estienne Pasquier partisan du vieux style, les englobait tous deux dans une commune réprobation (1). Mais, dans l'application pratique les défaillances du système du

(1) Voy. la lettre de Pasquier à M. de Tournebu (1552) et celle qu'il écrivit plus tard à Ramus (s. d.) sur cette question. (*Les Lettres d'Estienne Pasquier*, [Paris] [1586] in-4°, p. 8 et 63.)



Lyonnais prêtaient souvent à de justes critiques, et comme le dit M. Brunot, Peletier « censeur bienveillant, trouve presque autant à reprendre soit dans les détails, soit dans les principes, qu'un ennemi y eut trouvé. D'abord il conteste sur bien des points que la prononciation figurée par Meigret soit la bonne, et on voit la portée de la critique tombant sur un système dont l'observation rigoureuse de la prononciation était la seule base. C'est une condamnation..... » L'expression littéraire qu'il donne à certains sons, à certaines syllabes prête encore à contestation ; il y a en prononciation, des sons que nos lettres ne sauraient exprimer : il en faudrait forger de nouvelles, et les faire adopter serait chose plus ardue.

Si Peletier connut ainsi que la critique est aisée, il éprouva pour son compte que l'art est difficile : ses propres innovations orthographiques étaient timides, ses réformes partielles — encore plus que celles de Meigret — les propos de son *Dialogue* sans conclusion. Et Meigret eut la part belle pour répliquer, et dans des objections moins courtoises que celles que notre Manceau mettait, en son livre, sur les lèvres de de Bèze (1).

(1) On lira avec intérêt sur toute cette polémique, le chapitre I du Livre II du t. II de l'*Histoire de la langue française des origines à 1900*, par F. Brunot, Paris, 1906, in-8°. Sans pouvoir insister ici sur les caractères orthographiques des réformes de Peletier, les citations éparses dans cette étude pourront donner une idée de l'orthographe qu'il préconisait. — Il supprime beaucoup de lettres étymologiques, substitue *a* à *e* dans *ent*, *ei* à *ai* dans *ainsi*, *k* à *c* dans *keur*. Il marque les voyelles longues d'un accent aigu, les brèves d'un grave, met une cédille à l'*e* ouvert, une barre à l'*e* muet, écrit *oi oe*, *ll lh*, et cédille le *c* ; mais il maintient *j* et *g* pour le *j* ; *s*, *ss*, *ç* pour le même son, de même que *c*, *k*, *qu* ; *g* sert aussi pour *gu* ; *x* conjointement avec *cc* (*fiction*) ; *gn* sert pour *Espagne* et pour *ag-nus* ; *s* sert pour le son *s* et pour le son *z*. Autant d'inconséquences ! (F. Brunot.) — Cette querelle, dit C. R. de M[ontesson] (*Vocabulaire du Haut-Maine*, Le Mans et Paris, 1859, p. 15), « a pour nous l'avantage inappréciable de nous avoir transmis un monument du langage des beaux parleurs de cette époque. Pour démontrer que nos paysans sont restés fidèles à l'ancien



Il faut croire que les Poitevins ne goûtèrent ni notre auteur ni son orthographe ; il s'attarda dans leur cité jusqu'à la fin de 1552, à professer, sans doute, et peut-être y ébaucha ses études de médecine (1). Puis il remplit son coffre, boucla son ballot de livres, et repartit, exilé volontaire, errant, comme une planète désorbitée, de Poitiers à Bordeaux, de Bordeaux à Toulouse, de Toulouse à Béziers, où il rencontrait Forcadel, de Béziers à Montpellier où il rimait en l'honneur de Charlotte Deschans et de M<sup>e</sup> Gabriel Dupous ; échouant à Avignon, où il encensait damoiselle Louise d'Ansezune et finalement à Lyon. Pendant ce temps, à Paris, la Pléiade brillait sans lui dans tout l'éclat de son apogée.

Mais notre homme trouvait alors d'autres consolations dans les entretiens de Jérôme Cardan, lequel appelé en Écosse pour soigner l'archevêque Hamilton s'arrêta un moment à Lyon.

Peletier n'y séjourna guère plus longtemps. A la fin de 1553, il entra au service de Charles de Cossé seigneur de Brissac, chevalier de l'Ordre, maréchal de France, lieutenant général du roi en Piémont, et le suivait un moment dans ses campagnes au-delà des Alpes. Sans doute se trouva-t-il à la prise de Verceil, d'Ivrée et de Casale (1553-1554) (2). Il était, nous dit Colletet, médecin

usage, je n'ai pas besoin d'aller chercher mes preuves plus loin que dans les titres de deux de ces ouvrages. La diphtongue *oi* qui semble disgracieuse aujourd'hui prononcée *oè* par un Manceau sortait alors de la bouche du plus érudit avec la même consonnance. Meigret ne disait pas *Lyonnais* mais bien *Lionoès*, et s'il écrivait *grammère françoëze*, tandis que Pelletier inclinait pour *françoëse*, on voit que le son était identique dans les deux cas. »

(1) Un passage de la page 7 de la Préface du *De occulta parte numerorum* (Paris, 1560), de Peletier indique assez clairement que Peletier s'était adonné à la médecine, au moins avant 1557, et qu'il ne fit, en 1558, que reprendre le cours de ces études interrompues.

(2) Est-ce à cette époque, ou lors de son séjour en Savoie (1569-72) qu'il fit à Milan le séjour — certainement antérieur à 1572 — dont nous



ordinaire du maréchal ; fut-il aussi précepteur du jeune Timoléon de Cossé ? La plupart des biographes lui attribuent un ouvrage que personne n'a pu retrouver depuis du Verdier : *L'enseignement de vertu au petit seigneur Timoléon de Cossé*, qui aurait paru à Lyon en 1554.

Peletier dut rentrer à Lyon vers le milieu de 1554 ; car en juillet de cette année-là, Jean de Tournes donnait au public son *Algèbre*, en nouvelle orthographe, dédiée à son protecteur actuel Charles de Cossé (1).

La ville de Lyon brillait alors du plus vif éclat. Accueillante aux novateurs, elle leur offrait à l'abri des tracasseries Sorbonnesques, un abri contre la persécution. Opulente commerçante, au carrefour des routes d'Allemagne, de Suisse, d'Italie ; hôtellerie des érudits en marche vers la péninsule, des intellectuels de la Réforme en route pour les universités allemandes, des pèlerins du calvinisme en chemin vers Genève, Lyon voyait passer un jour Rabelais, Marot, Dolet, Sainte-Marthe, hier Symphorien Champier, aujourd'hui Maurice Scève et ses amis, demain Jacques

parle Tabourot ? (*Le quatriesme des bigarrures du seigneur des Accords*. Rouen, 1628, f° 46 r°.)

(1) *L'Algèbre de Jaques Peletier du Mans departie en deux Liures*. A Tresillustre Signeur Charles de Cosse, Marechal de France. Lyon, J. de Tournes, 1554, 229-9 p. in-8°. Ce fut un des premiers traités d'Algèbre publiés en France, sinon le premier, et Peletier est un des créateurs du langage algébrique. Si ses équations ne sont pas posées avec la brève clarté des nôtres, si l'on a, depuis, employé ou ajouté d'autres ou de nouveaux signes, si Viète a vulgarisé plus tard l'emploi des lettres alphabétiques, notre compatriote n'en est pas moins un des initiateurs de la méthode. Il formule nettement les règles de résolution des équations du second degré, déjà données par Lucas de Borgo, [et avant lui par Diophante, qui lui-même, les avait tirées d'Euclide (Marquet.)] et des équations bicarrées et trinômes. « Ce sont, dit Marquet, les formules qu'on emploie aujourd'hui, sans les solutions négatives qu'on n'acceptait pas à cette époque. » — Enfin Peletier a formulé le principe, que Viète étendra plus tard aux équations du troisième degré, et Harriot à des équations quelconques, que « les racines d'une équation du second degré sont les diviseurs du dernier terme ».



Aubert (1). Et ces hommes doctes s'arrêtaient à la devanture des imprimeurs célèbres, les Gryphius, les Roville, les de Tournes, à feuilleter les belles éditions que les humanistes disputaient aux riches amateurs et aux prélats bibliophiles.

Pour Jacques Peletier, il fréquentait assidûment le logis de Maître Jean de Tournes, imprimeur, humaniste comme tous les imprimeurs de la Renaissance, courtiers du génie, et dépositaires du formidable instrument qui venait de multiplier l'essor de la pensée. Il y avait à côté des ateliers où gémissaient les presses, une petite salle basse où arrivaient, chaque semaine, des lettres signées de noms célèbres, où se réunissaient, chaque soir, autour du maître du logis, ces gens doctes dont l'érudition ne prononce les noms qu'avec respect. Et l'on peut évoquer en parcourant le musée Plantin à Anvers, le décor, analogue sans doute, où maître Jacques Peletier venait de temps en temps donner des leçons de mathématiques au fils de la maison, Jean, alors âgé de 14 ans. Il lui exposait les démonstrations de Théon et de Champagne sur les six premiers livres d'Euclide, tout en discutant, avec de Tournes le père, de l'édition de son *Art poétique*, son œuvre capitale de 1555. Il le dédia à Zacharie Gaudart, conseiller du roi et receveur général de Lyon (2).

Les Muses, en ce temps-là, n'étaient pas toutes sur le Parnasse, et notre Manceau trouvait une hospitalité non moins charmante chez Louise Labbé, la belle cordière, qui réunissait alors en sa maison l'élite intellectuelle de la société lyonnaise : Maurice Scève, O. de Magny, Pontus de Tyard, Charles Fontaine, Ant. Fumée, y adressèrent à leur

(1) Voy. Paul Delaunay, *Vieux médecins sarthois*. Paris, 1906, in-8°, II, J. Aubert.

(2) *L'art poétique de Jacques Peletier du Mans Departi an deus Liures*. Lyon, Jean de Tournes et Guil. Gazeau, 1555. 116-2 p. in-8° suivi (à la page 94) d'*Opuscules* en vers.



aimable hôtesse force vers très galants ; Peletier, pour n'être point en reste, rima une *Ode à Louise Labe Lionnoese* :

Mon eur voulut qu'un jour Lion je visse  
Afin qu'a plein mon désir j'assouvisse  
Altere du renom.

J'é vu le lieu ou l'impétueus Rhône  
Dedans son sein prenant la calme Sône  
Lui fét perdre son nom.

J'é vu le siege ou le marchand étale  
Sa soee fine e perle orientale  
E laborieus or.

J'é vu l'ecrin dont les Roes qui conduiset  
Leur grand' armée a leur besoin epuiset  
Vn infini tresor.

. . . . .

J'é vu an fin Damoeseles e Dames  
Plesir des yeus et passion des ames  
Aus visages tant beaus.

Mes j'an é vu sus toutes autres l'une  
Resplandissant comme de nuit la Lune  
Sus les moindres flambeaus.

E bien qu'el soét an tel nombre si bele  
La beauté ét le moins qui soét en ele  
Car le savoer qu'ele à

E le parler qui soevemant distile  
Si vivement animé d'un dous stile  
Sont trop plus que cela

Sus donq, mes vers, louéz cete Louïse :  
Soiez, ma plume, a la louer soumise,  
Puisqu'ele a mérité

Maugré le tans fuitif d'etre menée  
Dessus le vol de la Fame ampennée  
A l'immortalité (1).

Ces vers n'étaient pas inspirés, paraît-il, par un amour tout platonique ; et l'on dit encore que Peletier composa

(1) *Opuscules* qui suivent l'*Art poétique*. Lyon, 1555, p. 108-109.



dans la langue d'Homère cette ode qui accompagne, parmi les *Escriz* de divers poètes, les œuvres de la belle Lyonnaise. Mais pour l'amour du grec elle ne l'embrassa point, préférant le bel Olivier de Magny.

Le soupirant délaissé s'en consolait en résolvant des équations : au début de 1557, il abandonnait pour la première fois, en cette matière, l'emploi de la langue française dont on lui avait fait grief, et publiait *In Euclidis Elementa geometrica Demonstrationum libri sex*. Jean de Tournes et G. Gazeau encadrèrent ce beau titre d'un magnifique frontispice mythologique (1).

Au mois de mai de la même année il allait se reposer de travaux si ardu, chez Pontus de Tyard, au château de Bissy, en Maconnais, et lui apporter des nouvelles de son éditeur. Car le chanoine-poète venait de donner chez Jean de Tournes la dernière partie de ses *Erreurs amoureuses*. *Solitudo mihi provincia est*, disait-il volontiers ; mais cette solitude était peuplée par le chœur des Piérides, et Peletier n'y fut point un étranger. Nos deux rimeurs se confondirent en doctes propos, et se complurent à dissenter, bien avant dans la nuit, sur les mathématiques, et *de omni re scibili*.

Peletier n'avait pas rompu toutes relations avec la capitale : il correspondait avec Pascal Duhamel, professeur de mathématiques au Collège royal. Peu après, escomptant sur la recommandation de son frère Jean, l'appui du cardinal de Lorraine, auquel il venait de dédier ses *Démonstrations sur Euclide*, il rentrait à Paris (fin de 1557). Il adressait aussitôt à l'Empereur Charles-Quint et au roi Henri II, pour les inciter à conclure la paix, des exhortations bilingues,

(1) *Jacobi Peletarii Cenomani In Euclidis Elementa Geometrica Demonstrationum libri sex*. Ad Carolum Lotharingum, Principem. Cardinalemq. amplissimum. Lyon, J. de Tournes et G. Gazeau, 1557, 166-2-12 p. in-f°.



qui sont aujourd'hui perdues pour les curieux, et le furent probablement alors pour leurs destinataires.

Dans le même temps paraissait à Lyon, chez Robert Granjon, le recueil communément attribué à Bonaventure des Périers sous le nom de *Nouvelles récréations et joyeux devis* (1558) (1). C'est là, il est vrai, une paternité fort contestée (2) ; Jacques Peletier et Denisot ont pu, non sans raison, prétendre à cet ouvrage. Une remarque s'impose de prime abord au lecteur qui feuillette ces histoires : c'est que bon nombre d'entre elles trahissent chez l'auteur une certaine culture médicale, et ce sont gaietés d'Esculape. Passons, si vous le voulez, sur les gaudrioles trop banales,

(1) Voy. *Les Contes ou les nouvelles récréations et joyeux devis de Bonaventure des Périers*, par P.-L. Jacob, notice de Ch. Nodier, Paris, 1841.

(2) La Croix du Maine, sans nier « qu'il n'y ait quelques contes en ce livre de l'invention dudit Bonaventure » nomme pour « principaux auteurs de ce gentil et plaisant livre de facéties » Peletier et Nicolas Denisot. Au témoignage conforme de Tabourot, contemporain de Peletier (*Les bigarrures et touches du seigneur des Accords*, Rouen, 1628, livre I, chapitre XII, f° 74, v°.), et du docte La Monnoye, on oppose l'opinion de Ch. Nodier, qui réclame pour des Périers toute la gloire des *Contes*, et ne laisse à Denisot et à Peletier que « l'honneur d'une collaboration modeste ». M. Hauréau est aussi d'avis que ce volume n'est « ni de l'un ni de l'autre », quoique « rien ne s'oppose à ce qu'on regarde Denisot et Peletier comme les auteurs » de certaines additions ; il concède que ce fut Peletier qui s'occupa, vers 1558, « de mettre en ordre et de publier les *Nouvelles récréations* de son illustre et malheureux ami Bonaventure des Périers ». M. Chenevière ne se prononce pas beaucoup plus nettement quand il écrit que les *Joyeux devis* furent imprimés par « Robert Granjon et un collaborateur que l'on suppose être Nicolas Denisot ou J. Peletier ». (*loc. cit.*, p. 100.) Par contre M. Gaston Paris tient pour très fondée l'assertion de La Croix du Maine au profit de Peletier. Si tant est qu'il faille, dit-il, restituer à des Périers quelque partie du volume, « on ne saura jamais ce qui est de lui dans cet amas de contes d'une valeur si inégale, les uns charmants et spirituels, d'un style à la fois naïf et pittoresque, les autres d'une insignifiance absolue ou même d'une insigne platitude, » (G. Paris, *La nouvelle française aux XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles* [à propos du livre de Pietro Toldo, *Contributo allo studio della novella francese del XV et XVI secolo*..... Roma, 1895, in-8°] in *Journal des Savants*, juin 1895, p. 355-361, § V.)



le malheur *du singe qui* ayant bu *la médecine* destinée à son maître malade, se tordit en de telles coliques que son propriétaire pensa crever de rire, et, d'avoir si copieusement désopilé sa rate, guérit sans remède (1). Passons encore sur l'aventure de ce docte médecin, grand bailleur de clystères, dont l'ordonnance accoutumée eut pour effet imprévu autant que mirifique de faire retrouver à un pauvre homme l'aliboron qu'il avait perdu (2) ; ce sont irrévérances dont on peut rire, et dauberries courantes entre confrères ; mais relisez le cas de l'écolier légiste, lequel tombant par grand hasard en la ville de Saint-Antonin, au Quercy, récemment veuve de tout docteur, devint en six ou sept mois, sous la férule d'un apothicaire industriel, un urologue à succès ; rappelez-vous les étapes de son initiation, la longue théorie des gens accourus, l'urinal en leur panier, leurs exclamations ébahies. Ce sont là scènes et choses du métier et telles qu'un homme qui a passé par la Faculté, un Rabelais, un Peletier, peut les décrire (3). Enfin citerais-je volontiers l'ingénieux mode de recouvrement des honoraires médicaux préconisé dans une autre nouvelle, et qui ne dément point les pratiques instructions qu'aimait à formuler l'École de Salerne, surtout vis-à-vis des abbés mauvais payeurs (4).

Il y a plus : parmi toutes ces anecdotes, beaucoup sont de source mancelle (5). A côté du vieux répertoire de plaisanteries grasses et salées, portant de préférence sur le curé, homme jovial, pas trop latiniste, juste assez pour expédier ses messes au petit bonheur, et s'entendant mieux à vider les

(1) Nouvelle 91 (éd. Jacob et Nodier).

(2) Nouvelle 94.

(3) Nouvelle 61.

(4) Nouvelle 106.

(5) Ce point de vue, bien mis en lumière par M. Jugé a été développé par L. Bontemps, *Jacques Peletier et Bonaventure des Périers*, in *La Province du Maine*, t. XVI, juillet 1908, p. 213-217.



pots, enclin parfois à bousculer ses paroissiennes ou sa servante ; sur ce vieux fonds d'histoires de maris trompés et d'ecclésiastiques en goguette tranchent certains détails dont la précision et la franche saveur de terroir ne laissent point de doute. L'auteur s'est esbaudi des bons tours des copieux de La Flèche (1) ; il a recueilli de plaisants propos sur le cardinal de Luxembourg, évêque du Mans, que sa piété ne prédisposait point à une excessive pudibonderie (2), et sur la maison de son successeur l'évêque René du Bellay ; il a fréquenté les haras de Touvoie (3), et ouï de la bouche des religieux de Beaulieu l'histoire du prêtre Jean Melaine lequel, « ayant le cœur à la mangerie » dépêchait sa messe en hâte pour aller ingurgiter à lui seul toute la pitance des moines (4) ; il a ri de bon cœur au récit des substitutions philologiques du curé de Saint-Georges, lequel comprenant mal la langue de l'Évangile, remplaçait par *Jésus* les mots qu'il ne pouvait déchiffrer en son missel (5). Il est certain que le narrateur a connu d'assez près le monde ecclésiastique du Maine, et la société mancelle d'alors : l'avocat La Roche Thomas, qui « parloit latin à sa chambrière », latin que le petit clerc se chargeait de lui traduire en bon gaulois (6) ; et le théologien d'Argentré, ennemi juré des arts chorégraphiques (7), et la baillive de Sillé, femme de « vertu, bonne grâce et bon esprit » ; et le terrible prévôt Coquillaire (8) ; et le bailli de Maine-la-Juhès (9) dont le poulailler était si prestement dévalisé par

(1) Nouvelles 25 et 28.

(2) Nouvelle 17.

(3) Nouvelle 29.

(4) Nouvelle 75. — Le frère aîné de Peletier, Alexandre, fut religieux de Beaulieu.

(5) Nouvelle 24.

(6) Nouvelle 16.

(7) Nouvelle 40.

(8) Nouvelle 30.

(9) Mayenne. — Nouvelle 31.



un renard, renard manceau, et c'est tout dire ! Ce sont là, certes, histoires de chez nous : et l'auteur du *Cymbalum* n'est point allé dans l'Ouest ; ce sont, parfois, histoires poitevines : et des Périers n'est jamais passé par Poitiers. D'autre part, plusieurs contes font allusion à des événements manifestement postérieurs au suicide de Bonaventure en 1544. En sorte que si l'on peut restituer à ce dernier une demi-douzaine de récits des *Nouvelles récréations* (1), on peut avec non moins de vraisemblance attribuer à Peletier et Denisot, la majeure partie du volume. Quant à leur part de collaboration respective, elle resterait à déterminer ; Le Duchat est bien généreux peut-être en faisant honneur de l'ouvrage entier au Conte d'Alsinois. M. l'abbé Jugé dans sa thèse paraît plus préoccupé d'enlever à des Périers la paternité des *Contes* au profit de Peletier, que de préciser ce qui revient, dans ce recueil, à chacun de nos deux Manceaux. Il n'aborde cette question que dans son étude sur Denisot ; encore est-ce pour faire à Peletier part entière (2). M. Jugé ne retrouve dans les *Contes* ni les idées, ni les tendances, ni le style du Conte d'Alsinois ; d'ailleurs, de 1556 à 1558, Denisot séjourna à Calais et à Boulogne ; fort absorbé par la périlleuse mission secrète qui devait aboutir à la reprise de Calais par la France, il n'avait guère le loisir de corriger des épreuves et d'éditer les *Joyeux devis*. S'il y prit jamais quelque part, ce fut probablement comme interlocuteur de Peletier, narrateur et collaborateur oral aux anecdotes de leur commune patrie.

Par malheur l'usage a pour jamais accolé aux *Joyeux devis* le nom de Bonaventure, et cette possession vaut titre (3). Il

(1) M. Jugé les énumère, *loc. cit.*, p. 300-302.

(2) Abbé Jugé, *Nicolas Denisot*, p. 126 et 141.

(3) En tout cas, et quoi qu'en ait dit M. Toldo, les *Contes et joyeux devis* sont une œuvre bien française, et non point un démarquage des *novellieri* italiens. « Les prélats, les curés, les moines, les écoliers, les gentilshommes, les bourgeois, les artisans, les paysans qui jouent



est douteux que la postérité restitue son bien à Peletier, en dépit de la routine ; il semble que le destin se soit acharné à ravir à notre homme sa marotte d'humoriste. L'impitoyable Ch. Nodier revendique encore pour des Périers et peut-être partiellement pour Denisot, les *Discours non plus mélancoliques que divers, de choses mesmement qui appartiennent à notre France, et à la fin La manière de bien et iustement entoucher les Lucs et Guitermes*. Or ces discours, dit Gaston Paris, « sont certainement en bonne partie de Jacques Peletier et d'Élie Vinet » (1) ; Nodier n'apporte pas en faveur de son opinion de preuves bien décisives ; et il enterre « un ou deux ans » avant 1556-1557 le Conte

devant nous les scènes de cette joyeuse et triviale comédie sont bien ceux de la vieille France, et si les auteurs qui ont mis ces scènes en écrit avec un talent et un succès variés sont des érudits et des lettrés, ce sont avant tout de *bons compagnons* qui ont voulu rire avec leurs amis, se délasser librement d'occupations sérieuses..... Il n'y a pas de haine dans leur livre, il n'y a pas de tendance morale, il n'y a pas d'intentions cachées..... » Le recueil de Peletier et Denisot « reste comme le dernier fruit et non le moins savoureux de la vieille et inoffensive gaieté française, déjà bien rare à l'époque où paraissaient le *Pantagruel*, avec sa hardiesse philosophique et sociale, l'*Heptaméron* avec ses indignations mal contenues contre les prêtres et les moines, les *Comptes du monde aventureux* avec leur haine plus déclarée contre l'Église et enfin l'*Apologie pour Hérodoté* annonçant les fougueux pamphlets inspirés par les guerres de religion. » (G. Paris, *loc. cit.*)

(1) C'est aussi l'avis de M. Chenevière (*loc. cit.*, appendice). — Ce recueil fort hétéroclite publié à Poitiers chez Eng. de Marnef, 1557, in-4°, fut achevé d'imprimer le 13 mai 1556. Un passage (p. 20) semble refléter les préoccupations grammairiennes de Peletier : Je voudrois, dit-il, que nos François « s'accordassent de quel langage de nostre Gaule ils veulent faire Grammaire et que tous l'entendissent bien, n'i meslassent rien de leur terroer ». M. Chenevière cherchant à déterminer dans ce volume la part de collaboration de notre Manceau, écrit que : « Les articles de grammaire et de linguistique pourraient fort bien être son œuvre. Nous en dirons autant de ceux qui traitent des sciences exactes..... On pourrait même lui attribuer le discours « sur la manière d'entoucher les lucs et guitermes ». (Chenevière, *loc. cit.*, p. 247.)



d'Alsinois, lequel tint à prolonger son existence jusqu'en 1559.

## II

Si les écrits de Peletier, à pareille époque, sont sujets à controverse, sa vie n'est guère mieux connue : depuis longtemps, il délibérait d'aller à Rome. M. Hauréau nous dit qu'alléché par la promesse d'un emploi considérable, il s'y rendit, fut déçu, et regagna Paris (1). M. Laumonier est encore plus succinct au sujet de cette fugue, et M. Jugé n'en dit mot. Cela est fort sage : il y a lieu de croire qu'en l'année 1558, Peletier demeura à Paris ; nous savons par un indéniable témoignage qu'il fréquentait alors les cours de la Faculté de médecine, auxquels les attaques d'une dysenterie cruelle apportaient de désagréables diversions (2). Le mauvais état de sa santé l'empêcha même de se présenter à temps aux examens, et il dut solliciter, en novembre 1558, la faveur d'être admis hors tour au serment et au *principium*, qui terminaient les épreuves du baccalauréat en médecine (3).

M<sup>e</sup> Jacques Peletier était donc en train d'adorer ce qu'il avait brûlé. La médecine qu'il avait un moment pratiquée à la suite du maréchal de Brissac, sollicitait de nouveau sa

(1) Il se fonde probablement sur ce passage d'une lettre de Peletier à Pontus de Tyard, écrite de Lyon en 1557. « Nunc ad Romanos transeo. A quibus amplio rem honestioremque conditionem nescio quo augurio mihi polliceor. » (Lettre insérée à la suite des *Dém.* sur Euclide, 1557). Peletier renonça probablement à son projet.

(2) « Eodem enim tempore quo me in medicorum sodalitium asscribendum dedi, laboravi dysenteria non modo cruenta.... sed etiam purulenta. » — Peletier, *De constit. horoscopi*.

(3) « Die sabbati xii<sup>a</sup> novembris [1558] finitâ tu..... scholis missa fuit admissus ad principium prælato juramento M. Jacobus Pelletier excusatus quod raræ valetudinis aliorum examini adesse non potuisset. » (*Commentaires de la Faculté* ; t. VII, f<sup>o</sup> 19, v<sup>o</sup>. ex 18.)



curiosité, et lui semblait devoir fixer enfin son inconstante destinée. « *Totus sum in medicina* », écrit-il alors au jurisconsulte Razallius (1) : « Je m'adonnais jadis, dit-il ailleurs, par un choix spécial à la philosophie et aux sciences mathématiques, qui se traitent en de paisibles méditations, et je tenais les autres arts pour subsidiaires. Mais la fluctuation de ce temps a changé de telle sorte le plan de mes desseins que j'ai décidé de prendre la Médecine pour but principal de mon existence. » Peletier continua donc le cours de ses examens, sauf interruptions dues sans doute à la maladie et paya régulièrement les droits universitaires, comme il appert des comptes tenus par le doyen Brigard en 1558-59 et 1559-60 (2) ; il soutint en beau latin les thèses requises, les quodlibétaires et la cardinale : « *Die Jovis 20<sup>a</sup> eiusdem mensis [avril 1559] respondit de Cardinali Magister Jacobus Pelletier baccalaureus præside Francisco Brigard, decano, loco egrotantis Do<sup>i</sup> Guilliard* », nous disent les *Commentaires*, par la plume de Brigard. D'ailleurs il n'est pas très facile de suivre ses étapes scolaires : les registres sont encore très peu explicites sur les épreuves subies ; et ce n'est qu'en 1559 qu'apparaît la première thèse imprimée. Jusque-là, les thèses étaient manuscrites, et ni le texte, ni même les titres ne nous en ont été conservés ; mais les questions traitées par Peletier dans son *De conciliatione* peuvent en donner une idée.

Il faut croire que notre Manceau satisfait à tous les rites et fut reçu avec applaudissement ; c'est pourquoi le titre de licencié en médecine vint couronner ses efforts, et il fut classé le cinquième sur dix-huit dans la promotion de

(1) Lettre datée de Paris, *pridie non. novemb. 1559*, à la suite du *De occulta parte numerorum*, f° 2, v°.

(2) En 1559-1560 il figure avec Belon sur la liste des étudiants, taxés à x l., « qui in tempore non responderunt ». (*Commentaires*, t. VII, f° 49, ex 41, v°.)



1560 (1), promotion célèbre dans les annales de la Faculté ; car ce fut la première fois que l'on donna un grand éclat à la cérémonie du *paranymphe* en conviant à la réception solennelle des nouveaux licenciés Messieurs du Parlement, la Chancelier, le Prévôt des marchands et une foule de dignitaires. Et Dieu sait si l'on se congratula en périodes cicéroniennes !

Pelletier comptait, parmi les récipiendaires, un compatriote en la personne de M<sup>e</sup> Pierre Belon : il faut avouer que M<sup>e</sup> Pierre soutint mal l'honneur de la province ; sur la liste dressée par ordre de mérite, Belon est le dix-huitième et dernier ! C'est un élève irrégulier : il est admis au baccalauréat longtemps après les autres, il ne fait son *principium* qu'à la rentrée de 1557, le 16 octobre, à la fin de la messe de la saint Luc, « *nullo reclamante* » (2). Le vendredi 1<sup>er</sup> avril 1558, il soutient sa thèse cardinale sous la présidence de J. Goupyl (3). En 1559-60 il est encore de ceux « *qui in tempore non responderunt* ».

Aussi « *die lunæ 20<sup>a</sup> maij [1560] facta est Facultatis congregatio ad burellum ad audiendam supplicationem M. Petri Belon baccalaurei* ». Le postulant fit observer que retenu par les affaires du roi il n'avait pu se présenter aux thèses quodlibétaires d'octobre et à la cardinale ; il sollicita néanmoins et obtint la faveur d'être admis à la prochaine

(1) Voici les noms des licenciés reçus le 28 mai 1560 : 1 Jacques Charpentier. — 2 Jean Nestor. — 3 Jean Rochon. — 4 Jacques Heusté. — 5 Jacques Pelletier. — 6 Antoine Prunier. — 7 Pierre Ravin. — 8 Maurice de la Corde. — 9 Nicolas Richelet. — 10 Nicolas Audouart. — 11 Claude Charlet. — 12 Jean Liebault. — 13 Nicolas Pietre. — 14 Etienne Gourmelen. — 15 Claude Baillif. — 16 Paul Pezron. — 17 Jean Bourdon. — 18 Pierre Belon.

(2) *Commentaires*, t. VI, f<sup>o</sup> 372, ex 370, r<sup>o</sup>. — Belon paya « *stipendio lectorum* » l. xx s. ; pour son *principium* et son baccalauréat x l. x s. (*ibid.* 1557, f<sup>o</sup> 374 ex 372, v<sup>o</sup>.)

(3) *Commentaires*, t. VII, f<sup>o</sup> 11, r<sup>o</sup> ex 5.



session de licence avec ses condisciples, mais à la condition d'aller, d'ici là, se faire examiner en particulier au domicile de chaque docteur.

Il ne semble pas que Peletier ni Belon (peut-être par défaut de pécune) aient poussé plus loin leurs études, du moins à la Faculté de médecine de Paris ; leurs noms ne se retrouvent plus dans les *Commentaires* après 1559-60, et ne figurent pas au catalogue des docteurs régents (1).

Cette éphémère vocation a pourtant laissé quelques traces durables. En même temps qu'une algèbre, *De occultâ parte numerorum*, dédiée à Maître Jean Chapelain, premier médecin du roi Charles IX (2) Peletier publiait en 1560, chez André Wechel, en hommage *ad amplissimum Medicorum Parisiensium Ordinem* un travail intitulé *De conciliatione locorum Galeni* (3). On ne peut y voir, comme M. l'abbé Jugé, une thèse pour le grade de lecteur en médecine : nous

(1) Les dates données par les *Commentaires*, fixent ainsi des points jusqu'à présent controversés par tous les biographes. M. Laumonier dit que si Peletier n'avait pas encore son doctorat en médecine en quittant Paris en 1548, c'est à Poitiers qu'il l'obtint entre 1549 et 1552. Or, Peletier ne fut reçu bachelier à Paris qu'en 1558, et licencié qu'en 1560. Conquit-il par la suite le bonnet doctoral dans une autre Université ? C'est possible ; (Scév. de Sainte-Marthe et une généalogie manuscrite citée par M. Jugé le traitent de docteur en médecine) mais nous ne savons où. Quant à Ch. Nodier, il avance sans aucune preuve que Peletier était à Montpellier en 1544, et y faisait probablement ses études de médecine. (Nodier, *loc. cit.*, p. 22 et 26.) Or, en 1544, Peletier quittait Touvoie pour Paris. — De son côté, Colletet écrit que Peletier embrassa la médecine « après ses études ordinaires ». Il faut bien croire qu'il en étudia suffisamment, nous ignorons où, pour être attaché comme médecin au maréchal de Cossé, dès 1553 ; mais ce ne fut que sur le tard qu'il en obtint confirmation par des diplômes parisiens.

(2) *Jacobi Peletarii | Cenomani de occulta | parte numerorum quam | Algebram vocant, libri duo*. Paris, G. Cavellat, 1560, petit in-4°.

(3) *Jacobi Peletarii | Cenomani | de conciliatione | locorum Galeni | sectiones duæ | Ad amplissimum Medicorum Parisiensium Ordinem*. | Parisiis, apud Andream Wechelum, 1560, 48 p. in-4°. Il annonce cet ouvrage dès 1559, dans sa lettre à Razallius.



savons qu'en 1560 Peletier avait déjà dépassé le rang des bacheliers, *legentes de mane* ; il était licencié ou en passe de le devenir, et son *De conciliatione* est plutôt une thèse quodlibétaire soutenue pour la licence, et probablement développée après coup. Peletier paraît avoir suivi à cette époque les leçons de Jacques Goupyl, professeur en médecine au Collège Royal, et même avoir abordé ce sujet à l'instigation de son maître.

« A la lecture, dit-il en sa préface, j'ai observé dans Galien quelques passages divergents ; et bien qu'ils présentent quelque apparence de désaccord, les curieux comprennent, en les soumettant à un examen soigneux, qu'ils s'harmonisent parfaitement avec les notions de notre art. Je l'éprouvai moi-même en mon particulier. Car lorsque je m'appliquai à l'examen de ces passages même, beaucoup de secours s'offrirent à moi non-seulement pour en démontrer la concordance, mais encore pour comprendre diverses choses qui n'avaient point de rapport immédiat avec la question pendante. D'ailleurs il est notoire que d'autres médecins de notre temps se sont livrés à la même besogne, tels Jér. Cardan, Jean Argenterio, Jules Alessandrini, André Lacuna (1). . . . . J'ai cité mot à mot les contradictions relevées par Lacuna, et repris celles qui devaient être

(1) On doit à Andrés Laguna *Epitome omnium rerum et sententiarum, quæ annotatu dignæ in Commentariis Galeni in Hippocratem extant*, per Andream Lagunam Secobiensen Medicum Julii III Pont. Max. in *Elenchum minime pœnitendum digesta, cui accessere nonnulla Galeni Enantiomata*, per eundem Andream Lacunam summo studio collecta. Lyon, Guill. Roville, 1554, 478 p., in-8° et privilège. — Cet *Epitome* est disposé par ordre alphabétique. A partir de la page 463, Lacuna s'attache à expliquer certaines contradictions de Galien, au nombre de 21.

Voy. sur Laguna *Aperçu historique sur la médecine en Espagne, particulièrement au XVI<sup>e</sup> siècle*, par M. Dusolier, Paris, 1906 (Thèse de médecine), p. 74 et 86.



expliquées ; et j'en ai même ajouté à la suite quelques-unes de mon cru. »

Dans la première partie de cet ouvrage, comprenant **xxi** propositions, Peletier donne successivement la question litigieuse, les observations de Lacuna et les siennes propres tant sur le passage incriminé que sur le commentaire de Lacuna ; il critique la lecture et l'interprétation de l'espagnol. Dans la seconde partie (**xli** propositions), Lacuna s'éclipse et Peletier disserte seul et concilie fort à l'aise d'autres variations qu'il a lui-même relevées dans Galien. Quelques citations donneront une idée des sujets qu'il discute.

La fièvre demi-tierce est-elle continue ou intermittente ?

Les enfants sont-ils d'un tempérament plus chaud que les adolescents ?

La frénésie peut-elle être rangée parmi les fièvres ?

Peut-on vomir des excréments ?

La queue des vipères est-elle venimeuse ?

Y a-t-il des nerfs creux ?

Quand le cerveau est mis à nu l'animal perd-il la sensibilité, le mouvement et la respiration ?

Le cœur est-il l'agent de la respiration ?

Le cerveau est-il sensible ?

La dysenterie provient-elle de la débilité du foie ?

Le lait est-il chaud ou froid ?

Le sang naît-il dans les veines ?

On voit que dans ce programme disparate, les questions de physiologie pure se mêlent aux propositions de scolastique médicale, et aux débats sur les quatre qualités élémentaires qui passionnaient alors les argumentateurs ; rien de personnel dans tout cela. Ce sont balivernes d'érudition, ergotages oiseux et interprétations servilement attachées au texte du Maître ; croyez bien qu'il s'agit moins de savoir si le cerveau est sensible que de prouver que Galien avait raison et qu'il ne s'est point contredit ; et



Peletier se fût bien gardé d'aller chercher un lapin pour vérifier la chose *in animâ vili*. En dehors de la critique et de l'interprétation du médecin de Pergame, Peletier n'émet pas un avis personnel ; et quand, par malheur, il est bien avéré que le Maître a soutenu le pour et le contre, et qu'il a fait du fenu-grec une espèce chaude ici au premier degré. et là au deuxième, Peletier s'incline devant ce mystère insondable, et ne conclut pas.

Dr PAUL DELAUNAY.

(A suivre.)



---

# LA COMMUNAUTÉ D'HABITANTS DE CHANGÉ

---

## CHAPITRE SECOND

### LES ÉTABLISSEMENTS RELIGIEUX, LES FONDATIONS RELIGIEUSES ET LES ÉCOLES

#### § I.

##### LA CONFRÉRIE SAINT-MARTIN

Il n'y eut probablement jamais d'autre association pieuse à Changé que celle qui, placée sous la protection de saint Martin, se réclama aussi de Notre-Dame-de-Pitié. On ignore à quelle date précise et par qui elle fut fondée. Elle l'était dès le 15 novembre 1417, date à laquelle Antoine Berruyer et Jeanne, sa femme, vendirent à Jean Lefebvre et à André Ragot, pour cette association, moyennant la somme de dix-sept livres dix sols, payée en deux écus d'or sol., valant quarante sols t. la pièce, ung Philippus, valant vingt-six sols trois deniers, les deux parts d'une journée à ung homme faucheur de pré (1). Elle fut avantagée, sur la

(1) Cf. Archives de la Sarthe G 791, Inventaire des papiers de la Confrérie et fabrique de Changé, p. 11.



fin du XV<sup>e</sup> siècle, de divers legs, et, en l'an 1500, par Jean Launay, d'un immeuble dont elle entra en jouissance après la mort du donateur et où fut établi le siège de l'association (1). C'est là que les confrères se réunirent longtemps (2), là qu'ils conservaient les objets liturgiques servant aux solennités annuelles (3), là qu'ils serraient les comptes que l'administrateur de leur société leur rendait.

Ces comptes, dont les plus anciens remontent à l'année 1548, nous montrent la confrérie prospère et arrivée à son complet développement. Elle recrutait des adhérents nombreux dans les paroisses circonvoisines. Il en venait du Mans, cent vingt-quatre, dont cinquante-six femmes ; d'Yvré-l'Évêque, de Sargé et de Saint-Corneille, quatre-vingt-six, dont quarante-trois femmes ; de Champagné et de Fatines, trente-sept, dont seize femmes ; de Saint-Mars-la-Bruyère, de Saint-Denis-du-Tertre (4), de Soulitré et de Surfonds, trente-sept, dont dix-sept femmes ; de Parigné-l'Évêque et de Challes, trente-trois, dont dix-neuf femmes ;

(1) « Je... Jehan Launay, prestre... donne à perpétuité aux confrayres de Nostre-Dame et Monsieur Sainct Martin, de Changé, ma mayson joignant le cymetière du dict lieu de Changé avec les jardins contigüs en ycelle mayson pour estre aux prières d'icelle confrayrie : fourniront à perpétuité de pain et de vin à dire les messes qui se diront et célébreront dans la dicte église à l'advenir. » Archives départementales de la Sarthe, G 791. Dès l'an 1496, elle avait été dotée de deux hommées de pré, sises en la pièce de la Chevalerie, au fief de la Buzardière, G 791. En 1486, Colin Belot avait vendu aux confrères une moitié de maison, sise aux Petits-Couleaux.

(2) Les comptes de 1621 sont rendus « au dict bourg de Changé, mayson de la confrayrie ».

(3) « Item, a esté payé pour troys clefs, l'une à la porte de la maison de la dite confrérie avec deux crampons, un croullet ; une à la huge où l'on met les torches, et raccomodé des crampons aux dictes serrures, xxvii s.... Item, a esté payé à Pierre Chevalier, menuisier, qui auroit raccomodé la huge où sont les flambeaux ». Comptes rendus en 1590.

(4) Ancienne paroisse du doyenné de Montfort, actuellement réunie à celle de Saint-Mars-la-Bruyère.



de Pontlieue (1), Ruaudin, Mulsanne, Moncé, Teloché et Spay, trente-six, dont dix-neuf femmes. On en comptait naturellement beaucoup plus à Changé où ils étaient au nombre de trois cent onze, dont cent soixante et onze femmes. Toutes les classes de la société y étaient représentées, mais dans des proportions bien différentes. Pour quelques membres de l'aristocratie que leur séjour dans la région y fait entrer (2), par convenance dirait-on, on rencontre, surtout au XVI<sup>e</sup> siècle, un nombre relativement considérable d'ecclésiastiques parmi lesquels figurent en première ligne le clergé de Changé, celui des paroisses voisines et les titulaires des chapellenies. Mais c'est surtout des rangs de la bourgeoisie ou de la classe rurale que sort l'immense majorité des confrères. Tous les âges y sont confondus, et tous s'y tiennent sur un pied d'égalité.

Ces associés observaient des statuts dont nous n'avons pu retrouver le texte (3). Le règlement nous aurait sans doute appris quelles formalités il y avait à remplir pour être agrégé à la confrérie. On pouvait, pensons-nous, y entrer à tout âge. Le nombre des admissions variait d'une année à l'autre ; il y avait des périodes d'assoupissement, suivies d'un regain de ferveur (4).

Les confrères se réunissaient une fois par an à Changé.

(1) Il y avait pourtant à Pontlieue, fondée dans l'église paroissiale, une confrérie dédiée à saint Martin et érigée au milieu du XIV<sup>e</sup> siècle. Cf. *Province du Maine*, t. XII, p. 128, 166.

(2) En 1548, on y voit M. de Clinchamp et Mademoiselle de la Buzardièrre ; en 1578, Hardouyne de Courtarvert et Catherine de Vassé ; en 1602, mademoiselle de Clinchamp.

(3) « Plus, payé vingt-trois sols pour papier et parchemin des dits statuts et ordonnances des confrères de la dite confrérie, du premier juillet 1685 ».

(4) Dans l'année écoulée du 3 mars 1558 au 3 mai 1559 on ne compte que dix-huit admissions ; il y en a vingt-sept, en 1568, vingt-six en 1589. Pour les quatre années écoulées du 16 octobre 1617 au 28 octobre 1621, il y a cent trente-huit admissions, soit une moyenne d'environ trente-quatre par an.



Chaque année, à la Saint-Martin d'hiver, soit le 11 novembre, se célébrait la fête patronale de l'association. La veille, on chantait matines ; le jour de la fête, il y avait une messe solennelle pendant laquelle on distribuait aux assistants un pain, bénit par le célébrant (1). De plus, à partir de l'an 1589, chaque associé présent reçut un petit pain ordinaire, non bénit, et valant trois deniers (2). Dans la matinée, tous les prêtres venus à la cérémonie religieuse célébraient, pour les membres vivants ou morts de la confrérie, une messe basse pour laquelle ils recevaient, comme honoraires, deux sols six deniers (3). Dans la soirée, on chantait solennellement les vêpres, et, le lendemain, une messe de *Requiem*.

L'association n'oubliait pas les confrères défunts. Chaque semaine, on célébrait pour eux dix messes basses (4). En

(1) « Item, payé par ledit procureur de la dite confrérie pour les vespres, matines, messes haultes, vigilles, procession, dictes le jour Saint-Martin d'yver à l'intention des confrères d'icelle, tant vivans que trespasés, avec le *Libera*, et le lendemain, messe de *Requiem* ». Comptes de 1548.

(2) « Pour le pain et argent baillé à chacun des dits confrères payant leur chapitre, vallant chacun pain troys deniers qui sont pour les dits jours Saint-Martin d'yver dernier passé et autre Saint-Martin présente, mille pains, de troys deniers pièce, vallant pour ce, XII livres x deniers.

Item, payé au boullanger qui auroit boullangé lesdits mille pains, xxx s. » Comptes de 1590.

« Item pour le pain bénist ordonné aux confrères payant leurs chappitres, vallant, piesce, troys deniers qui sont en nombre huit livres, onze sols, six deniers ». Comptes rendus le 3 mai 1602.

(3) Aultre mise faicte pour les messes qui furent dictes et célébrées le jour et feste Sainct-Martin d'yver dernier passé, en ladite église de Changé pour les confrères de la dite confrarye tant vivans que trespasés ». Suivent les noms de quarante-huit prêtres qui célébrèrent les messes et auxquels fut allouée une somme totale de six livres. Comptes de 1548. En 1559, il ne vint que trente-huit prêtres ; en 1569, vingt-deux seulement.

(4) « Pour les messes ordinaires de la dite confrarye qui sont dix messes pour chacune sepmaine et pour chacune messe dicte par l'espace d'un an, cent sols, pour ce, cinquante livres ». Comptes de 1548.



outre, dès que le procureur de la confrérie était avisé du décès d'un associé, il faisait célébrer, à l'intention de ce dernier, trois, et, à partir de 1570, quatre messes basses (1).

Pour subvenir aux dépenses que ces différentes cérémonies occasionnaient, il y avait, d'une part, les cotisations versées par les confrères, soit vingt deniers une fois payés, pour le droit d'entrée, plus une redevance annuelle de dix deniers (2), et, de l'autre, les revenus des terres et des biens-fonds, et les rentes léguées à la confrérie. En 1548, ces revenus fixes s'élevaient à la somme de soixante-sept livres, six sols, sept deniers (3), et les cotisations procuraient vingt-neuf livres, six sols, sept deniers, soit, pour l'ensemble, quatre-vingt-dix-sept livres, six sols, sept deniers.

Un ecclésiastique, portant le titre de chapelain, était chargé de la direction spirituelle de la confrérie, mais son action n'allait pas au-delà (4). La gérance de l'association était aux mains d'un procureur nommé par les confrères

(1) « Item, payé pour les messes dictes et célébrées pour les confrères d'icelle confrarye trespasés depuis les derniers comptes qui est pour chacun frère d'icelle, troys messes, pour ce, six livres, sept sols, six deniers ». Suivent les noms des dix-sept confrères décédés. Comptes de 1548.

« Pour les messes dictes pour les frères et sœurs de la dicte confrarye qui est pour chacun trespasé, depuis que chapitre a tenu, quatre messes ; auparavant n'estoit dict que troys ». Comptes de 1570.

(2) « Et est pour chacun frère ou sœur, pour leur entrée pour leur chapytre, vingt deniers tournois, et pour continuer dix deniers tournois par chacun an ». Comptes de 1548.

(3) Ces revenus fixes étaient ainsi détaillés : rentes perpétuelles, établies sur divers immeubles, soit, par an, quatre livres, quinze sols, onze deniers ; rentes baillées à vie, assises sur trois immeubles, par an, trente-et-une livres, douze sols, six deniers ; rentes assises sur des vignes, baillées à terme, par an, dix-huit livres, quinze sols ; rentes en nature, blé ou seigle, évaluées, par an, à douze livres, trois sols, deux deniers.

(4) « Suos habebat redditus hæc Confraternitas, suosque sacerdotes, aut saltem, unum sacerdotem, capellani sub titulo ». Notes de M. Janvier.



pour une période variable, mais qui, au XVI<sup>e</sup> siècle, ne dépassait pas ordinairement l'année (1). Il recevait les cotisations, en tenait registre, soldait les dépenses sur mémoires fournis par les intéressés, et, ses pouvoirs expirés, rendait ses comptes, ordinairement le 3 mai, devant une commission de quatre membres élus par les confrères (2), et à laquelle s'adjoignaient le curé de la paroisse ou l'un de ses vicaires, et, pendant le XVI<sup>e</sup> siècle tout au moins, le seigneur de la Buzardière (3). Le procureur recevait une allocation fixée, d'abord, à cinquante sols, puis à quatre livres, et enfin, à neuf livres, par an (4).

On peut, en se reportant au produit annuel des cotisations, se rendre compte de la prospérité plus ou moins grande dont a joui la confrérie. Très florissante au milieu du XVI<sup>e</sup> siècle, elle le devint un peu moins durant les guerres de religion dont elle aussi eut à souffrir (5). Quand

(1) Du moins les comptes qui sont actuellement conservés ne portent-ils que sur ce laps de temps.

(2) « Aux commissaires députez par le général des confrères d'icelle confrérie, demeurant en la dite paroisse de Changé, ainsi qu'il appert par leur députation reçue en la cour royale du Mans, devant maître François Delerbouyl, le quatorziesme jour de mars audit an mil six cent vingt-un ». Comptes de 1631.

(3) « Aujourd'huy troisesme jour de may, l'an mil cinq cent quarante et huit, par devant nous maître Guillaume Thoury, pour et au nom de M. de la Busardière, messire Denis Baglan, pour et au nom de M. le curé de Changé, Jehan Saincton, Estienne Vallier, Loys Ragot, Jehan Besnard, pour et au nom de Jamin Besnard, son père, tous confrères de ladite confrérie, commis et desputez pour ouyr et examiner, clore et arrester ces présents comptes à nous présentez ». Ces commissaires recevaient eux-mêmes une indemnité, ainsi qu'il résulte de l'article suivant : « Payé pour la despense des auditeurs qui ont ouy et examiné le d. compte ».

(4) « En 1621, l'indemnité allouée était encore de cinquante sols ; elle était de quatre livres, en 1657 ; en 1679, elle atteignait neuf livres, ainsi qu'il résulte de cette note : « Ledit comptable requiert luy estre alloué les gages accoustumez du procureur de la confrairie, la somme de neuf livres ».

(5) « Payé à René Potier pour sa vacation d'avoir attesté la vente du reste d'un vieil charpentis de la maison de la dite confrérie que les



les troubles furent apaisés, elle reprit faveur (1) et se maintint sans déchoir au moins pendant vingt ans. A partir de 1633, on constate une diminution sensible dans les recettes variables qui tombent alors à dix-sept livres par an ; elles se relèvent à vingt livres en 1656, reculent à douze livres en 1679, et évoluent de seize à vingt livres, de 1684 à 1688 (2). Cela suppose une association comprenant au moins quatre cents membres.

A dater de 1676 (3) au plus tard, elle n'eut plus de procureur en titre ; celui de la fabrique de l'église paroissiale Saint-Martin de Changé géra tout à la fois les affaires de la confrérie et celles de son église. Pendant quelques années, il eut soin d'inscrire, sous des rubriques différentes (4), les recettes de la fabrique et celles de l'association, puis, au XVIII<sup>e</sup> siècle, il ne prit plus garde à les distinguer les unes des autres. Elles formèrent alors un budget unique, à l'aide duquel on subvint à tous les besoins de l'église paroissiale.

Au moment où la confrérie cessait d'avoir un procureur

gensdarmes avaient brûlé et abattu pour la plupart, et d'icelle délivré copie, x s. » Comptes de 1590.

(1) En 1589 et en 1590, les cotisations atteignaient à peine vingt livres par an ; elles remontèrent, en 1602, à vingt-huit livres. De 1617 à 1621, elles furent, en moyenne, de trente-quatre livres.

(2) Elles sont exactement, en 1685, de seize livres dix sols ; en 1686, de vingt livres ; en 1687, de dix-huit livres ; en 1688, de dix-sept livres, cinq sols.

(3) Louis Le Barbier est le premier procureur qui s'intitule, en 1676, procureur et de fabrique et de la confrérie.

(4) Le grand doyen lui en fit l'injonction, en 1696. « Nous étant enquis de l'employ que Guiet, fabricien, faisait des revenus de la confrairye de la dite église, et parce qu'il nous a esté dict par le dit procureur, qu'il les employait à payer les honoraires de messieurs les Prêtres de la dicte paroisse, nous luy avons deffendu d'employer à l'avenir les dits revenus à payer les honoraires de messieurs les Prêtres ».

En 1700, le 10 août, il revient sur le même sujet, et ordonne « que les deux comptes seront présentés en cahiers séparés ». Archives du chapitre Saint-Julien du Mans.



particulier et où ses intérêts tendaient à se confondre avec ceux de la paroisse en général, on ne tenait plus autant à garder pour l'association l'usage exclusif de l'immeuble dans lequel, jusque-là, avaient été renfermés les titres de la société et les minutes des comptes des administrateurs. On se résolut à en retirer une rente, en le louant à l'un des vicaires qui, jusqu'à la Révolution, y résida. On s'habitua peu à peu à nommer cette maison : le vicariat. Le premier prêtre qui l'occupa fut Pierre Esnault, frère du curé de Changé, de ce nom. On respecta d'ailleurs les volontés du donateur, et le prix de la location servit à payer le pain et le vin employés pour le sacrifice eucharistique.

Au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle (1), l'esprit de piété et de foi diminua peu à peu dans la confrérie. Comme il arrive trop souvent, l'affluence de chrétiens fervents dans un lieu de pèlerinage y amène, à bref délai, les curieux et les gens d'affaires, ceux-ci y cherchant des bénéfices, ceux-là, des distractions plus ou moins honnêtes. Or, ils étaient nombreux, ceux qui se rendaient à Changé, le 11 novembre, uniquement attirés par le plaisir, et les confrères, cédant à la contagion du mauvais exemple, après avoir fêté leur saint patron, ne se faisaient pas faute de prendre part aux amusements profanes que leur offraient à l'envi les cabarets, les auberges et les hôtelleries. Il n'y avait rien là qui fût à encourager, aussi les prêtres qui administraient alors la paroisse virent-ils disparaître sans regret une institution détournée de son but. Nous ignorons toutefois qui prit l'initiative de la suppression (2). C'était du moins un fait

(1) C'est à cette époque, le 28 juin 1717, que, dans une assemblée d'habitants, il fut résolu « qu'il serait acquitté à l'avenir cinq messes par chaque semaine en la dite église (de Changé) à l'intention des dits confrères, dont la première et seconde messe du dimanche font partie et la rétribution (des trois autres messes) en a été réglée à la somme de soixante livres par an ».

(2) Cette confrérie dut disparaître vers l'an 1758, car, dans une ordonnance de l'évêque du Mans, en date du 27 janvier 1788, il est dit



accompli quand, en 1772, M. René Janvier devint curé de Changé (1).

## § II

### LES FONDATIONS PIEUSES (2)

Si nous nous y arrêtons quelque temps, ce n'est pas que, prises en soi, elles soient importantes, ni qu'elles émanent de personnages remarquables, mais, en les examinant dans

que les services religieux, qui étaient à la charge de l'association, ne sont plus exécutés depuis trente ans environ.

(1) « Si causas conquiras cur desierit hæc sancti Martini confraternitas, crapula, ebrietas, choreæ, saltationes et multa hujus modi mala causæ fuerunt... Ex nova religione pietas quasi accenditur, fama circumvolat, fit populi concursus : concurrunt et impii non quidem pietatis ductu, sed curiositatis vel voluptatis impulsu... Et vero ad parœciam nostram innumeri circum veniebant propter institutam sodalitatem sancti Martini ; unde factum est ut saltationes adeo frequentes fuerint ut in qualibet caupona per diem integrum sancto Martino sacrum a saltando non desierint, tot erant in parœcia saltatores et saltatrices, tantum erat et tam incredibile saltandi studium, ut, *extincta sodalitate* licet, tamen perseveraverint tripudia ad annum usque 1772.... » Notes de M. Janvier. Une aimable communication de M. l'abbé Desvignes, curé-doyen de La Suze, nous permet d'ajouter quelques renseignements nouveaux à ceux que nous avons déjà donnés sur M. René Janvier. (Voir plus haut, p. 111.) Ce fut le 30 novembre 1762, que, présenté par le curé de La Suze, M. Pierre Le Jariel du Bary, « comme plus proche parent du fondateur du collège », il prit possession de ce bénéfice. Il avait un frère, Louis, qui, entré dans les ordres et titulaire des chapelles de la Meltière, à Pirmil, et de Milon, mourut à La Suze où il fut inhumé, le 8 décembre 1770. Il avait deux sœurs, dont l'une, Louise, épousa à La Suze, Noël Lebreton : l'autre, Anne, fut unie à René Pavy. Leur père, André Janvier, mourut à La Suze où il fut inhumé, le 16 septembre 1782. Leur mère, Louise Lemée, y avait été inhumée le 16 mars 1772. Dès l'an 1800, M. René Janvier se retira à La Suze où il fit, par intérim, « les fonctions du culte catholique ».

(2) Les titres d'après lesquels nous avons dressé la liste des fondations pieuses sont, pour la plupart, conservés aux archives de la fabrique paroissiale. Un inventaire en avait été dressé en 1778, lequel est conservé aux Archives départementales de la Sarthe, G 971.



leur ensemble, on y peut reconnaître comme les traits caractéristiques de la mentalité de la population. *Ubi est thesaurus vester, ibi et cor vestrum erit*, a dit le Maître : Là où est votre trésor, votre cœur y sera aussi. Si, donc, des hommes, dont l'aisance était modeste, en ont disposé, si peu considérable que fût leur fortune, pour des œuvres religieuses, pour s'assurer des prières après leur mort, c'est que la religion était, pour eux, la chose importante, et que, avant l'argent, ils plaçaient le recours au ciel.

Il va de soi que qui n'a rien ne peut rien donner, ce sont donc les habitants, vivant dans une aisance plus ou moins grande, qui réalisent ces fondations. Elles vont toutes à assurer des prières aux fondateurs. On ne s'étonnera point, bien au contraire, — et l'on y verra l'indice des croyances solides que leur inspiraient les fonctions sacrées dont ils étaient les ministres, — si les hommes d'église, surtout, ont, ou de leur vivant ou après leur mort, disposé de terres ou de capitaux dont les revenus constituaient la rétribution des services religieux qu'ils réclamaient. Ils ne pensaient pas à eux seuls, et plusieurs, on le remarquera, n'ont fait abandon de leurs biens, que pour rendre possible la célébration d'offices où leurs compatriotes trouvaient à satisfaire plus aisément leur dévotion, ou à s'acquitter plus facilement des devoirs religieux que sa conscience impose à tout fidèle.

Ces remarques faites, on se bornera à signaler rapidement ces donations, en suivant l'ordre chronologique.

La première dont le souvenir s'est conservé remonte à l'année 1502. Le 7 août, Geoffroy Pourriau et Guillemine, sa femme, pour avoir droit aux prières de l'église de Changé, lui lèguent deux sous, six deniers.

Le 16 août 1506, Jehan Launoy, prêtre, abandonne à la confrérie sa maison et le jardin qui y est contigü, à la charge par le procureur de fournir le pain et le vin nécessaires pour le saint-sacrifice de la messe.



Le 19 octobre 1522, Jehan Lemoulnier concède à la confrérie quatre pièces de terre dont trois plantées en vigne et une rente en nature de sept boisseaux de blé, mesure de Montfort, à la charge, pour le procureur, de faire célébrer à l'intention du donateur et de celle de ses amis trépassés, le jour de la feste de saint Jean-Baptiste, un service anniversaire dont la confrérie ferait les frais, en y ajoutant un *Subvenite*, après la messe, et une recommandation au prône, le dimanche précédent. Le même bienfaiteur, on le verra plus loin, créa aussi une chapellenie. En 1522 également, Julien Cormier et Julienne Belot, pour participer aux prières faites dans la confrérie, avaient légué à cette dernière, une pièce de terre et un pré sis près de l'Auneau.

Le 13 octobre 1540, Pierre Belu dispose par son testament de quelques terres et d'une rente de deux sols, six deniers, pour rétribuer « une messe de l'office de Notre-Dame, tous les samedis, avec une messe de *Requiem* chantée à la Saint-Pierre avec un *Subvenite*. »

Le 19 mars 1555, Denis Baglan, prêtre, demande en son testament à être inhumé dans la chapelle dédiée à sainte Barbe. Il lègue du même coup deux rentes, l'une, de quarante sols, l'autre de trente-cinq, assises sur des immeubles et dont la confrérie, bénéficiaire de ce legs, se servira pour rétribuer « quatre messes, desquelles une sera haute avec une paire de vigilles solennelles avec un *Subvenite* à la dite messe sur la sépulture dudit testateur » (1).

Le 2 juillet 1557, Michelle Barbier teste, et assure à la fabrique de l'église paroisse une rente de trois sols pour le curé, et de six deniers pour la fabrique, avec obligation de célébrer une messe, chaque année, au jour anniversaire du décès de la testatrice.

Le 23 mars 1565 (v. s.) Jehan Lemoulnier, prêtre, veut que, après sa mort, on donne à la fabrique la somme une

(1) Voir plus haut, pp. 95, 96.



fois payée de vingt-cinq livres, dont la rente rétribuera les vigiles solennelles et deux messes dont une à haute voix que l'on célébrera pour lui, après l'avoir recommandé au prône, le dimanche précédent (1).

Le 27 avril 1597, Renée Plessis, veuve Pierre Potier, fonde deux messes, dont une à haute voix, pour la célébration desquelles, elle attribue, en plus des honoraires, deux sols à la fabrique, un au procureur, et vingt deniers au sonneur.

Le 4 avril 1607, Michel Trouillaut déclare, par son testament, laisser aux curé et vicaires, quinze sols tournois, et deux sols six deniers, au sacristain, à la condition que l'on chantera pour lui une messe à diacre et sous-diacre, tous les ans, le jour dédié à saint Michel. Il lègue à la fabrique trois hommées de vigne au clos d'Epagneul, pour être participant aux prières publiques. Il demande que, chaque dimanche, on le recommande au prône de la messe paroissiale, et laisse à cet effet, au curé de Changé, une rente de trente sols assise sur le champ de la Haise.

Le 14 octobre 1611, Mathurin Parmé affecte le revenu d'un jardin sis au bourg de Changé pour rétribuer les vigiles et la messe solennelle de *Requiem* que l'on célébrera, tous les ans, au jour anniversaire de sa mort, pour lui et pour ses parents décédés.

Le 14 avril 1613, Jehan Vallier et Michelle Percheron lèguent à la fabrique deux hommées de terre sises aux Guérinières, pour les honoraires d'une grand'messe dite le jour de Saint-Jean-Porte-Latine, soit le 6 mai.

Le 6 juillet 1649, René Le Trouin, prêtre, cède à la fabrique vingt livres de rentes, pour assurer la célébration régulière d'une seconde messe, chaque dimanche, dans l'église de Changé, où on le recommandera aux prières, lui et les membres défunts de sa famille.

(1) Voir plus haut, p. 96.



Le 8 juin 1650, Guillaume Cormier donne à la fabrique une rente de vingt sols dont seize revenaient au curé, pour que, chaque année, le jour dédié à sainte Anne, on chante dans l'église de Changé une messe à diacre et sous-diacre, à l'intention du donateur.

Le 14 octobre 1661, Jean Lossier attribue à la fabrique une rente de quatre livres, à prendre sur un logis sis aux Fontenais et sur diverses pièces de terre. Il demande à être inhumé dans l'église où l'on célébrera, pour lui et pour son père et sa mère, « six messes hautes devant l'image de saint Jehan, le mesme jour s'il se peut. »

Le 11 juin 1674, Perrine Girard, « désirant pourvoir au salut de son âme et de celle de ses défunts père et mère, » fonde dans l'église de Changé « deux services de chacun trois grandes messes », pour la rétribution desquels elle lègue une rente de cents sols, et qui devaient être célébrés la veille et le lendemain de la fête de saint Pierre.

En 1679, Jacques Beucher, procureur de la fabrique, achète un pré au prix d'une somme de trois cents livres laissées par Pierre Besnard, chirurgien à Paris, avec obligation de célébrer pour lui, tous les ans, un service solennel.

Le 20 janvier 1682, Marin Binet demande que l'on dise pour lui, tous les ans, « une messe solennelle avec vigilles, le jour de la feste Nostre-Dame », et il laisse à cette intention quatre écus de rente à la fabrique.

Le 22 mars 1694, Jean Paulmier, curé de Challes et originaire de Changé, donne à la fabrique la somme de trois cents livres dont les arrérages serviront, par la suite, à faire célébrer, tous les ans, deux anniversaires, pour lui et pour son père et sa mère, l'un, la veille de la fête de saint Jean - Baptiste, l'autre, le jour de la fête de saint François, avec recommandation au prône de la grand'messe, le dimanche précédent.

Entre les années 1716 et 1722, M. Joseph Levacher, prê-



tre, constitua, au profit de la fabrique, une rente annuelle de dix livres, sans que l'on sache s'il la greva de charges.

Le 22 novembre 1725, Jacques Besnard donne à la fabrique, pour la célébration d'une messe, le jour consacré à saint Jacques, avec recommandation au prône, le dimanche précédent, une somme de trente sols, dont vingt revenaient au curé, le surplus étant partagé par moitié entre le sacriste et le procureur de fabrique.

Le 23 juillet 1724, Marguerite-Charlotte Rabinard, veuve de M. François Guion, écuyer, s<sup>r</sup> de la Courbe, avait vendu au profit de la fabrique, pour une somme totale de quatre cent vingt-trois livres, une maison sise au bourg de Changé. On lui assurait en retour la jouissance gratuite, durant sa vie, d'un banc de l'église et la célébration, après sa mort, d'une messe de *Requiem*, dite tous les ans, au grand autel, avec le chant de l'hymne *Ave Maris stella*, le jour où l'église fête sainte Marguerite.

Le 6 avril 1729, Pierre Grigné lègue deux pièces de terre, un champ et une vigne, pour garantir la rétribution de messes qu'il sollicite pour lui et pour l'âme de ses défunts père et mère.

Le 18 mars 1745, Jean Bougard fonde trois messes à célébrer les trois premiers jours d'absolution du carême, l'une, le lundi, pour la persévérance dans le bien, l'autre, le mercredi, pour la conversion des pécheurs, avec le chant du trait : *Non secundum* ; la troisième, le vendredi, pour les Trépassés, avec le chant d'un *Libera*. Il donne, pour la rétribution de chacun de ces services religieux, une somme de quarante sols, dont dix pour la fabrique, dix pour le sonneur, et le surplus pour le célébrant.

Deux donations dont la date est inconnue, l'une, d'un demi journal de terre, faite à la fabrique par Jeanne Cormier, pour deux messes, l'autre, de quatre hommées de pré, consentie par Marc Le Tessier et pour une messe



basse, suivie d'un *Subvenite*, doivent être ajoutées aux précédentes.

En résumé, ces deux dernières mises à part, on constate qu'il y eut huit fondations, au XVI<sup>e</sup> siècle, dix, au XVII<sup>e</sup>, et cinq, au XVIII<sup>e</sup>. Comme elles avaient été faites, presque toutes, à une époque où le pouvoir de l'argent était très grand, peu à peu, ce pouvoir diminuant, les revenus dont la quotité restait toujours la même ne représentaient plus réellement le taux des honoraires qui, au XVIII<sup>e</sup> siècle, rémunéraient les services religieux. Un curé de Changé, M. Gruau, en informa l'évêque du Mans, Mgr de Jouffroy-Gonssans, et le pria d'user de son autorité, pour rétablir de justes proportions entre les revenus perçus et les charges religieuses dont ces revenus constituaient la rétribution. C'est à quoi pourvut une ordonnance épiscopale (1), en date du 21 janvier 1788, et dans le détail de laquelle nous ne jugeons pas utile d'entrer.

### § III

#### LES CHAPELLENIES, LES CHAPELLES PUBLIQUES

Une chapellenie est un établissement religieux dont la piété des fidèles amène la création. L'un d'eux, désirant s'assurer des prières après sa mort, fonde une rente par un acte public, passé devant le pouvoir compétent. Assise sur des biens-fonds, elle est servie, tous les ans, au clerc chargé d'acquitter les messes hautes ou basses et les services religieux demandés par le fondateur. Celui-ci en détermine le nombre, et la place où il entend les faire célébrer. Il réserve parfois à ses descendants, ou à telle

(1) Cf. Archives départementales de la Sarthe, G 791, titre papier.



personne légale qu'il préfère, le droit de désigner l'ecclésiastique auquel, s'il en est digne, l'évêque du diocèse ne peut refuser l'investiture du bénéfice ainsi établi et qui se nomme une chapellenie.

Il y en eut une ainsi fondée à Changé, et placée sous ce vocable : Notre-Dame-des-Sablons.

### *I. — Notre-Dame-des-Sablons*

Elle se desservait dans une chapelle de ce nom, située dans le cimetière. Lorsque, en 1509, on édifia les deux travées formant l'un des bras de croix de l'église paroissiale, celui qui est orienté vers le nord, la muraille qui le clôturait de ce côté (1), se trouva sur le même plan que l'une de celles de la chapelle de Notre-Dame-des-Sablons. On en profita pour pratiquer dans celle-ci et dans celle-là, deux ouvertures qui permirent de passer du plus grand des édifices dans le plus petit. On voit encore à l'extérieur de l'église des traces de l'une de ces portes. On y remarque également, dans la partie supérieure du pignon, des restes d'une fenêtre ronde, en forme d'œil-de-bœuf, seul éclairage possible, en raison de la proximité des deux murailles. L'obscurité de cette partie de l'église était grande. On ouvrit plus tard une fenêtre, actuellement fermée, sur le côté ouest du bras de croix. C'est au XVIII<sup>e</sup> siècle seulement, que l'on perça celle qui s'ouvre dans le pignon, quand la chapelle de Notre-Dame-des-Sablons fut démolie.

On ne saurait dire à quelle époque, exactement, elle avait été construite. On dut, en 1506, y faire des réparations pour l'exécution desquelles l'un des bienfaiteurs de l'église, Jehan Launoy, légua par testament la somme de vingt sols (2).

(1) Voir plus haut, p. 114, note 1.

(2) « Je laisse à la chapelle de Nostre-Dame-des-Sablons, de Changé, vingt sols une foys payés pour aider à réparer la dicte chapelle. »



Ce fut en 1522, le 19 octobre, que Jean Lemeunier ou Lemoulnier, prêtre, y créa une chapellenie, fondation que l'évêque du Mans, appouva en janvier 1523 (1). Le 10 août 1679, Louis Barbier, marchand, et Julienne Gautelier, son épouse, par testament passé devant maître Menu, notaire au Mans, y fondèrent six messes basses, à célébrer les jours de la Conception, de la Nativité, de l'Annonciation, de la Purification, de l'Assomption de la Sainte-Vierge, et le jour de la fête de saint Joseph (2). Pour en assurer la rétribution, ils créèrent un titre de rente de quarante livres, dont cinq représentaient la part revenant à la fabrique de l'église paroissiale, chargée de fournir les ornements liturgiques et le luminaire. Cette rente était assise sur une maison du bourg de Changé dont le propriétaire, le 2 août 1720, dégreva son immeuble, en versant au procureur de la fabrique une somme de huit cents livres. On réserva la jouissance du bénéfice à ceux des parents des fondateurs qui entreraient dans les ordres sacrés, ou, à leur défaut, à un prêtre né sur la paroisse de Changé. Le curé de la paroisse, assisté du procureur de fabrique et deux notables de la paroisse, avait à désigner le personnage apte à être mis en possession de la chapellenie. Le premier ecclésiastique qui en fut pourvu se nommait Jean Lebarbier, neveu de Louis. Il en jouit jusqu'en 1706, année de sa

Testament de Jean Launay. Archives départementales de la Sarthe, G 791, n° 28.

(1) Cf. Pouillé du diocèse du Mans, 1772, V° Notre-Dame, aux chapellenies, et Arch. dép. de la Sarthe, G 791, n° 28. Cette chapellenie, quoique desservie dans la chapelle de Notre-Dame-des-Sablons, fut placée sous le patronage de saint Jean-Baptiste. Elle porta aussi le nom de chapellenie Saint-Martin. Le revenu en était de quarante livres en argent, plus le produit de neuf hommées de pré et de huit journaux de terre, sis sur la paroisse de Parigné-l'Évêque. Les charges en étaient une messe basse par semaine, à célébrer le samedi.

(2) Cf. Arch. dép. de la Sarthe, G 791. Inventaire des papiers de la confrérie et fabrique de Changé, p. 11.



mort (1). Il y eut pour successeurs, de 1706 à 1719, Pierre Pottier ; de 1719 à 1749, Jean Pasquier ; de 1749 à 1754, Jean Paulmier ; de 1755 à 1761, N. Bourges de la Vallée ; de 1761 à 1767, Mathurin Dubois ; en 1768, J.-B. François Métairie. C'est alors que l'on restaura l'autel de cette chapelle de Notre-Dame-des-Sablons (2). Cette même année, sans que nous en sachions la cause, J.-B. Métairie abandonna son bénéfice qui, sur la présentation du curé et des habitants, fut conféré à Julien-Michel Guiard (3). Il l'occupa trois ans, et y fut remplacé, en 1771, par Jacques-Michel Lemaire, alors vicaire à Saint-Biez-en-Belin. Les habitants, désireux de le voir se fixer parmi eux, améliorèrent le logement où il demeurait. Il fut, d'ailleurs, le dernier titulaire de la chapellenie que l'évêque du Mans, sur la demande du curé de Changé (4), M. Gruau, supprima en 1779. L'habitude s'était établie, depuis nombre d'années, pour faciliter aux fidèles l'assistance à la sainte messe aux jours de fête, d'acquitter, non plus dans la chapelle, mais dans l'église paroissiale, les six services religieux demandés par les fondateurs. Comme, d'un autre côté, la valeur réelle de la fondation, par suite d'un pouvoir moindre de l'argent, s'en trouvait notablement diminuée, et qu'il était ainsi difficile de pourvoir à l'entretien de la chapelle, on s'explique qu'un prêtre en ait sollicité la disparition. C'était, au surplus, l'année même où l'on édifiait le chœur de l'église paroissiale, lequel fut ainsi en partie construit à l'aide des ma-

(1) « L'an de grâce mil sept cent six, le cinquième jour d'aoust, a été inhumé au cimetière de Changé, le corps de m<sup>re</sup> Jean Le Barbier, en son vivant prêtre habitué de la dite paroisse, en qualité de vicaire et âgé de quarante-deux ans ou environ, par moi messire Robert Rabinard, prêtre curé de Saint-Germain-de-la-Coudre. » État civil de Changé.

(2) « Et sur ce qui a été représenté aux dits habitants qu'il est nécessaire de faire . . . . une boiserie à l'autel des Sablons. » Comptes du procureur de fabrique, 1762.

(3) Voir plus haut, p. 110.

(4) La demande est en date du 10 janvier 1779.



tériaux provenant de la destruction de la chapelle Notre-Dame-des-Sablons. L'autel qui la meublait fut transporté dans l'un des enfoncements, pratiqués par M. Janvier dans le mur de l'église, situé au nord (1).

## II. — *Notre-Dame-de-la-Pointe*

Cette chapelle se trouvait dans le bourg même de Changé, à l'angle formé par la rencontre de la Grande et de la Petite Rue. Détruite à telle époque que nous ne saurions indiquer, mais depuis la Révolution, elle a été remplacée par une maison de modeste apparence, dont la porte principale laisse voir, appuyées sur le linteau qui la clôt, les statuettes qui décoraient jadis le petit édifice sacré, dont l'entretien était à la charge de la fabrique (2).

Des services religieux dont l'importance nous est inconnue y étaient célébrés par un chapelain. Le seul titulaire dont le nom s'est conservé, est Jehan Pottier que nous trouvons, de 1558 à 1578, qualifié : « Chapelain de la Pointe ».

## III. — *Sainte-Madeleine-de-Rossay*

On ne sait à quelle époque cette chapelle fut construite. L'origine en est certainement ancienne. Actuellement, il n'en reste plus trace, et les matériaux qui en furent retirés ont servi, en 1821, à la construction de la basse sacristie

(1) « Le dimanche, dixième jour de janvier mil sept cent soixante-dix-neuf . . . voulant nous procurer dans notre église paroissiale un autel en l'honneur de la Sainte-Vierge, avons délibéré et délibérons tous de concert qu'au lieu de pourvoir aux frais d'entretien de la dite chapelle, l'autel qui y est sera par permission de Monseigneur l'Évêque du Mans, transféré de la dite chapelle dans l'endroit désigné de l'église paroissiale. » Archives de la fabrique.

(2) « Reçu quatorze livres provenant de la quête du chanvre faite en l'année 1774, par Claude Guiet, celle de 1773 ayant été employée à acheter des tableaux pour l'église et pour l'oratoire de la Pointe. » Comptes du procureur de fabrique, Julien Besnard.



de l'église paroissiale de Changé. Elle se trouvait, en cette paroisse, au lieu, dit, de nos jours, « la Chapelle ». La statue de la sainte sous le patronage de laquelle elle avait été édifiée, a été conservée et est maintenant placée dans une niche informe pratiquée dans le pignon d'une maison privée des Gâneries, hameau situé sur la route de la Foucaudière à Saint-Hubert.

Cette chapelle était celle d'un prieuré bénédictin placé sous le même vocable et possédé par les moines de l'abbaye de Saint-Calais. On ne sait ni quand ni par qui il avait été créé ; on n'est pas mieux renseigné sur le nombre des religieux qui y pratiquaient leur règle. Il tomba, comme tous les établissements similaires, sous le désastreux régime de la commende, dès le début du XVI<sup>e</sup> siècle, et peut-être auparavant. Les clercs réguliers auxquels ce bénéfice fut alors conféré ne nous sont pas tous connus. Voici du moins les noms de ceux que nous avons pu découvrir.

Avant 1563, mais après 1561, frère Jehan Cordier ; en 1582, frère Jehan Jacob, religieux à Sainte-Catherine-du-Val-des-Ecoliers ; en 1613, frère Jehan Bertrand, religieux de l'abbaye du Gué-de-l'Aunay ; en 1659, dom Julien Treplin de Beaumont, du même monastère. Le 15 septembre de cette dernière année, il loue pour soixante livres, par an, le temporel du prieuré. De 1684 à 1713, au moins, le prieuré fut possédé par dom Julien Raguideau. Ce dernier, se contentant de toucher les revenus du bénéfice, en laissait tomber la chapelle en ruines. Le grand doyen de l'église du Mans en fut informé au cours de ses visites, et, en 1696, il donna mission au procureur de fabrique de l'église de Changé, de contraindre par toutes voies de droit, ce bénéficiaire négligent à remettre toutes choses en état. Le prieuré passa ensuite aux mains de dom Simon Langelé, de 1722 à 1736 ; de J.-B. Langlais, profès de l'abbaye de Notre-Dame-dé-la-Coulombe, au diocèse de Chartres, de 1736 à



1774 ; de dom Louis Bodineau, cellerier de l'abbaye de Saint-Calais, de 1774 à 1789.

#### § IV

##### LES ÉCOLES

A Changé, comme dans la majorité des communautés d'habitants, l'école était tenue par l'un des vicaires. Il n'attendait aucune rétribution de ses élèves, et l'instruction qu'il leur donnait était surtout religieuse. Pour l'y encourager, les membres de la confrérie placée sous le patronage de saint Martin firent abandon, en 1611, au vicaire chargé de ces fonctions, de la maison qui leur avait été léguée, en 1506, par Jehan Launay et où, jusque-là, ils avaient tenu leur réunion annuelle. Cette cession n'avait rien de définitif, et, en 1674, après s'être assuré du manque d'instruction des enfants, le grand doyen de l'église du Mans enjoignit au curé, le 12 septembre de l'année précitée, de convoquer le dimanche suivant ses paroissiens, afin qu'ils eussent à « assigner une maison à un prestre qui aura soin d'instruire la jeunesse et lui donner des gages suffisants pour son entretien ». L'indigence d'un trop grand nombre d'habitants rendait difficile l'exécution de cette ordonnance ecclésiastique (1). C'est à quoi pensèrent, supposons-nous, ces deux chrétiens qui, en 1679, créaient un titre de rente annuelle de quarante livres, à la charge pour le vicaire qui célébrerait, dans la chapelle de Notre-Dame-des-Sablons, les six messes demandées par les fondateurs, « d'instruire

(1) Ils n'auraient pas eu à recevoir cette observation si les dernières volontés d'un prêtre habitué de l'église paroissiale de Changé avaient été mieux respectées. Antoine Lambert avait, par testament olographe, en date du 16 décembre 1621, légué, pour la fondation d'une école dans le bourg de Changé, une maison, des vignes et diverses pièces de terre, sises sur cette paroisse. Il mourut en 1628, et son testament fut annulé par sentence du 14 mars 1629, « comme n'estant écrit pour le tout de la main du défunt. » *Coutume du Maine*, commentaires sur l'article CCXCII.



la jeunesse ». De ce moment jusqu'en 1790, ce fut le titulaire de la chapellenie qui, tout en s'acquittant des autres fonctions vicariales, dut faire la classe aux garçons de Changé.

Leurs sœurs n'étaient pas aussi favorablement traitées. C'est presque à la veille de la Révolution que leur pasteur, M. Louis-Berthevin Gruau, et Renée Menon, veuve de M. Michel Drouet d'Aubigné, cette dernière résidant au Mans paroisse de la Couture, s'accordèrent ensemble pour ouvrir une école où les jeunes filles de la paroisse devaient être reçues. Par un acte passé, le 20 juillet 1785, devant le notaire royal d'Yvré-l'Évêque, Renée Menon, après s'être assurée du consentement des habitants de la localité, qui l'avaient donné, le 24 octobre 1784, se dessaisit de diverses rentes assises sur le Clergé de France, et s'élevant, en tout, à soixante-cinq livres, dix sous, cinq deniers. Ces rentes, dont elle se réservait la jouissance, sa vie durant, en s'obligeant, au reste, à verser annuellement au procureur de fabrique une somme de soixante livres, assuraient le traitement de l'institutrice, laquelle, du vivant de la fondatrice, devait être choisie par celle-ci et par le curé de la paroisse, et, après la mort de la bienfaitrice, par sa sœur, Gabrielle Menon, l'épouse de Pierre de Moreau, et par le curé, puis, définitivement, par ce dernier seul, après le décès des deux sœurs.

Cette fondation fut presque aussitôt complétée par le prieur de l'abbaye de l'Epau, dom Joly, qui fournit les fonds à l'aide desquels on assura un logement à la future maîtresse. On eut soin en même temps de déterminer les obligations auxquelles elle aurait à se soumettre, le règlement qu'elle prendrait l'engagement de suivre, et dont la teneur fut, séance tenante, présentée par M. Gruau.

L'école devait être ouverte le matin, de neuf à onze heures, et, le soir, de deux à quatre heures, les congés exceptés, c'est-à-dire les jours de fêtes d'obligation, le



dimanche et le vendredi de chaque semaine. Le début des vacances concordait avec la remise de la première gerbe de seigle, présentée, à titre de dîme, au curé. Elles se terminaient le 8 septembre, fête de la Nativité de la Sainte-Vierge.

L'enseignement, égal pour tous, était donné gratuitement aux pauvres, mais le curé devait désigner les enfants qui le recevaient à ce titre et auxquelles, d'ailleurs, il n'était plus accordé, lorsqu'elles avaient fait leur seconde communion. Elles devaient, sans exception, se procurer à leurs frais leurs livres, dont le choix était réservé au curé de la paroisse.

Nulle classe ne commençait qu'elle ne fût précédée de la récitation de la prière ordinaire, dite par les jeunes filles les plus instruites, le matin, en latin, le soir, en français. Elles étudiaient ensuite leurs leçons, durant un quart d'heure, puis les récitaient à leur maîtresse à laquelle il était recommandé de s'occuper d'abord des plus ignorantes. Aucune enfant ne pouvait être renvoyée que le curé n'y eût consenti. Celles qui commettaient quelque faute devaient être réprimandées plutôt que punies. Néanmoins, on mettait à la disposition de l'institutrice « une discipline », en lui observant d'en user « le plus modérément et le plus rarement possible ». On laissait à sa prudence, pour des « cas griefs... d'en venir doucement à des corrections plus humiliantes ». Elle était engagée à presser la fréquentation régulière de son école et à s'informer des motifs des absences dont les parents étaient invités à indiquer les raisons.

On n'a pas à dire comment, prenant le plus vif souci de la moralité des élèves, on ne les laissait jamais sortir seules de la classe, si ce n'est pour un très court laps de temps.

Elles avaient une fête patronale, le 2 octobre, jour où l'Église célèbre la fête des saints Anges. A cette occasion, on leur donnait congé, après les avoir conduites, le matin,



à la messe, et après leur avoir fait ensuite, dans le local scolaire, une lecture édifiante.

L'instruction religieuse passait alors avant tout, aussi les jours où le clergé paroissial enseignait le catéchisme aux enfants, celles-ci devaient-elles se réunir, le soir, à une heure, pour étudier à l'école la leçon désignée d'avance et se rendre de là à l'église où elles avaient à la réciter.

La maitresse pouvait, en certains cas de force majeure, être obligée d'abandonner momentanément ses élèves ; elle ne le devait faire qu'avec l'agrément du curé auquel elle devait le demander. Il est aisé de l'observer, l'action du clergé était prépondérante, mais nul ne songeait à s'en plaindre, et, sûrement, les bonnes mœurs avaient à y gagner.

Ces prescriptions diverses n'étaient pas pour détourner de la charge les personnes qui y prétendaient. Elle fut offerte à une pieuse laïque, demoiselle Louise Faribault, célibataire, âgée de quarante-quatre ans, à la charge par elle, d'obtenir dans le délai d'un mois, de l'évêque du Mans, la ratification du choix ou de la nomination dont elle venait d'être l'objet. Elle accepta cette clause, et, sur sa demande, le prélat, après information prise de la régularité de sa vie à laquelle le curé de Changé se plut à rendre hommage, lui concéda le droit d'instruire les jeunes filles de Changé (1), conformément aux ordonnances épiscopales rendues par ses prédécesseurs.

La nouvelle maitresse réunit environ quarante enfants, mais ce fut pour peu de temps, puisque cette fondation charitable fut aliénée en 1794.

L. ESNAULT et L. FROGER.

(A suivre).

---

(1) L'acte d'approbation est daté du 26 juillet 1785.



---

# CATALOGUE

DES

## ACTES DES ÉVÊQUES DU MANS

JUSQU'A LA FIN DU XIII<sup>e</sup> SIÈCLE

---

### MAURICE 1216-1231

Thomas de Cantimpré, auteur d'un recueil d'anecdotes morales, a raconté à sa façon l'élection de Maurice au siège du Mans. Nous savons par lui que cet évêque était originaire de Champagne, étranger, par conséquent, au diocèse, et d'une naissance obscure. La liste épiscopale des *Actus* nous apprend qu'il fut élu, après un mois de vacance du siège, le 24 mars, et consacré à Tours le 22 mai 1216. Il siégea, d'après la même source, 15 ans et 3 mois. Au mois de juillet 1231, il fut transféré au siège archiépiscopal de Rouen, où il mourut le 11 janvier 1235 (n. st.), d'après le *Nécrologe* du Chapitre du Mans. Son tombeau se trouve dans le chœur de la cathédrale de Rouen.

SOURCES : Thomas de Cantimpré, *Bonum Universale de Apibus*, lib. I. — *Actus* et *Nécrologe* ap. *Actus*, éd. Busson et Ledru, p. 484.

Consulter : D. Piolin, t. IV, p. 265. Eubel, *Hierarchia Catholica Medii Ævi*, t. I, pp. 187 et 447.

433.

1216, 3 juin.

M[aurice] donne à l'abbaye de Saint-Vincent une dime de



La Bazoge (*Basogier*), à lui remise par Guillaume Machefer, laïc.

A. Original perdu.

B. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5444, p. 549.

C. Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle, Bibl. nat., coll. Moreau, t. 121, fol. 117, d'après B. — D. Copie du XIX<sup>e</sup> siècle (M. Bilard). Bibl. du Mans, ms. 473, 2<sup>e</sup> partie, n<sup>o</sup> 91, d'après B.

Date : *Actum anno gratie 1216, crastina die beatorum martyrum Marcellini et Petri.*

434.

1216.

[Maurice] confirme la donation par Jean de Montoire [à l'abbaye de Saint-Sauveur de l'Étoile], d'une rente de 4 livres 10 sous sur le marché de Montoire, pour l'entretien de deux lampes.

A. Original perdu.

B. Analyse en français de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 17036, p. 133.

« En 1216 », lisons-nous dans le manuscrit. L'évêque n'est pas nommé ; il paraît, toutefois, bien impossible que ce soit Nicolas qui mourut au mois de février, et par conséquent en 1215, selon l'ancien style.

435.

1216.

Maurice ratifie la donation faite entre ses mains à l'abbaye de Saint-Vincent, par Philippe de Rousset, de dîmes dans la paroisse de Saint-Julien-en-Champagne.



A. Original perdu.

B. Copie du XIII<sup>e</sup> siècle, *Second Cartulaire de Saint-Vincent*, Bibl. du Mans, ms. 95, f<sup>o</sup> 3 v<sup>o</sup>. — C. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5444, p. 514. — D. Copie de la même origine, Bibl. nat., lat. 5445, f<sup>o</sup> 63.

E. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5444, p. 358, d'après B. — F. Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle, Bibl. nat., coll. Moreau, t. 121, f<sup>o</sup> 119, d'après E. — G. Analyse du XVII<sup>e</sup> siècle (D. Le Michel). Bibl. nat., lat. 13820, f<sup>o</sup> 217 v<sup>o</sup>, d'après B. — H. Copie du XIX<sup>e</sup> siècle (M. Bilard). Bibl. du Mans, ms. 473, 2<sup>e</sup> partie, n<sup>o</sup> 4, d'après C. — I. Copie de la même origine, Bibl. du Mans, ms. 472, f<sup>o</sup> 33 r<sup>o</sup>, d'après D.

Date : *Actum anno gratie* M CC XVI.

436.

1217.

Maurice adjuge aux moines de Saint-Vincent, deux parts de la dîme du vin de la paroisse de Saint-Gervais-en-Belin, du fief de Hugues de Belin, litigieuses entre eux et Agnès, veuve de Philippe d'Espagne (*de Yspania*).

A. Original perdu.

B. Copie du XIII<sup>e</sup> siècle, *Second Cartulaire de Saint-Vincent*, Bibl. du Mans, ms. 95, f<sup>o</sup> 14 r<sup>o</sup>.

C. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5444, p. 375, d'après B. — D. Analyse du XVII<sup>e</sup> siècle. *Monasticon Benedictinum*, Bibl. nat., lat. 12702, f<sup>o</sup> 343 v<sup>o</sup>. — E. Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle. Bibl. nat., coll. Moreau, t. 122, f<sup>o</sup> 156, d'après C.

Date : *Actum anno gratie* M<sup>o</sup> CC<sup>o</sup> XVII<sup>o</sup>.

437.

1217.

Charte de Maurice contenant un accord entre l'abbaye de Perseigne et le curé de Montigny au sujet des dîmes dudit lieu.



A. Original perdu.

B. Analyse en français, du XVII<sup>e</sup> siècle. *Inventaire des titres de Perseigne*. Archives de la Sarthe, H 926, f<sup>o</sup> 229 v<sup>o</sup>.

Date : « Maurice, en date de l'an 1217 ».

438.

1218, 20 septembre. Le Mans.

Charte de Maurice, évêque ; Pierre, chantre, et Eude, archidiacre du Mans, contenant un accord entre Berte, abbesse, et le couvent de Fontevrault, d'une part ; Guillaume, prieur, et les frères hospitaliers (*helemosynarii*) de Saint-Jean-l'Évangéliste d'Angers, d'autre part, au sujet de la maison du Poids, à Saumur (*domo de Pondere, sita in bislangia Salmuriensi*), de pêcheries et garenne à Angers et des terres et tenements de Richard *Globere* aux Montils (*apud Les Montils juxta Longueium*).

A. Original scellé de 3 sceaux sur lacs de soie, sceaux perdus, Archives de l'hôpital Saint-Jean d'Angers, B 156, n<sup>o</sup> 8.

B. Copie du XVI<sup>e</sup> siècle. Archives de l'hôpital Saint-Jean d'Angers, A 4, f<sup>o</sup> 152. — C. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 17036, p. 141.

PUBLIÉ : C. Port. *Inventaire des Archives de l'hôpital Saint-Jean*, p. 128, d'après A.

INDIQ. : C. Port. *Ibid.*, pp. 5 et 35, d'après B et A.

Date : *Actum publice coram nobis, apud Cenomannis, in domo episcopali, anno gratie M<sup>o</sup> CC<sup>o</sup> decimo octavo, mense septembri, in vigilia B. Mathei apostoli et evangeliste.*

439.

1218.

Charte de Maurice contenant la cession à ferme, à vie,



pour 30 sous mansais par an, à E., chapelain de Notre-Dame de La Guierche, par J., abbé de la Couture, des dîmes et prémices perçus par l'abbaye, dans la paroisse de La Guierche.

A. Original perdu.

B. Copie du XIII<sup>e</sup> siècle. *Cartulaire de la Couture*, Bibl. du Mans, ms. 198, f<sup>o</sup> 22 v<sup>o</sup>. — C. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 17123, p. 229.

D. Analyse du XVII<sup>e</sup> siècle (D. Le Michel). Bibl. nat., lat. 13817, f<sup>o</sup> 57 r<sup>o</sup>. — E. Analyse du XVII<sup>e</sup> siècle. *Monasticon Benedictinum*, Bibl. nat., lat. 12690, f<sup>o</sup> 6 v<sup>o</sup>, d'après B.

PUBLIÉ : *Cartulaire des Abbayes de la Couture et de Solesmes*, p. 195, d'après B.

Date : *Actum anno gratie M<sup>o</sup> CC<sup>o</sup> XVIII<sup>o</sup>.*

440.

1219, 4 octobre.

Maurice règle, par devant les abbés de Tyron et de Josaphat, et Geoffroy d'Auneux (*de Alneolo*), chanoine de Chartres, à ce délégués par le Saint-Siège, le droit de procuration de l'évêque du Mans dans l'abbaye et les prieurés de la Couture.

A. Original perdu.

B. Copie du XIII<sup>e</sup> siècle. *Cartulaire de la Couture*, Bibl. du Mans, ms. 198, f<sup>o</sup> 11 r<sup>o</sup>.

C. Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle. *Compendium Hist. de Cultura*, Bibl. du Mans, ms. 91 bis, f<sup>o</sup> 48, d'après B.

PUBLIÉ : *Cartulaire des Abbayes de la Couture et de Solesmes*, p. 204.

Date : *Actum anno gratie M<sup>o</sup> CC<sup>o</sup> XIX<sup>o</sup>, IIII<sup>o</sup> non. mensis octobris.*



1219.

Maurice confirme un statut capitulaire de la Couture, par lequel les moines, pour restreindre le nombre des oblates (*condonati*) et fiefés (*feodati*) du monastère, ont décidé que toute personne députée par eux pour l'obtention d'un service féodal ou recevant d'eux vivres et vêtements, devra prendre l'habit religieux, à moins qu'il ne s'agisse d'affermir des revenus de l'abbaye.

A. Original perdu.

B. Copie du XIII<sup>e</sup> siècle. *Cartulaire de la Couture*, Bibl. du Mans, ms. 198, f<sup>o</sup> 5 v<sup>o</sup>.

C. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 17123, f<sup>o</sup> 211, d'après B. — D. Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle. *Compendium Hist. de Cultura*, Bibl. du Mans, ms. 91 bis, f<sup>o</sup> 48, d'après B. — E. Analyse du XVII<sup>e</sup> siècle. *Monasticon Benedictinum*, Bibl. nat., lat. 12690, f<sup>o</sup> 5 r<sup>o</sup>, d'après B.

PUBLIÉ : *Cartulaire des Abbayes de la Couture et de Solesmes*, p. 206.

Date : *Actum anno Incarnationis Domini millesimo ducentesimo nono decimo.*

1219.

Charte de Maurice contenant la donation à l'abbaye de Marmoutier, par Hugues, curé de Saint-Christophe-du-Jambet, d'un demi-arpent de vigne dans sa vigne des Glissières.

A. Original parchemin, scellé sur double queue, du sceau n<sup>o</sup> 7 de notre Catalogue ; sceau perdu. Archives municipales du Mans, 944-963 (pièce non numérotée).

B. Copie du XIII<sup>e</sup> siècle. *Cartulaire de Vivoin*, Bibl. du Mans, ms.



100, f° 30 v°. — C. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 17036, p. 139, d'après A (dessin du sceau). — D. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5441, t. II, p. 260, d'après A.

PUBLIÉ : *Cartulaire de Vivoin*, éd. Denis, p. 48, d'après B.

Date : *Actum anno Domini m° cc° decimo nono.*

443.

1219.

Charte de Maurice contenant l'abandon, par Robert du Mesnil, de ses prétentions sur l'herbergement, sis dans la paroisse de Lignières, donné à l'abbaye de Perseigne par maître Grégoire d'Alençon (*de Alenchonis*).

A. Original perdu.

B. Copie incomplète de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5474, p. 157.

C. Copie du XIX<sup>e</sup> siècle (M. Bilard). Archives municipales du Mans, n° 912, f° 41 v°, d'après B.

PUBLIÉ : *Cartulaire de Perseigne*, éd. Fleury, p. 182.

Date : . . . . 1219.

444.

1219.

Maurice confirme la baillée faite par les religieux de Champagne, au prieuré de Saint-Victor, d'un moulin sis entre le Pont-Perrin et les moulins de *Richedoig*, pour 5 livres tournois (50 sous mansais) de rente.

A. Original perdu.

B. Analyse du XVIII<sup>e</sup> siècle. *Inventaire de Champagne*, Archives de la Sarthe, H 831, f° 1 v°, n° 4. — C. Mention de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 17125, f° 67 r°.



D. Mention du XIX<sup>e</sup> siècle (M. Bilard). Archives municipales du Mans, 913, p. 95, d'après C.

INDIQ. : Bilard, *Analyse des Documents historiques des Archives de la Sarthe*, t. I, n<sup>o</sup> 430/4. — Bellée, *Inventaire sommaire.... Sarthe, Série H*, t. I, p. 365.

Date : « Sous le sceau dudit évêque, l'an 1219 ».

445.

1219.

Maurice confirme les libéralités de Juhel de Mayenne envers le prieuré de Fontaine-Géhard.

A. Original perdu.

B et B'. Deux analyses du XVIII<sup>e</sup> siècle. *Inventaire de Fontaine-Géhard*. Archives de la Mayenne II 66 (?) f<sup>o</sup> 7 r<sup>o</sup> et v<sup>o</sup>.

Date : « 1219 ».

446.

1220, septembre.

Maurice, par délégation apostolique, estimation faite des revenus de l'église de Louzes à 11 livres de mansais, change en une redevance de 5 sous mansais, la redevance de 1 muid d'avoine perçue par le prieuré de Bellême, patron de l'église, et décide que le curé percevra désormais tous les revenus.

A. Original parchemin, scellé sur double queue, sceau perdu. Archives de l'Orne, H 2194.

B. Copie du XIII<sup>e</sup> siècle. *Rouleau de Saint-Léonard*, Archives de l'Orne, H 2170, n<sup>o</sup> 51. — C. Analyse du XVII<sup>e</sup> siècle (D. Le Michel). Bibl. de Tours, ms. 1382, f<sup>o</sup> 204 v<sup>o</sup>.



PUBLIÉ : *Cartulaire de Marmoutier, pour le Perche*, éd. Barret, p. 279.

INDIQ. : Duval, *Inventaire sommaire.... Orne. Série H*, t. II, pp. 58 et 64.

Date : *Actum anno gratie* M<sup>o</sup> CC<sup>o</sup> vigesimo, *mense septembris*.

447.

1220, 9 octobre. Hambers.

Maurice, ayant reconnu que la donation, obtenue par l'abbaye de Champagne, des dimes de Hambers lésait gravement cette église, restreint les droits de l'abbaye à 20 sous, en plus de ce qui lui avait été accordé par l'évêque Renaut.

A. Original perdu.

B. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 17125, f<sup>o</sup> 63 r<sup>o</sup>, d'après A.

C. Copie du XIX<sup>e</sup> siècle (M. Bilard). Archives municipales du Mans, 913, p. 89, d'après B.

Date : *Actum anno gratie* 1220, *mense octobri, in die Sancti Dyonisii, apud Hambers*. Voir ci-dessus, n<sup>o</sup> 286.

448.

1220.

Maurice confirme un accord entre l'abbaye de Saint-Vincent et le curé de Doucelles (*Dulceola*), aux termes duquel les moines, pour obéir au statut du Concile général, abandonnent au curé deux parts des oblations des cinq grandes fêtes, les prémices, la dîme du vin et trois cinquièmes de celle du blé ; le curé promet de payer aux



moines 12 deniers mansais à Noël, 6 à la Purification, 12 à Pâques, 12 à la Toussaint, les deniers synodaux et la tournée (*circata*).

A. Original perdu.

B. Copie du XIII<sup>e</sup> siècle. *Second Cartulaire de Saint-Vincent*, Bibl. du Mans, ms. 95, f<sup>o</sup> 40 v<sup>o</sup>. — C. Analyse développée du XVII<sup>e</sup> siècle. *Monasticon Benedictinum*, Bibl. nat., lat. 12702, f<sup>o</sup> 350 r<sup>o</sup>.

D. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5444, p. 359, d'après B. — E. Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle. Bibl. nat., coll. Moreau, t. 128, f<sup>o</sup> 169, d'après D.

Date : *Actum anno gratie* M<sup>o</sup> CC<sup>o</sup> XX<sup>o</sup>. Cet acte et plusieurs autres du même temps, font allusion au canon 32 du quatrième concile de Latran : « Ut patroni competentem portionem dimittant clericis » (Labbe et Cossart, t. XI, 1<sup>re</sup> partie, col. 184). Déjà, les actes précédents (n<sup>os</sup> 446 et 447) semblent procéder du même ordre de préoccupations, qui inspire peut-être encore un acte de 1223 (ci-après, n<sup>o</sup> 469). Sauf ces trois actes, il est intéressant de le noter, tous les exemples d'application de ce canon de Latran nous viennent du chartrier de Saint-Vincent. (Ci-après, n<sup>os</sup> 449, 450, 451, 455, 463 et même 494.)

449.

1220.

Maurice confirme un accord entre l'abbaye de Saint-Vincent et le curé de Saint-Ouen-des-Ponts, de Ballon. (*S. Audoeni de Pontibus de Baladone*) ; ledit curé réclamant l'augmentation de sa portion, selon le statut du Concile général, les moines ne retiennent de leurs anciens droits que les 2/3 de la dîme du blé et trois deniers versés en trois fois : à Pâques, à Noël et à la Toussaint.

A. Original perdu.

B. Copie du XIII<sup>e</sup> siècle. *Second Cartulaire de Saint-Vincent*, Bibl.



du Mans, ms. 95, f° 4 r°. — C. Analyse développée du XVII<sup>e</sup> siècle. *Monasticon Benedictinum*, Bibl. nat., lat. 12702, f° 350 r°.

D. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5444, p. 358, d'après B. — E. Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle. Bibl. nat., coll. Moreau, t. 128, f° 171, d'après D.

Date : *Actum anno gratie millesimo ducentesimo vicesimo*. Voir la note n° 448. Maurice déclare ici qu'il confirme l'accord en vertu d'une délégation apostolique « *auctoritate apostolica qua super hoc specialiter fungimur* ».

450.

1220.

Charte de Maurice contenant l'abandon, par l'abbaye de Saint-Vincent, au curé de Saint-Corneille, Raoul, pour augmenter sa portion, conformément à la décision du pape (*statutum Domini pape*), de tout ce que ladite abbaye percevait des revenus de ladite église, excepté deux parts de la dime du blé et 4 sous mansais par an, plus le synode et la tournée (*circata*).

A. Original perdu.

B. Copie du XIII<sup>e</sup> siècle. *Second Cartulaire de Saint-Vincent*, Bibl. du Mans, ms. 95, f° 4, r°. — C. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5444, p. 550.

D. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5444, p. 358, d'après B. — E. Copie du XIX<sup>e</sup> siècle (M. Bilard). Bibl. du Mans, ms. 473, 2<sup>e</sup> partie, n° 98, d'après C. — F. Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle. Bibl. nat., coll. Moreau, t. 128, f° 182, d'après C. — G. Copie de la même origine, même ms., f° 173, d'après D. — H. Mention du XVII<sup>e</sup> siècle (D. Le Michel). Bibl. nat., lat. 13820, f° 217 v°.

Date : *Actum de consensu partium, anno Domini m° cc° vicesimo*. Voir la note du n° 448. On remarquera que la décision du Concile est, ici, attribuée au pape seul.



451.

1220.

Maurice, appelé à se prononcer sur l'augmentation de la portion du curé de Saint-Patrice, décide qu'à l'avenir le curé percevra tous les revenus de l'église et donnera aux moines, à chaque synode, 5 sous tournois, jusqu'au jour où, l'église de Saint-Patrice étant unie à une autre, les moines reprendront leurs droits.

A. Original perdu.

B. Copie du XIII<sup>e</sup> siècle. *Second Cartulaire de Saint-Vincent*, Bibl. du Mans, ms. 95, f<sup>o</sup> 5 r<sup>o</sup>. — C. Copie de la même origine, même ms., f<sup>o</sup> 10 v<sup>o</sup>.

D. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5444, p. 360, d'après B. — E. Copie de la même origine, même ms. p. 369, d'après C. — F. Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle. Bibl. nat., coll. Moreau, t. 128, f<sup>o</sup> 177, d'après D. — G. Copie de la même origine, même ms., f<sup>o</sup> 175, d'après E.

Date : *Actum anno gratie M<sup>o</sup> CC<sup>o</sup> vicesimo*. Voir la note du n<sup>o</sup> 448.

452.

1220.

Maurice confère aux hospitaliers de Thévalle, la dime des paroisses de Meslay (*de Melleio*) et du Bignon (? *de Bugneio*) résignée entre ses mains dans cette intention, par Philippe de Saint-Denis, chevalier.

A. Original parchemin, scellé sur double queue, sceau perdu. Archives de la Vienne, H/3 980.

B. Copie et traduction du XVII<sup>e</sup> siècle, même dépôt, même liasse. — C. Copie de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, même dépôt, même liasse. — D. Copie du XIX<sup>e</sup> siècle (M. Rédet). Archives de la Vienne, *Copie des chartes des Commanderies de Malte*, carton 31, n<sup>o</sup> 74. — E. Copie de la même main, Archives de la Sarthe, H 1915.



INDIQ. : Bilard, *Analyse des Documents*...., t. I, n° 1775, et Duchemin, *Inventaire sommaire*.... Sarthe, Série H, t. II, p. 230 d'après E.

Date : *Actum anno gratie* m<sup>o</sup> cc<sup>o</sup> xx<sup>o</sup>. La traduction de *Bugneium* par Le Bignon, admise par Bilard et M. l'abbé Angot [*Dictionnaire de la Mayenne*, V<sup>o</sup> Bignon (Le)], est un peu déconcertante. Au dos de l'original, une note du XVI<sup>e</sup> siècle traduit déjà : « La dime de Mellay et du Bugnon », et une note du XVIII<sup>e</sup> : « Concession de dixmes.... es paroisses de Mellay et du Bignon ».

453.

1220.

Charte de Maurice contenant la cession, par Bernard *Dalidum*, à l'abbaye de Saint-Nicolas d'Angers, pour son prieuré d'Assé, des droits que ledit Bernard pouvait avoir sur la dime de feu Guillaume *Guitun*, dans la paroisse d'Assé.

A. Original perdu.

B. Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle. *Cartulaire d'Assé*, Archives de la Mayenne, II 6 ter, p. 222, d'après A.

PUBLIÉ : B. de Broussillon, *Cartulaire d'Assé-le-Riboul*, p. 18.

Date : *Actum anno gratie millesimo ducentesimo vicesimo*.

454.

1220.

Devant Maurice, évêque du Mans, Guillaume de Montigné reconnaît que son frère Hugues a donné à l'abbaye de Champagne la dime de sa métairie de Tennie, avec réserve d'usufruit au profit desdits frères moyennant une redevance annuelle en blé et en vin.



A. Original perdu.

B. Analyse en français du XVIII<sup>e</sup> siècle. *Inventaire des titres de Champagne*, Archives de la Sarthe, H 830, f<sup>o</sup> 3 r<sup>o</sup>, n<sup>o</sup> 18.

INDIQ. : Bilard, *Analyse des Documents...*, t. I, n<sup>o</sup> 432/18. — Bellée, *Inventaire sommaire.... Sarthe, Série H*, t. I, p. 358.

Date : « Fait devant Maurice, évêque du Mans, l'an 1220 ».

455.

1220.

Maurice décide que le curé de Sablé, pour augmenter sa portion selon le statut du Concile, percevra désormais la part qui revenait à l'abbaye de Saint-Vincent, pour son prieuré de Tuffé, dans la paroisse de Sablé, mais il devra aux moines 7 sous mansais par an.

A. Original perdu.

B. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5144, p. 547.

C. Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle. Bibl. nat., coll. Moreau, t. 128, f<sup>o</sup> 179, d'après B. — D. Copie du XIX<sup>e</sup> siècle (M. Bilard). Bibl. du Mans, ms. 473, 2<sup>e</sup> partie, n<sup>o</sup> 86, d'après B.

Date : *Actum anno gratie 1220*. Voir la note du n<sup>o</sup> 448.

456.

1221 (?) 3 août.

Maurice confirme à l'abbaye de Perseigne toutes les dimes qui lui ont été données dans le diocèse du Mans, et notamment celles de la paroisse d'Ancinnes (*de Uncinis*), par Philippe de Coismis et son fils, et celles que les moines ont baillées à moitié (*dimidiaverunt*) à Barthélemy de Saint-Rémy, pour 100 sous mansais.

A. Original perdu.



*B.* Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5474, p. 94.

*C.* Copie de la même origine. Bibl. nat., lat. 17036, p. 149, d'après *B* ?

— *D.* Copie du XIX<sup>e</sup> siècle (M. Bilard). Archives municipales du Mans, 912, f<sup>o</sup> 11 v<sup>o</sup>, d'après *B*.

Date : *Actum anno 1212, ipso die in inventione Sancti Stephani protomartyris*. La date de 1212 est évidemment erronée. On doit supposer que *C*, qui se trouve dans un recueil général sur les évêques du Mans, provient de *B*, recueil spécial sur Perseigne, d'après les pièces. C'est donc en faisant *B* que le copiste de Gaignières s'est trompé. A-t-il oublié de lire un *X* de la date ? Dans ce cas, il faudrait corriger 1212 en 1222. Avons-nous simplement affaire à un *lapsus calami* ? l'1 ayant été, par distraction, écrit avant le 2 ? Il faut alors corriger 1212 en 1221. C'est à cette seconde hypothèse que nous nous sommes arrêté, sans nous dissimuler son caractère très conjectural.

457.

1221, août. Ancinnes.

Charte de Maurice contenant un accord entre Robert Abraham, curé d'Ancinnes (*de Uncinis*) et Geoffroy de Nuillé (*de Nuilleio*) chevalier, au sujet de deux chemins proche le presbytère dudit Ancinnes, et de droits sur une vigne appartenant au curé.

*A.* Original perdu.

*B.* Copie de la première moitié du XIII<sup>e</sup> siècle. *Liber Albus Capituli*, Bibl. du Mans, ms. 259, f<sup>o</sup> 47 r<sup>o</sup>. — *C.* Copie de la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, même ms., f<sup>o</sup> 141 v<sup>o</sup>. — *D.* Copie incomplète de la première moitié du XIII<sup>e</sup> siècle, même ms., f<sup>o</sup> 47 r<sup>o</sup>, d'après un vidimus.

PUBLIÉ : *Chartularium quod dicitur Liber Albus*, pp. 76 et 290, d'après *B. C, D.*

Date : *Actum apud Uncinas, anno gratie M<sup>o</sup> CC<sup>o</sup> XXI<sup>o</sup> mense augusti*.



458.

1221, 24 novembre.

Charte de Maurice contenant la renonciation par Gui *Malemusche*, en faveur de l'abbaye de Saint-Vincent, à ses prétentions au patronage de la chapelle Saint-Remi.

A. Original perdu.

B. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5444, p. 549.

C. Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle. Bibl. nat., coll. Moreau, t. 130, f<sup>o</sup> 41, d'après B. — D. Copie du XIX<sup>e</sup> siècle (M. Bilard). Bibl. du Mans, ms. 473, 2<sup>e</sup> partie, n<sup>o</sup> 92, d'après B.

Date : *Actum anno Domini 1221, vigilia Sancte Katherine.*

459.

1221.

Maurice confirme un accord entre les hospitaliers de Beaumont et le prieuré de Vivoin, aux termes duquel les hospitaliers pourront ensevelir ceux qui éliront chez eux sépulture, mais les oblations faites à la messe des funérailles seront abandonnées aux moines ; ceux-ci percevront un quart des dons faits à l'hôpital soit à cette occasion, soit par ceux qui y prendraient l'habit étant malades, tandis que les dons faits pour la prise d'habit d'un homme bien portant appartiendront entièrement à l'hôpital ; enfin les terres acquises par ledit hôpital dans la « décimation » du prieuré continueront à devoir les dimes.

A. Original parchemin, scellé sur double queue, sceau perdu. Archives d'Indre-et-Loire, H 361.

B. Copie du XIII<sup>e</sup> siècle. *Cartulaire de Vivoin*, Bibl. du Mans, ms. 100, f<sup>o</sup> 11 r<sup>o</sup>. — C. Analyse du XVII<sup>e</sup> siècle (D. Le Michel). Bibl. de Tours, ms. 1381, f<sup>o</sup> 211 r<sup>o</sup>.

PUBLIÉ : *Cartulaire de Vivoin*, éd. Denis, p. 20, d'après B.



INDIQ. : De Grandmaison. *Inventaire sommaire.... Indre-et-Loire, Série H*, p. 121, d'après A.

Date : *Actum anno gratie* M<sup>o</sup> CC<sup>o</sup> XXI<sup>o</sup>.

460.

1221.

Charte de Maurice par laquelle Richard de Villiers (*de Vilers*), chevalier, confirme à l'abbaye de Champagne la donation faite à ladite abbaye par André, clerc, fils de Gibois (*Giboinus*), de Tennie, d'un pré près du pont de *Berzil*, dans la paroisse de Tennie et dans le fief dudit Richard.

A. Original perdu.

B. Copie incomplète de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 17125, f<sup>o</sup> 34 r<sup>o</sup>, d'après A. — C. Analyse en français du XVIII<sup>e</sup> siècle. *Inventaire de Champagne*, Archives de la Sarthe, H 830, f<sup>o</sup> 3 v<sup>o</sup>.

D. Copie du XIX<sup>e</sup> siècle (M. Bilard). Archives municipales du Mans, 913, f<sup>o</sup> 45, d'après B.

INDIQ. : Bilard, *Analyse des Documents...*, t. 1, n<sup>o</sup> 432/21, et Bellée, *Inventaire sommaire.... Sarthe, Série H*, t. 1, p. 358, d'après C.

Date : .... 1221.

461.

1221.

Maurice, à la relation de Foulques de Tucé (*de Thusseio*), chevalier, confirme à l'abbaye de Champagne une dime concédée à ladite abbaye par Guillaume Riboul (*Ribole*) dans la métairie de l'Aunay (*de Alneto*), paroisse de Tennie, qui est audit Foulques.

A. Original scellé du sceau n<sup>o</sup> 7 de notre Catalogue, perdu.

B. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 17125,



f° 42 v°, d'après A (dessin du sceau). — C. Copie de la même origine. Bibl. nat., lat. 17036, p. 143. — D. Analyse en français du XVIII<sup>e</sup> siècle. *Inventaire de Champagne*, Archives de la Sarthe, H 830, f° 3 v°.

E. Copie du XIX<sup>e</sup> siècle (M. Bilard). Archives municipales du Mans, 913, f° 54, d'après B.

INDIQ. : Bilard, *Analyse des Documents...*, t. I, n° 432/20, et Bellée, *Inventaire sommaire.... Sarthe, Série H*, t. I, p. 358, d'après D.

Date : *Actum anno gratie 1221*. Le nom est écrit *Thussé*, dans D.

462.

1222, avril.

Charte de Maurice contenant la donation par Geoffroy Octobre (*October*), à sa femme *Haoi* (*sic*), de toutes les acquisitions qu'il a faites, pour en jouir après sa mort, et l'assignation en douaire (*dolatitium*) par ledit Geoffroy à sadite femme, de la moitié de ses propres (*hereditatis sue*).

A. Original perdu.

B. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5444, p. 549.

C. Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle. Bibl. nat., coll. Moreau, t. 130, f° 175, d'après B. — D. Copie du XIX<sup>e</sup> siècle (M. Bilard). Bibl. du Mans, ms. 473, 2<sup>e</sup> partie, n° 93, d'après B.

Date : *Actum anno gratie 1222, mense aprili*. Pâques étant tombé le 3 avril en l'année 1222, et le 23 du même mois, en 1223, ce document peut se rapporter soit à la première de ces deux années, entre le 3 et le 30 avril, soit à la seconde, entre le 1<sup>er</sup> et le 22.

463.

1222, 17 mai.

Maurice attribue au curé de Marolette (*Mairoletis*), qui



réclamait à l'abbaye de Saint-Vincent une augmentation de portion, 11 sous mansais par an, et refuse de faire droit à ses prétentions sur certaines dimes *super porco et grano volatiliū*.

A. Original perdu.

B. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5444, p. 549.

C. Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle. Bibl. nat., coll. Moreau, t. 131, f<sup>o</sup> 117, d'après B. — D. Copie du XIX<sup>e</sup> siècle (M. Bilard). Bibl. du Mans, ms. 473, 2<sup>e</sup> partie, n<sup>o</sup> 90, d'après B.

Date : *Actum anno gratie 1222, die martis ante Pentecosten*. Cf. ci-dessus la note du n<sup>o</sup> 448.

464.

1222, mai.

Maurice fixe à 25 sous mansais son droit de procuration au prieuré de Saint-Victeur.

A. Original parchemin, scellé des sceaux de l'évêque et du Chapitre du Mans, sceaux perdus. Archives de la Manche, H, carton de Saint-Victeur, pièce numérotée 62, sous la date 1222.

A'. Deuxième original, scellé des mêmes sceaux, celui de l'évêque perdu, celui du Chapitre fragmentaire, même dépôt, même carton, n<sup>o</sup> 11, sans date.

B. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5430 A, p. 111, d'après A, sous la date 1223. — C. Copie du XIX<sup>e</sup> siècle (M. Bilard). Archives municipales du Mans, 895, f<sup>o</sup> 11 v<sup>o</sup>, d'après B.

PUBLIÉ : a. B. de Broussillon, *Cartulaire de Saint-Victeur*, p. 80, d'après A et A'. — b. *Cartulaire de l'Évêché du Mans*, par le même, p. 30, d'après a.

Date de A : *Actum anno gratie M<sup>o</sup> CC<sup>o</sup> XXII, mense maio*. Voir au sujet des 2 sceaux, la note qui suit le n<sup>o</sup> 7 de notre *Catalogue des sceaux des Évêques du Mans* et l'observation



complémentaire de M. l'abbé Ledru dans *La Province du Maine*, t. XV, p. 112.

La date 1223 dans *B*, est évidemment le fruit d'une erreur de lecture.

465.

1222.

Maurice ratifie la donation faite au prieuré de Vivoin, par Béatrice, femme de Guillaume de *Puisat*, de 4 sommes de « vin de prise » (*de prisione*), et de ses droits sur une vigne sise à Saint-Christophe, nommée *Les Glissères*, vigne dont les moines avaient déjà acquis d'autres parts de Hugues, curé de Saint-Christophe, et de Guillaume Chamaillart.

A. Original parchemin, scellé sur double queue, sceau perdu. Archives municipales du Mans, 944-963, 4<sup>e</sup> pièce.

B. Copie du XIII<sup>e</sup> siècle. *Cartulaire de Vivoin*, Bibl. du Mans, ms. 100, f<sup>o</sup> 24 v<sup>o</sup>. — C. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5441, t. II, p. 260.

PUBLIÉ : *Cartulaire de Vivoin*, éd. Denis, p. 39.

Date : *Actum anno Incarnati Verbi* M<sup>o</sup> CC<sup>o</sup> XX<sup>o</sup> II<sup>o</sup>.

466.

1222.

Charte de Maurice contenant la cession par Renaut *Ferrom* et Robert, son fils, à Gautier, abbé, et aux moines de Perseigne, de la dime des paroisses Notre-Dame et Saint-Cosme-de-Vair (*Ver*).

A. Original perdu.

B. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5474, p. 129.



C. Copie du XIX<sup>e</sup> siècle (M. Bilard). Archives municipales du Mans, 912, f<sup>o</sup> 29 v<sup>o</sup>, d'après B.

PUBLIÉ : Fleury, *Cartulaire de Perseigne*, p. 151, d'après B.

Date : .... 1222.

467.

1222.

Acte de Maurice en faveur de l'abbaye de la Couture.

A. Original perdu.

B. Mention du XVII<sup>e</sup> siècle. *Monasticon Benedictinum*, Bibl. nat., lat. 12690, f<sup>o</sup> 1 v<sup>o</sup>.

La mention est ainsi conçue : *M. Cenom. eps. anno M. CC. XXII, ex charta S. Petri de Cultura.*

468.

1223, avril.

Charte de Maurice contenant la donation, à l'abbaye de Savigny, par Achard de Montreuil (*de Mosterol*), d'une *masura* contenant 5 ouches (*oschas*) de terre, sise près du cimetière de Montreuil, ledit Achard en réservant à lui et ses hoirs la possession moyennant le paiement annuel de 15 sous mansais aux moines.

A. Original parchemin, scellé sur double queue, sceau perdu. Archives nationales, L. 973, n<sup>o</sup> 19.

Date : *Actum anno Domini M<sup>o</sup> CC<sup>o</sup> vicesimo tercio, mense aprili.* Pâques tombe le 23 avril, en 1223, et le 14 avril, en 1224. La présente charte peut donc être en réalité de 1223, 23-30 avril, ou de 1224 n. st., 1-13 avril.



469.

1223, mai.

Maurice attribue au Chapitre cathédral 100 sous mansais sur les revenus de l'église de Saint-Denis-de-Gastine, le surplus devant rester au curé.

A. Original perdu.

B. Copie de la première moitié du XIII<sup>e</sup> siècle. *Liber Albus Capituli*, Bibl. du Mans, ms. 259, f<sup>o</sup> 50 r<sup>o</sup>. — C. Copie de la fin du XIII<sup>e</sup> siècle. *Liber Albus Capituli*, Bibl. nat., lat. 17754, f<sup>o</sup> 59 v<sup>o</sup>.

D. Copie du XIX<sup>e</sup> siècle (M. Bilard). Archives municipales du Mans, 834, f<sup>o</sup> 63 v<sup>o</sup>, d'après C. — E. Mention de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5211 B, p. 21, d'après B. — F. Mention du XVIII<sup>e</sup> siècle. Bibl. nat., lat. 9206, f<sup>o</sup> 30 r<sup>o</sup>, d'après E.

PUBLIÉ : *Chartularium quod dicitur Liber Albus*, p. 85, d'après B.

Date : *Actum anno gratie M<sup>o</sup> CC<sup>o</sup> XX<sup>o</sup> tercio, mense maio*.  
Cf. ci-dessus la note du n<sup>o</sup> 448.

470.

1223, juin.

Vidimus, par Maurice, d'une lettre à lui adressée, par André, doyen de Sillé, qui, sur son ordre, s'était rendu auprès d'Adam Jarri, lépreux, pour recevoir la donation faite à l'abbaye de Champagne par ledit Adam et sa mère, d'un demi-arpent de vigne, à Fresnay (*Fresneium*), de la vigne dite de *Beauvalet*, et de 6 sous 9 deniers mansais de rente sur 2 places sises à Fresnay.

A. Original parchemin, scellé sur double queue, sceau perdu. Archives de la Sarthe, H 785.

INDIQ : Bilard, *Analyse des Documents....*, t. I, n<sup>o</sup> 382. — Bellée, *Inventaire sommaire.... Sarthe, Série H*, t. I, p. 339.



Date : *Actum anno Domini M<sup>o</sup> CC<sup>o</sup> vicesimo tercio, mense junio.*

471.

1223, septembre.

Maurice cède à l'abbaye d'Évron, avec l'assentiment du curé, Martin, une dime de la paroisse de Sainte-Gemme (*Sancta Gemma*), résignée entre ses mains par la veuve Belot (*relicta Beloti*).

A. Original perdu.

B. Copie de l'année 1668 (D. Chevalier). *Cartulaire d'Évron*, Archives de la Mayenne, p. 574.

Date : *Actum anno Domini M. CC. vicesimo tercio, mense septembri.*

472.

1223, novembre.

Maurice notifie qu'il a prêté à son seigneur Louis, roi de France, le serment de fidélité que tous les évêques du royaume lui doivent. En retour, le roi a reconnu que l'évêque n'est ni astreint au service militaire personnellement, ni obligé d'y envoyer à ses frais ; — qu'aucune charge nouvelle ne peut incomber à l'Église du Mans du fait de ce serment ; — que quand un élu de l'Église du Mans aura notifié au roi sa confirmation par le métropolitain ou par qui de droit, le roi devra restituer les régales, quitte à les reprendre s'il ne lui est pas prêté serment dans les 40 jours ; — qu'enfin, si le comté du Maine était séparé de la Couronne, l'évêque du Mans ne devrait au comte aucun nouveau serment.



A. Original parchemin, scellé sur double queue en cire jaune, du sceau n° 7 de notre Catalogue (Douet d'Arcq, n° 6686). Archives nationales, J 346, n° 4.

B. Mention du XVII<sup>e</sup> siècle. Bibl. nat., coll. Baluze, t. 14, f° 33 v°.

PUBLIÉ : Teulet, *Trésor des Chartes*, t. II, p. 16 a.

Date : *Actum anno gratie M° CC° vicesimo tercio mense novembri.*

473.

1223.

Ordonnance par laquelle Maurice règle les droits respectifs du prieur et du curé de Vivoin sur les dîmes dudit lieu et celles de Congé. (*Congeio*), Monceau (*Moncelles*) et La Planche (*Planchia*) ; abolit la procuration réclamée par le curé chez les moines ; décrète l'échange d'un herbergement possédé par ledit curé, au nom de l'évêque, dans le clos (*septa*) des moines, contre une place achetée par le prieur *ex parte Plingaut*, et contre l'herbergement de Gelburge, femme de Foulques Bourgine, l'abandon, par le prieur, au curé, de diverses redevances et l'abolition de tout droit de procuration de l'évêque, de l'archidiacre, de l'archiprêtre et du doyen dans la paroisse de Vivoin ; énumère enfin les droits et obligations tant de la cure que du prieuré.

A. Original perdu.

B. Copie du XIII<sup>e</sup> siècle. *Cartulaire de Vivoin*, Bibl. du Mans, ms. 100, f° 5 r°. — C. Mention du XVII<sup>e</sup> siècle (D. Le Michel). Bibl. de Tours, ms. 1381, f° 212 r°.

PUBLIÉ : *Cartulaire de Vivoin*, éd. Denis, p. 11, d'après B.

Date : *Actum anno gratie millesimo ducentesimo vicesimo tercio.*



474.

1223.

Charte de Maurice contenant la confirmation par Guichard de Corbon, de la donation faite à l'abbaye de Champagne par Guillaume de Corbon, son père, d'une rente de 7 sous mansais sur ses hommes de la Touche de Corbon (*de Tuscha de Corbon*).

A. Original perdu.

B. Copie incomplète du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 17125, f<sup>o</sup> 60 r<sup>o</sup>.

C. Copie du XIX<sup>e</sup> siècle (M. Bilard). Archives municipales du Mans, 913, p. 82, d'après B.

Date : .... *concessit*. 1223.

475.

1223.

Charte de Maurice contenant la donation à l'abbaye de Champagne par Thibaut *de Vermeta*, prêtre, héritier de Gautier *Timon*, de 8 deniers de service que les moines devaient audit Gautier pour 10 arpents de terre sis *inter Bonum fontem et Gislardiam*, dans le fief dudit Gautier.

A. Original perdu.

B. Copie incomplète de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 17125, f<sup>o</sup> 69 r<sup>o</sup>.

C. Copie du XIX<sup>e</sup> siècle (M. Bilard). Archives municipales du Mans, 913, p. 99, d'après B.

Date : .... *Domini*. 1223.

476.

1223.

Charte de Maurice contenant l'abandon par Martine, veuve



de Simon Ivet (*Iueti*), de l'usufruit qu'elle et son mari s'étaient réservé sur un demi-arpent de vigne sis dans le fief de Rotrou de Montfort, et 2 maisons sises à *Coulonges*, au fief de l'abbé de Saint-Vincent, donnés par lesdits mariés en nue-propriété à l'abbaye de Champagne; en retour dudit abandon, les moines donnent à ladite veuve 7 livres de mansais, et lui laissent lesdites 2 maisons pour en faire sa volonté.

A. Original parchemin, scellé sur double queue, sceau perdu. Archives de la Sarthe, H 784.

INDIQ. : Bilard, *Analyse des Documents*..., t. I, n° 383. — Bellée, *Inventaire sommaire... Sarthe, Série H*, t. I, p. 339.

Date : *Actum anno gratie millesimo ducentesimo vicesimo tercio.*

477.

1223.

Devant Maurice, évêque du Mans, Herbert, fils d'Ansé de Bretel, au nom et comme exécuteur testamentaire de Guillaume de Sougé, fonde une chapelle dépendant de l'abbaye de Champagne.

A. Original perdu.

B. Analyse en français du XVIII<sup>e</sup> siècle. *Inventaire de Champagne*, Archives de la Sarthe, H 832, f° 1 r°.

INDIQ. : Bilard, *Analyse des Documents*..., t. I, p. 431/1. — Bellée, *Inventaire sommaire... Sarthe, Série H*, t. I, p. 366.

Date : *Devant Morice, évêque du Mans, l'an 1223.*

478.

1223.

Maurice, ayant constaté l'extrême difficulté de trouver



des curés capables et instruits (*vix persona literata idonea potest inveniri*), pour desservir les églises très pauvres de Saint-Nicolas et de Notre-Dame de Sablé, les unit en une, en conservant aux moines du prieuré de Sablé, patrons de la première, une part des oblations.

A. Original perdu.

B. Analyse développée du XVII<sup>e</sup> siècle (D. Le Michel). Bibl. de Tours, ms. 1381, f<sup>o</sup> 222 r<sup>o</sup>.

Date : .... 1223. — D. Le Michel ajoute : *Ibique fit mentio vasculi festivalis qui solemniter in festo S. Nicolai et in festo S. Jacobi solet a parochianis accipi.*

479.

1223.

Maurice ratifie la cession par l'abbaye de Saint-Vincent, à Gautier, curé de *Beton*, de tous les revenus que percevait l'abbaye dans cette église, moyennant le paiement annuel de 9 setiers (*sextarios*) de blé.

A. Original perdu.

B. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5444, p. 547.

C. Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle. Bibl. nat., coll. Moreau, t. 133, f<sup>o</sup> 14, d'après B. — D. Copie du XIX<sup>e</sup> siècle (M. Bilard). Bibl. du Mans, ms. 473, 2<sup>e</sup> partie, n<sup>o</sup> 85, d'après B.

Date : *Actum anno gratie 1223.*

480.

1223.

Charte de Maurice contenant la renonciation par Nicole Blanchard, à une taille de 5 deniers et obole mansais qu'il



réclamait aux moines de Saint-Vincent, moyennant le versement de 5 sous mansais une fois donnés.

A. Original perdu.

B. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières), Bibl. nat., lat. 5444, p. 551.

C. Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle. Bibl. nat., coll. Moreau, t. 133, f<sup>o</sup> 17, d'après B. — D. Copie du XIX<sup>e</sup> siècle (M. Bilard). Bibl. du Mans, ms. 473, 2<sup>e</sup> partie, n<sup>o</sup> 99, d'après B.

Date : *Actum anno Domini 1223.*

481.

1223.

Charte de Maurice contenant la renonciation, par Geoffroy de Montgeron, aux redevances qu'il exigeait des moines de Marmoutier établis à Mayenne.

A. Original perdu.

B. Analyse du XVIII<sup>e</sup> siècle. *Inventaire de Fontaine-Géhard*. Archives de la Mayenne, H 66 (?) f<sup>o</sup> 7 v<sup>o</sup>.

Date : 1223.

LÉONCE CELIER.

(A suivre.)



---

# CHRONIQUE

---



A Jeanne d'Arc

Au moment où paraîtra cette livraison, l'ancienne province du Maine, comme toute la France, fêtera l'un des grands événements religieux de l'histoire nationale : la béatification de Jeanne d'Arc.



Dès maintenant, les évêques du Mans et de Laval ont tenu à honneur de consacrer à la nouvelle Bienheureuse d'éloquents *Lettres Pastorales*, qui resteront un témoignage public de la reconnaissance des populations pour la Libératrice de la Patrie (1).

Après avoir retracé, dans un émouvant tableau, sa mission providentielle au XV<sup>e</sup> siècle, M<sup>gr</sup> l'Évêque du Mans nous présente dans Jeanne d'Arc, placée sur les autels, une protectrice particulièrement puissante au milieu des divisions de l'heure actuelle.

M<sup>gr</sup> l'Évêque de Laval, lui, évoque avec une légitime fierté les souvenirs de l'histoire locale, les souvenirs, si honorables pour la Mayenne, du concours enthousiaste et dévoué que prêtèrent à Jeanne d'Arc Guy de Laval, André de Lohéac et Ambroise de Loré. Il nous montre ainsi nos ancêtres servant Jeanne d'Arc de tout leur pouvoir, la révéralent avec une pleine confiance comme la messagère du salut national, et il nous adjure de suivre leur exemple.

Pendant ce temps, là-bas . . . . à cette frontière vers laquelle se tournent toujours les regards des soldats de la France, un évêque d'avant-garde dont le diocèse du Mans s'honore, membre de notre Société, M<sup>gr</sup> Dubois, évêque de Verdun, élève Jeanne d'Arc plus haut encore au point de vue religieux : il la propose aux peuples de toutes nationalités comme le modèle de la dévotion eucharistique (2).

Cet élan d'admiration pour Jeanne d'Arc va se traduire dans le Maine sous mille formes diverses, après la mémorable cérémonie du 18 avril. Déjà de nombreuses fêtes sont

(1) Le dessin ci-dessus, dû à la plume de M. Lionel Royer, reproduit au milieu les armes de Jeanne d'Arc, à gauche celles d'Ambroise de Loré, à droite celles de Martin Berruyer, évêque du Mans, deux des partisans les plus convaincus de l'héroïne.

(2) *Lettre Pastorale de monseigneur l'Évêque de Verdun sur Jeanne d'Arc et l'Eucharistie*, Verdun, imp. Didier, 1909, in-8°.



annoncées ; déjà paraissent d'intéressants articles d'actualité (1) ; déjà s'organisent des conférences populaires (2).

La Société historique et archéologique du Maine, en ce qui la concerne, a payé depuis longtemps son tribut d'hommages à Jeanne d'Arc.

En 1894, lorsque Jeanne d'Arc fut déclarée Vénérable, elle lui a consacré plusieurs articles, accompagnés des reproductions de deux belles compositions de nos grands peintres manceaux Albert Maignan et Lionel Royer (3), et elle a publié le *Mémoire* présenté pour sa réhabilitation par l'Évêque du Mans, Martin Berruyer (4).

En 1901, elle a provoqué un hommage public et officiel à l'un de ses meilleurs compagnons d'armes en érigeant, de concert avec la municipalité de Fresnay, une plaque commémorative à Ambroise de Loré (5).

En 1907, à la suite d'un véritable plébiscite parmi ses membres, elle a affirmé hautement son culte pour Jeanne d'Arc en assistant en groupe, à la cathédrale du Mans, à la cérémonie de protestation contre l'atteinte portée aux fêtes

(1) Parmi les premiers parus et les meilleurs nous citerons : L. Didion, *Jeanne d'Arc et Fresnay*, dans le *Bulletin paroissial de N.-D. de Fresnay*, février 1909 ; E. Cesbron, *Jeanne d'Arc et le Bas-Maine*, dans la *Semaine religieuse de Laval*, 27 février, 6, 13, 27 mars 1909.

(2) Au Mans, la première de ces conférences, avec projections, a été donnée dans le quartier Saint-Pavin, le 25 mars, par M. l'abbé Lorieau, ancien élève de l'Université, professeur à l'École supérieure de Théologie : la salle était comble. Une autre a été donnée dans le quartier de la Gare par notre confrère, M. Loudière. Une troisième sera donnée par nous le 18 avril à la halle de Fresnay.

(3) *Hommages des Manceaux à Jeanne d'Arc*, dans la *Revue hist. et arch. du Maine*, 1894, tome XXXV, p. 256 et 331 et tome XXXVI, p. 64 ; *Un compagnon d'armes de Jeanne d'Arc*, dans le journal *La Sarthe* du 4 mai 1894.

(4) *Mémoire* etc., publié par dom B. Heurtebize et R. Triger, dans la *Revue*, tome XXXVI, p. 69, et à part, in-8° de 80 pages.

(5) *Revue hist. et arch. du Maine*, 1901, tome L, p. 113 : Robert Triger, *Ambroise de Loré, capitaine de Fresnay, son rôle historique et militaire* ; E. Travers, *Ambroise de Loré en Basse-Normandie* ; G. Lefèvre-Pontalis, *Ambroise de Loré, compagnon de la Pucelle*.



traditionnelles d'Orléans (1). A cette occasion, nous avons rappelé l'opinion d'Ambroise de Loré, qui, après avoir douté de la Pucelle, émerveillé de ses exploits, n'hésita pas à déclarer énergiquement qu'à son avis « la délivrance » d'Orléans était *une œuvre d'en haut*, non une œuvre humaine. » En dépit des critiques récents, nous revendiquons toujours le droit de ne pas dédaigner cette opinion d'un vaillant soldat, *témoin des événements*.

Aujourd'hui, il ne reste à la Société qu'à s'associer avec un patriotique empressement aux honneurs populaires qui vont être rendus de tous côtés à Jeanne d'Arc (2).

Le président,  
Robert TRIGER.

---

A peine avions-nous terminé notre précédente chronique que M. Eugène Lefèvre-Pontalis, directeur de la Société française d'Archéologie, nous informait que M. H. Stein, archiviste aux Archives nationales, venait de faire à la Société des Antiquaires de France une intéressante communication sur *Thomas Toustain*, architecte de la cathédrale du Mans en 1258, et il s'autorisait de cette communication pour préciser en certains points ses *Observations sur le tracé du chœur de la cathédrale du Mans*, publiées il y a plusieurs mois dans cette Revue et tout récemment dans les *Annales fléchoises* (3).

(1) *Revue hist. et arch. du Maine*, 1907, tome LXI, p. 332 : *La Société historique et archéologique du Maine et la fête de Jeanne d'Arc*.

(2) Il nous reste personnellement à tenir la promesse faite depuis si longtemps de mettre en relief dans un livre spécial le rôle d'Ambroise de Loré. Nous espérons toujours pouvoir nous acquitter de cette promesse et rendre ainsi, indirectement, un nouvel hommage à la Bienheureuse.

(3) E. Lefèvre-Pontalis, *Les deux architectes et le tracé du chœur de la cathédrale du Mans*, note réimprimée dans les *Annales fléchoises* de janvier-février 1909.



M. Henri Stein ayant bien voulu nous promettre lui-même des renseignements complémentaires sur sa communication (1), nous attendons ces renseignements pour exposer plus sûrement la question.

---

M. le Vicaire général Dumaine, membre de notre Société, a prononcé le dimanche 14 février, en l'église Notre-Dame d'Alençon, un éloquent panégyrique de Marguerite de Lorraine, duchesse d'Alençon, dame de Fresnay, Beaumont, La Flèche, Sainte-Suzanne et Château-Gontier (1463-1521), dont M<sup>sr</sup> l'Evêque de Séez poursuit depuis quelques mois, comme nous l'avons annoncé, le procès en reconnaissance de culte.

Erudit distingué et particulièrement désigné par ses travaux antérieurs d'histoire locale, M. le Vicaire général Dumaine a su, dans ce panégyrique, faire revivre avec tout l'éclat de ses perfections la princesse, la mère, la chrétienne et la moniale, évoquer dans tout son charme la séduisante figure de la bonne duchesse.

Le lundi 15 mars, le tribunal ecclésiastique s'est transporté à Argentan et a procédé à la reconnaissance du cœur de la Bienheureuse, conservé dans le mur d'une des chapelles de l'église Saint-Germain. En sa qualité de témoin au procès, le président de la Société historique et archéologique du Maine a assisté à cette rare et curieuse cérémonie qui s'est accomplie en présence de M. le Maire d'Argentan, de deux docteurs en médecine et de toutes les notabilités paroissiales.

---

Dans ces derniers mois nous avons eu encore à déplorer la mort de plusieurs excellents confrères auxquels nous

(1) Voir *Bulletin monumental*, 1908, n° 5-6.



tenons à adresser un dernier hommage de bien sincères regrets :

M<sup>sr</sup> Gabriel Fouqué, prélat de la maison de Sa Sainteté, vicaire général d'Alger, chanoine honoraire du Mans, ancien supérieur de l'Institution Saint-Louis, enlevé prématurément à Alger, le 30 décembre 1908, dans sa 63<sup>e</sup> année, membre titulaire de la Société depuis l'époque de sa fondation, l'un de ses amis les plus éminents et les plus fidèles.

Esprit fin, distingué, très littéraire, M<sup>sr</sup> Fouqué unissait aux meilleures qualités des universitaires de jadis une foi profonde, une piété éclairée et un zèle ardent. Sa carrière si bien remplie se divise en deux phases : la première, de 1872 à 1897, fut consacrée avec un plein succès à l'œuvre d'éducation chrétienne qu'avait fondée au Mans son vénéré père ; la deuxième, de 1897 à sa mort, à l'administration ecclésiastique, et depuis 1899, à l'administration du diocèse d'Alger. Partout, M<sup>sr</sup> Fouqué conquist l'affection, l'estime et la reconnaissance de tous ceux qui eurent l'honneur de le connaître. Au milieu des circonstances difficiles de ces dernières années, il prit même dans le diocèse d'Alger une situation si dominante et se distingua par des services si appréciés qu'au moment où la mort le surprit il allait être promu à un siège épiscopal.

Le jour de ses obsèques, au Mans, M. Houdayer s'est fait en excellents termes et avec une émotion communicative l'interprète des regrets de tous les anciens élèves de Saint-Louis (*Le Nouvelliste* et *La Sarthe* du 20 janvier 1909). La Société historique et archéologique du Maine se permet d'ajouter aujourd'hui à cet éloge si bien justifié l'expression de sa vive gratitude. Elle n'oubliera point les bienveillants encouragements que M<sup>sr</sup> Fouqué ne cessa de lui prodiguer, la sympathie toute particulière qu'il lui témoigna en invitant son président, M. le comte de Bastard, à présider en 1894 la distribution des prix du collège Saint-Louis, et elle prie la sœur du regretté prélat, M<sup>me</sup> Guerrier,



ainsi que son beau-frère, M. Guerrier, professeur à Saint-Louis, d'agréer ses plus sincères condoléances.

M. Marcel Fauneau, docteur en droit, ancien vice-président de la Société d'horticulture de la Sarthe, décédé à son château de Montbraye, à Parigné-l'Évêque.

M. le baron de Rivières, inspecteur divisionnaire de la Société française d'archéologie, auteur de nombreux travaux archéologiques, décédé le 13 janvier 1909, à son château de Rivières (Tarn), dans sa 74<sup>e</sup> année.

M. le marquis d'Agoult, ancien capitaine de cavalerie, chevalier de la Légion d'honneur, maire de Fay, décédé au château de Vandœuvre, le 4 janvier dernier, dans sa 65<sup>e</sup> année. M. le marquis d'Agoult s'intéressait très vivement aux études d'histoire locale et avait bien voulu prendre part à plusieurs de nos excursions. Sa bienveillance et son amical concours étaient assurés à la Société et nous rendent sa disparition particulièrement sensible. Nous nous associons avec empressement à l'éloquent et si légitime hommage que lui a rendu notre confrère M. le chanoine Froger (*Nouvelliste de la Sarthe* du 7 janvier 1909).

M. Charles Morancé, ancien membre du Conseil de Prud'hommes, administrateur du Comptoir d'escompte de la Sarthe, décédé au Mans le 6 février, à l'âge de 66 ans, qui comptait au nombre de nos membres titulaires les plus anciens et les plus dévoués.

M. Thierry, expert-géomètre à Bonnétable, membre du Conseil municipal de cette ville depuis plus de trente ans, qui avait conquis l'estime et la confiance de tous ses concitoyens par la droiture de son caractère, son esprit conciliant et sa grande obligeance.

Enfin, tous ceux de nos confrères qui ont pris part en 1898 à notre première excursion dans la Champagne-Hommet, si bien réussie, ont gardé un souvenir reconnaissant du gracieux accueil que madame Bruyère, abbesse de Sainte-Cécile de Solesmes, avait daigné faire à la Société histo-



rique du Maine et à la Commission archéologique de la Mayenne, de l'aimable empressement avec lequel elle avait mis à leur disposition les trésors artistiques de son abbaye.

Ce souvenir nous autorise aussi à adresser un hommage de regrets à madame Bruyère, première abbesse et fondatrice de l'abbaye bénédictine de Sainte-Cécile de Solesmes, petite-fille de l'éminent ingénieur des Ponts et Chaussées à qui la ville du Mans doit ses premières transformations, décédée près de Ryde (île de Wight), le 18 mars dernier. S'il ne convient pas de rappeler ici le rôle de l'abbesse, nous sommes au moins en droit de saluer respectueusement en madame Cécile-Jenny Bruyère une femme d'une intelligence supérieure, d'une rare distinction et d'un grand cœur, digne représentante d'un nom qu'une des rues du Mans fait vivre parmi nous. R. T.

---

*Cartulaire Noir de la Cathédrale d'Angers*, reconstitué et publié par le chanoine Ch. Urseau, Paris, Picard, 1908, un vol. in-8° de 517 pages, avec fac-simile.

Le Cartulaire Noir de la cathédrale d'Angers était considéré, à juste titre, avant la Révolution, comme le plus précieux de tous les cartulaires angevins, « comme la vraie et la plus pure source de l'histoire d'Anjou depuis Charlemagne. » Malgré ce grand intérêt, il fut déchiqueté à l'époque de la Révolution, vendu à un relieur, et quelques rares fragments, à peine, en furent sauvés.

C'est la reconstitution patiente et consciencieuse de cet important manuscrit, qu'après de longues années de recherches et de travail, M. le chanoine Urseau offre aujourd'hui au public. Pour donner un aperçu de l'heureux résultat auquel il est parvenu, il suffit de dire que sur les 241 chartes que contenait le manuscrit primitif, l'érudit auteur en a retrouvé 230, et qu'il les a retrouvées dans des copies ou des documents d'une authenticité indiscutable.

Le Cartulaire Noir de la cathédrale d'Angers avait dû



être composé dans la seconde moitié du XII<sup>e</sup> siècle : le titre le plus ancien portait la date de mars 770, le plus récent était de 1162.

La reconstitution qu'en donne M. Urseau présente un ensemble de renseignements généraux du plus haut intérêt pour l'histoire des mœurs, des coutumes, des lois et des croyances, et de renseignements particuliers non moins précieux pour l'histoire locale. C'est un véritable monument d'érudition : elle est appelée à rendre les plus grands services aux travailleurs et méritera leur reconnaissance à M. le chanoine Urseau, en même temps qu'elle fera vivre son nom dans l'histoire de l'Anjou. R. T.

---

*La Maison Bonnin de la Bonninière de Beaumont*, par le comte Charles de Beaumont, Paris. Champion, 1909, un superbe volume in-4<sup>e</sup> de 503 pages, avec portraits.

La famille Bonin de la Bonninière de Beaumont est connue dans l'histoire dès le XIV<sup>e</sup> siècle et la filiation littéralement prouvée jusqu'à nos jours depuis le 8 septembre 1397, date à laquelle noble homme Guillaume Bonin, écuyer, seigneur des Grands-Chateliers, reçoit un aveu de Pierre de Bueil.

Originaire de la paroisse de Beaumont-la-Ronce, où se trouve son principal château, cette maison jouissait avant la Révolution des honneurs de la Cour, et, comme une tige vigoureuse, elle s'est épanouie dans les temps modernes en une brillante gerbe d'hommes distingués, parfois éminents, serviteurs toujours dévoués de leur pays. Qu'il suffise de citer Anne-Claude de la Bonninière, II<sup>e</sup> marquis de Beaumont, conseiller général d'Indre-et-Loire sous le premier Empire, qui avait épousé Marguerite Le Pellerin de Gauville ; ses fils André de la Bonninière, III<sup>e</sup> marquis de Beaumont, conseiller général de la Sarthe, et Marc-Antoine de Beaumont qui fit brillamment comme général les campagnes de la Révolution et de l'Empire, puis devint sénateur, lieutenant-général et pair de France ; son petit-fils, Théo-



dore de la Bonninière, IV<sup>e</sup> marquis de Beaumont, lieutenant-colonel de cavalerie, pair de France, né au château de la Gidonnière (Sarthe) ; le général comte de Beaumont (1833-1895), Gustave-Auguste de la Bonninière, comte de Beaumont, député de la Sarthe de 1839 à 1848 et membre de l'Institut ; le vice-amiral comte Olivier de Beaumont (1840-1906) etc.

Et à ces noms s'ajoutent encore toute une pléiade de vaillants soldats moins connus mais non moins méritants, et des alliances avec des familles particulièrement estimées à l'époque contemporaine, telles que les familles de Villebois-Mareuil et Cléret de Langavant.

Certes, la maison de la Bonninière de Beaumont a le droit d'être fière de son histoire, car cette histoire se distingue par deux traits dominants et bien honorables : la valeur intellectuelle d'un grand nombre de ses membres et l'étroite union qui les a tous rapprochés les uns des autres dans les grandes circonstances de la vie, union si intime qu'elle rappelle celle des clans écossais.

Une telle famille méritait de trouver parmi elle un véritable historien, un historien dont on ne puisse suspecter ni l'érudition ni l'impartialité.

Elle l'a trouvé avec les meilleures qualités en la personne de notre distingué confrère le comte Charles de Beaumont, membre du Conseil de la Société française d'archéologie.

« C'est avant tout, écrit-il dans sa préface, un livre *honnête* que nous avons entendu écrire. Loin de nous les pensées de vanité qui si souvent président à ces sortes d'ouvrages, laissant dans l'ombre les vertus les plus modestes pour ne mettre en relief que des gloires légendaires. Rien de ce que nous affirmons qui ne trouve sa preuve... Nous estimons que l'esprit de famille n'exclut pas l'esprit scientifique, et que l'un donne plus de poids à l'autre. »

L'ouvrage répond entièrement à cette déclaration de principe.



C'est, il nous semble, le plus bel éloge qu'on puisse en faire.

R. T.

---

*Un modèle de statistique dans la Sarthe, Mémoire de l'abbé Marchand sur les communes de Rahay et de Valennes en l'an IX*, publié avec une introduction et des notes par Julien L'Hermitte, archiviste de la Sarthe, Le Mans, imp. Drouin, 1908, in-8° de 135 pages.

Bien qu'elle ait été définie avec humour « la science la plus inexacte des sciences exactes » et qu'elle ne date en France que du commencement du XIX<sup>e</sup> siècle, la statistique n'est pas toujours à dédaigner et c'est à bon droit que M. L'Hermitte présente ce Mémoire comme un modèle du genre. Son très consciencieux auteur n'oublie rien. Il ne donne pas seulement le nombre des mâles, des femelles, des célibataires, des gens mariés, des chevaux, des bœufs, les prix des veaux et des porcs, il donne aussi des renseignements qui ne sont pas sans intérêt sur l'état du sol, la situation de l'agriculture et de l'industrie. Bien mieux, il nous fait part de ses observations sur la population, l'état des citoyens et la religion. Quelques-unes de ces observations restent vraiment dignes d'être méditées, même à notre époque. Qu'on en juge par cette seule phrase : « Toute la prudence humaine, écrit ce modèle des statisticiens qui fit la joie du premier préfet de la Sarthe, ne réussira jamais à soulager les malheureux sans la religion . . . »

Il est toujours bon de mettre en relief de telles observations, surtout quand elles sont justifiées par dix années d'expérience révolutionnaire. Nous félicitons donc M. L'Hermitte d'avoir exhumé ce Mémoire qu'il accompagne de notes curieuses sur les débuts de la statistique administrative et nous le remercions d'avoir bien voulu l'offrir à la bibliothèque de notre Société.

R. T.

---



REVUE  
HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE  
DU MAINE

---

TOME LXV. — TROISIÈME LIVRAISON

ANNÉE 1909. — PREMIER SEMESTRE



AU SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ  
MAISON DITE DE LA REINE BÉRENGÈRE, GRANDE-RUE, 11,  
AU MANS

|                             |                                |
|-----------------------------|--------------------------------|
| MAMERS                      | LE MANS                        |
| IMPRIMERIE FLEURY           | A. DE SAINT-DENIS              |
| 28, Place de la République. | Libraire, Place Saint-Nicolas. |

1909



**SOMMAIRE**  
DE LA  
**TROISIÈME LIVRAISON DE 1909**

---

- 1<sup>o</sup> THOMAS TOUSTAIN, ARCHITECTE DE LA CATHÉDRALE DU MANS, par M. GABRIEL FLEURY. Page 265
- 2<sup>o</sup> ÉPISODES DE LA BATAILLE DU MANS. — PRISE DE LA TUILERIE, LA LUTTE DANS LES RUES, L'OCCUPATION DE LA VILLE, par M. ALEXANDRE BEZARD. Page 274
- 3<sup>o</sup> RENÉ II, DUC DE LORRAINE, ET LES POSSESSIONS DE LA MAISON D'ANJOU DANS LE MAINE (*suite*), par M. PAUL MARICHAL, archiviste aux Archives nationales. Page 287
- 4<sup>o</sup> LA COMMUNAUTÉ D'HABITANTS DE CHANGÉ (*suite*), par M. L. ESNAULT et M. le chanoine FROGER. Page 301
- 5<sup>o</sup> CATALOGUE DES ACTES DES ÉVÊQUES DU MANS, JUSQU'À LA FIN DU XIII<sup>e</sup> SIÈCLE (*suite*), par M. LÉONCE CELIER, archiviste aux Archives nationales. Page 330
- 6<sup>o</sup> JACQUES PELETIER DU MANS, LICENCIÉ EN MÉDECINE (1517-1582), (*suite et fin*), par le Dr P. DELAUNAY. Page 368
- 7<sup>o</sup> TABLE DES MATIÈRES DU LXV<sup>e</sup> VOLUME. Page 393
-



---

# THOMAS TOUSTAIN

## ARCHITECTE DE LA CATHÉDRALE DU MANS

---

M. Henri Stein, dans le *Bulletin monumental* (1), vient d'attirer l'attention sur Thomas Toustain qu'il qualifie « second architecte du chœur de la cathédrale du Mans ». Pour cette assertion il s'appuie sur « un document, dit-il, qui ne paraît avoir jamais été utilisé par les archéologues et par les auteurs manceaux ». Ce document est extrait du *Liber Albus Capituli*, publié en 1869 (2) ; il n'était point passé inaperçu, comme le pense M. Stein ; nous-même le connaissions depuis longtemps, et si nous n'en avons pas encore parlé, c'est parce que le nom de cet architecte soulève plusieurs problèmes, que nous n'avons pas su résoudre jusqu'à ce jour, d'une manière satisfaisante.

M. Henri Chardon, en 1878, au congrès tenu au Mans par la Société française d'archéologie, avait déjà attiré l'attention des chercheurs et des archéologues, sur ce Thomas Toustain et sur ce passage du *Liber Albus Capituli* (3) qui mentionne la cession d'un terrain par le Chapitre à *Thomas*,

(1) Tome LXXII, p. 511, livraison 5-6, parue en avril 1909.

(2) Ce cartulaire publié sans nom a été rédigé par M. l'abbé Lottin et non par A. Cauvin, comme l'a écrit M. Henri Stein. Le texte en était imprimé avant 1848 ; les tables n'ont été faites qu'en 1869 après la mort de l'abbé Lottin.

(3) *Congrès archéologique de France*, XLV<sup>e</sup> session, 1878, p. 328 ; *Les Artistes du Mans et spécialement ceux de la cathédrale jusqu'à la Renaissance*, par Henri Chardon.



*dictus Tostain, cementarius* (1). Toutefois M. Chardon ne se croyait pas « autorisé à élever ce maçon au rang d'architecte » ; il ne consentait pas à voir un *magister lathomus*, un maître d'œuvre, dans ce *cementarius*. La date de juin 1258, portée par l'acte de cette cession, pouvait aussi influencer M. Chardon dans cette conclusion ; sachant que le chœur de la cathédrale du Mans avait été consacré en 1254, et pensant probablement que cette œuvre était terminée à cette époque, il n'osait accepter ce nom comme celui du principal maître de l'œuvre ; il croyait peut-être aussi que le chœur de la cathédrale du Mans était l'œuvre d'un seul architecte. Mais aujourd'hui que l'on reconnaît généralement (2) dans la construction du chœur du Mans deux influences sur le style de son architecture, une influence de l'Ile de France et une influence normande, on accepte volontiers l'action de deux architectes ; pour nous, nous serions même disposé à y reconnaître la direction d'un troisième maître de l'œuvre. Il sera donc facile désormais d'accepter le nom de Toustain comme architecte du chœur de la cathédrale du Mans ; sa qualification de *cementarius* ne saurait le faire exclure, car plusieurs architectes reconnus, de diverses cathédrales, sont désignés sous cette même qualité, et particulièrement à Chartres.

Thomas Toustain est donc certainement un des architectes du chœur de la cathédrale du Mans ; mais quelle a été sa part dans l'œuvre générale ? c'est là un des problèmes que nous n'avons pas encore su résoudre entièrement, et qui nous a empêché jusqu'à ce jour d'affirmer,

(1) *Chartularium insignis ecclesiae Cenomanensis, quod dicitur Liber Albus Capituli*, in-4°. Le Mans, 1869, p. 242.

(2) M. Lefèvre-Pontalis vient encore de confirmer cette théorie par la communication qu'il a faite au Congrès de La Flèche et par la lettre qu'il a adressée à M. Vérité, publiée dans le *Bulletin monumental* et dans la *Revue historique et archéologique du Maine*, 1908, tome LXIV, page 115.



comme M. Henri Stein, que Thomas Toustain a été le second architecte du chœur de la cathédrale du Mans.

A quelle date Thomas Toustain est-il arrivé au Mans ? Le *Liber Albus Capituli* ne cite son nom qu'une seule fois, en juin 1258, quatre ans après la consécration du chœur du Mans. A cette époque Thomas Toustain et son épouse Marguerite reconnaissent avoir reçu, du doyen et des membres du Chapitre, un emplacement pour construire une maison, *ad defensionem ignis*, c'est-à-dire couverte en tuiles et close par des murs. Cette cession leur est faite moyennant une rente perpétuelle et annuelle de trente-trois sous mansais. Cet acte de 1258, passé entre le Chapitre et Thomas Toustain, n'est peut-être que la reconnaissance d'une cession antérieure (1) car on y lit : « Thomas, dictus Tostain, cementarius, et Margarita, ejus uxor, *recognoverunt* in jure coram nobis, se accepisse a venerabilibus viris decano et capitulo cenomanensi, quamdam plateam, sitam..... » Alors la cession primitive de ce terrain pourrait remonter à quelques années antérieures à 1258.

Si Thomas Toustain avait encore été l'architecte du Chapitre vers 1258, pourquoi n'aurait-il plus habité la maison de la rue Saint-Vincent dans laquelle il était d'usage que logeât le maître d'œuvre de l'église du Mans ? (2) Cette maison est restée propriété du Chapitre jusqu'au mois de février 1273 (n. s.), époque à laquelle elle fut vendue pour quatre livres tournois de rente annuelle et perpétuelle à Jean Le Vallet et à son épouse (3).

Deux hypothèses peuvent expliquer pourquoi le Chapitre

(1) Le fait n'est pas douteux pour plusieurs autres actes similaires du même genre et du même temps, passés par le Chapitre, où la phrase complémentaire confirme bien un acte accompli antérieurement à la date de la pièce.

(2) *Herbergamentum in quo solet manere magister lathomus fabricae ecclesie Cenomanensis*, *Liber Albus Capituli*, p. 231, 23 mai 1271 ; — p. 206, février 1273.

(3) *Liber Albus Capituli*, p. 206.



de la cathédrale ne loge pas Thomas Toustain, en 1258, dans la maison réservée au maître d'œuvre. Dans l'une, Thomas Toustain arriverait au Mans seulement vers 1258, alors que la maison du Chapitre serait encore occupée par l'architecte qui avait construit le chœur ; dans l'autre au contraire, Thomas Toustain, cessant de construire le chœur, abandonnerait la maison du Chapitre et élèverait avant 1258 une maison pour se retirer, lui et sa femme.

Cette seconde hypothèse s'accorderait avec les dates de construction du chœur, si, comme on le pense, Thomas Toustain est d'origine normande, car toute la partie basse du chœur et le déambulatoire portent bien le caractère de l'architecture normande. Thomas Toustain serait donc ainsi le second architecte du chœur de la cathédrale du Mans, le plan primitif et les fondations des chapelles ayant été dressés par un architecte encore inconnu, probablement de l'école de l'Ile de France.

D'autre part si la maison du Chapitre est occupée par un maître d'œuvre jusque vers 1273, on pourrait croire qu'un autre architecte aurait succédé à Thomas Toustain ; ce nouveau maître de l'œuvre est peut-être celui que nous pensons avoir terminé le chœur en exécutant ses voûtes ; car dans les ogives de ces voûtes nous ne reconnaissons plus les nervures de l'école normande ; les tailloirs de forme triangulaire qui reçoivent les ogives ne sont plus de même style, ni de même époque que les tailloirs du déambulatoire (1).

L'examen et la comparaison des fenêtres du chœur aux divers étages nous amènent également aux mêmes conclu-

(1) M. Lefèvre-Pontalis reconnaît également l'œuvre d'un architecte originaire de l'Ile de France dans les profils des nervures et dans la sculpture des chapiteaux des chapelles du déambulatoire, mais il donne à leur exécution une date antérieure à celle de la construction du chœur et du déambulatoire. *Lettre à M. Pascal Verité*, dans *Revue historique et archéologique du Maine*, t. LXIV, 1908, page 116.



sions. Nous ne saurions attribuer à la même date ni au même architecte les fenêtres du déambulatoire et les fenêtres supérieures du chœur ; nous établissons presque la même différence avec les fenêtres des chapelles latérales et celles ouvertes entre ces chapelles, entre les deux piliers des contreforts de l'abside dans la partie circulaire.

Nous trouvons dans la progression du style de ces fenêtres la preuve de trois influences successives. Les fenêtres de la construction première, c'est-à-dire des chapelles, ont encore conservé le plein cintre dans les larges ouvertures ; elles n'offrent l'arc brisé que dans les fenêtres rétrécies, celles des pans coupés des absidioles. Dans les fenêtres du déambulatoire tous les arcs sont brisés ; ces ouvertures ne sont ornées ni de colonnettes, ni de sculptures, elles ne portent même pas de moulures, tandis que dans les fenêtres de la partie haute du chœur tous les meneaux sont moulurés profondément, à l'intérieur comme à l'extérieur, et sont surmontés de plusieurs roses.

Une autre preuve de l'antériorité de la construction des chapelles, sur celles du déambulatoire et du chœur, est fournie par les amorces primitives des contreforts. Audessus des voûtes du déambulatoire on peut voir, sous la toiture, ces amorces qui par leur peu d'élévation indiquent que, dans le premier projet de construction, la seconde partie du déambulatoire ne devait pas être plus élevée que la première ; l'architecte devait s'inspirer du plan suivi à Paris et à Chartres. Une ligne de corbeaux, inférieure à celle qui supporte aujourd'hui la toiture, encastrée dans le mur élevé en face de ces contreforts et qui devait recevoir leur appui, semble aussi indiquer que la toiture primitive devait être plus basse que celle qui existe actuellement (1).

(1) Toutefois cette ligne inférieure de corbeaux pourrait aussi indiquer la construction d'un toit à deux versants, semblable à celui qui est établi sur l'autre étage du déambulatoire.



Quand le nouvel architecte eut décidé de surélever la seconde partie du déambulatoire, suivant l'exemple de Bourges et de Coutances, il fut obligé de relever ses arc-boutants au-dessus des amorces ménagées par son prédécesseur, et en conséquence de donner plus de résistance aux piles de ces contreforts ; c'est alors qu'il en augmenta l'épaisseur par l'application d'un nouveau massif de maçonnerie qui vint obstruer la moitié de chacune des premières fenêtres des chapelles. Les colonnettes des fenêtres et leurs chapiteaux noyés dans cette maçonnerie, fournissent une preuve indiscutable de cette reprise postérieure de l'œuvre.

Toutes ces modifications apportées successivement dans l'exécution du plan primitif indiquent évidemment que l'œuvre de construction du chœur a débuté par la construction des chapelles, et que l'élévation du déambulatoire lui est postérieure. Tous ces détails concordent bien avec l'existence de plusieurs architectes et avec l'influence de plusieurs écoles.

Il y a environ cinquante ans M. l'abbé Launay avait déjà signalé cette probabilité de l'existence de deux architectes pour l'élévation du chœur de la cathédrale du Mans. On lit en effet dans la notice sommaire qu'il a écrite sur la cathédrale du Mans, notice insérée dans *Le Maine et l'Anjou* publié par le baron de Wismes : « Celui qui a conçu le plan si vaste et si régulier du chœur de l'église du Mans, celui qui en a conduit l'exécution avec tant de sûreté, et sans ces hésitations si communes dans les grandes entreprises, celui-là était un homme de génie. Nous ne savons pas son nom, mais c'était assurément un des deux architectes laïques qui figurent comme donateurs sur un de nos vitraux. Étaient-ils deux à travailler de concert ? l'un succéda-t-il à l'autre ? l'on ne sait. »

Telle est encore aujourd'hui la question que l'on se pose ; depuis une vingtaine d'années nous cherchons à l'éclaircir ;



quoique convaincu, par les détails de l'architecture, de l'influence de plusieurs écoles, et, par conséquent, de l'action directe de plusieurs architectes, nous n'avons pu encore préciser, d'une manière absolument certaine, la part de chaque architecte pour chaque école. Nous attendons donc avec impatience l'œuvre de M. Henri Stein, qui nous promet des preuves irréfutables pour fixer le rôle de Thomas Toustain, dans la construction du chœur de la cathédrale du Mans.

Nous allons toutefois nous permettre de faire une petite objection à un des arguments que M. Stein avance pour prouver que Thomas Toustain a achevé la construction du chevet entre les années 1250 et 1260 environ, dates qui concordent avec la cession de terrain que lui fait le Chapitre en 1258.

M. Henri Stein est disposé à croire que le chœur, consacré en 1254, n'était pas terminé en 1258, et comme preuve il en donne, en plus de la présence de Thomas Toustain, l'acquisition faite en 1250 par le Chapitre d'une carrière à Bernay. En effet un accord concernant les carrières de Bernay a bien eu lieu en 1250 entre Hervé de Sourches, d'une part, et d'autre part l'évêque, le doyen et le Chapitre du Mans ; mais ce n'était pas pour l'acquisition d'une nouvelle carrière ; il s'agissait seulement de conserver au Chapitre le droit qu'il avait eu jusqu'à ce jour d'enlever des pierres dans le fief de ce seigneur (1). Hervé de Sourches, moyennant un prêt de trente livres tournois, conserva ce droit au Chapitre du Mans pour l'œuvre de sa cathédrale. Le Chapitre n'en usa pas longtemps, car, dès le 16 août 1252, il autorisait l'abbé et les moines de l'Épau à prendre dans

(1) « Episcopus, decanus et capitulum dicebant se habere jus scindendi, capiendi et asportandi petras de terra et feodis dicti militis, sitis in parrochia de Berneio..... » *Gallia Christiana*, t. XIV, instrumenta 139. — Voir aussi *Cartulaire de l'évêché du Mans* publié par le comte Bertrand de Broussillon, 1900, p. 60-61.



cette carrière de Bernay toute la pierre qui leur était nécessaire pour construire leur abbaye (1). Cette cession à l'Épau est donc une preuve qu'à cette époque le Chapitre ne pensait plus avoir besoin d'une grande quantité de pierre, et que par conséquent le gros œuvre du chœur devait toucher à sa fin vers 1252.

L'œuvre de Thomas Toustain dans la cathédrale du Mans soulève encore un autre problème; Thomas Toustain a-t-il travaillé à la cathédrale de Coutances, et l'a-t-il construite avant de venir au Mans? M. Henri Stein se tient sur la réserve quant à cette question, tout en reconnaissant dans les chœurs du Mans et de Coutances une même école normande. « Sans aller, dit-il, jusqu'à affirmer que le même architecte a construit Coutances et Le Mans, on peut penser que le chœur de l'une de ces cathédrales a sérieusement influé sur le chœur de l'autre ». Pour nous, qui sommes de ceux qui acceptent cette influence, nous sommes disposé à croire que le plan du chœur du Mans est le développement de l'idée qui a inspiré la construction du chœur de Coutances (2). Nous avons été amené à cette conclusion, parce qu'il nous semble plus rationnel d'accorder l'antériorité à un plan simple, comme celui du chœur de Coutances, sur un plan complexe, comme celui du Mans. L'amplification de l'idée et la perfection de l'exécution nous paraissent plus probables comme œuvre seconde, que la réduction de l'original. L'agrandissement postérieur de la chapelle absidale du chœur de Coutances ne peut-il pas être donné aussi comme une preuve à l'appui de notre affirmation? Il serait

(1) Archives de la Sarthe, archives municipales du Mans, titre original parchemin, publié en 1894, par M. l'abbé Froger, dans *l'Abbaye de l'Épau*, p. 7.

(2) M. Léopold Delisle pense que la cathédrale de Coutances, brûlée en 1218, fut reconstruite sous l'épiscopat de Hugues de Morville, qui siégea de 1208 à 1238. *Histoire de la cathédrale de Coutances*, par l'abbé Pigeon, 1876, p. 180.



dû à l'influence d'une autre construction postérieure, où semblable développement aurait été appliqué, telle par exemple la chapelle absidale du Mans.

M. Lefèvre-Pontalis estime au contraire que la construction du chœur de Coutances est postérieure à celle du Mans. Il est certain qu'en général les constructions élevées en Normandie, dans cette période du XIII<sup>e</sup> siècle, retardent visiblement sur les constructions de la région du Maine à pareille date. Le chœur de Coutances n'a-t-il pas pu faire exception à cette règle générale ? M. Lefèvre-Pontalis étudie actuellement cette cathédrale de Coutances, il nous donnera donc sous peu des arguments indiscutables qui apporteront un terme à nos hésitations.

Ainsi nous attendons en toute confiance, de M. Henri Stein et de M. Lefèvre-Pontalis, la solution des problèmes que nous étudions depuis si longtemps sans avoir pu les résoudre, et nous ne saurions douter du succès de leurs recherches, ni de la valeur irréfutable de la savante argumentation qu'ils nous font espérer.

GABRIEL FLEURY.

---



---

# EPISODES

## DE LA

# BATAILLE DU MANS

PRISE DE LA TUILERIE,  
LA LUTTE DANS LES RUES, L'OCCUPATION DE LA VILLE.

---

Parmi les nombreux mémoires des anciens combattants prussiens de 1870-71 publiés dans ces dernières années se trouvent ceux d'un Oldenbourgeois, M. Boschen, qui fit la campagne dans les rangs du 91<sup>e</sup> régiment d'infanterie (37<sup>e</sup> brigade, 19<sup>e</sup> division, X<sup>e</sup> corps) (1). Employé de commerce, il venait de terminer son année de volontariat quand, la guerre survenant, il fut rappelé au 91<sup>e</sup> et incorporé à la 3<sup>e</sup> compagnie du 1<sup>er</sup> bataillon, comme vice-sergent-major (2). Après avoir assisté aux batailles de Mars-la-Tour, de Gravelotte, au siège de Metz, il combattait à Ladon, à Beaune-la-Rolande, à Villeporcher, à Montoire, et arrivait enfin, le 11 janvier 1871, à Mulsanne avec son régiment. Le matin du même jour, le 91<sup>e</sup> avait quitté Villaines-sous-Lucé pour se diriger sur le Mans.

(1) *Kriegserinnerungen eines 91<sup>ers</sup>*. Oldenbourg, Bühlmann et Gerriets, 1897.

(2) Le vice-sergent-major de réserve (vice-feldwebel) est un sous-officier aspirant-officier de réserve. Boschen commandait une demi-section de 21 hommes : Polonais, Silésiens et quelques Oldenbourgeois au nombre desquels son ancien maître de danse.



Depuis Villeporcher, le bataillon auquel appartenait l'aspirant-officier Boschen était accompagné d'une batterie d'artillerie à cheval (2<sup>e</sup> batterie légère du X<sup>e</sup> corps) commandée par un lieutenant en premier nommé von Keutner.

Il est nécessaire de dire quel était cet officier.

Les fantassins du X<sup>e</sup> corps l'appelaient « l'Homme sauvage » (1). Ils en ont fait pendant longtemps une sorte de héros épique et on retrouve « l'Homme sauvage » dans différents récits allemands sur la bataille du Mans.

Le lieutenant en premier von Keutner avait servi la France et fait, dans les rangs français, la campagne du Mexique. On racontait sur son compte, dit le sous-officier Boschen, des histoires singulières ; il s'était trouvé, paraît-il, mal récompensé de ses services au Mexique. « Je ne sais pas, ajoute Boschen, ce qu'il y avait de vrai dans ces histoires, mais le fait est qu'il avait une haine violente de tout ce qui était français, une ardeur extraordinaire au combat. Toujours impatient d'entendre tonner ses canons il ne quittait jamais sa batterie. Quand il galopait sur son cheval noir devant le 1<sup>er</sup> bataillon du 91<sup>e</sup>, les pointes de sa longue barbe flottant par dessus ses épaules, blasphémant comme un païen, suivi d'un trompette aussi barbu que lui-même, les hommes se disaient entre eux : « Voici l'Homme sauvage, ça ira bien ».

Le soir du 11 janvier, le 91<sup>e</sup> se trouvait à environ 10 kilomètres du Mans, près de Mulsanne. Dans la journée le temps avait été clair et très froid ; pendant la marche la neige craquait sous les pas.

Il faut laisser ici la parole à l'aspirant-officier Boschen.

« La 20<sup>e</sup> division du X<sup>e</sup> corps (division von Kraatz), qui marchait devant nous, continua de tirer avec l'ennemi

(1) Dans l'artillerie on l'appelait « le Mexicain ». (*Was unsere heimkehrenden Krieger erzählen*. Berlin, Lesser 1872.) Dans cet ouvrage on retrouve aussi le même officier sous le nom de « l'Homme sauvage ».



jusqu'à une heure assez avancée. Le point d'appui de la position ennemie était à la Tuilerie, en face de nous. Devant cette forte position la 20<sup>e</sup> division s'était arrêtée. Derrière elle, l'artillerie du X<sup>e</sup> corps bivouaquait. Mon bataillon, ainsi que celui des fusiliers (3<sup>e</sup> bataillon), dut bivouaquer aussi dans la neige, sur le bord de la route.

« La nuit était glaciale, les étoiles brillaient ; il y avait 8 à 10 degrés au-dessous de zéro. Nous étions abondamment pourvus de paille ; nous avons allumé de grands feux ; ceux qui en avaient le moyen se confectionnaient des grogs chauds. Moi, je me contentai de faire chauffer du cidre ; c'est la boisson du pays, trouble et détestable quand elle est froide, très-passable quand elle est chaude mais sans jamais valoir un bon grog. J'étais si fatigué que je ne pris que juste ce qui m'était nécessaire pour me soutenir : un morceau de pain, du fromage et quelques verres de cidre.

« Avec les camarades, je cherche dans le bois un coin un peu abrité pour dormir. Je fais un rempart de neige, derrière j'étends de la paille, nous nous blottissons là serrés l'un contre l'autre pour nous réchauffer mutuellement. Le froid me faisait terriblement souffrir d'autant plus que je m'étais débarrassé dans la journée d'un double gilet pour échapper à la vermine qui l'infestait ; aussi je me relevais à chaque instant et je battais la semelle pour me dégourdir.

« Nous étions heureusement tout près de l'ennemi ; l'heure était donc enfin venue du combat décisif. L'excitation que me donnait l'approche de la bataille m'aidait à supporter la faim, le froid et les souffrances physiques.

« La nuit ne fut pas tranquille ; longtemps encore on entendit le grincement des mitrailleuses. Les avant-postes des deux partis étaient tout près les uns des autres, leur énervement était tel que les coups de fusil ne cessaient pas dans les bois environnants. L'écho répétait chaque détonation. La neige, qui couvrait la terre, assourdissait les



autres bruits ; l'air était si pur que les coups de feu nous semblaient tirés près de nos oreilles.

« Tout à coup un grand silence se fait ; il n'est pas sans nous inquiéter dans notre bivouac ; quelque chose d'extraordinaire devait se passer. En effet nous devions bientôt apprendre que le 10<sup>e</sup> bataillon de chasseurs (1) et un bataillon du 92<sup>e</sup> avaient reçu l'ordre de surprendre la position française de la Tuilerie, le fusil déchargé et la baïonnette au canon. Notre inquiétude était grande, mais nous fûmes promptement rassurés car, peu d'instants après, nous entendîmes un formidable hurrah ! L'ennemi avait abandonné sa principale position, devant le Mans et s'enfuyait en désordre.

« Nous ne connaissions pas encore toute l'importance du succès obtenu ; mais la nouvelle que les Français avaient, devant nous, évacué leur position, suffit à nous relever le moral et à nous faire supporter les fatigues du lendemain. Un échec nous eût complètement démoralisés, il eût découragé tous ceux qui, jusque là, avaient tant souffert et ne tenaient debout que grâce à l'espérance de la victoire... »

(1) Le 10<sup>e</sup> bataillon de chasseurs prussiens comptait en effet au X<sup>e</sup> corps ; mais le narrateur fait une confusion. A l'heure de la prise de la Tuilerie, entre 7 et 8 heures du soir, le 10<sup>e</sup> bataillon de chasseurs et le 1<sup>er</sup> bataillon du 92<sup>e</sup> marchant ensemble étaient près de Ruaudin ; ils venaient du château de la Rochère. Arrivés à Ruaudin à 8 heures et demie du soir ils cantonnaient dans les maisons du bourg. Là ils reçurent l'ordre de venir assurer le flanc droit. Rassemblés sans bruit peu avant minuit, ils se mirent en route vers une heure du matin ayant pour objectif les hauteurs de Bel-Essor. Vers 3 heures du matin, ils s'emparèrent, après un vif engagement, de la ferme des Epinettes défendue par le 3<sup>e</sup> bataillon du 75<sup>e</sup> mobiles (Loir-et-Cher) de la division Deplanque, et leur avant-garde, forte de deux compagnies, alla se heurter tout près de là aux troupes de cette division. Fort maltraitée, cette avant-garde dut rétrograder et rallier, à la ferme des Epinettes, le gros de la colonne. Pendant toute la nuit cette colonne fut dans l'impossibilité de communiquer avec la fraction principale du 92<sup>e</sup> qui, elle, avait suivi la route de Mulsanne au Mans et avait occupé la Tuilerie.



Ce furent des Brunswickois appartenant au 92<sup>e</sup> (1) et des fractions détachées du 17<sup>e</sup> de ligne prussien qui, entre 7 et 8 heures du soir, s'emparèrent de la Tuilerie ; voici comment l'historique du 92<sup>e</sup> (2) rend compte de cette opération :

« A l'exception de la section laissée au Point-du-Jour, les fractions du régiment tenues jusqu'alors en réserve furent amenées sur le front.

« Il faisait déjà nuit ; on voyait, perçant les ténèbres, le feu de la fusillade continuelle de l'infanterie française étagée dans des tranchées sur les pentes de la Tuilerie. L'attaque nocturne allait être tentée contre cette position.

« Il est impossible de raconter exactement comment eut lieu cette attaque. L'unité de commandement n'existait plus, les compagnies s'étaient mêlées ; ici on perdait du terrain, là on en gagnait. Les chefs faisaient de leur mieux là où ils se trouvaient, tantôt rassemblant les tirailleurs pour les porter en avant, tantôt faisant avancer les soutiens. Des sections plus exposées au feu se jetaient de côté, ou se couchaient dans la neige, d'autres sections se rapprochaient de l'ennemi. Il n'y avait aucune unité dans l'effort, mais tout le monde avait à cœur de ne pas abandonner la partie.

« Dans la nuit complètement venue on ne distinguait plus l'ami de l'ennemi qu'à une très-faible distance ; mais alors la présence d'esprit et le moral de nos hommes avaient l'avantage. On vit, par exemple, la 6<sup>e</sup> section de la 7<sup>e</sup> compagnie, commandée par le lieutenant von Damm se jeter à l'improviste sur une compagnie ennemie massée ; un ca-

(1) A cette époque l'uniforme du 92<sup>e</sup> était complètement noir ; la tunique, à brandebourgs noirs, avait le collet et les parements bleu clair ; le schako était orné d'une flamme de crin noir.

(2) *Geschichte des Braunschweigischen Infanterie*. — *Régiments Nr. 92*. Brunswick, Limbach 1903.



poral (gefreiter) et deux mousquetaires s'emparèrent aussitôt du chef de cette compagnie sur le front même de la troupe qui prit la fuite...

« Après la prise de Bonifeau et de la lisière nord des sapinières au devant de cette ferme, il y eut une pause. Les compagnies avaient en face d'elles un terrain montueux au sommet duquel les feux des chassepots permettaient de reconnaître la position principale de l'adversaire, c'était la hauteur de la Tuilerie et de Vert-Galant. Au début on y avait remarqué de l'artillerie française ; maintenant cette artillerie se taisait, on pouvait supposer qu'elle avait quitté la position ; mais l'infanterie française disposée en lignes étagées, balayait de ses feux les bois et surtout la route qui passe à Bonifeau. Tout d'abord on renonça à répondre à cette fusillade et on chercha à rétablir l'ordre qui s'était perdu. Le général de division et le général de brigade, qui étaient sur les lieux, ordonnèrent aux compagnies et aux bataillons de se reformer et d'attendre de nouveaux ordres. Les soutiens qui étaient en retard arrivèrent et la 5<sup>e</sup> compagnie put prolonger l'aile droite de la ligne. Cela avait pris un quart d'heure...

« Tout à coup on entendit battre la charge à 400 pas derrière nous sur la route. Bientôt une longue colonne en marche apparut, tambour battant. Les tirailleurs les plus rapprochés se levèrent et se joignirent à la colonne d'attaque ; d'autres, s'étant rassemblés sur le côté de la route, se mirent en marche sous la conduite des lieutenants Girsewald et Rhamm. La charge montait irrésistiblement les pentes de la colline et, à l'instant décisif, elle ne rencontra pas de résistance appréciable.

« A gauche, sur la route, des fractions du 17<sup>e</sup> de ligne prussien avaient aussi monté la pente et atteint le haut de la Tuilerie au moment même où les Brunswickois arrivaient à droite... »



On sait les efforts inutiles du général Le Bouëdec et du colonel Marty. Leurs soldats épuisés et démoralisés n'entendirent point leur appel et se couchèrent dans la neige.

Pourtant la résistance se continuait sur la droite prussienne qui ne progressait pas. Les Brunswickois du 1<sup>er</sup> bataillon du 92<sup>e</sup> et le 10<sup>e</sup> bataillon de chasseurs prussiens étaient aux prises avec le 75<sup>e</sup> mobiles de la division Deplanque ; on entendait la fusillade des Epinettes. A partir de 3 heures du matin jusqu'au jour, la bataille restait stationnaire sur ce point. Les Prussiens craignirent même un retour offensif des Français à la faveur d'un épais brouillard qui ne permettait pas de voir à plus de 300 pas.

Reprenons ici le récit de l'aspirant-officier Boschen :

« Il faisait encore nuit quand on forma nos rangs. Tout était silencieux quand nous nous mîmes en route et bientôt il nous fallut faire halte pour attendre des ordres.

« A l'aube du 12 janvier le spectacle était le même que la veille. Les premiers coups de feu ne tardèrent guère et la bataille recommença sur tous les points. Nous n'avions devant nous que le 10<sup>e</sup> bataillon de chasseurs et des Brunswickois ; ils se battaient dans les bois. Nous avions l'ordre de les suivre ; mais le combat n'avancait pas et nous restions en réserve à l'abri de quelques maisons et de grands murs. Les balles ne cessaient pas de siffler dans notre direction ; sans notre abri beaucoup des nôtres eussent été atteints. Nous perdîmes là un homme tué ; quelques autres furent blessés. Sans discontinuer, la fusillade crépitait, les mitrailleuses grinçaient, le canon tonnait. Les derniers Français purent se maintenir dans les sapinières jusque vers midi.

« Mais voilà que le silence se fait et nous voyons de nombreux Français sans armes sortir des bois, accourir vers nous et se jeter littéralement dans les bras de nos fusiliers



qui les prennent par centaines (1). On voit aussi revenir du combat de longues colonnes de prisonniers escortés par les Brunswickois. De toutes parts on entend les cris de Hourrah !

« Il était déjà midi lorsque nous parvint l'ordre de marcher sur le Mans. La 37<sup>e</sup> brigade était en première ligne. La victoire était sûre mais elle pouvait encore nous coûter des victimes. Ma fatigue était disparue ; j'oubliais les écorchures de mes pieds, mais je respirais difficilement et je devais prendre sur moi pour chasser les pensées de mort. Plus nous approchions de la ville plus je me sentais à l'aise et l'oppression qui me gênait finit par disparaître. A chaque pas nous rencontrions des Français débandés ; la route était jonchée d'armes et d'équipements que les fuyards avaient abandonnés. La ville du Mans était en vue ; c'était le but si longtemps convoité... »

Le bataillon du sous-officier Boschen entre dans Pontlieue, il essuie des coups de feu tirés par les fenêtres des maisons. Les isolés, qui avaient ainsi brûlé leurs dernières cartouches sont cernés et faits prisonniers. Une compagnie prend à gauche de la route ; celle de Boschen,

(1) De pareilles défaillances étaient malheureusement fréquentes. Si l'on pouvait leur trouver une excuse on devrait la chercher dans l'état de misère et de démoralisation où se trouvaient de jeunes soldats sans expérience, sans éducation militaire et presque sans cadres. Les auteurs allemands sont d'accord pour le constater.

Des malheureux venaient d'eux-mêmes se rendre aux avant-postes ennemis. (Mémoires de M. Rabe pasteur à Obernies, Hanovre : *Von Vendôme bis Laval*, 1896.)

A Parigné-l'Évêque, le 10 janvier, un peloton du 3<sup>e</sup> uhlans charge des tirailleurs ; leurs chevaux glissent sur le verglas et tombent, il n'y a plus à cheval que l'officier, 3 sous-officiers et 6 uhlans. Une centaine d'hommes se rendent à ces cavaliers. D'autres sont tellement affolés qu'on les voit courir au secours d'un uhlan démonté, le pied pris dans l'étrier et trainé par son cheval, et aider ce uhlan à se remettre en selle. (Kuntz : *Die deutsche Reiterei in den Schlachten und Gefechten des Krieges von 1870-71*, p. 334 ; Berlin 1895).

LXV. 19



marchant à travers champs, n'avance qu'avec peine dans la neige, obligée de franchir des fossés, des murs de clôture et des haies.

« Une explosion formidable, continue Boschen, retentit au milieu du faubourg. Au dernier moment les Français avaient essayé de faire sauter le pont de l'Huisne mais n'y avaient réussi qu'à moitié. On entend la mousqueterie dont le fracas va grandissant de l'autre côté du pont et, sur la gauche, des batteries de tambour et des cris de Hourrah ! (1) Le 17<sup>e</sup> prussien était entré dans Pontlieue d'un autre côté ; les clairons de sa 2<sup>e</sup> compagnie sonnaient la charge. Tous les Français qui se trouvaient encore entre Pontlieue et la ville furent faits prisonniers ou durent fuir vers le Mans. Nous avions monté la côte. Il devait régner dans la ville un désordre affreux. On voyait les Français courir vers la gare pour s'entasser dans les trains en partance. Mais alors notre « Homme sauvage » survient. Mettre ses pièces en batterie sur la hauteur la plus proche est pour lui l'affaire d'un instant ; il canonne sans discontinuer les trains et les locomotives, ce qui porte le désordre à son comble... »

Ce furent les Oldenbourgeois du 91<sup>e</sup> qui, les premiers, atteignirent la gare, la résistance y fut si faible qu'ils n'y perdirent qu'un homme tué et quatre blessés. Des patrouilles se risquèrent à explorer les rues les plus proches ; un sous-officier qui s'était aventuré trop loin fut entouré et blessé mortellement.

Le soir tout était silencieux dans le quartier de la gare ; le bataillon auquel appartenait Boschen se rassembla dans la gare même et, la nuit venue, cantonna dans les maisons du voisinage.

(1) Il est réglementaire dans les armées du nord de l'Europe, de crier Hourrah ! pendant l'attaque.



Les fusiliers du 91<sup>e</sup> (3<sup>e</sup> bataillon) avaient pénétré en ville par la « principale rue » (1) dit Boschen, combattant et perdant beaucoup de monde. Il avait fallu prendre d'assaut plusieurs maisons ; il y avait eu des corps à corps. La résistance s'affirma davantage encore au centre de la ville, sur la place des Halles. Là, on tira sur les soldats allemands par les fenêtres et du haut des toits des hôtels et des cafés.

Le sous-officier Boschen fait encore intervenir « l'Homme sauvage » et ses canons pour avoir raison de cette résistance. Le fait se trouve confirmé par le témoignage d'un vice-sergent-major (vice-feldwebel) nommé Eising, commis de magasin de sa profession, et appartenant alors aux fusiliers (3<sup>e</sup> bataillon) du 78<sup>e</sup> prussien (Frise orientale). Ce fut bien une des pièces de la 2<sup>e</sup> batterie à cheval du X<sup>e</sup> corps, la batterie de « l'Homme sauvage » qui tira sur le café du Grand balcon ou café Lecour. Cette pièce fut mise en batterie et le feu commandé par le lieutenant Bøhmer (2).

Au café Lecour la résistance finit par un corps à corps sanglant. Les défenseurs, qui refusaient de se rendre, fusillaient les Frisons du 78<sup>e</sup> et les Oldenbourgeois du 91<sup>e</sup>. Des morts et de nombreux blessés gisaient sur la place.

Les défenseurs du café Lecour, chassés du rez-de-chaussée par les obus du lieutenant Bøhmer, s'étaient postés aux étages et continuaient le feu sur l'infanterie ennemie et sur les artilleurs qui les canonnaient.

A ce moment une demi-section des fusiliers du 78<sup>e</sup> arrive au pas de course par la rue Courthardy ; Eising la commande. Elle se jette sur le café Lecour. La porte du rez-de-chaussée déjà brisée par un obus, cède sous quelques

(1) Par « rue principale » Boschen entend sans doute la rue Basse et la rue des Minimes.

(2) *Kriegs-Erinnerungen : Wie wir unser eisern Kreuz erwarben* ; Berlin. 1903. Les détails qui suivent sont empruntés à cet ouvrage.



coups de hache. L'escalier a été en partie démoli par le canon ; pourtant les Prussiens peuvent atteindre le premier étage. Pendant qu'ils en enfoncent la porte, un des assaillants est tué par une balle.

Une lutte à coups de crosse et de baïonnette s'engage autour d'un billard dont le drap a été déchiré par les éclats d'un obus qui a percé la façade. Le jour baisse et on y voit à peine clair. Deux Français succombent ; les autres se rendent.

La lutte recommence au deuxième étage où les défenseurs se battent en désespérés, mais finissent par déposer les armes. L'officier, qui commande, se défend encore ; il est blessé, son revolver lui échappe, il est fait prisonnier (1).

Le sous-officier Boschen fait un tableau des rues du Mans :

« Des convois entiers de fourgons et de caissons s'entassaient entre les maisons ; des rues étaient tellement encombrées de voitures enchevêtrées, de cadavres d'hommes et de chevaux qu'il était impossible de s'y frayer un passage. Le lendemain encore (13 janvier) on rencontrait à chaque pas des chevaux morts au milieu de mares de sang ; ce ne fut que ce jour-là qu'on enterra les cadavres des soldats. Les alentours de la ville offraient le même aspect. Au bord des routes on voyait des caissons ouverts et contenant encore des projectiles, des canons, des mitrailleuses abandonnés par les artilleurs ; parmi ces débris, des cadavres d'hommes et de chevaux ; puis des chevaux blessés ; d'autres abandonnés et errants.

« Un malheureux cheval blanc blessé fit sur moi une profonde impression. Encore debout, flageolant sur ses jambes,

(1) Le colonel Lehmann était à ce moment sur la place des Halles. Témoin de l'affaire du café Lecour il fit donner la décoration de la Croix de fer au vice-sergent-major Eising.



la tête tristement penchée, la pauvre bête était encore toute harnachée et attelée à une charrette à deux roues ; elle avait reçu une balle dans l'œil ; sa tête et son cou blanc étaient comme badigeonnés de sang ; elle était restée ainsi un jour et une nuit ; son râle ressemblait au gémissement d'un enfant. Comme nous nous concertions pour l'abattre le plus rapidement possible, elle acheva de mourir...

« Il restait à la gare de grands approvisionnements en pain, sucre, tonneaux remplis de beurre ou de tabac, des quantités de conserves ; tout cela fut bien accueilli par nous. Il n'était pas surprenant de nous voir courir tous à la gare et mettre ces provisions au pillage. Le premier jour le quartier général ferma les yeux ; mais, le lendemain, un ordre mettait fin à ce pillage ; si cet ordre était venu aussitôt après la bataille il n'eût été que difficilement exécuté. Une partie des habitants nous montrait des sentiments hostiles et nous étions exaspérés par la résistance. Après toutes nos fatigues et toutes nos privations nous avions espéré trouver mieux au Mans. Il fut fait dans cette ville plus de *réquisitions individuelles* (1) qu'il n'en avait été fait jusque-là par les soldats allemands. Parmi nous beaucoup se rendirent coupables de brutalités inutiles et détruisirent pour le seul plaisir de détruire...

« La ville fut frappée d'une forte contribution de guerre sur laquelle chaque sous-officier reçut une gratification de 10 francs et chaque soldat de 2 francs...

« Le 14 janvier le 1<sup>er</sup> bataillon et le bataillon des fusiliers du 91<sup>e</sup>, le 2<sup>e</sup> bataillon du 78<sup>e</sup>, une batterie et plusieurs régiments de cavalerie partirent à la poursuite de l'ennemi du côté de Conlie. Le détachement était sous les ordres du colonel Lehmann. La musique et le train régimentaire restèrent au Mans jusqu'à nouvel ordre. Quelques éclopés,

(1) « *Auf eigene Faust requiriren* ». L'euphémisme est d'un heureux choix.



sous le commandement d'un sous-officier, y gardèrent le train régimentaire ; je fus du nombre grâce à mon sergent-major, et cela me permit de me reposer pendant quelques jours... »

Depuis la veille, 13 janvier, l'Oldenbourgeois éclopé, les pieds écorchés dans des chaussons de feutre, était logé chez un vieux médecin du Mans qui le soigna. Boschen, qui parlait un peu le français, donna, dès le premier jour, des leçons d'allemand au neveu du Docteur. Mais l'excellent « quartier » qu'il avait trouvé là fut de courte durée, car, dès le 15 janvier, il était commandé, toujours en chaussons, pour rejoindre son régiment à Conlie.

ALEXANDRE BEZARD.



---

# RENÉ II, DUC DE LORRAINE

## ET LES POSSESSIONS DE LA MAISON D'ANJOU

### DANS LE MAINE

---

#### APPENDICE I

---

DROITS RESPECTIFS, RECONNUS PAR L'ARRÊT DU 24 FÉVRIER 1496, DE RENÉ II ET DES ENFANTS DE JACQUES D'ARMAGNAC SUR LES BARONNIES DE MAYENNE ET DE LA FERTÉ-BERNARD, LES SEIGNEURIES DE CHILLY ET DE LONGJUMEAU ET LA MAISON DITE D'ORLÉANS, AU FAUBOURG SAINT-MARCEL, PRÈS PARIS.

---

Les biens en litige entre René II et les enfants de Jacques d'Armagnac, duc de Nemours, se trouvaient, en conséquence des testaments du roi René et de Charles d'Anjou, et de la donation entre-vifs faite au roi par Marguerite d'Anjou, et conformément aux coutumes du Maine et de la prévôté de Paris, partagées en cinq portions inégales, conformément aux indications du tableau ci-joint.

Antérieurement au 29 mars 1492 le roi avait droit à la première et à la quatrième de ces portions, René II à la troisième et à la cinquième, et les Nemours à la deuxième.



Les lettres du 29 mars 1492 eurent pour effet de transporter les droits du roi aux Nemours, à qui revenaient les première, deuxième et quatrième portions, soit :

Dans le Maine  $1/9 + 2/9 + 2/27 = 11/27$ .

Dans la prévôté de Paris  $1/25 + 4/25 + 2/25 = 7/25$ .

Les troisième et cinquième portions, attribuables à René II, formaient le total suivant :

Dans le Maine  $4/9 + 4/27 = 16/27$ .

Dans la prévôté de Paris  $2/5 + 8/25 = 18/25$ .

En d'autres termes les biens en litige devaient être partagés entre René II et ses ayants cause, d'une part, et les Nemours d'autre part, proportionnellement à 16 et à 11, dans le Maine, à 18 et à 7 dans la prévôté de Paris.

C'est précisément ce que décida l'arrêt du 24 février 1496.

---

## APPENDICE II

---

### I. — OFFICIERS NOMMÉS PAR RENÉ II A LA FERTÉ-BERNARD

---

#### A. — OFFICIERS SEIGNEURIAUX

---

##### *Baillis.*

Didier Nicolas, nommé par lettres du 22 octobre 1496 (Bibl. nat., ms. Lorr. 430, fol. 123. Arch. de Meurthe-et-Moselle, B 6, fol. 190).

Jean Mouchet, sr de Cille, nommé, à la suite de la démission du précédent, par lettres du 15 août 1498 (Arch. de Meurthe-et-Moselle, B 8, fol. 20).

Michel Arbide, également capitaine de La Ferté, en fonctions pendant l'année du 2<sup>e</sup> compte de Jean Heullant, com-











mençant à la Noël 1499 (Arch. de Meurthe-et-Moselle, B 6124).

Hardi Tillon, maître d'hôtel de René II, nommé bailli et capitaine de La Ferté à la suite du décès du précédent par lettres de mars 1505 (Arch. de Meurthe-et-Moselle, B 10, fol. 21).

Guy de Baugé, maintenu en fonctions par lettres de Philippe de Gueldres du 16 janvier 1509 (1) (Arch. de Meurthe-et-Moselle, B 11, fol. 204 et v<sup>o</sup>). Il avait exercé les fonctions de bailli de La Ferté pour le duc de Nemours, ainsi que l'attestent des documents du 27 novembre 1496 (Trésor des chartes de Lorraine, layette *Rosières II*, n<sup>o</sup> 46 : cette pièce est aujourd'hui perdue) et de 1500 (Charles, *Hist. de La Ferté-Bernard*, p. 76 et 251). Le 15 octobre 1508 il était, en qualité de lieutenant du bailli de La Ferté, présent à la publication des coutumes du Maine (*Coutumier général*, IV, 519).

---

#### *Capitaines.*

Michel Arbide ou d'Arbide, nommé par lettres du 15 septembre 1497. (Arch. de Meurthe-et-Moselle, B 6, fol. 236 v<sup>o</sup>). Il cumula depuis cette fonction avec celle de bailli (voir ci-dessus).

Hardi Tillon : voir aux baillis.

---

#### *Maîtres des eaux et forêts.*

Thomin Boullart, nommé par lettres du 11 décembre 1496 (Arch. de Meurthe-et-Moselle, B 7, fol. 20 v<sup>o</sup>).

Louis Merlin, président des comptes de Barrois, nommé par lettres du 20 janvier 1497 (Arch. de Meurthe-et-

(1) Ces lettres portent confirmation des divers officiers de La Ferté ; nous y faisons allusion ci-après à plusieurs reprises, mais nous nous contentons d'en donner ici, une fois pour toutes, la date et la référence.



Moselle, B 6, fol. 197) ; maintenu en fonctions par Philippe de Gueldres.

---

*Procureur.*

Etienne Peschart, nommé par lettres du 13 décembre 1496 (Arch. de Meurthe-et-Moselle, B 6, fol. 191) ; maintenu en fonctions par Philippe de Gueldres. — Le duc de Nemours avait un procureur nommé Mathurin Juglet, seigneur de Courtermont, dont on possède des mentions du 27 novembre 1496 (pièce du Trésor des chartes de Lorraine citée plus haut) et du 7 décembre 1500 (Charles, *op. cit.*, p. 252).

---

*Receveurs.*

Pierre Courtin, habitant de La Ferté, nommé par lettres du 14 décembre 1496 (Arch. de Meurthe-et-Moselle, B 6, fol. 190 v°).

Jean Heullant, nommé à la suite de la démission du précédent, par lettres du 12 février 1499 (Arch. de Meurthe-et-Moselle, B 8, fol. 5 v°).

Jean Lecomte, nommé à la suite de la démission du précédent, son parent — qui semble avoir gardé le titre de receveur — par lettres patentes du 20 juin 1506 (Arch. de Meurthe-et-Moselle, B 10, fol. 59 v°).

Robert Lecomte, maintenu en fonctions par Philippe de Gueldres ; n'est peut-être pas différent du précédent, dont le prénom aurait été inexactement rapporté.

---

*Châtelains.*

Guillaume Fleury, en fonctions pendant l'année du 2<sup>e</sup> compte de Jean Heullant, commençant à la Noël 1499 (Arch. de Meurthe-et-Moselle, B 6124). — A la date du 27 novembre 1496 (voir ci-dessus) il y avait à La Ferté-Bernard un châtelain du duc de Nemours, nommé Pierre



Foillet : c'est peut-être ce personnage qui figure sous le nom de Pierre Feillet dans un acte de décembre 1500 (Charles, *op. cit.*, p. 251).

Bertrand Bigot, auparavant lieutenant du bailli de La Ferté (Charles, *op. et loc. cit.*) ; maintenu en fonctions par Philippe de Gueldres.

---

*Garenniers.*

Pierre Yvon, nommé le 18 décembre 1497 (Arch. de Meurthe-et-Moselle, B 6, fol. 6 v°).

Robinet Robillart, huissier de salle de René II, nommé le 14 août 1498, à la suite du décès du précédent (Arch. de Meurthe-et-Moselle, B 8, fol. 87 v°) ; maintenu en fonctions par Philippe de Gueldres.

---

*Portiers du château.*

Michelet Le Gallois, nommé le 12 février 1499 (Arch. de Meurthe-et-Moselle, B 8, fol. 5).

Jean Gillard, maintenu en fonctions par Philippe de Gueldres.

---

*Régent des écoles.*

Guillaume Harvé, prêtre, maître ès-arts, nommé le 12 octobre 1503, à la suite de la démission de Jean Foubert (Arch. de Meurthe-et-Moselle, B 9, fol. 53 v°) : peut-être faut-il corriger ce nom en Joubert ; en ce cas il s'agirait de Jean Joubert, que les habitants de La Ferté avaient présenté en 1475 pour cet office, conjointement avec Olivier Bischon, à la nomination de Charles d'Anjou (Charles, *op. cit.*, p. 52-53).

---

B. — OFFICIERS ROYAUX OU DU GRENIER A SEL.

*Grènetiers.*

François Courtin, maintenu en fonctions par René II,



par lettres du 3 juin 1498 (Arch. de Meurthe-et-Moselle, B 8, fol. 11). Dans le procès-verbal d'assemblée des habitants de la Ferté publié par Charles (p. 251), il est pré-nommé Jacques, tandis que la même pièce mentionne un François Courtin à qui elle ne donne aucun titre.

André Thurin, nommé à la suite du décès du précédent, par lettres du 20 décembre 1505 (Arch. de Meurthe-et-Moselle, B 10, fol. 29 v<sup>o</sup>).

Antoine Courtin, nommé le 21 décembre 1506 à la suite de la démission du précédent (Arch. de Meurthe-et-Moselle, B 11, fol. 24 v<sup>o</sup>).

---

*Contrôleur.*

Didier Nicolas, nommé le 31 mai 1498 (Arch. de Meurthe-et-Moselle, B 8, fol. 14) : c'est sans doute à la suite de cette nomination qu'il résigna l'office de bailli.

---

*Mesureur.*

Alexandre Guyot, également mesureur du grenier à sel de Mayenne, nommé à ces deux fonctions le 10 juin 1498 (Arch. de Meurthe-et-Moselle, B 8, fol. 14 : ce texte porte à tort « mai » au lieu de « juin »).

---

II. — OFFICIERS NOMMÉS PAR RENÉ II A MAYENNE

---

A. — OFFICES SEIGNEURIAUX

*Bailli.*

Jean Baudry, solliciteur de René II près le Parlement de Paris, nommé par lettres du 27 octobre 1489 (Arch. de Meurthe-et-Moselle, B 3, fol. 294 v<sup>o</sup>).

---

*Capitaine.*

Jean d'Orglandes, s<sup>r</sup> de Prétot, nommé par lettres du 3 septembre 1497, à la suite du décès de Louis de Prez (Arch. de Meurthe-et-Moselle, B 6, fol. 236).

---

*Maitre des eaux et forêts.*

Thomin Boullart, nommé le 11 décembre 1496 (Arch. de Meurthe-et-Moselle, B 6, fol. 197 v<sup>o</sup>).

---

*Procureurs.*

Chrétien de Chastenoy, secrétaire de René II, nommé le 13 décembre 1496 (Arch. de Meurthe-et-Moselle, B 6, fol. 187 v<sup>o</sup>).

Pierre Cotheblanche, en fonctions le 15 décembre 1500 (Arch. nat., Z<sup>2</sup> 1301, fol. 60).

---

*Receveur et châtelain.*

Pierre Gravellays ou Le Gravelays, en fonctions pendant l'année commençant à la Noël 1499 (Arch. de Meurthe-et-Moselle, B 6124, fol. 30 ; cf. Arch. nat., Z<sup>2</sup> 1301, fol. 60).

---

*Sergent des bois.*

Jacques Chantemelle, trompette de René II, nommé le 19 juillet 1498 (Arch. de Meurthe-et-Moselle, B 8, fol. 10 v<sup>o</sup>).

---

*Sergents de Pontmain.*

Mathieu Terron, trompette de René II, nommé le 24 août 1498 (Arch. de Meurthe-et-Moselle, B 8, fol. 87 v<sup>o</sup>).

Jacques Chantemelle, nommé le 19 janvier 1499, à la suite de la démission du précédent (Arch. de Meurthe-et-Moselle, B 8, fol. 29).

---



B. — OFFICIERS ROYAUX OU DU GRENIER A SEL

*Grénitiers.*

Jean de Saint-Amadour, nommé le 31 mai 1498 (Arch. de Meurthe-et-Moselle, B 8, fol. 14 v°).

Charles Mesnagier, ancien titulaire de l'office, y rétabli, à la faveur de la démission de Saint-Amadour, par lettres du 12 juin 1498 (Arch. de Meurthe-et-Moselle, B 8, fol. 11).

---

*Contrôleur.*

Jean Prieur, nommé le 15 juin 1498 (Arch. de Meurthe-et-Moselle, B 8, fol. 11).

---

*Mesureur.*

Alexandre Guyot : voir aux officiers royaux de La Ferté-Bernard.

---

## PIÈCES JUSTIFICATIVES

---

1.

*1496, n° 1, 24 février. Paris.*

ARRÊT DU PARLEMENT DE PARIS ENTRE RENÉ II ET LES ENFANTS DE JACQUES D'ARMAGNAC, TOUCHANT LES TERRES DE MAYENNE, LA FERTÉ BERNARD, SABLÉ, CHILLY ET LONGJUMEAU ET L'HOTEL D'ORLÉANS, PRÈS PARIS.

Transcrit parmi les jugés du Parlement. Arch. nat., X/1<sup>a</sup> 130, fol. 46-51 v°.

2.

*1497, 17 août. Paris.*

ARRÊT DU PARLEMENT DE PARIS RENDU ENTRE RENÉ II ET LES ENFANTS DE JACQUES D'ARMAGNAC, ET FIXANT LES PRÉROGATIVES D'AINESSE DONT RENÉ DOIT JOUIR DANS LA PART QUI LUI REVIENT DES BARONNIES DE MAYENNE ET DE LA FERTÉ-BERNARD.

Transcrit parmi les jugés du Parlement. Arch. nat., X/1<sup>a</sup> 131, fol. 155 v°-156 v°.

3.

*1499, 25 avril. Les Montils.*

LETTRES DE RENÉ II PORTANT RÉTABLISSEMENT A ERNÉE DU MARCHÉ ET DES AUDIENCES DU CHATELAIN DE MAYENNE LE JEUDI DE CHAQUE SEMAINE, ET DES ASSISES DES OFFICIERS DE MAYENNE QUATRE FOIS L'AN.

Original, jadis scellé sur simple queue. Arch. de Meurthe-et-Moselle, B 822, n° 82.

René, par la grace de Dieu, roy de Jherusalem, de Sicile, etc., duc de Lorraine, de Bar, etc., marchis, marquis du Pont, conte de Prouvence, de Vaudemont et d'Aubmalle,



etc., baron et seigneur de Mayenne la Juhez, etc., a tous ceulx qui ces presentes lectres verront, salut. L'umblé supplicacion et requeste de noz vassaulx et subgectz demourrans en nostre ville et chastellenie d'Ernée, contenant que lad. chastellenie est merchée, fondée et composée de tous droiz appartenans a seigneur chastelain, en laquelle souloit avoir trois mil maisons, et y avoit plusieurs foires en l'an et marchié par chascune sepmaine au jour du jeudi, lesquelles foires et marchiez puisnagaires a l'occasion des guerres qui ont eü cours en ce royaume, et mesmement on quartier la ou est scituée nostred. baronnie de Mayenne ont esté delaissez par ce que les marchans n'y osoient frequanter, et noz officiers, qui sont aussi officiers dud. Mayenne et demeurent aud. lieu, qui tenoient les assises dud. lieu d'Ernée et l'extrordinaire ont delessé a les y tenir pour la cause dessusd., et n'y en a de present aucuns demourans en lad. chastellenie, au moyen de quoy plusieurs maulx demeurent impugniz, et justice a estre faicte en pays, et plussieurs forains passans par illecques interessez et dommagiez, par ce que, a l'occasion de ce que la justice n'est exercée aud. lieu d'Ernée, il leur convient aller pledoyer aud. lieu de Mayenne en grans travaulx, coustz, mises et pertes de temps, nous suppliant tres humblement que, tant pour le bien de justice, profit de nous et d'eulx, il nous plaise y donner la provision. Savoir faisons que, veüe par nous et les gens de nostre conseil lad. supplicacion et requeste, après ce que avons esté deüment informez de leur donné a entendre, et qu'il est chose utile et necessaire, pour le bien commun et de nous, faire administrer justice en nostred. chastellenie et seigneurie d'Ernée, qui est pays marchays de Bretaigne et Normandie, en quel se font plusieurs excez, crimes, delictz et abus, et pour nosd. subgectz redimez de paines et mises, avons voulu et ordonné, voulons et ordonnons que le marchié soit doresenavant fait et continué par chascun jeudi de la sepmaine aud.



lieu d'Ernée, par cry public et autres contrainctes requises, et que les marchans estans ou venans aud. marchié soient quictes et demeurent exempts, du jourd'uy jusques a deux ans prochain advenir, de payer coustume ne estalaige qu'ilz nous pourroient devoir, et après led. temps expiré ilz payeront et continueront lesd. coustumes, estalaiges et autres noz droitz et proffitz comme par avant le jourd'uy, et que anciennement souloient payer les marchans fréquentans lesd. foires et marchiez, au temps qu'ilz se souloient tenir aud. lieu d'Ernée ; voulons aussi et declairons, et que par le chastellain dud. lieu de Mayenne, ou son lieutenant et commis, soit tenu l'extrordinaire aud. jour dud. marchié, en congnoissant des choses dont chastelain peult et doit congnoistre selon la coustume du pays, et que de tous crimes, delictz et abus ilz, et chascun d'eulx, puissent faire informations et prinse de corps ou il appartiendra, et les delinquans faire conduire et mener en noz prinsons de Mayenne, pour plus grant seurté, pour au sourplus par noz bailly, seneschal et autres officiers dud. lieu de Mayenne y estre procédé selon raison ; et la ou nostredit chastelain ne s'i pourroit trouver en personne, voulons et nous plaist que sond. lieutenant et commis puisse congnoistre de toutes causes extraordinaires jusques a vingt solz tournois et au dessoubz, et en terminer comme si les causes estoient décidées par devant nostred. chastelain aud. lieu de Mayenne ; aussi voulons que par nosd. officiers de Mayenne, lesquelz ont accoustumé tenir les assises, soient tenues lesd. assises aud. lieu d'Ernée sans discontinuation quatre foiz l'an, toutesfoiz et quantes qu'il y avra seür accès. Sy donnons en mandement par ces mesmes presentes a tous noz justiciers, officiers et subgetz que ausd. chastelain, et commis de par nous, ilz obeïssent et donnent conseil, confort et ayde es choses dessusd., et en chascune d'icelles, et que de noz presens don, permission et octroy ilz facent, seuffrent et laissent lesd. manans et habitans d'Ernée et leurs succes-



seurs joyr et user plainnement et paisiblement, sans leur faire ou donner, ne souffrir leur estre fait, mis ou donné, ores ne pour le temps advenir, aucun arrest, destourbier ou empeschement, en corps ne en biens, en aucune maniere, lequel, si fait, mis ou donné leur estoit, mettent ou facent mettre incontinent et sans delay a plainne delivrance, et au premier estat et deü, en contraingnant a ce tous chascuns qui pour ce seront à contraindre, par toutes voyes et manieres deües et raisonnables, et qu'il est acoustumé faire en tel cas. Et affin que ce soit chose ferme et estable a tousjours, nous avons faict mettre et appendre le seau de noz armes, qui furent faictes et données aux Montilz soubz Bloys (1), le vingtcinquiesme jour d'avril, l'an de grace mil quatre cens quatre vingts dix neuf.

RENÉ.

[Sur le repli, à gauche]

Par le roy de Sicile, les abbé de Gorze (2),  
sr de Pretot (3), general Merlin (4) et autres presens,

GUIOT.

[A droite :]

R<sup>te</sup> Tallart [paraphe] pro Chasteauneuf (5).

4.

*1499, 26 mai. Romorantin.*

PROMESSE PAR RENÉ II, APRÈS CESSION A SA SŒUR MARGUERITE, DUCHESSE D'ALENÇON, DE LA BARONNIE DE

(1) C'est évidemment à la suite de la cour que René II se trouvait en cette localité : on sait que Louis XII y était le 23 avril (*Ordonnances*, XXI, 210) ; le 27 on le voit à Blois (Arch. nat., P 555/1, cote 466 bis).

(2) Warry de Dammartin, depuis évêque de Verdun.

(3) Jean d'Orglandes, sr de Prétot, qui mourut le 8 février 1516.

(4) Louis Merlin, général des finances des duchés de Lorraine et de Bar.

(5) Cette mention vise la transcription de l'acte dans un des registres des lettres patentes de René II (Arch. de Meurthe-et-Moselle, B 7, fol. 16 et v°).



MAYENNE, DE S'ACQUITTER AVANT LA SAINT-JEAN PRO-  
CHAINE, ENVERS CHARLES, BATARD DE BOURBON, D'UNE  
DETTE DE 20000 LIVRES EN GARANTIE DE LAQUELLE LA  
DITE BARONNIE AVAIT ÉTÉ HYPOTHÉQUÉE.

Extrait des registres des lettres patentes de René II. Arch. de  
Meurthe-et-Moselle, B 7, fol. 18 et v<sup>o</sup>.

René, etc. ..., a tous ceulx qui ces presentes lettres ver-  
ront, salut. Comme ce jourd'uy, en faisant le traictié et ap-  
pointement d'entre nous et nostre treschiere et amé seur  
ainsnée Marguerite de Lorraine, duchesse d'Alençon, par  
lequel traictié, et pour les causes contenues en iceluy, luy  
avons cédé, transporté et delaissé tout le droit que avions  
et pouyons avoir en la baronnie, terre et seigneurie de  
Mainne la Juhez, et ce que nous avoit esté d'icelle terre  
adjudgé par la court de Parlement, et icelles choses par nous  
transportées ayons promis garantir, delivrer et deffendre a  
nostredicte seur de toutes charges, ypotheques et empes-  
chemens, vers et contre tous, toutesfois et quantes que  
besoing sera, comme plusamplement est contenu ès lettres  
obligatoires dudit appoinctement et transport, recourt *(sic)* la  
teneur d'iceluy, savoir faisons, pour ce que puisnagueres, en  
faisant certain appoinctement par nous avec Charles, bastard  
de Bourbon, nous luy avons obligé ladicte baronnie de Mainne  
en la somme de xx<sup>m</sup> l. t., on deffault que ferions d'icelle  
somme luy payer dedans les termes contenuz ondit  
accord, voulans user de bonne foy a nostredicte seur, et  
luy garantir les choses par nous a elles transportées, nous  
avons promis et accordé, promectons et accordons en foy  
de roy et parolle de prince, et sur ypotheque et obligation  
de noz biens et choses, et de chacune d'icelles, au choix et  
ellection de nostredicte seur, et par la foy et serement de  
nostre corps, d'eschangier franchise et acquicter ladicte  
terre et seigneurie de Mainne la Juhés vers ledit bastard de  
Bourbon de ladicte somme de xx<sup>m</sup> l. t. et autres charges et



ypotheques, et tout ce qu'il pourroit avoir, pretendre et demander en icelle, et de ce baillier a nostredicte seur, dedans de la saint Jehan Baptiste prochienne venant en ung an, lectres bonnes et vaillables de quictance dudit Charles bastard, par lesquelles il renoncera a tout et tel droit qu'il pourroit avoir et pretendre a ladicte baronnie de Mainne la Juhés, et le tout sans desroguer au contract et transport par nous fait d'icelle a nostredicte seur, qui demeure en sa force et vertu. En tesmoing, etc... Donné a Remorentin (1) en Soulongne, le xxvj<sup>e</sup> jour de may mil iiij<sup>e</sup> iiij<sup>xx</sup> dix neuf. — Signé : René. — Par le roy de Sicile, etc..., les abbé de Gorze, seigneurs de Pretot, de Beaupré et autres presens. A. Guiot.

(1) Louis XII était à Romorantin le 22 mai (*Ordonnances*, XXI, 227).

(A suivre).

---

# LA COMMUNAUTÉ D'HABITANTS DE CHANGÉ

---

## CHAPITRE III LA FÉODALITÉ A CHANGÉ

On serait bien embarrassé pour indiquer à quelle époque exacte la féodalité se constitua sur la paroisse de Changé. S'il est impossible au reste d'en reconnaître les origines, on peut du moins signaler quels fiefs on y rencontre. La composition, sans doute, ne nous en sera presque jamais connue. Faute de posséder les aveux rendus par ceux qui les possédèrent, on ne saurait déterminer l'étendue de ces seigneuries, ni reconnaître ceux qui, comme vassaux ou censitaires, en dépendaient. Mais nous allons, dans la mesure où il nous a été donné de l'établir, indiquer par qui elles ont été possédées et quels en ont été les détenteurs successifs.

### I.

#### LA BUZARDIÈRE

De ces domaines nobles, formant de petits états dans le grand, le plus important, sans contredit, est la Buzardière.



La seigneurie de paroisse y était attachée. Le siège en était établi dans un manoir (fig. 4) dont les constructions diverses, soudées les unes aux autres, ont été édifiées, successivement, du XV<sup>e</sup> au XVI<sup>e</sup> siècle. Il est situé à mi-côte, à l'extrémité est de la paroisse et à six kilomètres du bourg. Il domine la vallée qu'arrose le ruisseau de Gué-Perray, lequel

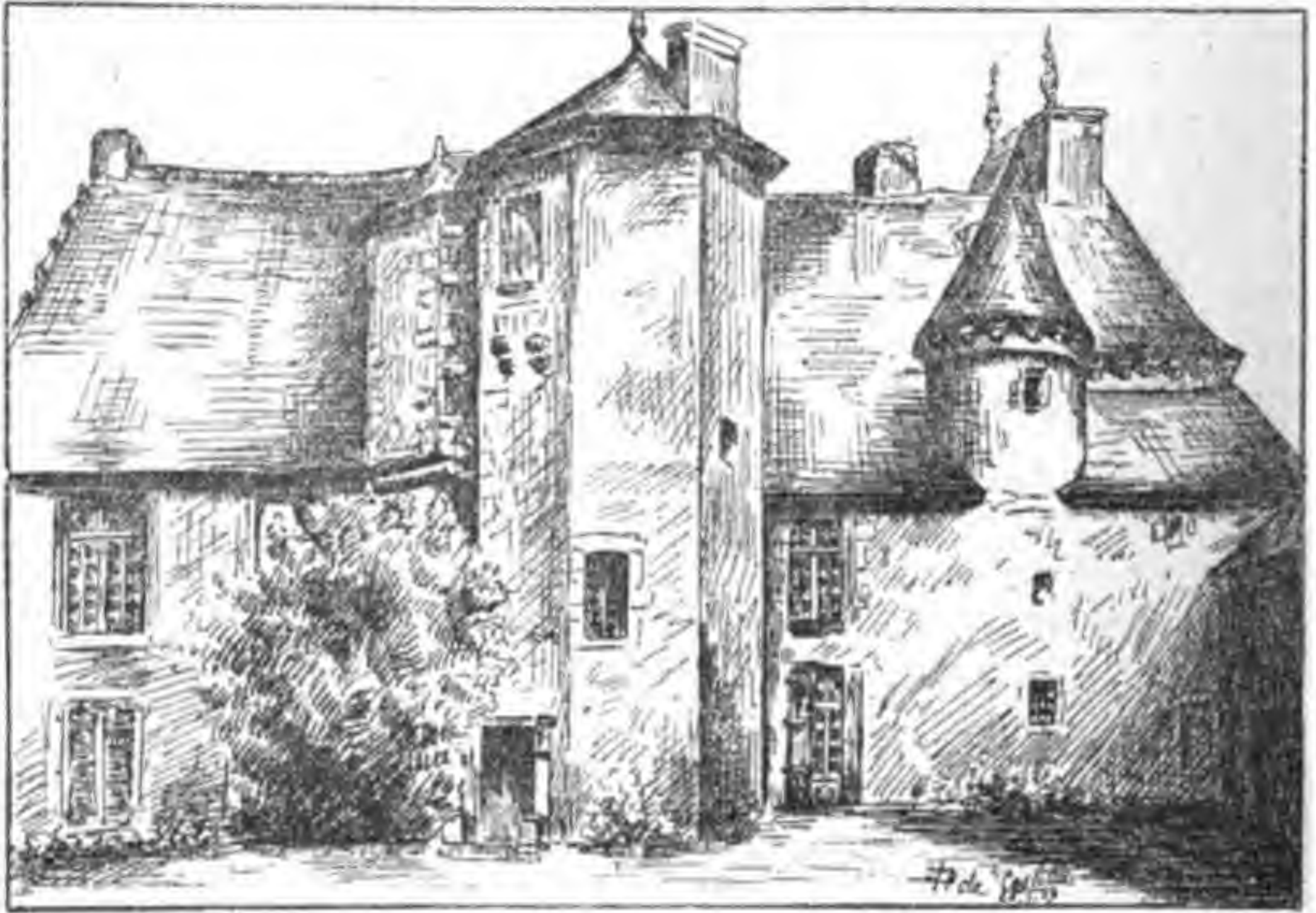


Fig. 4. — LA BUZARDIÈRE, COUR INTÉRIEURE

prend sa source au pied même des murs du château. Cet édifice, protégé par une enceinte continue et par les douves qui en baignent la base, est précédé d'une vaste cour à laquelle donne accès une porte défendue par deux tourelles à meurtrières, portées en encorbellement sur le mur d'enceinte, et dont nous offrons ici un fidèle dessin (fig. 5). A l'une des extrémités de cette cour et séparée des autres constructions, une chapelle s'élève, dont nous n'hésitons



pas à dire qu'elle est la partie la mieux conservée et la plus intéressante de cette demeure seigneuriale. Construite au début du XVI<sup>e</sup> siècle et sur les ordres de Jehan de Clinchamp qui, en 1522, la dota et en fit le siège d'une chapellenie, elle mérite à juste titre d'attirer l'attention du visiteur. Elle se composait primitivement d'une nef de deux travées où l'on

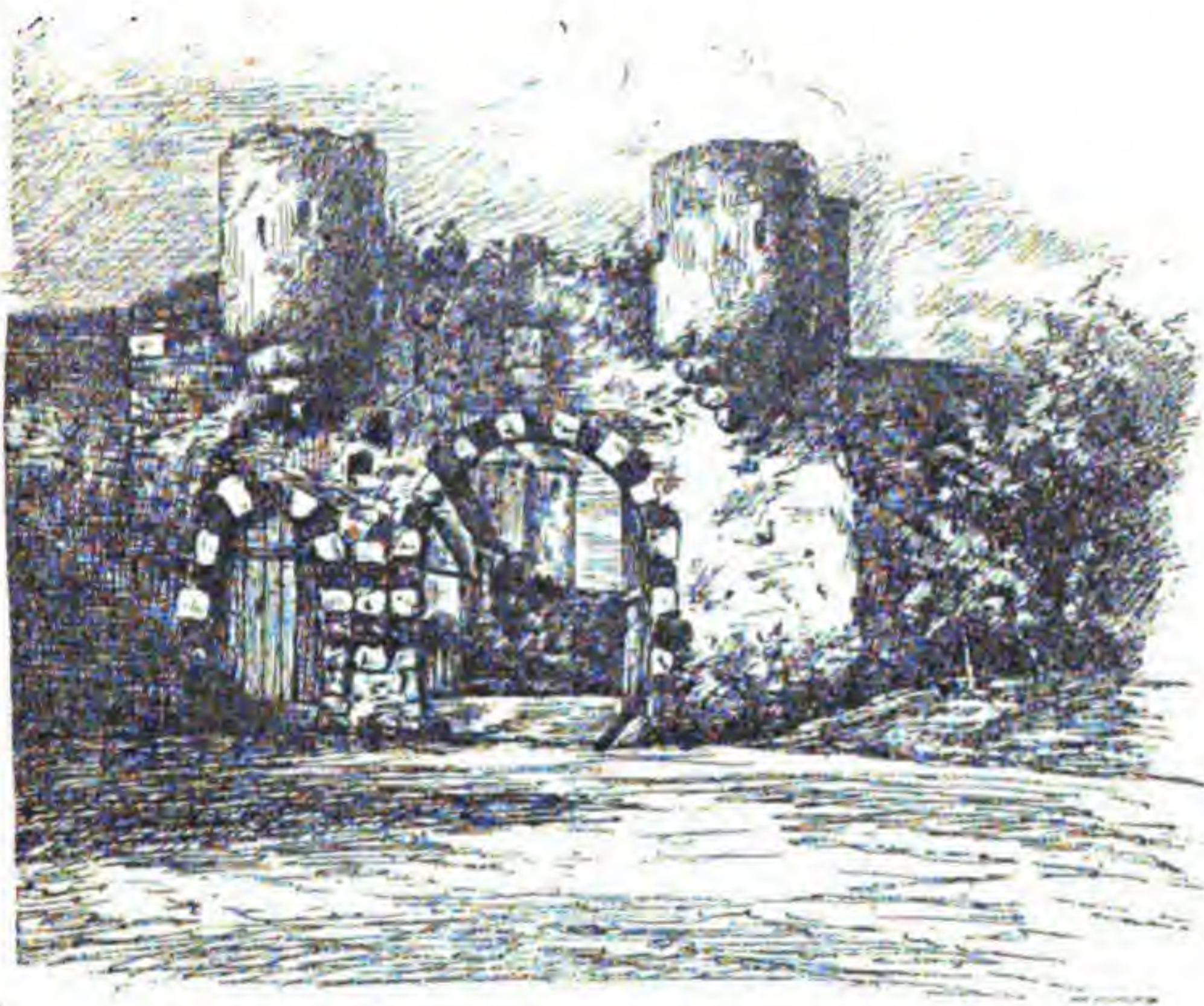


Fig. 5. — PORTE D'ENTRÉE DE LA COUR DE LA BUZARDIÈRE

entre par une porte pratiquée sur la façade principale, et que termine une abside à trois pans (fig. 6 et 7) où s'ouvrent trois belles fenêtres, meublées jadis de vitraux dont il ne reste que quelques fragments. Une tourelle carrée, édiflée sur le mur de gauche de la nef, renferme un escalier dont les marches de pierre permettent de monter sur les combles. Un caveau, réservé sous le chœur et où l'on accède du



dehors par une porte ménagée sous la fenêtre du chevet de l'abside, a servi d'enfeu aux possesseurs du château.

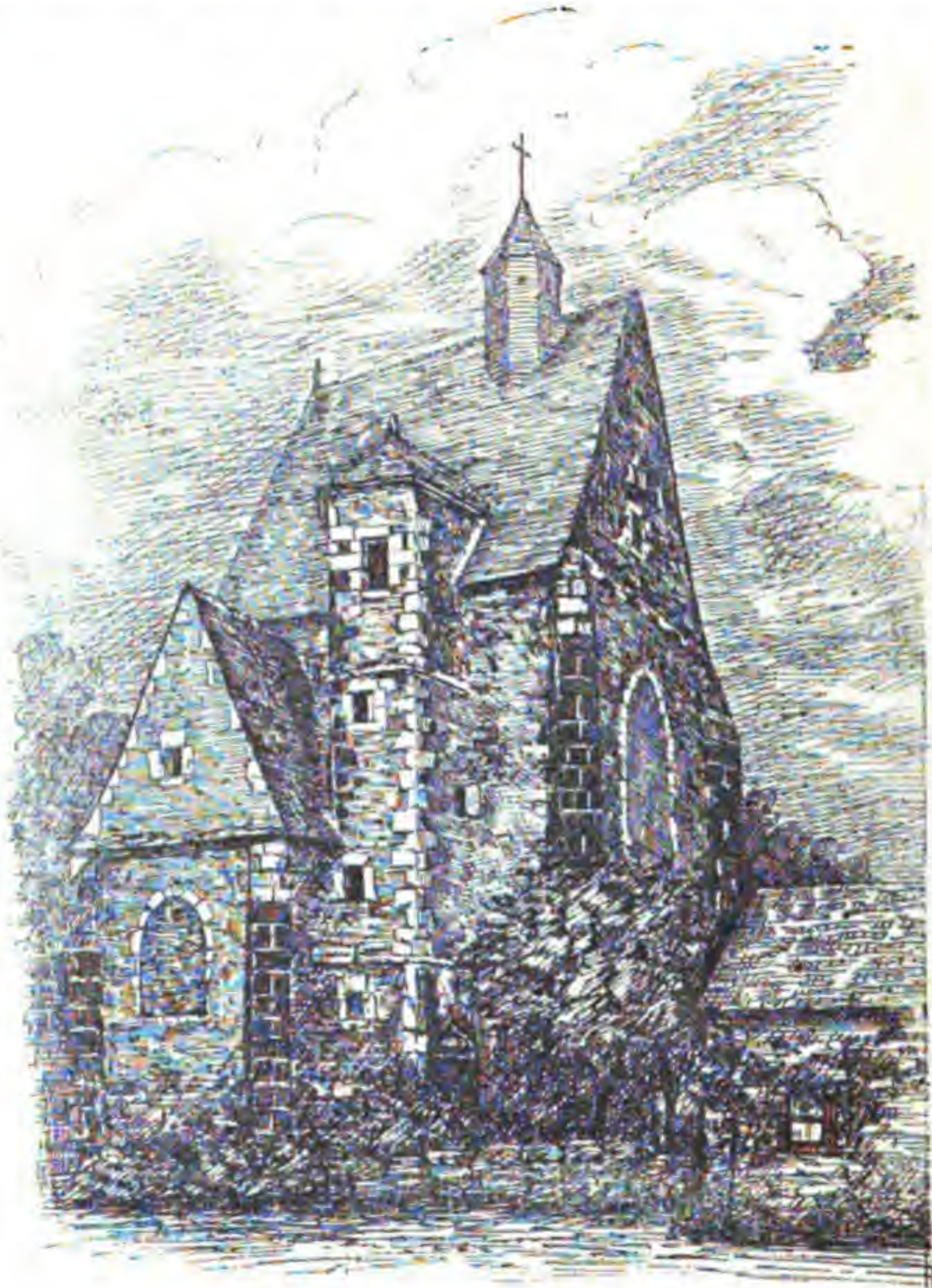


Fig. 6. — CHAPELLE DE LA BUZARDIÈRE

Des contreforts combattent la poussée des voûtes élancées qui recouvrent la nef et dont les arêtes s'appuient sur de curieux chapiteaux. Sur l'un de ces derniers, un animal



fantastique ronge un tibia, décoration qui rappelle la destination de cette chapelle. On y ajouta postérieurement, mais au XVI<sup>e</sup> siècle encore, deux travées formant bras de croix mais de moindre hauteur que la nef, et dans l'une desquelles on accède par une porte spéciale, s'ouvrant sur



Fig. 7. — ABSIDE DE LA CHAPELLE DE LA BUZARDIÈRE

la cour intérieure du manoir. Dans l'autre travée, se voit un autel décoré d'une statue de sainte Anne, dont nous présentons ici le dessin (fig. 8). L'autel qui, primitivement, garnissait l'abside, en a malheureusement été enlevé et a été remplacé par un retable en bois, non dénué de valeur, mais qui n'est point à sa place, et qui provient de l'an-



cienne chapelle, maintenant détruite, de Loudon (1). Les fenêtres de ces bras de croix et celle qui avait été ouverte sur la façade, au-dessus de la porte d'entrée, sont actuellement murées.

Le fief de la Buzardière, relevant pour une partie de la seigneurie de Poirsac, à La Guierche (2), et pour l'autre, de

(1) Cette chapelle de Loudon était située sur la paroisse de Parigné-l'Évêque, comme le manoir dont elle dépendait.

(2) Voici en quels termes s'exprime Guyon de Clinchamp, seigneur de la Buzardière, qui, au XV<sup>e</sup> siècle, rendit aveu à noble dame Ysabeau de Coue, veuve de noble homme Jehan de l'Espine, seigneur de Pouersac, à la Guierche. « Et premièrement, mon portail du dit lieu de la Buysardière avecques la place où souloient estre la grange et le pressouer ; item, la place où souloient estre les grans estables à chevaux et ma fuye à pigeons, le puiz, la place où souloit estre le four, en descendant de la place du dit four par la moitié de mon vergier jusques à mes autres tenues de Tucé ; item, la moitié de mon estang et d'un pré audessous, appelé le pré du Fondril, contenant journée à ung homme et demy faucheurs ou environ ; item, touz mes boys et plesses et garennas à connins qui sont depuis les pinz de la Buysardière jusques au chemin par lequel l'en va du dit lieu de la Buysardière à Loudon, et depuis celui chemin en coustéant ung tertre qui est jusques au terrier appelé le terrier du Seurs en alant à bas à ung cormier qui est entre la Chacerie et l'oustel de Loumeau ; item, mes boys et plesses qui sont entre ledit houstel de Loumeau et mon dit pré du Fondril contenant huit vings arpens ou environ ; item, une pièce de terre arable entre les dits boys dessus dits contenant vingt journées ou environ, sis entre les dits boys et ledit portail de la Buysardière ; item, une autre pièce de terre appelée la Lande, contenant cinq journées, sises entre les dits boys avecques une pièce de patiz au bout d'icelle ; item, une pièce de patiz et une pièce de terre joignant ensemble, appelée la Barre, qui de présent sont en boys, contenant le tout cinq journées ou environ avecques ung fougeray contenant trois journées ; item, en aulnays et couldrays, quatre arpens ou environ ; item, journées à dix hommes faucheurs de pré avecques mon boys de la Houssaye que j'ay faict metre de nouvel en pré qui contient journée à deux hommes faucheurs appelé le pré aux Bonneaux, lequel j'ay eschangé avecques ung autre pièce de pré paille qui est entre mes choses dessus dites, qui fut à la Myressonne, et ay fait le dit eschange avecques ung appelé Mynier, lequel l'avoit eu par acquet de la dite Myressonne ». Suivent les noms des censitaires.

Arch. dép. de la Sarthe, E 62, n° 1. Titre parchemin.





Fig. 8. — STATUE DE SAINTE ANNE



la seigneurie de Tucé (1), était avantagé du droit de haute, moyenne et basse justice. Il ne s'est rien conservé qui nous permette de reconnaître comment ce droit s'exerçait avant le XVII<sup>e</sup> siècle. On verra plus loin en quoi alors il consistait exactement.

Cette seigneurie dont les plus anciens possesseurs nous sont inconnus paraît être entrée, vers 1280, dans les domaines de la famille de Clinchamp (2) par le mariage de Gervais de Clinchamp, fils d'Odon, seigneur de Groustel (3) et de Clinchamp, et de Marguerite de Beaumanoir, avec Isabeau d'Aumale ou d'Albermale, dame de la Buzardière. L'époux de celle-ci, par un contrat passé le dimanche avant la mi-août de l'an 1309, lui assigna en domaine, son hébergement de Chaumont, en la paroisse de Notre-Dame-de-Vair, avec quatre-vingts livres de rente. Il testa en 1315 et mourut avant l'an 1323. Sa veuve testa en 1333, laissant deux fils dont l'un, Johannot de Clinchamp, devint seigneur de la Buzardière. Il n'était pas encore majeur en 1328, car, en cette année, sa mère consent à ce que, dès qu'il aura atteint sa majorité, il prenne possession des biens de son père et de ceux de la mère de celui-ci, et à ce qu'il perçoive, sa vie durant, les revenus de la terre d'Ayfes. Il était alors fiancé à Jeanne Morin, fille de Herbelot Morin, écuyer, à laquelle sa future belle-mère assurait un douaire de quarante livres tournois, établi sur la terre d'Ayfes,

(1) « Item, s'ensuivent mes hommes de foy, premièrement, Guion de Clinchamp mon homme de foy lige à cause de sa haulte justice qu'il a en sa terre de la Buysardière, à ung chapeau de roses de sept reues (roues), dont il ne confesse led. chapeau que de trois reues au jour de Penthecouste ». Aveu rendu par Charles de Beaumanoir, au comte du Maine, le 9 novembre 1453. Arch. de la Sarthe, E 114.

(2) La famille de Clinchamp, dont la généalogie a été dressée par J. Noulens et sur laquelle on peut consulter aussi l'excellente histoire de *Saint-Cosme-de-Vair*, par M. l'abbé J. Vavas seur, porte pour armoiries : *d'argent à 6 merlettes de gueules, posées 3, 2 et 1*.

(3) Groustel, fief situé au hameau du même nom, sur la commune de Champfleur (Sarthe).



au cas où Jehannot viendrait à mourir avant sa fiancée. Ce malheur, selon toute apparence, n'arriva point, et la Buzardière passa aux mains de Gervais de Clinchamp. Celui-ci épousa, vers 1354, Jehanne de Bouyères, et, en 1373, il fit donation de sa seigneurie, par avancement d'hoirie, à son fils Jehan. Il testa en 1397.

Jehan de Clinchamp (1) fit son testament le 24 mars 1410. On croit qu'il mourut, en 1415, à la bataille d'Azincourt. Il s'était marié, en 1385, à Jehanne de Vallaines, de laquelle il eut un fils, Ambroise de Clinchamp.

Ce dernier épousa Jehanne Buignon, dame de Meurcé, veuve de Robin de la Mothe, seigneur de Montfaucon. Il mourut avant 1461, laissant après lui trois enfants, une fille, Renée, mariée à Jehan de Carel, seigneur de Lespinay, et deux fils, Jehan, le cadet, et Guyon, qui succéda à son père.

Guyon de Clinchamp (2) épousa Jehanne d'Andigné, qui lui donna une fille, Perrine, unie à Jehan Roussard ou Ronsard, seigneur de Roches et de Prez, et deux fils, Julien, entré dans les ordres en 1525, et Jehan, que la mort de son père, arrivée avant l'an 1501, rendit seigneur de la Buzardière (3).

Il y fit construire la chapelle dont on a parlé précédemment. Le 20 mars 1522, il présenta à l'évêque du Mans, le cardinal Louis de Bourbon, une requête (4) tendant à ce

(1) Jehan de Clinchamp rendit aveu pour la Buzardière, le 26 janvier 1407 (v. s.) à Jehan de la Forest, seigneur de Poirsac. Cf. Arch. dép. de la Sarthe, E 62, n° 6. Titre parchemin.

(2) C'est de ce Guyon de Clinchamp que nous avons reproduit plus haut une partie de l'aveu.

(3) Jehan de Clinchamp passe procuration, le 14 juillet 1501, à Jennot Couin et à Emery Crespín, pour rendre aveu pour la Buzardière à Jehan Ligier, possesseur de la seigneurie de Poirsac. Cf. Arch. dép. de la Sarthe, E 62, n° 29. Titre parchemin.

(4) On peut voir aux archives départementales de la Sarthe, G. 791, n° 28, le texte de cette requête que nous nous contentons d'analyser.



que ce prélat y érigeât canoniquement une chapellenie dédiée à Notre-Dame, sous le vocable de l'Annonciation. Pour en assurer la dotation, il y affecta sa métairie de Belle-Fresne (1), à Changé, produisant un revenu annuel de trente livres. Le titulaire du bénéfice devait s'engager à présenter, tous les ans, au fondateur et à ses successeurs ou héritiers, au jour de la Purification Notre-Dame, un cierge de cire vierge du prix de treize deniers tournois, à titre de redevance. Il s'obligeait en plus à célébrer chaque semaine de l'année trois messes, l'une, le dimanche, de l'office du jour ; l'autre, le lundi, pour les Fidèles trépassés ; la troisième, le vendredi, en l'honneur de la Passion de Notre-Seigneur, sauf aux jours où, quelque solennité s'y opposant, il avait à se conformer aux rubriques de la fête. Le fondateur réservait, pour lui et pour ses successeurs, le choix du chapelain.

L'évêque accueillit favorablement la demande du seigneur de la Buzardière, et, le 31 mars 1522, sauvegardant soigneusement les droits du curé de la paroisse, il déclara fondée la chapellenie, aux conditions précitées (2). Le premier titulaire en fut Pierre Potier (3). Jehan de Clinchamp mourut l'année suivante et fut inhumé dans la paroisse du Val. Il avait épousé Jacqueline de Saint-Père, fille de Jehan. Il en

(1) Le titulaire de la chapellenie de la Buzardière devait un denier de redevance féodale pour ce lieu de la Belle-Fresne. Arch. dép. de la Sarthe, E 92.

(2) Le texte du décret d'érection est conservé aux archives départementales de la Sarthe, G 791, n° 29.

(3) Voici les noms des chapelains que nous connaissons. Après Pierre Potier, de 1558 à 1578, Jehan Potier ; avant 1658, Jacques Thierry ; le 12 novembre 1658, Jean Thierry ; le 1<sup>er</sup> juin 1665, François Thierry ; le 31 mai 1669, Joseph-François Thierry ; le 9 novembre 1677, Pierre Potier ; le 13 janvier 1720, Jacques-Etienne Chevalier ; le 11 avril 1730, Barthelemy Amellon de Saint-Cher ; le 15 octobre 1731, Jacques Lenoir ; en 1744, Pierre Grassin. Nous avons relevé ces noms dans les registres des Insinuations ecclésiastiques, aux archives départementales de la Sarthe.



eut six enfants entre lesquels ses biens furent inégalement partagés, le 21 juin 1537.

L'aîné, François de Clinchamp, seigneur du Val et de la Buzardière, porte-enseigne de cinquante hommes d'armes, sous la charge du duc d'Etampes, se maria à Marquise de Beaumanoir. Il était mort dès 1542, sans laisser d'enfants.

Son frère cadet, Pierre, hérita de la Buzardière et du Val. C'était un érudit et il traduisit, sans les faire imprimer, quelques décades de l'*Histoire romaine* de Tite-Live (1). Il devint chevalier de l'ordre du Roi et l'un des gentils-hommes de sa chambre sous la charge du duc de Roannois. Il mourut au château de la Quantinière, à Valennes, le 16 août 1576. Il avait été uni (2) à Marguerite de Saint-Quentin, dame de la Quantinière, fille de Marin et de Jehanne Le Picart. Il en eut deux enfants, Jehan, qui mourut avant son père, et Marin, qui lui succéda.

Marin de Clinchamp (3), enseigne d'une compagnie de trente lances des Ordonnances du Roi, sous la charge du comte de la Suze, dès 1577, et gentilhomme ordinaire de la Chambre du Roi, en 1612, épousa en premières noces, Françoise de Cibel, et, en secondes, Françoise d'Illiers, fille d'Oudart et de Madeleine Bertrand. De ces mariages naquirent quatre enfants, trois fils, Charles, l'aîné, Louis, seigneur de la Quantinière, Odard, et une fille, Madeleine, mariée à François du Pin. Leur père mourut à Valennes le 27 septembre 1615, et fut inhumé à Changé, le 8 octobre suivant. Sa veuve se remaria à Jacques de Mondelot, écuyer,

(1) Cf. La Croix du Maine, *La Bibliothèque Française*, T. II, p. 265.

(2) D'après une généalogie Marcé, il aurait contracté un autre mariage avec Anne de Marcé. Le 23 juillet 1568, il passa procuration pour que l'on rendit, en son nom, aveu à la seigneurie de Poirsac. Cf. Arch. dép. de la Sarthe, E 62, n° 58. Titre parchemin. Cf. A. Ledru, *Châteaux de la Sarthe*, La Quantinière, p. 17.

(3) Marin de Clinchamp passa procuration, le 30 juillet 1612, pour que l'on rendit en son nom aveu à la seigneurie de Poirsac. Cf. Arch. dép. de la Sarthe, E 62, n° 119. Titre parchemin.



seigneur de Valescot, *aliàs* de Valdrot, et décéda au château de la Quentinière. Elle fut inhumée à Valennes, le 17 avril 1637 (1).

Marin de Clinchamp laissait à ses héritiers une succession fort obérée. Les créanciers qu'ils ne surent ou ne purent désintéresser firent saisir la Buzardière, laquelle, mise en vente, fut adjugée, en 1627, à Pierre Girard, seigneur de l'Epinay, dont la fille, Marie (2), épousa au mois de mars 1640, le marquis de Castelnau (3), auquel elle apporta en dot la seigneurie que son père avait achetée. Elle lui donna trois enfants, dont Michel, qui, mestre de camp d'un régiment de cavalerie et gouverneur de Brest, mourut à Utrecht, le 2 décembre 1672, âgé de vingt-sept ans, et des suites d'une blessure reçue à l'attaque d'Ameydon.

Il s'était marié à Louise-Marie de Foucault, fille de Louis, comte de Daugnon, maréchal de France, et de Marie Fourré de Dampierre. De cette union sortirent trois filles dont l'aînée, Henriette-Julie de Castelnau, fut unie le 26 novembre 1686, à Nicolas de Murat (4), brigadier des armées du Roi, comte de Murat, de Gilbertz, baron de Crouces et de Pléaulx, veuf de Marie de la Tour, et qui devint, par cette seconde alliance, seigneur de la Buzardière.

(1) Etat civil de Valennes.

(2) Marie de Girard, marquise de Castelnau, passa procuration, le 14 janvier 1681, pour que l'on rendit aveu en son nom, à la seigneurie de Poirsac. Cf. Arch. dép. de la Sarthe, E 62, n° 173. Titre papier. Elle mourut, le 19 juillet 1696, à Bourges où elle résidait et où elle fut inhumée.

(3) La famille de Castelnau, originaire du pays de Bigorre, portait pour armes : *Ecartelé 1 et 4, d'azur au château d'argent à 3 donjons avec leurs girouettes, qui est de Castelnau, au 2 et 3, d'or, à deux loups passants de sable, qui est la Loubère, sur le tout d'or à 3 chevrons de sable.*

(4) La famille de Murat porte pour armes : *d'azur à trois fasces d'argent, maçonnées et crénelées de sable, la première, de cinq créneaux ; la deuxième, de quatre, et la troisième, de trois, ouverte au milieu en porte.* Armorial de Cauvin.



Les membres de la famille de Castelnau qui possédèrent cette seigneurie ne paraissent pas y avoir résidé. Ils se contentaient d'y avoir un représentant (1) chargé de l'administration de leurs biens, et d'y nommer un bailli qui y rendait la justice en leur nom, assisté qu'il était d'un procureur fiscal, d'un secrétaire et d'un appariteur ou huissier (2). Ce bailli, homme de loi, habitait ordinairement Le Mans où ses justiciables étaient obligés de se rendre, pour comparaître devant lui. Puisque l'occasion s'en présente, nous en profiterons pour examiner de quelles causes cette justice seigneuriale avait à connaître. En général et bien que, en droit, le juge eût une compétence très large, puisque son tribunal possédait le droit de haute justice, il n'avait à se prononcer que sur des faits de minime importance, tels que sont ceux qui sont actuellement portés devant nos juges de paix.

Le bailli de la Buzardière eut ainsi à déterminer dans quelle mesure était coupable un certain Julien Ragot, bordager, qui, le dimanche 12 décembre 1683, en avait eu à Louis Garreau, marchand boucher au bourg de Changé. Depuis longtemps déjà ces deux hommes vivaient en mauvaise intelligence et Julien Ragot ne se faisait pas faute d'injurier Louis Garreau, le relançant jusque dans sa propre demeure. Or, le jour précité, il le rencontra à l'auberge de Mathurin Pottier, attablé en compagnie d'un nommé Lecomte, et il se mit à lui débiter ses injures

(1) L'un de ces représentants se nommait François de Maluandre, écuyer, seigneur de Nirville. Il fit baptiser à Changé, le 3 avril 1695, un fils nommé François, comme son père, et né de la veille. Cf. Etat civil de Changé. En 1704, le fermier général de la Buzardière était René Espinay.

(2) « *Dinasta suam habet jurisdictionem in subditos. Constat ea judice uno qui dicitur Baillivus, gallice Bailli, procuratore fiscali et scriba cum apparitore. Ille judex habitat Cœnomani et fere nunquam judicat in hac parœcia* ». Notes de M. René Janvier. Etat civil de Changé.



habituelles. Son adversaire, voyant qu'il était ivre, n'y prit point garde, et, l'engageant à se retirer, se leva lui-même et prit le chemin de sa maison. Ce n'était pas l'affaire de l'irascible Ragot. S'étant emparé au presbytère d'un bâton gros comme la verge d'un fléau, il revint sur le boucher et lui en porta sur la tête un coup violent. La vue du sang qui jaillit ne calma point le bordager. Prenant aux cheveux Louis Garreau, il le trainait sur le sol, et l'on eut peine à l'arracher de ses mains. L'exactitude de ces faits résultait d'une enquête sévère menée par le bailli.

Celui-ci, en 1684, prononçait une amende de quarante sols contre Mathurin Binet, qui avait coupé, sans y être autorisé, dans les bois de la Buzardière, des fagots de genêts, délit constaté par le garde-forestier Florigné, et aggravé par ce fait que, repris par le garde, il l'avait injurié.

Le 26 août 1688, le bailli était requis d'instrumenter contre René Loyson. Ce dernier, homme de bras, avait été loué par Jean Pommeray, laboureur, demeurant à la Girarderie, pour battre son blé, de concert avec trois autres journaliers. Le travail achevé, quand celui qui les avait employés voulut régler leur compte, Loyson auquel on offrait comme à ses compagnons qui s'en contentaient, cinq sous par journée, les refusa et en réclama dix. Puis, comme il se retirait, sollicité de nouveau par Jean Pommeray d'accepter son salaire, il se jetait sur le fermier, et comme la femme de ce dernier s'interposait et suppliait l'agresseur de laisser son mari, il s'en prenait à la malheureuse, malgré qu'elle fût dans une situation intéressante, et lui causait une telle frayeur que l'on craignait pour sa vie.

Le 16 août 1691, une affaire plus délicate était soumise au jugement du bailli. Il s'agissait, cette fois, d'un décès suspect. Jacques Coynard avait été trouvé pendu dans son grenier. Était-ce assassinat ou suicide. Après avoir pris avis du médecin de la localité, Charles Potier, le juge con-



clut à la mort volontaire et flétrit la mémoire du suicidé (1).

Nicolas de Murat ne se borna pas à porter le titre de seigneur de la Buzardière. Il vint habiter le manoir seigneurial où son épouse décéda, le 24 septembre 1716. Elle n'y résidait que depuis un an à peine, ayant été exilée à Loches, à la sollicitation de madame de Maintenon qui l'accusait d'avoir prêté la main à la rédaction d'un libelle injurieux dirigé contre cette dernière (2). A la mort de Louis XIV, le duc d'Orléans, régent, lui permit de rentrer dans ses terres. Sa dépouille mortelle fut déposée, le 1<sup>er</sup> octobre, dans le caveau pratiqué sous la chapelle du château de la Buzardière.

De son mariage, deux enfants étaient nés, Claude-Jacques-César et François de Murat. Le premier, né en 1692, fut avantagé, en qualité d'aîné, de la seigneurie de la Buzardière. Il épousa, le 21 juin 1725, en l'église de Montfort-le-Rotrou (3), Renée-Louise-Françoise de Bresseau, fille de Louis et de Françoise de Courtarvel-Pezé. Il en eut trois enfants : Claude-François, né en juin 1732, et baptisé dans l'église paroissiale de Changé, le huit du même mois ; Julie-Jacqueline, baptisée également à Changé le 5 août 1736, et Michel-Hubert-Louis, né le 27 juillet 1734

(1) « Deffault de Marguerite Beuruer, vefve Jacques Coynard, lecture faite de nostre sentence du vingt huit aoust dernier, rendue contre la mémoire du dict Coynard, nous l'avons condamnée tant en son nom de commune en biens avec le dict Coynard que de mère et tutrice naturelle de ses enfants, issus d'elle et du dict Coynard defunct, de payer la somme de cent livres pour une part, l'amende que nous avons jugée, et vingt livres au proffict de la Fabrice de Changé dans quinzaine et aux despens de cette instance liquidés à cent sols ».

(2) Madame de Murat a laissé des vers pleins de grâce et de facilité, et des romans qui l'ont placée au rang des femmes célèbres du grand siècle. Nous indiquerons ceux de ces ouvrages qui passent pour les meilleurs : *Contes des fées*, Paris, 1698, in-12. *Le voyage de campagne*, 2 part. in-12, Paris, 1699. *Histoires sublimes et allégoriques de l'année 1699*, par la Comtesse D<sup>re</sup>, Paris, 1699, 2 in-12. *Les lutins du château de Kernosy*. Leyde (Paris), 1710, 2 vol. in-12.

(3) Etat civil de Montfort-le-Rotrou.



et baptisé le lendemain dans l'église paroissiale de Parigné-l'Evêque. Son épouse mourut le 7 septembre 1755. Il décéda lui-même, le 23 décembre 1763, et son fils, Claude-François, devint seigneur de la Buzardière. Ce dernier épousa, le 27 juillet 1751, mademoiselle Marie de Mascrany, de laquelle il eut un fils, Louis, baptisé à Montfort, le 5 novembre 1754. Louis de Murat fut uni à noble Anne-Marie de Montsaunin. Il en eut une fille, Marie-Charlotte, qui, née le 4 novembre 1788, fut mariée, en 1806, à Aymard-Jean-Tanneguy-Raymond, comte de Nicolay, et lui apporta en mariage la propriété de la Buzardière, demeurée jusqu'ici dans sa famille.

## II.

### CHEF-RAISON

Dans l'aveu rendu, en 1572, à Charles de Beaumanoir, pour le fief de la Rousselière, par Pierre de Clinchamp, ce dernier s'exprime ainsi : « Item le dit Belot est mon homme de foy et hominage simple, pour raison de son lieu, fief et domaine et seigneurie de Chesveraisson, consistant, premier, sa maison seigneurial du dit lieu avecques sa fuye, estable, pressouer, le tout, encloix de murs avec sa mestarie estant hors le dict encloix, consistant aussi en maisons, granges, estables, jardrins, vergers, courts, yssues, le tout tenant ensemble, contenant troys journaulx ou environ..... pour raison desquelles choses le dict Belot m'est tenu faire foy et hommage simple, avecques plaige, gaige, rachapt et taillis quant elles eschept estre levées par la coustume du pays, et cheval de service et quatre sous neuf deniers tournois de cervice au jour et feste Saint-Martin d'yver » (1).

(1) Arch. dép. de la Sarthe, E 115.



Nous ignorons depuis quelle époque honorable homme François Belot, car c'était un simple roturier, possédait le fief de Chef-Raison. Il comptait parmi ses censitaires, François Bellardant et les frères de la Maison-Dieu de Coëffort.

C'est au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle, que nous trouvons ce domaine aux mains des membres de la famille Portail (1). Nous ne saurions dire comment Chef-Raison leur était échu. Ils y élevèrent une habitation fort importante dont l'immeuble actuel qui porte le même nom ne représente que la moindre partie. Celui d'entre eux que nous en trouvons le premier pourvu, est François Portail, chevalier, conseiller du Roi, maître ordinaire de sa chambre. Il mourut le lundi 4 octobre 1694. Son cœur fut déposé dans l'église paroissiale de Changé (2), en présence de m<sup>tro</sup> Le Barbier, prêtre, de Julien Potier, prêtre, de Charles Potier, maître chirurgien, de Thomas Potier, notaire royal, tous notables de Changé, et son corps fut conduit au couvent des Cordeliers du Mans où se trouvait sa sépulture de famille.

Son fils, François Portail (3), intendant de la généralité de Tours, hérita de Chef-Raison. Il avait épousé dame Françoise-Hélène Durand. Il en eut, entre autres enfants, Hélène Portail, qui fut unie à messire François de Mondagron.

Par son testament, en date du 3 septembre 1719 (4),

(1) La famille Portail portait pour armoiries : *D'azur semé de fleurs de lys d'or, à une vache passante, aussi d'or. couronnée de même.* Le 2 juillet 1650, François Portail, écuyer, fit offre de foy et hommage pour le fief de Chef-Raison, au seigneur de la Buzardière. Archives du Cognier.

(2) Etat civil de la commune de Changé.

(3) Le 3 décembre 1700, François Portail, chevalier, seigneur de Chef-Raison, est parrain, à Changé, de Françoise Charnassé. Etat civil de Changé.

(4) Arch. dép. de la Sarthe, G 791.



François Portail légua à la fabrique de l'église paroissiale de Changé une somme de cinq cents livres, productive d'une rente annuelle de vingt-cinq livres que dut servir François Paulmier. Sa veuve, haute et puissante dame, Hélène Durand, mourut le 28 octobre 1733, et fut inhumée dans l'église de Changé (1). La fondation que son époux avait faite et qui était assise sur la terre des Fredières, resta longtemps en souffrance. A trois reprises, les habitants de Changé autorisèrent leur représentant, le procureur de fabrique, à poursuivre devant la justice compétente (2), les héritiers du donateur, et ceux-ci, dans la personne de André Portail, furent contraints, en 1751, de financer et de payer les arrérages de la rente qui n'avait pas été soldée.

André Portail, ne trouvant pas suffisante la chapelle domestique, ménagée dans la partie supérieure de sa demeure de Chef-Raison (3), et dont on s'était contenté jusquelà, en fit édifier dans la cour de son château, une autre plus importante, qui fut bénite, le 4 janvier 1746 (4). Elle a été détruite en 1900. Sans caractère architectural, et

(1) Etat civil de la commune de Changé. Dès le 22 mars 1719, elle avait cédé le domaine de Chef-Raison à son fils. Arch. du Cognier.

(2) « La veuve Queston observera au présent compte que, de la Fabrique, dépend une rente de vingt-cinq livres due par M. Portail, affectée sur le lieu des Fredières ; laquelle rente n'étant point obéie, le dit Queston auroit, en l'année 1743, provoqué une assemblée des habitants de la dite paroisse, pour lui donner le pouvoir de poursuivre le dit sieur Portail au bureau des finances à Tours, ce que les dits habitants firent par acte reçu devant maître Guy Martigné, notaire royal au Mans ». Arch. de la fabrique.

(3) Cette chapelle est mentionnée dans l'inventaire dressé à la mort de messire André Portail, à la requête de l'exécuteur testamentaire, M. Joseph Neveu, curé de Savigné-l'Évêque : « Etant monté dans une galerie qui donne sur les bâtiments, s'y est trouvé une chambre fermant à clef et qui autrefois servait de chapelle ».

(4) « Le quatrième jour de janvier mil sept cent quarante six a été bénite par Joseph Neveu, prêtre, curé de Savigné-l'Évêque, la chapelle de la Vierge au logis de Chef-Raison ». Etat civil de Changé.



portant à son fronton, cette date : 1790, ce qui prouve que l'on y avait encore travaillé à cette époque, elle était de forme carrée, et était éclairée par quatre ouvertures de forme elliptique. Les murs étaient revêtus de lambris en bois. Un autel en marbre la garnissait, lequel, lors de la destruction de cette chapelle, a été transporté dans l'église paroissiale de Changé, où il meuble maintenant la chapelle dédiée à Notre-Dame-de-Pitié. On y a également placé, au-dessus de la grande porte, un tableau, représentant l'Assomption de la Sainte-Vierge, et qui surmontait l'autel. Quelques sujets, empruntés aux Litanies de la Vierge et sculptés sur bois, décoraient une frise surmontant ce tableau. On les a réservés pour orner le vestibule du château actuel de Chef-Raison.

André Portail mourut le 12 février 1750, et le surlendemain, 14, il fut inhumé dans l'église conventuelle des Cordeliers au Mans. Ses entrailles furent déposées dans l'église paroissiale de Changé (1), à laquelle il légua de quoi décorer une bannière (2).

Il ne laissait point d'enfants après lui, et ce furent ses nièces, Hélène-Françoise de Mondagron, Marie-Joseph de Mondagron, et son neveu, Jean-Michel-Cyprien, qui recueillirent son héritage d'ailleurs très obéré. Ils ne l'acceptèrent que sous bénéfice d'inventaire et ils chargèrent Guillaume Bouttier de Gemarcé, avocat, de liquider cette succession. Chef-Raison échut au neveu, Jean-Michel-Cyprien de Mondagron, marié à Marie-Antoinette Legras, sœur de M. le marquis du Luart. Il en eut, le 18 septembre 1752, deux filles jumelles, dont une seule, Hélène-Françoise, survécut. Leur mère mourut peu après leur avoir donné

(1) Etat civil de Changé.

(2) Il avait pris ces dispositions par son testament. Il avait légué cent francs aux prêtres de Changé, pour la célébration de messes, et trente livres aux religieux de l'abbaye de l'Epau où il avait demandé que son cœur fût déposé.



naissance, et fut inhumée dans l'église de Changé, le 3 octobre suivant, devant l'autel dédié à sainte Barbe (1). Leur père décéda lui-même, le 27 mai 1754. L'orpheline eut pour tuteur, maître Dalibourg, notaire à Changé. Elle épousa, encore mineure, le comte de Foucault, et fut autorisée, le 21 mars 1774, à vendre sa terre de Chef-Raison, dont M. Orry se portait acquéreur, pour la somme de soixante mille livres (2).

### III.

#### COULEAUX

L'importance de la seigneurie elle-même et la notoriété des familles qui ont possédé la Buzardière nous ont mis à même d'en parler avec quelque détail. Il n'en va plus ainsi des fiefs dont nous avons à nous occuper, et qui, moins considérables, ont à peine laissé des traces dans les archives départementales ou particulières. Cela s'entend tout particulièrement du fief des Couleaux. Il relevait de la Buzardière et consistait dans les « maisons de maître et du fermier, granges, étables, écuries et autres bâtiments servant à exploiter la dite terre ». Il comptait quinze censitaires, parmi lesquels nous relevons au XVIII<sup>e</sup> siècle, les noms de MM. Desportes de Linières et Charles Orry. « Tous les devoirs du dit fief de Couleaux » montaient « annuellement à huit sols neuf deniers » (3). Il appartenait, en 1737, à Gabrielle Ouvrard, fille majeure, et à demoiselle Renée Ouvrard, veuve de René Menon, avocat au Parlement. C'est la fille de ces derniers, madame Renée Menon, veuve de M. Michel Drouet d'Aubigny, qui fonda, en 1784, l'école de filles, dont il a été fait mention plus haut (4).

(1) Etat civil de Changé.

(2) Cf. Mémoires de René-Pierre Nepveu de la Manouillère, t. I, p. 183.

(3) Cf. Arch. dép. de la Sarthe, E 92.

(4) Cf. *Revue hist. et arch. du Maine*, t. LXV, p. 223.



IV.

LES COURPAINS

Ce n'est pas sans une certaine hésitation que nous signalons ici, comme un fief, cette partie de la paroisse, sur laquelle les moines de Saint-Pierre-de-la-Couture, au Mans, levaient les deux tiers des dimes. Cependant, ces religieux, en 1553, affirmaient avoir le droit de les recueillir sur « le fief de Courpainct, aultrement de la Coulture, qui estoit anciennement leur domaine » (1).

V.

EPAGNEUL (ESPINOU)

Ce fief, dont le nom seul nous est connu, se trouvait sur la route de Parigné à Changé et à trois kilomètres de cette dernière localité. Nous ne savons quels en furent les seigneurs. C'est à l'un d'eux que, en 1488, Jean Beuruer, procureur de la confrérie Saint-Martin, payait une indemnité de trente-six sols, six deniers, pour un pré, situé dans la prée de Couleaux, légué à cette association, par Jehan Le Moulmier (2), et pour lequel on versait tous les ans un cens de vingt-et-un deniers (3).

(1) Cf. Arch. dép. de la Sarthe.

(2) Cf. Arch. dép. de la Sarthe, G 791, n° 28.

(3) « Payé aux héritiers feu Jehan Bonhommet, pour le pré que donna feu Jehan Le Moulmier à la dicte confrayrie, et est tenu faire au seigneur du fief, vingt et deux deniers tournoys ». Comptes du procureur, 1547. « Payé au seigneur d'Espaigneul, au jour de Toussaint dernier passé, douze deniers tournois, cens ». Comptes de l'année 1558.



VI.

LA FOUARDIÈRE

Ce fief, apparemment de très minime importance, nous aurait échappé, si nous n'avions pas rencontré une déclaration par laquelle, le 12 mai 1772, Julien Jeudon, bordager, demeurant au lieu des Pilonnières, s'en déclare censitaire. Un domaine du même nom, comme cela se rencontrait à peu près partout, y était joint, sur lequel Mathurin Eschinard, prêtre, membre de la confrérie Saint-Martin, établit une rente représentant la rétribution d'une messe basse qui devait être, chaque semaine, célébrée pour le fondateur dans l'église paroissiale de Changé.

VII.

LE PIN

Cette seigneurie dont la tierce partie fut vendue, le 5 juillet 1575, par René Reboux (1) et par Marie Fourmy, son épouse, à Charles Treton, sieur de Ruau, demeurant dans la ville de La Flèche, pour la somme de 1.050 livres, était, en 1648, aux mains de messire Jacques de Cordouan. Elle comptait parmi ses censitaires, la confrérie Saint-Martin de Changé. Le procureur de cette association, Pierre Lasseux, fut « appelé aux assises du Pin, pour obéir et rendre par déclaration la dicte pièce de la Fosse-aux-Loups » (2).

(1) Arch. du Cognier. Titres féodaux, Série E.

(2) Arch. dép. de la Sarthe, G 791. Inventaire des titres de la confrérie et de la fabrique de Changé, p. 13.



VIII.

LA ROUSSELIÈRE

Ce fief était, en 1453, possédé par Guillaume de Thouars (1). Il passa ensuite, sans que nous puissions dire, ni quand (2), ni comment, aux mains de la famille de Clinchamp. Il relevait de la baronnie de Tucé. L'aveu qu'en rendit, en l'année précitée, Pierre de Clinchamp à Charles de Beaumanoir, nous le fait suffisamment connaître. « C'est assavoyr ma maison seigneuriale de la Rousselière, pressouer, grange, estables, sis en la paroisse de Changé, comme ils se poursuivent et comportent esdites maisons, estranges, jardrins, courtiz et pourpris, place et merc de fuye à pigeons, le tout..... anxianement le dict lieu estoict encloz de fossez et dosves avecques les jardrins à chenevières, verger, court, yssue et maisons, contenant troys journaux ou environ, le tout tenant ensemble et aux terres cy après déclarées... ».

Et après avoir enregistré les noms de ces terres, ceux des censitaires, l'aveu se poursuit ainsi : « Esquelles choses et par toute ma dicte terre de la Rousselière et appartenances d'icelle, j'ay et advoue droict de haulte justice, moyanne et baisse, telle que l'avez en vostre baronnie de Tucé avec les droits qui en deppendent et peuvent deppendre par la coutume du pays du Maine, garannes et autres appartenances d'icelle comme mays prédécesseurs et moy avons acoustumé avoyr esd. choses, tant en fief,

(1) Aveu rendu au comte du Maine par Baudouin de Tucé, à cause de Jeanne de Tucé, sa femme, pour la châtellenie de Tucé, le 9 novembre 1453. Communication de M. Samuel Menjot d'Elbenne. La terre de Thouars était située à Saint-Mars-sous-Ballon. Cf. Aubry, *Ballon, Saint-Mards et Saint-Ouen*, in-8°, p. 183.

(2) Il y était dès l'an 1522. Cf. Arch. dép. de la Sarthe, G 791, n° 28.



arrière fief que en domaine, pour raison desquelles choses je vous doy et suys tenu faire un cheval de service abourné à soixante sous tournois à muance d'homme et de seigneur, et plaige, gaige, droict et obéissance comme à homme de fief et de foy simple » (1).

## IX.

### AMIGNÉ, LA PAILLERIE, LE PERQUOI

Si nous nous occupons ici de ces lieux-dits, ce n'est pas qu'ils aient été jamais avantagés de ces privilèges dont jouissaient les terres nobles (2). Mais, comme l'étendue et la valeur foncière en ont été toujours assez considérables, et que les possesseurs en ont été les représentants très qualifiés de cette classe de la société, la bourgeoisie, qui, s'enrichissant dans le commerce, se faisait, peu à peu, sa place au soleil, nous estimons utile, dans une histoire locale, de ne point les passer sous silence.

*Amigné.* — Ce fut primitivement une métairie relevant censivement de l'abbaye de la Couture (3). Elle était en 1446, aux mains de Jean d'Amigné qui transigea, le 30 juin de cette dernière année, au sujet de dîmes, avec ceux qui avaient affermé la cure de Changé (4). Le 10 novembre 1469, le même Jean d'Amigné et Guillemine sa femme, paroissiens de Saint-Benoît, au Mans, vendirent à la con-

(1) Arch. dép. de la Sarthe, E 115.

(2) « Nullus præter Dinastam, pro tempore, extat vir nobilis in tota parœcia. Duæ sunt tamen, imo tres domus notatu dignæ, has vocitamus *Chef-Raison*, *Amigné*, *la Paillerie* ». Notes de M. R. Janvier. Etat civil de Changé.

(3) Cf. Arch. dép. de la Sarthe, H 45. *Etat et dénombrement sommaire de la juridiction de l'abbaye de la Couture du Mans.*

(4) Cf. Arch. dép. de la Sarthe, G 791.



frérie de l'église du Mans, quatre livres tournois de rente, à prendre sur le lieu d'Amigné (1).

En 1518, le 12 avril, Jacques Guillard et Michelle, sa femme, cédèrent le droit de douaire que cette dernière pouvait posséder sur la métairie, appartenances et dépendances d'Amigné, à Denise Houldry, veuve de Jean Cosnard (2). Ce devait être peu de choses, et, la même année,



Fig. 9. — VUE DU CHATEAU D'AMIGNÉ

le 24 avril, Jean-Gilles Barbier, fils de Girard et de Gillette d'Amigné, vendit au même acquéreur le droit qu'il pouvait posséder sur Amigné. (3). Le 8 février 1521, François Gislier possédait la cinquième partie du lieu d'Amigné, et la cédait à bail à Robert Groye (4). Le 21 avril 1603, Madeleine Blot, veuve de Louis Menardeau, dame d'Amigné, vendit « pour et moyennant la somme de quatre mille cinq

(1) Cf. Bilard. *Analyse des documents historiques*, 2<sup>e</sup> partie, n<sup>o</sup> 800.

(2) Cf. Arch. de la Sarthe, G 791.

(3) Cf. Arch. de la Sarthe, G 791.

(4) Arch. dép. de la Sarthe, G 791. Titre parchemin.



cent livres » le « lieu, domaine et appartenances d'Amigny, situé paroisse de Changé, composé de maison, grange, estables, jardins, vergers, terres, bois, prés, vignes, landes, y compris un pré situé sur la paroisse de Champaigné et le droit de dixmerie », à Marin Ameslon, sieur de Vilarceau et à demoiselle Marie Marest son épouse (1), demeurant au Mans, paroisse de Saint-Pavin-de-la-Cité.

Leur fils, Jacques Ameslon, conseiller au siège présidial du Mans, fut possesseur du même domaine, de 1636 à 1679. Il mourut avant l'an 1683, laissant de sa femme, Anne Trouillart, cinq enfants : Jacques, conseiller au siège présidial ; René, avocat au conseil privé du Roi ; Jean-Baptiste, sieur de la Mauvière ; François, sieur de Saint-Ouen ; Catherine, femme de Jacques Pelisson de Gênes (2).

Dès le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, en 1749, Amigné était la propriété de Jacques-Geoffroy Le Prince, né le 9 novembre 1713 (3), de Jean-Baptiste et de Marie Bouteiller. Il épousa, le 23 septembre 1738, Anne-Jeanne Guesné, fille de Henri-René, maire de Bonnétable (4), et mourut le 21 juillet 1778. L'une de ses sœurs, Catherine-Louise-Marguerite, née le 18 avril 1724, se maria, le 8 janvier 1742, à Charles-Henri Desportes de Linières (5), qui, lorsque la fortune de son beau-frère périclita, dut racheter la terre d'Amigné. Il améliora ce domaine. Il mourut à Changé, le 23 mai 1791, laissant Amigné à son fils aîné, Charles-Henri-Jean-Baptiste. Celui-ci avait été intendant de monseigneur le prince de

(1) Arch. dép. de la Sarthe, G 791. Titre parchemin.

(2) Abbés Esnault et Chambois, *Minutes des notaires du Mans*, passim.

(3) Abbé Esnault, *Mémoires de Le Prince d'Ardenay*.

(4) Etat civil de la commune de Bonnétable.

(5) Charles-Henri Desportes de Linières, officier de la Reine, et maître des forges d'Antoigné, de Monsort, échevin du Mans en 1762, était né, le 7 décembre 1712, de Henri, échevin du Mans, premier juge consul, administrateur de l'Hôpital général du Mans, et de Anne Le Moine.



Condé et fermier général de la terre de Bonnétale. Il réalisa une fortune considérable, en ayant des intérêts dans la Compagnie des Indes et dans les bois de la marine française (1). Il épousa au mois de juillet 1792, Abdonne-Maximilienne-Marie-Charlotte de l'Aubespine-Sully, laquelle posa, cette même année, la première pierre de l'habitation actuelle d'Amigné (2). Il décéda à Paris le 10 mars 1803, laissant son épouse (3) tutrice de trois enfants mineurs : Charles-Maximilien ; Delphine-Charlotte-Maximilienne ; Louise-Juliette.

L'ainé, Charles-Maximilien, né le 12 frimaire an IV (3 décembre 1795), s'unit, le 17 février 1817, à Adèle-Palmyre Le Carpentier de Sainte-Opportune, née à Paris, le 4 août 1798. Il en eut six enfants. Par suite d'un partage fait, en 1819, avec ses deux sœurs, l'une d'elles, Delphine-Charlotte-Maximilienne (4), mariée à Auguste-Alexandre de Clinchamp, hérita d'Amigné qu'elle vendit en 1851, à M. de Castilla dont les descendants la possèdent actuellement.

*La Paillerie.* — L'acquisition faite par le négociant cirier Orry, de Chef-Raison, s'explique d'autant mieux, qu'il avait déjà acheté sur cette même paroisse de Changé, la Paillerie (5). Ce domaine, dont il est très probablement question déjà dans une charte de l'official du Mans, en date de l'année 1265, fut possédé au XVII<sup>e</sup> siècle par Robet Rabi-

(1) Cf. G. Esnault, *Mémoires de Nepveu de la Manouillère*, t. II, p. 286, note 1.

(2) Dans le vestibule de cette habitation se trouve l'inscription suivante gravée en creux sur une pierre apparente : « J'ai été possée | par M<sup>e</sup> | Abdone, Maximillienne, Marie, | Charlote de l'Aubespine | épouse de M<sup>r</sup> Charle | Henri-Jean-Baptiste | Desportes de Linière qui | ont bati cete maison | en 1792 ».

(3) Elle épousa en secondes noces M<sup>r</sup> Lazare Nectoux et mourut à Paris en 1849.

(4) Elle mourut au Mans, le 1<sup>er</sup> juin 1877.

(5) Cf. Abbé Esnault, *Mémoires de Nepveu de la Manouillère*, t. I, p. 183.



nard, écuyer, sieur de Villevayer (1). Il l'avait, selon toute apparence, hérité de Claude Lebrée, veuve de Thibault Rabinard. Il passa par la suite aux mains de François Hoyau, qui le céda, le 17 juin 1726, pour la somme de seize mille huit cents livres à François Godefroy (2), procureur du Roi au grenier à sel du Mans, et à Marie Seigneuré son épouse. Ce domaine comprenait alors les bordages du Jarriay, de la Saulaye, de la Plousière, de Troigné, du Grand et du Petit-Lussault.

C'est évidemment le fils de ce dernier acquéreur, le chanoine Godefroy, que nous trouvons, en 1749, redevable à la fabrique paroissiale de Changé, d'une rente annuelle de sept livres dix sols, assise sur la terre de la Paillerie.

En 1763, cette propriété passa aux mains de Charles Orry, auquel la céda madame veuve Le Boucher, à tel prix que nous ignorons.

*Le Perquoi.* — Cette terre paraît avoir appartenu, au début du XVI<sup>e</sup> siècle, à la famille Le Prestre. Le 5 juin 1515, les héritiers de Jehan Le Prestre, au nombre desquels se trouve Yves de Launay, fondent dans l'église Saint-Pavin-de-la-Cité, au Mans, une chapellenie dite de Notre-Dame-du-Parquoy (3), dotée d'une rente de deux cents livres, assise sur les fermages du lieu du Parquoy, sis en Changé. Le plus proche parent du fondateur avait le droit de présenter à l'évêque du diocèse le titulaire de cette chapellenie (4). En 1742, Madeleine de Quelquejeu, épouse de André Monteau, lieutenant du premier chirurgien du Roi, de la ville de Mamers, comme représentante de Jehan Le

(1) Cf. Abbés Esnault et Chambois, *Minutes des notaires du Mans*, t. III, p. 52.

(2) Cf. Abbés Esnault et Chambois, *Minutes des notaires du Mans*, t. III, p. 308.

(3) Arch. du chapitre Saint-Julien du Mans.

(4) Cf. Arch. dép. de la Sarthe, Pouillé du diocèse du Mans, en 1772.



Prestre, fils aîné des fondateurs, présentait, à ce titre, à l'évêque du Mans, François Richer, prêtre du diocèse de Séez (1).

Le domaine du Perquoi, gage de la rente servie au chapelain, fut vendu, comme bien national, le 10 mai 1791, et acquis alors par M. Gypteau, pour la somme de huit mille cinquante livres (2).

L. ESNAULT et L. FROGER.

(1) Cf. Arch. dép. de la Sarthe, Insinuations ecclésiastiques.

(2) Arch. dép. de la Sarthe, Q 9 8/1.



---

# CATALOGUE

DES

## ACTES DES ÉVÊQUES DU MANS

JUSQU'A LA FIN DU XIII<sup>e</sup> SIÈCLE

---

482.

1224, avril.

Acte de Maurice, évêque du Mans, pour l'abbaye de Champagne.

A. Original perdu.

B. Mention de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 17125, f<sup>o</sup> 67 r<sup>o</sup>.

C. Mention du XIX<sup>e</sup> siècle (M. Bilard). Archives municipales du Mans, 913, p. 95, d'après B.

Date : 1224, *mense aprili*. Pâques ayant été célébré le 30 mars, en l'année 1225, l'interprétation de la date par : 1225, n. st., doit être écartée.

483.

1224, 9 juillet.

Lettre de Maurice à l'abbé du Mont-Saint-Michel, pour le prier de déléguer au prieur de Saint-Victeur l'exercice de son droit de présentation à la cure de Saint-Jean du Mans, afin d'éviter une trop longue vacance de cette cure.



A. Original parchemin, scellé sur simple queue, sceau perdu. Archives de la Manche, H, fonds du Mont-Saint-Michel.

B. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5430 A, p. 112, d'après A. — C. Copie du XIX<sup>e</sup> siècle (M. Bilard). Archives municipales du Mans, 895, f<sup>o</sup> 12 v<sup>o</sup>, d'après B.

PUBLIÉ : B. de Broussillon, *Cartulaire de Saint-Victor*, p. 89, d'après A.

Date : *Datum die martis post octavam SS. apostolorum Petri et Pauli, anno Domini M<sup>o</sup> CC<sup>o</sup> XXIV<sup>o</sup>.*

484.

1224, octobre. Yvré.

Charte de Maurice relatant la remise par Gille du Roset (*de Roseto*), à l'abbaye d'Évron, d'une dime dans la paroisse de Saint-Jean-sur-Erve (*Sancti Johannis super Arvam*), comme gage d'une dette de 100 sous mansais exigible au bout de 8 ans.

A. Original perdu.

B. Copie de l'année 1668 (D. Chevalier). *Cartulaire d'Évron*, Archives de la Mayenne, série H, p. 580. — C. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 17124, p. 170, d'après un ancien cartulaire. — D. Copie de la même origine. Bibl. nat., lat. 17036, p. 142, d'après la même source.

Date : *Datum apud Ebriacum, anno Domini M. CC. XXIII, mense octobri.*

485.

1224.

Charte de Maurice contenant la donation par Gisbert Giboin, fils et héritier de Jean *de Anegia*, à l'abbaye de Champagne : 1<sup>o</sup> de cinq arpents de terre dans le val de Bozé (*Bozeio*), au fief de Gui d'Auvor, près le chemin de Tennie à Conlie ; — 2<sup>o</sup> de deux prés, sis dans la paroisse de Tennie, aux fiefs de Richard de Villiers (*Vilers*) et H. de



Tressé (*Tresseio*), lesquels prés ledit Jean, père dudit Gisbert, avait vendus à un étranger, et son frère, André *de Torrea*, après en avoir opéré le retrait, avait donnés à ladite abbaye.

A. Original perdu.

B. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 17125, f<sup>o</sup> 34 v<sup>o</sup>.

C. Copie du XIX<sup>e</sup> siècle (M. Bilard). Archives municipales du Mans, 913, p. 46, d'après B.

Date : *Anno 1224*. Je ne suis pas très sûr de la lecture *Auvor*, qui est celle des éditeurs du *Cartulaire de la Couture*, pour une pièce relative au pricuré de Tennie (*Cartulaire de la Couture*, p. 123). — Voici le texte de notre charte qui vise le retrait lignager : « Que prata ab eodem Johanne patre dicti Gisberti cuidam extraneo vendita, magister Andreas de Torrea, frater dicti Johannis *retraxerat*, et contulerat in elemosinam abbatie memorate. » — On voit que Gisbert, par sa donation, abandonnait seulement des droits éventuels et assez incertains.

486.

1224.

Maurice confirme les donations faites par son prédécesseur Guillaume à la maison de Saint-Martin du Mans, en particulier la *villa* de Dehault (*de Dehautis*) ; mais il réserve à l'évêque du Mans le patronage de l'église de ce lieu, le curé devant seulement payer aux moines 30 setiers de blé et 20 sous mansais.

A. Original perdu.

B. Copie du XIII<sup>e</sup> siècle. *Cartulaire de Vivoin*, Bibl. du Mans, ms. 100/0, 87 r<sup>o</sup>. — C. Analyse du XVII<sup>e</sup> siècle (D. Le Michel). Bibl. nat., lat. 12875, f<sup>o</sup> 460 v<sup>o</sup>. — D. Analyse du même temps (aussi de D. Le Michel). Bibl. de Tours, ms. 1381, f<sup>o</sup> 35 r<sup>o</sup>.

PUBLIÉ : *Cartulaire de Vivoin*, éd. Denis, p. 132, d'après B.

Date : *Actum anno gratie M<sup>o</sup> CC<sup>o</sup> XX<sup>o</sup> quarto*.



487.

1224.

Charte de Maurice contenant la remise, par les moines de l'abbaye de Champagne, de 25 sous mansais sur un terme de la rente que leur doivent les moines du prieuré de Saint-Victeur à cause d'un moulin, pour dédommager ledit prieuré des dégâts causés par une inondation audit moulin.

A. Original perdu.

B. Analyse en français du XVIII<sup>e</sup> siècle. *Inventaire de Champagne*, Archives de la Sarthe, H 831, f<sup>o</sup> 2 r<sup>o</sup>. — C. Mention de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 17125, f<sup>o</sup> 60 v<sup>o</sup>.

INDIQ. : Bilard, *Analyse des Documents...*, t. I, n<sup>o</sup> 430/7. — Bellée, *Inventaire sommaire...*, Sarthe, Série H, t. I, p. 365.

Date : « Donné . . . l'an 1224. » Le moulin était situé près le Pont-Perrin et la rente était de 50 sous. — Cf. ci-dessus n<sup>o</sup> 444.

488.

1224.

Maurice déboute de ses prétentions le curé de Montigny qui réclamait aux religieux de Perseigne les dîmes de certaines terres de sa paroisse, en augmentation de son bénéfice.

A. Original perdu.

B. Analyse du XVII<sup>e</sup> siècle. *Inventaire de Perseigne*, Archives de la Sarthe, H 926, f<sup>o</sup> 229 v<sup>o</sup>. — C. Analyse du même temps, même ms., f<sup>o</sup> 230 r<sup>o</sup>, d'après un vidimus du 10 septembre 1456.

INDIQ. : Bellée, *Inventaire sommaire...*, Sarthe, Série H, t. I, p. 397.

Date : « 1224. »



489.

1225, n. st., janvier.

Maurice ratifie la donation au Chapitre cathédral par Robert, archiprêtre de Montfort, d'une dime dans la paroisse Saint-Martin du Bourg-Neuf (*de Burgo Novo*), pour l'augmentation de l'anniversaire de Philippe d'Yvré (*de Yvreio*), évêque de Beyrouth (*quondam episcopi Baruthensis*).

A. Original perdu.

B. Copie de la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle. *Liber Albus Capituli*, Bibl. du Mans, ms. 259, f<sup>o</sup> 30 v<sup>o</sup>. — C. Copie de la fin du XIII<sup>e</sup> siècle. *Liber Albus Capituli*, Bibl. nat., lat. 17754, f<sup>o</sup> 54 r<sup>o</sup>.

D. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5211 B, p. 11, d'après B. — E. Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle. Bibl. nat., lat. 9206, f<sup>o</sup> 16, d'après D. — F. Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle. Bibl. nat., coll. Moreau, t. 135, f<sup>o</sup> 38, d'après D. — G. Copie du XIX<sup>e</sup> siècle (M. Bilard). Archives municipales du Mans, 834, f<sup>o</sup> 59 r<sup>o</sup>, d'après C.

PUBLIÉ : a. *Chartularium.... quod dicitur Liber Albus*, p. 32, d'après B. — b. B. de Broussillon, *Cartulaire de l'Évêché du Mans*, p. 31, d'après C.

Date : *Actum anno gratie M<sup>o</sup> CC<sup>o</sup> XX<sup>o</sup> quarto, mense januario*. Philippe d'Yvré ne figure pas dans la liste des évêques de Beyrouth, dressée par Eubel : *Hierarchia Catholica Medii Ævi*, t. I, p. 137. Cette liste comprend : Raymond (1176-1180) ; Eude (1182-1191) ; Robert (avant 1210) ; Galerand (1233-1245). Notre prélat manceau se place vraisemblablement entre les deux derniers noms. Cf. B. de Broussillon. *Cartulaire de l'Évêché du Mans*, t. II (1908), n<sup>o</sup> 1029.

490.

1225, n. st., janvier.

Charte de M[aurice], évêque, Juhel, doyen, et du Chapitre du Mans, contenant la cession, par la fabrique de l'église du Mans, à Jean, curé de Moncé, d'un tenement sis audit Moncé, pour 40 sous mansais par an.



A. Original perdu.

B. Copie de la fin du XIII<sup>e</sup> siècle. *Liber Albus Capituli*, Bibl. du Mans, ms. 259, f<sup>o</sup> 202 r<sup>o</sup>.

C. Analyse de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5211 B, p. 62, d'après B. — D. Analyse du XVIII<sup>e</sup> siècle. Bibl. nat., lat. 9206, f<sup>o</sup> 34, d'après C.

PUBLIÉ : *Chartularium quod dicitur Liber Albus*, p. 402, d'après B.

Date : *Actum anno gratie M<sup>o</sup> CC<sup>o</sup> vicesimo quarto, mense januario.*

491.

1225, n. st., janvier.

Maurice fixe à 20 sous le droit de procuration de l'évêque au prieuré de *Connarraï*, dépendant de l'abbaye de Saint-Vincent.

A. Original perdu.

B. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5444, p. 550.

C. Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle. Bibl. nat., coll. Moreau, t. 135, f<sup>o</sup> 36, d'après B. — D. Copie du XIX<sup>e</sup> siècle (M. Bilard). Bibl. du Mans, ms. 473, 2<sup>e</sup> partie, n<sup>o</sup> 96, d'après B.

Date : *Datum anno Domini 1224, mense januarii.*

492.

1225, n. st., février.

Maurice remet à l'abbé d'Évron la donation faite entre ses mains par Guérin de *Vilers*, laïc, de la dime qu'il possédait dans la paroisse de Vaiges, dans le Clos des Moines et dans le Clos du Val (*Clauso Vallis*).

A. Original perdu.

B. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 17124, p. 168, d'après un ancien cartulaire. — C. Copie de la même origine. Bibl. nat., lat. 17036, p. 142, d'après la même source.

Date : *1224, mense februarii.*



493.

1225, n. st., mars.

Charte de Maurice contenant une transaction entre l'abbaye d'Évron et Geoffroy de Boisne, chevalier, au sujet de la perception des tailles du seigneur de Mayenne sur les hommes des moines.

A. Original perdu.

B. Copie incomplète de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 17124, p. 181.

Date : 1224, mense martio.

494.

1225, juillet.

Maurice cède à l'abbaye de Perseigne un sixième de la dime de Commerveil (*de Curia Mirabili*), perçu autrefois par l'abbaye de Saint-Vincent, à condition que les moines de Perseigne paieront annuellement au curé dudit Commerveil une mine de froment, de seigle, d'orge et d'avoine, pour obéir aux prescriptions du Concile de Latran.

A. Original perdu.

B. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5474, p. 131. — C. Copie de la même origine. Bibl. nat., lat. 17036, p. 149.

D. Copie du XIX<sup>e</sup> siècle (M. Bilard). Archives municipales du Mans, 912, f<sup>o</sup> 31 r<sup>o</sup>, d'après B.

PUBLIÉ : *Cartulaire de Perseigne*, éd. Fleury, pp. 155 et 208, d'après B et C.

Date : 1225, mense julii. Cf. ci-dessus n<sup>o</sup> 448.

495.

1225, octobre. Évron.

Maurice notifie qu'à la demande de l'abbé et des moines d'Évron, considérant qu'il n'est pas décent qu'un cimetière



se trouve sur le lieu d'un marché, il a autorisé le transfert du cimetière d'Évron et a béni le nouvel emplacement.

A. Original perdu.

B. Copie du XVII<sup>e</sup> siècle (D. Chevalier). Archives de la Mayenne, *Cartulaire d'Évron*, p. 526. — C. Analyse du XVII<sup>e</sup> siècle (D. Le Michel). Bibl. nat., lat. 13817, f<sup>o</sup> 146 v<sup>o</sup>.

Date : *Actum anno Domini M<sup>o</sup> CC<sup>o</sup> XXV<sup>o</sup>, mense octobri, apud Ebronium.*

496.

1225, 22 novembre.

Maurice approuve la mise en gage, par Jean de Fay, chevalier, au Chapitre de Saint-Julien et au prieuré de Château-l'Ermitage (*de Castellis*), de la dime de Mansigné, pour 400 livres de mansais de dettes, avec faculté de rachat pendant 15 ans, et avec défense de vendre ladite dime à autre personne qu'aux dites communautés si celles-ci en offrent 400 livres ; si au bout de 15 ans la dime n'est ni rachetée ni vendue, l'évêque, seigneur féodal, en disposera.

A. Original perdu.

B. Copie de la première moitié du XIII<sup>e</sup> siècle. *Liber Albus Capituli*, Bibl. du Mans, ms. 259, f<sup>o</sup> 35 r<sup>o</sup>. — C. Copie du XVI<sup>e</sup> siècle. Archives de la Sarthe, H 270, f<sup>o</sup> 11 r<sup>o</sup>.

PUBLIÉ : *Chartularium quod dicitur Liber Albus*, p. 43, d'après B.

INDIQ. : Bilard, *Analyse des Documents...*, t. I, p. 273. — Bellée, *Inventaire sommaire.... Sarthe, Série H*, t. I, p. 113.

Date : *Actum anno gratie M<sup>o</sup> CC<sup>o</sup> vicesimo quinto, die Sancte Cecilie.*

497.

1225, novembre.

Maurice concède en commun au Chapitre cathédral et au



prieuré de Château-l'Ermitage (*de Castellis*), les dimes des noales (*si que fieri contigerit*) du fief de Jean de Fay, chevalier, paroisse de Mansigné, pour tout le temps que lesdits Chapitre et prieuré conserveront les dimes des terres dudit chevalier.

A. Original perdu.

B. Copie de la première moitié du XIII<sup>e</sup> siècle. *Liber Albus Capituli*, Bibl. du Mans, ms. 259, f<sup>o</sup> 34 v<sup>o</sup>.

PUBLIÉ : *Chartularium quod dicitur Liber Albus*, p. 42.

Date : *Actum anno gratie M<sup>o</sup> CC<sup>o</sup> XX<sup>o</sup> v<sup>to</sup>, mense novembri*.  
Cf. l'acte précédent.

498.

1225. Évron.

Vidimus par Maurice, d'une charte de Philippe de Landivy, contenant plusieurs libéralités en faveur de la chapellenie de la Censive (*capellaria de Censiva*), dépendant du prieuré de l'Abbayette.

A. Original parchemin scellé sur double queue, sceau perdu. Archives de la Manche, H, carton de l'Abbayette.

B. Vidimus par l'official du Mans, du mois d'août 1344, même dépôt, même cote.

PUBLIÉ : B. de Broussillon, *Cartulaire de l'Abbayette*, p. 35, d'après A.

Date : *Auctum anno Domini, M<sup>o</sup> CC<sup>o</sup> XXV<sup>o</sup>, apud Hebronium*.

499.

1225.

Statut de Maurice, évêque, Juhel, doyen, et du Chapitre du Mans, interdisant aux chanoines qui n'ont reçu que les ordres mineurs l'accès aux stalles d'un ordre supérieur.



A. Original perdu.

B. Copie de la première moitié du XIII<sup>e</sup> siècle. *Liber Albus Capituli*, Bibl. du Mans, ms. 259, f<sup>o</sup> 66 v<sup>o</sup>. — C. Copie du XIII<sup>e</sup> siècle. *Nécrologe du Chapitre*, Bibl. du Mans, ms. 244, f<sup>o</sup> 282 r<sup>o</sup>. — D. Copie du même temps, même ms., f<sup>o</sup> 286 r<sup>o</sup>.

E. Copie du XVI<sup>e</sup> siècle. J. Richer, *Statuta et Privilegia Ecclesie Cenomannensis*. Bibl. du Mans, ms. 245, f<sup>o</sup> 129 v<sup>o</sup>, d'après B. — F. Copie du XV<sup>e</sup> siècle. Bibl. du Mans, ms. 252, f<sup>o</sup> 80 r<sup>o</sup>, d'après B. — G. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5211 B, p. 100, d'après C. — H. Copie de la même origine. Bibl. nat., lat. 17036, p. 149, d'après C. — I. Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle. D. Briant, *Cenomannia*. Bibl. du Mans, ms. 226 bis, f<sup>o</sup> 99 r<sup>o</sup>, d'après C. — J. Copie du XVI<sup>e</sup> siècle. Bibl. du Mans, ms. 253, f<sup>o</sup> 60 v<sup>o</sup>, d'après F. — K. Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle. Bibl. nat., lat. 9206, f<sup>o</sup> 11 r<sup>o</sup>, d'après G. — L. Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle. Bibl. du Mans, ms. 226 ter, p. 347, d'après I. — M. Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle. Bibl. nat., lat. 1037, p. 348, d'après I. — N. Mention du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5211 B, p. 30 d'après B. — O. Mention du XVIII<sup>e</sup> siècle. Bibl. nat., lat. 9206, f<sup>o</sup> 23 r<sup>o</sup>, d'après N.

PUBLIÉ : *Chartularium quod dicitur Liber Albus*, p. 131, d'après B.

Date : *Actum anno gratie M<sup>o</sup> CC<sup>o</sup> vicesimo quinto.*

500.

1225.

Maurice ratifie un accord entre le prieur de Saint-Martin du Mans et Guillaume de Sévillé (*de Sevilleio*), chevalier, au sujet du fournil (*furnilium*) du Pont-Perrin.

A. Original perdu.

B. Copie du XIII<sup>e</sup> siècle. *Cartulaire de Vivoin*, Bibl. du Mans, ms. 100, f<sup>o</sup> 117 v<sup>o</sup>. — C. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5441, t. II, p. 260. — D. Mention du XVII<sup>e</sup> siècle (D. Le Michel). Bibl. de Tours, ms. 1381, f<sup>o</sup> 36 r<sup>o</sup>.

PUBLIÉ : *Cartulaire de Vivoin*, éd. Denis, p. 171, d'après B.

Date : *Actum anno gratie M<sup>o</sup> CC<sup>o</sup> vicesimo quinto.*



501.

1225.

Maurice termine un procès des moines de la Couture au sujet du fief de Nicolas de Launay (*de Alneto*).

A. Original perdu.

B. Analyse de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 17123, p. 83.

Date : *Anno 1225*.

502.

1225.

Charte de Maurice contenant la donation à l'abbaye de Champagne, par Payen Golette, forestier fieffé (*feodatus*) des bois de Riboul, de toutes les métives qu'il avait dans les métairies de Créé, Asnières, Le Tertre, La Potardière, et dans toutes ses terres proches de celles de ladite abbaye.

A. Original perdu.

B. Copie incomplète de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 17125, f<sup>o</sup> 36 v<sup>o</sup>. — C. Analyse en français du XVIII<sup>e</sup> siècle. *Inventaire des Titres de Champagne*, Archives de la Sarthe, II 830, f<sup>o</sup> 5 r<sup>o</sup>.

D. Copie du XIX<sup>e</sup> siècle (M. Bilard). Archives municipales du Mans, 913, p. 50, d'après B.

INDIQ. : Bilard, *Analyse des Documents*.... t. I, n<sup>o</sup> 432/30, et Bellée, *Inventaire sommaire.... Sarthe, Série H*, t. I, p. 358, d'après C.

Date : *1225*.

503.

1225.

Charte de Maurice pour l'abbaye d'Évron, où figure W. de Corserens.

A. Original perdu.

B. Mention de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 17124, p. 180.

Date : *1225*.



504.

1225.

Charte de Maurice contenant un accord entre l'abbaye de Saint-Vincent et Jean, curé de Coulongé, au sujet d'une chapelle aux Aiguebelles (*apud Aquam Bellam*); il est convenu que le curé en percevra les oblations et que les moines ne pourront augmenter la ferme de 15 sous mansais qu'ils en perçoivent.

A. Original perdu.

B. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5444, p. 550.

C. Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle. Bibl. nat., coll. Moreau, t. 136, f<sup>o</sup> 93, d'après B. — D. Copie du XIX<sup>e</sup> siècle (M. Bilard). Bibl. du Mans, ms. 473, 2<sup>e</sup> partie, n<sup>o</sup> 95, d'après B.

Date : *Actum anno gratie 1225.*

505.

1225 (?).

Maurice vidime et confirme une charte d'Hamelin, datée 1206, contenant un accord entre le prieuré de Fontaine-Géhard et l'abbaye de Fontaine-Daniel, au sujet de certaines dimes.

A. Original parchemin scellé sur double queue, sceau perdu. Archives municipales du Mans, 914 ; sans date.

B. Analyse du XVIII<sup>e</sup> siècle. *Inventaire des Titres de Fontaine-Géhard*. Archives de la Mayenne, H 66 (?), f<sup>o</sup> 6 r<sup>o</sup>.

Date de B : « 1225 ». Il n'est pas impossible que cette date soit exacte puisque nous avons un exemple (ci-dessus, n<sup>o</sup> 464), d'une charte de notre évêque dont il existe deux originaux, l'un daté, et l'autre sans date. Pour l'acte d'Hamelin, cf. ci-dessus, n<sup>o</sup> 333.



506.

1225.

Maurice confirme un acte fait par Juhel de Mayenne, sous le sceau d'Hildebert, en faveur des moines de Marmoutier établis à Mayenne.

A. Original perdu.

B. Analyse du XVII<sup>e</sup> siècle (D. Le Michel). Bibl. de Tours, ms. 1381, f<sup>o</sup> 218 r<sup>o</sup>, sans date. — C. Analyse du XVIII<sup>e</sup> siècle. *Inventaire de Fontaine-Géhard*, Archives de la Mayenne, H 66 (?), f<sup>o</sup> 8 r<sup>o</sup>.

Date : 1225. Cf. ci-dessus, n<sup>o</sup> 42.

507.

1226 n. st., mars.

Maurice divise en deux paroisses la paroisse de Montenay (*Montenaiio*), sur laquelle l'abbaye de Champagne jouissait du droit de présentation et de 10 livres par an ; l'abbé résigne le droit de présentation et recevra 6 livres sur la paroisse de Ségrie, et 4 livres sur celle de Saint-Christophe-du-Jambet.

A. Original parchemin scellé sur double queue, sceau perdu. Archives de la Sarthe, H 785.

B. Vidimus du mardi avant Saint-Barnabé 1282. Archives nationales, L 973.

INDIQ. : Bilard, *Analyse des Documents...*, t. I, n<sup>o</sup> 385. — Bellée, *Inventaire sommaire.... Sarthe, Série II*, t. I, p. 339, d'après A.

Date : *Datum anno Domini m<sup>o</sup> cc<sup>o</sup> xx<sup>o</sup> quinto, mense martio*. Les Pâques ayant été célébrées le 30 mars 1225, il est fort probable qu'une charte du 31 aurait été datée du lendemain de Pâques ; c'est pourquoi nous datons celle-ci de l'année 1226 n. st.

508.

1226, avril.

Maurice donne au prieuré d'Assé la dime de la paroisse



d'Assé résignée entre ses mains par Guillaume de Mortiers (*de Morteriis*), et Robin Jamba.

A. Original perdu.

B. Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle. *Cartulaire d'Assé-le-Riboul*, Archives de la Mayenne, H 6 ter, p. 102. — C. Copie du même temps, même ms., p. 218, d'après A.

PUBLIÉ : *Cartulaire d'Assé*, éd. B. de Broussillon, p. 22, d'après B. et C.

Date : *Datum anno Domini millesimo ducentesimo vicesimo sexto, mense aprilis.*

509.

1226, 12 juin.

Charte de Maurice contenant la donation au curé de Bourg-Neuf (*de Burgo Novo*), par Robert de Lavallière (*de Avalleria*), d'une dime dans ladite paroisse, avec l'obligation de payer au Chapitre cathédral 5 sous mansais au moment du synode de la Toussaint, pour l'augmentation de l'anniversaire de Philippe d'Yvré, chanoine.

A. Original perdu.

B. Copie de la première moitié du XIII<sup>e</sup> siècle. *Liber Albus Capituli*, Bibl. du Mans, ms. 259, f<sup>o</sup> 31 r<sup>o</sup>. — B'. Copie du même temps, même ms., f<sup>o</sup> 33 v<sup>o</sup>. — C. Copie de la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, même cartulaire. Bibl. nat., lat. 17754, f<sup>o</sup> 62 r<sup>o</sup>. — C'. Copie du même temps, même ms., f<sup>o</sup> 62 v<sup>o</sup>.

D. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5211 B, p. 12, d'après B, B'. — E. Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle. Bibl. nat., lat. 9206, f<sup>o</sup> 16 v<sup>o</sup>, d'après D. — F. Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle. Bibl. nat., coll. Moreau, t. 137, f<sup>o</sup> 193, d'après D.

PUBLIÉ : *Chartularium quod dicitur Liber Albus*, pp. 33 et 40, d'après B, B'.

Date : *Datum anno ab Incarnatione Domini M<sup>o</sup> CC<sup>o</sup> XX<sup>o</sup> VI<sup>o</sup>; VI<sup>o</sup> feriaturum Penthecostes.* — Cf. ci-dessus, n<sup>o</sup> 489.



510.

1226, 19 juillet. Préaux.

Charte de Maurice contenant l'assignation par Geoffroy, sénéchal de Châteaugontier, de 2 sous tournois de rente légués par *Aufresia*, sa mère, au prieuré de Gennes (*Genna*) sur le cens que lui doit Gautier de l'Errable.

A. Original perdu.

B. Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle. *Cartulaire d'Assé*, Archives de la Mayenne, H 6 ter, p. 226.

PUBLIÉ : *Cartulaire d'Assé-le-Riboul*, éd. B. de Broussillon, p. 21, d'après B.

Date : *Actum anno gratie millesimo ducentesimo vigesimo sexto ; datum die dominica ante festum beate Marie Magdalene apud Preaus.*

511.

1226, 29 juillet.

Maurice confirme l'échange fait entre l'abbaye de Perseigne et l'hôpital (*elemosina*) d'Angers, de 4 setiers de froment, que ladite abbaye percevait sur le moulin de *Benaeis* contre 20 sous que ledit hôpital percevait sur les cens de *Pyreto*.

A. Original parchemin, Archives de l'Hôtel-Dieu d'Angers, B 97, n° 98.

B. Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle (D. Housseau). Bibl. nat., coll. de Touraine, t. XIII/1, n° 8483. — C. Mention de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5474, p. 125. — D. Mention du XIX<sup>e</sup> siècle (M. Bilard). Archives municipales du Mans, 912, f° 27 v°, d'après C.

PUBLIÉ : C. Port. *Inventaire de l'hôpital Saint-Jean*, p. 132, d'après A.

INDIQ. : Fleury, *Cartulaire de Perseigne*, p. 146, d'après C.

Date : *Datum die Mercurii post festum beatorum Jacobi et Christophori, anno Domini M° CC° XX° VI°.*



512.

1226, octobre.

Sentence de Maurice commuant l'obligation, où était le curé de Beaumont, de donner aux moines de Vivoin, ses patrons, les deux tiers de toutes les offrandes de sa paroisse, en une redevance fixe de 50 sous mansais, et confirmant lesdits moines dans la possession des dimes du blé, du vin et des troupeaux de ladite paroisse.

A. Original perdu.

B. Copie du XIII<sup>e</sup> siècle. *Cartulaire de Vivoin*, Bibl. du Mans, ms. 100, f<sup>o</sup> 12 r<sup>o</sup>.

PUBLIÉ : *Cartulaire de Vivoin*, éd. Denis, p. 21.

Date : *Actum anno gratie M<sup>o</sup> CC<sup>o</sup> vicesimo sexto, mense octobris.*

513.

1226, octobre.

Maurice confirme à l'abbaye d'Évron toutes les dimes que cette abbaye possède dans le diocèse du Mans, à l'exception de celles qui se trouvent dans des paroisses dont l'évêque est patron.

A. Original perdu.

B. Copie du XVII<sup>e</sup> siècle (D. Chevalier). *Cartulaire d'Évron*, Archives de la Mayenne, p. 528. — C. Copie du même temps, même ms., même p., d'après un vidimus de 1236. — D. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 17124, p. 179. — E. Copie de la même origine, Bibl. nat., lat. 17036, p. 151, d'après la source de C.

Date : *Actum anno millesimo ducentesimo vicesimo sexto, mense octobri.*

514.

1226.

Maurice confirme le rachat par le prieuré de Vivoin à

LXV. 23



Raoul, vicomte de Beaumont, pour 300 livres tournois, du droit à trois *minutiones* et du droit de procuration qu'il réclamait audit monastère.

A. Original perdu.

B. Copie du XIII<sup>e</sup> siècle, *Cartulaire de Vivoin*. Bibl. du Mans, ms. 100, f<sup>o</sup> 13 r<sup>o</sup>. — C. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5441, t. II, p. 260. — D. Analyse du XVII<sup>e</sup> siècle (D. Le Michel), Bibl. de Tours, ms. 1381, f<sup>o</sup> 212 r<sup>o</sup>.

PUBLIÉ : *Cartulaire de Vivoin*, éd. Denis, p. 22, d'après B.

Date : *Actum anno gratie M<sup>o</sup> CC<sup>o</sup> XX<sup>o</sup> sexto.*

Sur l'interprétation à donner à cette charte et sur le rapport qui s'y trouve exprimé entre les saignées (*minutiones*) et le droit de procuration, cf. Du Cange, éd. Henschel, V<sup>o</sup> *Minuere*.

515.

1226.

Maurice adjuge aux moines d'Évron l'herbergement à eux legué par Guillaume de Courceriers (*Corseseirs*), nonobstant un legs fait postérieurement par le même Guillaume, dudit herbergement, à ses neveux (*nepotibus*) André et Hamelin, défaillants à la présente cause.

A. Original perdu.

B. Copie incomplète de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 17036, p. 142.

Date : . . . *adjudicavimus. 1226.*

516.

1226.

Maurice confirme : 1<sup>o</sup> La concession par Jean de Souvré (*de Souvreio*), chevalier, à l'abbaye de Champagne, de tous les biens vendus dans son fief à ladite abbaye par Guil-



laume de *Chastelers*, moyennant 1 denier de service annuel ; et 2<sup>o</sup> la promesse, par ledit Jean, de garantir auxdits moines la possession desdits biens, moyennant 60 sous mansais.

A. Original perdu.

B. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 17036, p. 145. — C. Mention de la même origine, Bibl. nat., lat. 17125, f<sup>o</sup> 54 r<sup>o</sup>, sous la date 1223.

Date de B. : *Actum anno gratie 1226.*

517.

1227, juillet.

Charte de Maurice contenant la vente par Nicolas de Saint-Loup à Robert de Gorran, pour 80 livres de mansais, de tout ce que Gui, père dudit Nicolas, avait reçu, au moment de son mariage, de Robert et Guillaume de Gorran ; Gervaise, femme du vendeur, reçoit pour son consentement à ladite vente, le fief *Villete*.

A. Original perdu.

B. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5475, p. 54.

PUBLIÉ : *Cartulaire de Fontaine-Daniel*, éd. Grosse-Duperon, p. 135, d'après B (avec traduction).

Date : 1227, *mense julio*.

518.

1227.

Règlement de réforme édicté par Maurice, pour l'abbaye du Pré.

A. Original perdu.

B. Copie incomplète du XVII<sup>e</sup> siècle. *Monasticon Benedictinum*, Bibl. nat., lat. 12677, f<sup>o</sup> 131. — C. Copie incomplète du XVIII<sup>e</sup> siècle.

D. Briant, *Cenomannia*, Bibl. du Mans, ms. 226 bis, f<sup>o</sup> 145 v<sup>o</sup>.

D. Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle. Bibl. du Mans, ms. 226 ter, p. 530, d'après



C. — E. Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle. Bibl. nat., lat. 10037, p. 530 (?), d'après C.

INDIQ. : Hauréau, dans *Gallia Christiana*, t. XIV, col. 501.

Date : *Actum anno gratie M. CC. XXVII.*

519.

1227.

Charte de Maurice contenant l'engagement pris par Foulques Riboul, d'observer fidèlement l'accord conclu entre lui et le prieur d'Assé.

A. Original perdu.

B. Copie du XVII<sup>e</sup> siècle. *Cartulaire d'Assé*, Archives de la Mayenne, H 6 ter, p. 231, d'après A.

PUBLIÉ : *Cartulaire d'Assé*, éd. B. de Broussillon, p. 23.

Date : *Actum anno gratie millesimo ducentesimo vicesimo septimo.*

520.

1228, n. st., 4 janvier.

Sentence de Maurice refusant à Guérin de *Contraliis* le droit qu'il réclamait, de faire paltre ses bêtes un jour par an dans les prés du prieuré de Vivoin.

A. Original perdu.

B. Copie du XIII<sup>e</sup> siècle. *Cartulaire de Vivoin*, Bibl. du Mans, ms. 100, f<sup>o</sup> 73 v<sup>o</sup>. — C. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5441, t. II, p. 261. — D. Mention du XVII<sup>e</sup> siècle (D. Le Michel). Bibl. de Tours, ms. 1381, f<sup>o</sup> 211 r<sup>o</sup>.

PUBLIÉ : *Cartulaire de Vivoin*, éd. Denis, p. 113, d'après B.

Date : *Actum anno gratie M<sup>o</sup> CC<sup>o</sup> XX<sup>o</sup> septimo, die martis ante instantem Epiphaniam.*



521.

1228, n. st., janvier.

Charte de Maurice contenant l'abandon par les moines de la Couture, moyennant 100 livres tournois, des revendications qu'ils exerçaient contre la veuve et les enfants de Gui de Sablé, oblat, (*condonatus*) de l'abbaye.

A. Original parchemin scellé sur double queue, sceau perdu. Archives de la Sarthe, H 16.

PUBLIÉ : *Cartulaire des Abbayes de la Couture et de Solesmes*, p. 212.

INDIQ. : Bilard, *Analyse des Documents...*, t. I, n° 89. — Bellée, *Inventaire sommaire.... Sarthe, Série H*, t. I, p. 8.

Date : *Actum anno gratie M° CC° XX° septimo, mense januario.*

522.

1228, n. st., mars.

Sentence de Maurice condamnant Hamelin Le Franc, chevalier, pour le punir d'avoir saisi et incarcéré deux moines d'Évron, à l'occasion d'un litige entre lui et cette abbaye sur les usages de la forêt de Saulges, à paraître *nudus et discalceatus, excepta camicia et braccis*, à la procession, un dimanche à Saint-Julien du Mans, un dimanche à la cathédrale de Tours, un dimanche à la cathédrale d'Angers et trois dimanches à l'église abbatiale d'Évron.

A. Original perdu.

B. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 17124, p. 155. — C. Copie de la même origine. Bibl. nat., lat. 17036, p. 141. — D. Analyse du XVII<sup>e</sup> siècle (D. Le Michel). Bibl. nat., lat. 13817, f° 14 r°.

Date : *Anno 1227, mense martio.*



523.

1228, juin.

Maurice décide que les évêques du Mans ne pourront exiger des moines de Vaugonderie (*Vallogonderia*) plus de 30 sous tournois à titre de procuration.

A. Original parchemin scellé sur double queue, sceau perdu. Archives municipales du Mans, 941-963, 6<sup>e</sup> pièce.

B. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5441, t. II, p. 256, d'après A. — C. Copie de la même origine. Bibl. nat., lat. 17036, p. 139. — D. Copie du XIII<sup>e</sup> siècle. *Cartulaire de Vivoin*, Bibl. du Mans, ms. 100, f<sup>o</sup> 150 v<sup>o</sup> (en mauvais état). — E. Analyse du XVII<sup>e</sup> siècle (D. Le Michel). Bibl. nat., lat. 12875, f<sup>o</sup> 465 r<sup>o</sup>. — F. Analyse de la même origine. Bibl. de Tours, ms. 1381, f<sup>o</sup> 212 r<sup>o</sup>.

PUBLIÉ : a. *Cartulaire de Vivoin*, éd. Denis, p. 209. — b. B. de Broussillon, *Cartulaire de l'Évêché du Mans*, t. I, p. 35, d'après a.

Date : *Actum anno gratie M<sup>o</sup> CC<sup>o</sup> XX<sup>o</sup> VIII<sup>o</sup>, mense junii.*

524.

1228, 2 juillet.

Maurice consent à l'échange fait par le curé de Fougerolles, Hamelin, d'un clos joignant son église, contre une rente de 12 deniers sur Grandchamp (*super Magnum campum*), et une ouche (*osca*) de terre *juxta Alnetum*, appartenant à Guillaume de l'Écluse, chevalier.

A. Original parchemin scellé sur double queue, sceau perdu. Archives nationales, I. 970.

Date : *Actum anno gratie M<sup>o</sup> CC<sup>o</sup> XX<sup>o</sup> octavo, die dominica post festum apostolorum Petri et Pauli.*

525.

1228, 12 septembre.

Maurice attribue à la cure de Saint-Martin-des-Loges



toutes les dimes des novales de cette paroisse qui n'appartiennent pas déjà à une autre église.

A. Original perdu.

B. Copie de la fin du XIII<sup>e</sup> siècle. *Liber Albus Capituli*, Bibl. du Mans, ms. 259, f<sup>o</sup> 182 r<sup>o</sup>.

PUBLIÉ : *Chartularium quod dicitur Liber Albus*, p. 365.

Date : *Datum die martis post Nativitatem Beate Marie, anno Domini M<sup>o</sup> CC<sup>o</sup> vicesimo octavo.*

526.

1228, 30 octobre.

Acte de Maurice pour l'abbaye de Perseigne.

A. Original perdu.

B. Mention du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5474, p. 215.

C. Mention du XIX<sup>e</sup> siècle (M. Bilard). Archives municipales du Mans, 912, f<sup>o</sup> 27 v<sup>o</sup>, d'après B.

PUBLIÉ : G. Fleury, *Cartulaire de Perseigne*, p. 146, d'après B.

Date : *1228 die lune ante festum Omnium Sanctorum.*

527.

1228.

Maurice ratifie l'acquisition d'une terre à Ségriè, par le Chapitre cathédral.

A. Original perdu.

B. Copie de la fin du XIII<sup>e</sup> siècle. *Liber Albus Capituli*, Bibl. du Mans, ms. 259, f<sup>o</sup> 69 r<sup>o</sup>. — C. Copie du même temps, fragment du même cartulaire, Bibl. nat., lat. 17754, f<sup>o</sup> 38 r<sup>o</sup>.

D. Mention de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5211 B, p. 30, d'après B. — E. Mention du XVIII<sup>e</sup> siècle. Bibl. nat., lat. 5211 B, p. 30, d'après D.

PUBLIÉ : *Chartularium quod dicitur Liber Albus*, p. 136, d'après B.

Date : *Actum anno Domini M<sup>o</sup> CC<sup>o</sup> vicesimo octavo.*



528.

1229, n. st., février.

Maurice confirme la donation faite par Guillaume du Châtelet (*de Castellulo*) à l'abbaye d'Évron, de sa part de la grande dime de Saint-Jean-sur-Èrve, en échange de laquelle les moines cèdent audit Guillaume leurs droits sur la métairie des Épines (*de Spinis*).

A. Original perdu.

B. Copie de l'an 1668 (D. Chevalier). *Cartulaire d'Évron*, Archives de la Mayenne, p. 578. — C. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 17124, p. 171, d'après un ancien cartulaire. — D. Copie de la même origine, Bibl. nat., lat. 17036, p. 142, d'après la même source.

Date : 1228, *mense februario*. — La traduction du nom propre *Castellulo* nous est fournie par une note marginale de C, et acceptée par l'abbé Angot, *Dictionnaire*, V<sup>e</sup> Châtelet.

529.

1229, avril.

Charte de Maurice contenant la donation par *Amiotus Cerarius*, d'Étival, et Marthe, sa femme, au prieuré de Saint-Victeur, de toutes leurs propriétés dans la paroisse d'Étival et dans le fief de Saint-Victeur, plus une terre, un pressoir et une vigne, le tout avec réserve d'usufruit.

A. Original parchemin, scellé sur double queue en cire verte (fragments du sceau). Archives de la Manche, II, fonds de Saint-Victeur.

PUBLIÉ : B. de Broussillon, *Cartulaire de Saint-Victeur*, p. 96.

Date : *Actum anno gratie M<sup>o</sup> CC<sup>o</sup> XX<sup>o</sup> nono, mense aprili*. Les Pâques tombent le 15 avril en 1229, et le 7 avril en 1230 ; cet acte peut donc avoir été passé soit le 16-30 avril 1229, soit le 1<sup>er</sup>-7 avril 1230.



530.

1229, avril (?).

Charte de Maurice concernant une donation faite au prieuré de Lunay (*Lunaicum*), de l'abbaye d'Évron.

A. Original perdu.

B. Mention du XVII<sup>e</sup> siècle (D. Le Michel), dans l'analyse d'un acte de Geoffroy, abbé d'Évron. Bibl. nat., lat. 13817, f<sup>o</sup> 143 v<sup>o</sup>. — C. Mention de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 17124, p. 171.

Date de B : 1229 ; de C : 1229, *mense aprili*. Dans C il n'est pas question de prieuré ; il n'est donc pas impossible qu'il s'agisse de deux actes différents.

531.

1229, mai.

Sentence arbitrale de Maurice entre le prieuré d'Assé et les *gagiarii* d'Hubert Riboul au sujet des dimes de vignes nouvellement plantées dans la paroisse d'Assé ; les moines recevront 20 sous tournois comme prix des dimes de l'année.

A. Original perdu.

B. Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle. *Cartulaire d'Assé-le-Riboul*, Archives de la Mayenne, H ter, p. 103.

PUBLIÉ : B. de Broussillon, *Cartulaire d'Assé-le-Riboul*, p. 23.

Date : *Actum anno Domini millesimo ducentesimo vicesimo nono, mense maio*.

532.

1229, juin.

Charte de Maurice contenant la mise en gage à l'église Saint-Martin de Tours, par Guillaume de Mayet, pour un prêt de 40 livres de mansais, de sa part de la dime de la châtellenie de Mayet.

A. Original perdu.

B. Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle. Bibl. nat., coll. de Touraine, t. VII, f<sup>o</sup> 72, n<sup>o</sup> 2852, d'après la *Pancarte blanche* de Saint-Martin.

INDIQ. : Mabilie, *Inventaire de la coll. D. Housseau*, n<sup>o</sup> 2852.

Date : *Actum anno gratie M<sup>o</sup> CC<sup>o</sup> XX<sup>o</sup> IX<sup>o</sup>, mense junio.*

533.

1229, août.

Maurice détermine, d'accord avec le Chapitre de Saint-Pierre-de-la-Cour, l'étendue de sa juridiction sur les chanoines et clercs dudit Chapitre.

A. Original perdu.

B. Copie collationnée du XV<sup>e</sup> siècle. *Liber Rubrus*, Bibl. du Mans, ms. 247, f<sup>o</sup> 61 r<sup>o</sup>, d'après un vidimus de l'Official du Mans du 8 février 1[2]78 n. st. — C. Extraits du XVII<sup>e</sup> siècle (Guil. Savare). Archives de la Sarthe, G 479, p. 40.

PUBLIÉ : S. d'Elbenne, *Cartulaire de Saint-Pierre-de-la-Cour*, p. 62, d'après B, C.

INDIQ. : Bilard, *Analyse des Documents historiques des Archives de la Sarthe*, t. I, n<sup>o</sup> 47. — Bellée, *Inventaire sommaire.... Sarthe*, Série G, t. I, p. 215, d'après C.

Date : *Actum vacante archipresbyteratu Cenomanensi, anno gratie M<sup>o</sup> CC<sup>o</sup> XX<sup>o</sup> nono, mense augusti.*

Le vidimus qui est la source de B est daté du mardi après la Purification 1078. Il y a évidemment omission du chiffre des centaines de l'année ; 1378 n'est pas possible, parce que la Purification y tomba un mardi, et qu'on aurait alors la date de l'octave. Le vidimus est donc de 1278.

534.

1229, septembre.

Charte de Maurice contenant la confirmation par Patrice de Riveillon (*de Rivellon*), chevalier, à l'abbaye de Tiron-



neau, du bien légué en aumône à cette abbaye, dans son fief, par Guillaume *de Maurea*, chargé d'un cens de 5 sous mansais et d'une redevance d'un jalon d'huile envers l'église de Courcemont (*Corcemonz*).

A. Original parchemin, scellé sur double queue, de 2 sceaux aujourd'hui perdus. Archives de la Sarthe, H 981.

INDIQ. : Bilard, *Analyse des Documents...*, t. I, n° 529. — Bellée, *Inventaire sommaire.... Sarthe, Série H*, t. I, p. 416.

Date : *Actum anno Domini millesimo ducentesimo vicesimo nono, mense septembri.*

535.

1229, 15 octobre.

Maurice confirme à l'abbaye de Saint-Nicolas d'Angers les dîmes qu'elle possède dans le diocèse, par ses prieurés d'Assé-le-Riboul (*Aceio le Riboule*), Possé (*Pocaiio*), Cherisay (*Cherise*), Mont-Saint-Jean (*Monte Sancti Johannis*), Parné (*Parrigneio*) et Gennes (*Gene*).

A. Original perdu.

B. Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle. *Cartulaire d'Assé*, Archives de la Mayenne, H 6 ter, p. 259.

PUBLIÉ : *Cartulaire d'Assé*, éd. B. de Broussillon, p. 24.

Date : *Datum anno Domini millesimo ducentesimo vigesimo nono, die lunæ post festum beati Dyonisii.*

536.

1229, octobre.

Maurice déclare les prieurés de la Trinité de Vendôme exempts de tout droit de procuration envers lui, moyennant une redevance de 4 livres.

A. Original perdu.

B. Analyse du XVII<sup>e</sup> siècle. Bibl. de Vendôme, ms. 273, f° LXV (⁴). —

C. Analyse du XVII<sup>e</sup> siècle. Bibl. nat., coll. Baluze, 139, p. 266. — D. Mention du XVII<sup>e</sup> siècle. *Monasticon Benedictinum*, Bibl. nat., lat. 12700, p. 244.

PUBLIÉ : Métais, *Cartulaire de la Trinité de Vendôme*, t. III, p. 651, n° DCLXXIV.

Date : *Datum anno M CC XXIX, mense octobri.*

537.

1229.

Accord reçu par Maurice, entre les moines de la Couture et Henri de Montreuil (*de Mousterol*), chevalier.

A. Original perdu.

B. Analyse du XVII<sup>e</sup> siècle. *Monasticon Benedictinum*, Bibl. nat., lat. 12690, f° 3 v°.

Date : *Anno M CC XXIX.*

538.

1229.

Maurice condamne Renaud de Monceaux à garantir au prieuré de la Fontaine-Saint-Martin les dimes de *Berou*, territoire de *Valon*.

A. Original perdu.

B. Analyse en français du XVIII<sup>e</sup> siècle. *Inventaire des titres de la Fontaine-Saint-Martin*, Archives de la Sarthe, H 1508, p. 112.

INDIQ. : Bilard, *Analyse des Documents*..., t. I, n° 734. — Duchemin, *Inventaire sommaire... Sarthe, Série H*, t. II, p. 147.

Date : *De l'an 1229.*

539.

1230, n. st., 13 février.

Charte de Maurice contenant la ratification par Marguerite, femme de Guillaume de Riveillon, chevalier, de la



vente faite par ledit Guillaume à Bérengère, jadis reine d'Angleterre.

A. Original parchemin, scellé sur lacs de soie, sceau perdu. Archives municipales du Mans, 915.

B. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 17124, p. 28. — C. Copie de la même origine. Bibl. nat., lat. 17036, p. 141.

Date : *Actum anno M<sup>o</sup> CC<sup>o</sup> XX<sup>o</sup> IX<sup>o</sup>, die mercurii post octabas Purificationis beate Marie.*

540.

1230, 22 mai.

Maurice partage entre le prieur et le curé d'Assé une dime de la paroisse d'Assé résignée entre ses mains par Gautier Leroy.

A. Original perdu.

B. Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle. *Cartulaire d'Assé*, Archives de la Mayenne, H 6 ter, p. 173.

PUBLIÉ : *Cartulaire d'Assé*, éd. B. de Broussillon, p. 24.

Date : *Datum die mercurii ante Pentecosten, anno Domini millesimo ducentesimo trigesimo.*

541.

1230, juillet.

Vidimus et confirmation par Maurice, d'un acte de vente passé en juin 1230 devant l'Official du Mans, par André Pelletier et Isabelle sa femme, à l'abbaye de l'Épau, pour 48 livres de mansais, de leur part de la dime de Mézières (*Maceriarum*).

A. Original parchemin, sceau perdu. Archives de la Sarthe, H 834.

INDIQ : Bilard, *Analyse des Documents*...., t. I, n<sup>o</sup> 437. — Bellée, *Inventaire sommaire.... Sarthe, Série H*, t. I, p. 367.

Date : *Datum anno Domini M<sup>o</sup> CC<sup>o</sup> tricesimo, mense julio.*

542.

1230, 1<sup>er</sup> octobre.

Charte de Maurice contenant le partage des prémices de l'église de Doucelles (*Dulceola*) entre l'abbaye de Saint-Vincent et le curé du lieu, à savoir un tiers aux moines et deux tiers au curé.

A. Original perdu.

B. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5444, p. 548.

C. Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle. Bibl. nat., coll. Moreau, t. 143, f<sup>o</sup> 114, d'après B. — D. Copie du XIX<sup>e</sup> siècle (M. Bilard). Bibl. du Mans, ms. 473, 2<sup>e</sup> partie, n<sup>o</sup> 88, d'après B.

Date : *Actum anno Domini 1230, die Sancti Remigii.*

543.

1230, 3 octobre.

Maurice abolit les anciens archiprêtres et établit 6 archidiaconés, l'un attaché à la dignité de doyen du Chapitre et les autres de Sablé, Laval, Passais, Montfort, Château-du-Loir.

A. Original perdu.

B. Copie de la fin du XIII<sup>e</sup> siècle. *Liber Albus Capituli*, Bibl. du Mans, ms. 259, f<sup>o</sup> 69 r<sup>o</sup>. — C. Copie du XIII<sup>e</sup> siècle. *Liber Albus*, Bibl. du Mans, ms. 259, f<sup>o</sup> 1 v<sup>o</sup>, d'après un vidimus de l'évêque Geoffroy, 1232, vidimé par plusieurs évêques. — D. Copie du XV<sup>e</sup> siècle. *Liber Rubrus*, Bibl. du Mans, ms. 247, f<sup>o</sup> 42 v<sup>o</sup>, d'après un vidimus de l'Official 1313. — E. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 17036, p. 147.

F. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5211 B, p. 31, d'après B. — G. Copie du XVII<sup>e</sup> siècle. Ménage, *Histoire de Sablé*, Bibl. de Laval, ms. 32011, p. 460, d'après B. — H. Copie du XVI<sup>e</sup> siècle. J. Richer, *Statuta et privilegia* etc. Bibl. du Mans, ms. 245, d'après C. — I. Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle. D. Briant, *Cenomannia*. Bibl. du Mans, ms. 226 bis, f<sup>o</sup> 99, d'après D. — J. Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle. Bibl. nat., lat. 9206, f<sup>o</sup> 23 r<sup>o</sup>, d'après F. — K. Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle. Bibl. du



Mans, ms. 226 ter, p. 348, d'après *I.* -- *L.* Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle. Bibl. nat., lat. 10037, p. 349, d'après *I.*

PUBLIÉ : *a.* Cauvin, *Géographie ancienne du diocèse du Mans*. Instrumenta, p. LXXXVI. — *b.* Ménage ap. Anjubault et Hauréau. *Annuaire de la Sarthe*, 1845, p. 204, d'après *G.* — *c.* *Chartularium quod dicitur Liber Albus*, p. 137, d'après *B.* — *d.* Longnon, *Pouillés de la Province de Tours*, 1903, p. 56, d'après *C.*

Date : *Actum die jovis proxima post festum beati Remigii anno Domini M<sup>o</sup> CC<sup>o</sup> tricesimo.*

544.

1230, octobre.

Maurice adjuge aux moines d'Évron le droit de pâture pour leurs animaux dans les gastines (*in terris gastis*) que Barthélemy de *Bajes* tenait de l'abbaye d'Évron, droit contesté auxdits moines par la femme et les fils dudit Barthélemy.

*A.* Original perdu.

*B.* Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 17124, p. 81, d'après un ancien cartulaire. — *C.* Copie de la même origine. Bibl. nat., lat. 17036, p. 143.

Date : *Anno 1230, mense octobri.*

545.

1230, novembre.

Charte de Maurice contenant un accord entre l'abbaye de Saint-Vincent et le curé de Mézières (*Matheriis*), aux termes duquel le curé abandonne aux moines les dimes du vin de sa paroisse en échange d'une perrière (*petrina*), sise près sa maison, et reçoit les oblations et prémices moyennant une redevance annuelle de 13 sous mansais.

*A.* Original perdu.

*B.* Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5444,

p. 548. — *C.* Analyse en français du XVII<sup>e</sup> siècle. *Inventaire des titres de Mézières-sous-Ballon*, Archives de la Sarthe, H 228, f<sup>o</sup> 5 r<sup>o</sup>.

*D.* Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle. Bibl. nat., coll. Moreau, t. 143, f<sup>o</sup> 137, d'après *B.* — *E.* Copie du XIX<sup>e</sup> siècle (M. Bilard). Bibl. du Mans, ms. 473, 2<sup>e</sup> partie, n<sup>o</sup> 89, d'après *B.*

Date : *Actum anno Domini 1230, mense novembris.*

546.

1230.

Vidimus et confirmation par Maurice, d'un acte de vente passé en juin 1230 devant son official, par Robert du Breuil (*Brolio*) et Agnès sa femme, à l'abbaye de l'Épau (*Pietatis Dei*) de leur part de la dime de Mézières (*Maceriarum*) pour 55 livres mansais.

*A.* Original parchemin, scellé sur double queue, sceau perdu. Archives de la Sarthe, H 834.

INDIQ. : Bilard, *Analyse des Documents...*, t. I, n<sup>o</sup> 435. — Bellée, *Inventaire sommaire.... Sarthe, Série H*, t. I, p. 367.

Date : *Datum anno Domini M<sup>o</sup> CC<sup>o</sup> tricesimo.*

547.

1230.

Charte de Maurice contenant la vente par Hugues *Haonne* et Herbert son fils, à la reine Bérengère, pour l'abbaye de l'Épau (*Spallum*), de la grande dime de Saint-Jean-des-Échelles.

*A.* Original parchemin, scellé sur double queue, sceau perdu. Archives de la Sarthe, H 833.

*B.* Copie de M. Bilard, au même lieu.

INDIQ. : Bilard, *Analyse des Documents...*, t. I, n<sup>o</sup> 433. — Bellée, *Inventaire sommaire.... Sarthe, Série H*, t. I, p. 367.

Date : *Actum anno Domini M<sup>o</sup> CC<sup>o</sup> tricesimo.*



548.

1230.

Charte de Maurice contenant l'abandon à l'abbaye de l'Épau par Richard de *Noers*, de tous ses droits sur les terres vendues par Guillaume de Riveillon, chevalier, à B[érenghère], reine d'Angleterre.

A. Original perdu.

B. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 17124, p. 27. — C. Copie de la même origine. Bibl. nat., lat. 17036, p. 141.

Date : *Anno 1230.*

549.

1230.

Devant Maurice évêque du Mans, Gervais L'Assailli, de *Corvarain*, donne à l'abbaye de la Trappe le grassage à travers ses vignes de la Chaugernière en échange de 8 deniers tournois par an et de 20 sous mansais dont après la mort dudit Gervais, son héritier rendra 10 aux moines.

A. Original perdu.

B. Copie du XIII<sup>e</sup> siècle. *Cartulaire de la Trappe*, Bibl. nat., lat. 11060, f<sup>o</sup> 104 r<sup>o</sup>.

PUBLIÉ : *Cartulaire de la Trappe*, éd. de Charencey, p. 342.

Date : *Datum anno Domini M<sup>o</sup> CC<sup>o</sup> tricesimo.*

550.

1230.

Charte de Maurice contenant 1<sup>o</sup> la donation faite par Bienvenue (*Benevenua*), veuve de Geoffroy de *Baies*, au prieuré de Vivoin, de 4 arpents de terre à Noé-Cochaux (*Noam Cochel*), 2<sup>o</sup> la cession par la même audit prieuré, de 4 autres arpents près du verger des moines, un tiers en aumône, et 2 tiers à titre de vente, pour 17 livres mansais

LXV. 24

et demie, 3<sup>o</sup> vidimus d'une charte de l'official et archidiacre du Mans, datée 1213, relative auxdits biens.

A. Original parchemin, scellé sur lacs de soie, sceau perdu. Archives municipales du Mans, 944-963, 5<sup>e</sup> pièce non cotée.

B. Copie du XIII<sup>e</sup> siècle. *Cartulaire de Vivoin*, Bibl. du Mans, ms. 100, f<sup>o</sup> 26 v<sup>o</sup>.

PUBLIÉ : *Cartulaire de Vivoin*, éd. Denis, p. 42.

Date : *Actum anno Domini millesimo ducentesimo tricesimo.*

551.

1231. n. st., janvier.

Charte de Maurice contenant les aumônes de Thibaut de Beaumont et Agnès sa femme, à l'abbaye de l'Épau.

A. Original parchemin, scellé sur lacs de soie, sceau perdu. Archives municipales du Mans, 915-941, 3<sup>e</sup> pièce non cotée.

PUBLIÉ : Froger, *Revue hist. et archéol. du Maine*, t. XXXIV, p. 259.

INDIQ. : Froger et Ricordeau, *L'Abbaye de l'Épau*, p. 7, note 7.

Date : *Actum anno Domini M<sup>o</sup> CC<sup>o</sup> tricesimo, mense januario.*

552.

1231, n. st., 22 mars.

Maurice confirme l'excommunication portée contre Guillaume de Coulans (*Colenz*), chevalier, par le Chapitre du Mans, sur le refus dudit Guillaume, de reconnaître le droit dudit Chapitre ou de porter le différend devant l'évêque.

A. Original perdu.

B. Copie de la 1<sup>re</sup> moitié du XIII<sup>e</sup> siècle. *Liber Albus Capituli*, Bibl. du Mans, ms. 259, f<sup>o</sup> 45 v<sup>o</sup>.

C. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5211 B, p. 19, d'après B. — D. Analyse de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 17036, p. 137, d'après B. — E. Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle. Bibl. nat., lat. 9206, f<sup>o</sup> 19 r<sup>o</sup>, d'après C.



PUBLIÉ : *Chartularium quod dicitur Liber Albus*, p. 71, d'après B.

Date : *Actum anno gratie* M<sup>o</sup> CC<sup>o</sup> XXX<sup>o</sup>, *in vigilia Pasche*.

553.

1231, n. st., mars.

Vidimus et ratification par Maurice, d'une charte de G., doyen, et du Chapitre du Mans, datée de novembre 1230, contenant la cession par *Hernulfus*, chapelain dudit Chapitre, à l'abbaye de l'Épau, de la métairie du Gué-Bernisson (*de Bernuceio super fluvium Idonee*), pour 4 livres 5 sous mansais par an.

A. Original parchemin, scellé sur lacs de soie ou cordelettes, sceau perdu. Archives de la Sarthe. H 835.

INDIQ. : Bilard, *Analyse des Documents...*, t. I, n<sup>o</sup> 440. — Bellée, *Inventaire sommaire.... Sarthe, Série H*, t. I, p. 368.

Date : *Anno gratie* M<sup>o</sup> CC<sup>o</sup> tricesimo, *mense marcio*.

554.

1231, mai.

Maurice confirme la vente par Guillaume *Haane*, clerc, à l'abbaye de l'Épau, de la dime *de Curia Augis*, paroisse de Saint-Jean-des-Échelles, pour 20 livres tournois.

A. Original parchemin, scellé sur double queue, sceau perdu. Archives municipales du Mans, 927.

PUBLIÉ : Froger, *Revue hist. et archéol. du Maine*, t. XXXIV, p. 264 et (extraits) *L'Abbaye de l'Épau*, p. 9, note 1.

Date : *Actum anno Domini* M<sup>o</sup> CC<sup>o</sup> XXX<sup>o</sup> 1<sup>o</sup>, *mense maio*.

555.

1231, 11 juin.

Maurice confirme un accord entre le prieur de Torcé et les curés de Notre-Dame-du-Vair (*Beate Marie de Vario*),

de Nogent-le-Bernard (*de Nogento Bernardi*); de Bonnétable (*de Malo Stabulo*) et de Rouperroux (*de Ruperroux*), au sujet des dîmes des novales de la terre du seigneur de Montfort.

A. Original perdu.

B. Copie du XVII<sup>e</sup> siècle. *Cartulaire de Torcé*, Archives de la Sarthe, II 375, p. 7.

C. Copie du XIX<sup>e</sup> siècle. Archives de la Sarthe, II 376, f<sup>o</sup> 6 v<sup>o</sup>, d'après B.

INDIQ. : Bilard, *Analyse des Documents...*, t. I, n<sup>o</sup> 320. — Bellée, *Inventaire sommaire.... Sarthe, Série H*, t. I, p. 163.

Date : *Actum anno gratie millesimo CC<sup>o</sup> tricesimo primo, in festo Sancti Barnabe apostoli.*

556.

1231, 19-26 juin.

Maurice reçoit la donation faite à l'église Saint-Martin-des-Loges (*de Losgis*) par Michel de Marson, clerc, d'une dime qu'il possédait dans ladite paroisse, et décide qu'en échange de cette aumône, ledit Michel recevra chaque année 16 setiers de blé sur ladite dime.

A. Original perdu.

B. Copie de la fin du XIII<sup>e</sup> siècle. *Liber Albus Capituli*, Bibl. du Mans, ms. 259, f<sup>o</sup> 166 v<sup>o</sup>.

PUBLIÉ : *Chartularium quod dicitur Liber Albus*, p. 336.

Date : *Datum in octabis sanctorum martyrum Gervasii et Prothasii, anno Domini M<sup>o</sup> CC<sup>o</sup> tricesimo primo.* Une fête en l'honneur des saints Gervais et Protas était célébrée dans le diocèse du Mans le 13 décembre : « Idibus decembris, Cenomannis civitate, addicio ad titulum matris ecclesie in commemoratione sanctorum martirum Gervasii et Prothasii. » (*Nécrologe-Obituaire*, éd. Busson et Ledru, p. 329). Mais c'était une fête particulière, qui aurait été spécifiée. La



charte portant simplement *in octabis*, nous pensons, avec M. Lottin, éditeur du *Liber Albus*, qu'il s'agit de la fête des martyrs milanais telle qu'elle était célébrée dans toute l'Église, et telle qu'on la trouve dans le martyrologe d'Usuard, prototype de celui du Mans (Martyrologe d'Usuard, 19 juin. Migne, P. L., t. 124, col. 170).

557.

1231, juin.

Charte de Maurice contenant le partage des revenus de La Vaugonderie (*de la Vaugodere*) entre le prieur de Vivoin, recteur du prieuré de la Vaugonderie, et Geoffroy de Vaugost.

A. Original parchemin, scellé sur double queue, sceau perdu. Archives municipales du Mans, 945-963, 2<sup>e</sup> pièce non cotée.

B. Copie du XIII<sup>e</sup> siècle. *Cartulaire de Vivoin*, Bibl. du Mans, ms. 100, f<sup>o</sup> 141 r<sup>o</sup>. — C. Analyse du XVII<sup>e</sup> siècle (D. Le Michel). Bibl. nat., lat. 12875, f<sup>o</sup> 465 r<sup>o</sup>.

PUBLIÉ : *Cartulaire de Vivoin*, éd. Denis, p. 197, d'après A, B.

Date : *Actum anno Domini M<sup>o</sup> CC<sup>o</sup> XXX<sup>o</sup> primo, mense junio.*

558.

1231, juin.

Sentence arbitrale rendue par Maurice entre Foulques Riboul et le prieur de Vivoin, administrateur de la maison de la Vaugonderie, pour le partage des droits de justice et autres du fief de la Vaugonderie.

A. Original perdu.

B. Copie du XIII<sup>e</sup> siècle. *Cartulaire de Vivoin*, Bibl. du Mans, ms. 100, f<sup>o</sup> 142 r<sup>o</sup>. — C. Copie incomplète de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 17036, p. 139.

PUBLIÉ : *Cartulaire de Vivoin*, éd. Denis, p. 199, d'après B.

Date : *Actum anno Domini m<sup>o</sup> cc<sup>o</sup> xxx<sup>o</sup> primo, mense junio.*

559.

1231, juin.

Charte de Maurice contenant la donation par Olivier *de Auricasa*, prieur de Vivoin, en exécution d'une promesse d'Olivier, son prédécesseur, à Guillaume, curé de Vivoin, de 10 livres tournois en augmentation de son bénéfice, à condition que ledit curé observera une ordonnance épiscopale relative à ses rapports avec le prieuré et avec l'abbaye de Marmoutier.

A. Original perdu.

B. Copie du XIII<sup>e</sup> siècle. *Cartulaire de Vivoin*. Bibl. du Mans, ms. 100, f<sup>o</sup> 60 r<sup>o</sup>.

PUBLIÉ : *Cartulaire de Vivoin*, éd. Denis, p. 94, d'après B.

Date : *Actum anno Domini m<sup>o</sup> cc<sup>o</sup> xxx<sup>o</sup> 1<sup>o</sup>, mense junio.*

Il s'agit probablement ici de l'ordonnance de 1223 (ci-dessus, n<sup>o</sup> 473).

560.

1216-1231.

Maurice ratifie la donation (*assignatio*) par Gervais de Courceriers (*Curceseirs*) à l'abbaye de Champagne, de la dime de la Corbière (*Corberia*), acquise par ledit Gervais, des héritiers de Payen de la Corbière.

A. Original parchemin, scellé sur double queue, sceau perdu. Archives de la Sarthe, H 784.

B. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 17125, f<sup>o</sup> 51 r<sup>o</sup>, d'après A. — C. Copie du XIX<sup>e</sup> siècle (M. Bilard). Archives municipales du Mans, 913, p. 69, d'après B.

INDIQ. : Bilard, *Analyse des Documents...*, t. I, n<sup>o</sup> 378. — Bellée, *Inventaire sommaire.... Sarthe, Série H*, t. I, p. 338, d'après A.

Sans date.



561.

1216-1231.

Vidimus par Maurice, d'une charte de C, archidiaque, datée 1213, relative au partage des biens de *Robertus Cementarius* entre ses héritiers.

A. Original perdu.

B. Copie du XIII<sup>e</sup> siècle. *Cartulaire de Vivoin*, Bibl. du Mans, ms. 100, f<sup>o</sup> 71 r<sup>o</sup>.

PUBLIÉ : *Cartulaire de Vivoin*, éd. Denis, p. 110.

Sans date.

562.

1216-1231.

Acte incomplet de Maurice, dont l'exposé relate la donation à l'abbaye de Saint-Vincent par Guillaume de Doucelles (*Dulceola*), d'un verger (*virgultum*), sis à Assé-le-Boisne, avec une maison et les appartenances dudit verger, ainsi que des droits appartenant audit Guillaume sur un moulin.

A. Original perdu.

B. Copie du XIII<sup>e</sup> siècle. *Second Cartulaire de Saint-Vincent*, Bibl. du Mans, ms. 95, f<sup>o</sup> 1 v<sup>o</sup>. Une main du XV<sup>e</sup> siècle a écrit : *deest folium*.

C. Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Gaignières). Bibl. nat., lat. 5444, p. 354, d'après B. — D. Copie du XVIII<sup>e</sup> siècle. Bibl. nat., coll. Moreau, t. 128, f<sup>o</sup> 211, d'après C.

La date manque.

LÉONCE CELIER.

(A suivre.)

---

---

# JACQUES PELETIER DU MANS

## LICENCIÉ EN MÉDECINE

(1517-1582)

---

S'il n'y a rien d'original dans cette œuvre de scolastique médicale qui s'appelle *De conciliatione locorum Galeni*, nous ne serons guère mieux partagés par le *De peste compendium* (1) que Jean Oporinus imprima à Bâle quelques années plus tard, probablement en 1562 ou 1563. Ce travail ne diffère pas sensiblement des innombrables opuscules que la fréquence des épidémies fit éclore en ce temps-là sous la plume des médecins. On insistait beaucoup, à cette époque, sur les mesures de prophylaxie et d'hygiène privée et urbaine. Il faut avouer que plusieurs de ces conseils seraient encore de mise : se tenir au logis portes et fenêtres bien closes, éviter autant que possible de sortir, et fuir le contact de la foule, choisir une maison d'altitude plutôt basse, et fraîche, (car dans les lieux élevés l'air plus chaud et plus subtil engendre facilement la corruption), éloignée des écuries, des étables, des porcheries, des

(1) *Jacobi Peletarii Medicii et Mathematici De peste Compendium* |, Basileæ per Joannem Oporinum, 22 pp. in-8°, s. d. — M. Jugé dit que Peletier écrivit cet ouvrage à Bâle en 1563 ; la préface ne l'indique pas ; il est possible cependant que notre auteur l'ait fait imprimer en passant par cette ville, lors du voyage en Allemagne dont nous parlerons ci-après. (§ III).



sentines et des borbiers ; la tenir méticuleusement propre ; y brûler des aromates, encens, benjoin, santal, zestes de citron, d'orange, de pomme, bois d'aloès (1), myrrhe liquide, etc. ; arroser le pavé de vinaigre ; joncher le linge et les serviettes de fleurs de violettes, de nénuphar, ou de roses ; purifier l'atmosphère en allumant devant le seuil, et principalement au dilucule et crépuscule, de grands feux de sarments de vigne, de génévrier, de buis, de myrthe, de laurier, de lavande, voilà pour l'hygiène du logis.

Dans le régime alimentaire pas d'excès : du pain de froment ou de seigle, bien cuit ; un vin peu généreux, et plutôt vieux ; de l'eau pure puisée loin des latrines et fontaines, et que l'on fera bouillir (déjà !) à moins que l'on ne se contente d'y éteindre un fer, ou un morceau d'acier ou d'argent portés au rouge ; des victuailles d'abord lavées à l'eau pure, puis cuites avec de la chicorée, du buglosse, de la bourrache, de l'endive, du pourpier, de la laitue, de la pimpinelle, et surtout de l'oseille, ou, si l'on veut, de la menthe pouliot, de l'hysope et de la sarriette. Assaisonnez sur la table avec grenade, oseille, limon ou citron ; le chou est suspect ; en tout cas, il faut y ajouter du vinaigre pendant la cuisson, et du cinnamome ou de la muscade en le dégustant. Interdits, les oiseaux de marais, le gros gibier, les salaisons, les andouilles, les pâtes non levées, les gâteaux et pâtisseries ; défendus, les raisins frais, les mûres, les pêches ; le dessert toléré est à peu près réduit aux figues, (peu recommandables d'ailleurs, à cause de leur nature humide, si ce n'est avec un assaisonnement de cinnamome) ; aux noisettes, aux noyaux de pêche.

(1) Il ne faut pas confondre « la plante qui produit l'Aloës », résine purgative, « avec l'arbre du vray bois d'Aloës » ou Xyloaloës, bois tel que « nous n'en avons point de plus précieux et de plus rare que le véritable ». — « Ce bois d'Aloës n'a d'autre usage que je sçache que pour la médecine en ce qu'il est fort aromatique ». (Pomet, *Hist. gén. des drogues*, liv. III, Cap. I, p. 103-105.



Veillez à la liberté du ventre ; pas de fatigue, pas d'exercices violents ni d'échauffement ; pas de veilles ; pas de sieste non plus ; pour éviter le sommeil du jour, Peletier conseille de converser avec un ami, mais ce remède n'est pas efficace avec tous les interlocuteurs.

Il y a encore un régime moral ; il convient de rechercher le calme de l'esprit, de ne s'adonner ni à la frayeur, ni à la colère, ni au rire immodéré, ni à la volupté.

Les soins de toilette eux-mêmes sont réglementés ; il ne faut pas aller aux étuves. Les pieds seront lotionnés avec une décoction de roses, de feuilles de vigne ; les plis avec du vinaigre tiède additionné d'un peu de styrax, de benjoin ou de ladanum (1).

Comme préservatifs et antidotes, on pourra user des alexitères les plus courants : angélique, impératoire, gentiane, aunée, chardon béni, dont on exprimera le suc sur un morceau de sucre ; rue ou pimpinelle (2), soit macérées dans le vin ou le vinaigre, soit confites dans du miel avec un peu de vinaigre. Se promener en mâchonnant, pour combattre le mauvais air, une racine de pimpinelle, un peu de thériaque ou de mithridate, ou un morceau de pain imbibé de jus de citron, d'orange, de grenade ou d'oseille.

La topaze a, dit-on, des vertus tutélaires, soit qu'on la porte au cou, ou dans la bouche, ou qu'on en touche les aliments. On compose aussi, avec « de l'or très pur, de la

(1) Les motifs de toutes ces pratiques, que Peletier ne donne que fort succinctement, sont explicitement développés par Ambr. Paré. (*Œuvres*, Lyon 1641, liv. XXII de la Peste).

(2) « La pimpinelle, dit de Renou, est chaude et sèche au commencement du second degré ; elle est fort amie du cœur, du foye et des autres parties nobles et intérieures. Elle purifie merveilleusement la masse sanguinaire, mondifie les reins en faisant sortir les pierres, sables et mucositez.... ; outre plus elle est fort recommandée contre les morsures des chiens enragez, contre les fièvres malignes et contre la peste même ». (*Les œuvres pharmaceutiques du sieur de Renou*, trad. par Louis de Serres, s. l. n. d. [1626] in-f°, p. 292).



soie grège (1), et des perles entières et transparentes un médicament royal ; car ces trois éléments réchauffent, ravivent et restaurent les esprits de merveilleuse façon ». Il est vrai que ce traitement n'est pas à la portée de toutes les bourses, et notre auteur, soucieux de vulgarisation, ajoute comme recette plus populaire une prise journalière de 20 feuilles de rue, deux noix, deux figues et un peu de sel. — Avant de s'endormir, il est en outre prudent de mâcher quelques grains, ou un scrupule de mastic de lentisque, fort bon contre la corruption.

C'étaient là d'excellents conseils, mais qui ne valaient pas celui que les bons auteurs donnaient volontiers comme le plus efficace contre la peste : *Abi cito et longe, et tarde redi !* Quant à ceux que la contagion avait frappés ou poursuivis, la thérapeutique leur offrait autant de recettes curatrices qu'elle en avait promis de préservatives ; il y en a pour tous les âges, pour tous les goûts, et l'on pense bien que la saignée n'y est point oubliée.

Il convient d'ailleurs de l'employer avec circonspection ; elle peut, dans certains cas, débilitier le malade et accélérer l'évolution morbide. S'il y a pléthore sanguine, phlébotomisez dès le début, non point à force, mais de temps en temps. S'il se manifeste un bubon, saignez à la malléole du même côté ; pour les bubons axillaires, saignez plutôt à la basilique, à la médiane, ou à la veine intermédiaire à l'annulaire et au médius ; pour ceux du cou, à la céphalique ; tirez-en 4 ou 5 onces. Vous pourrez encore, initia-

(1) « Celle qui est usitée en médecine, est la naturelle, c'est-à-dire en coucons, ou qui a esté filée naturellement et sans avoir passé à l'eau chaude, à qui les anciens ont donné le nom de soye crue, soye grège ou en matasse. Cette soye après avoir esté réduite en poudre ce qui n'est pas fort facile, entre dans plusieurs compositions comme dans la confection d'Alkermes, celle d'Hyacinthe et autres.... Quelques auteurs veulent que la soye ait la faculté de réjouir le cœur, fortifier les esprits, et de purger le sang ». Pierre Pomet, *Hist. gén. des drogues*, Paris 1694, in-f°, 2<sup>e</sup> partie, liv. 1, p. 71.



lement, appliquer sur les bubons une large ventouse, ou des fomentations, afin d'y attirer ou retenir les humeurs peccantes, de peur qu'elles ne remontent au cœur.

Ayez soin de fortifier ce dernier soit par le port, sur le sein gauche, d'un épithème composé d'eau de buglosse, de chardon bénit, de mélisse, de vinaigre, et de poudre de camphre, de roses rouges, de bois d'aloès, et de girofle ; soit par des onctions précordiales avec un liniment de thériaque, citron, corail et camphre, soit enfin par l'usage d'un sirop à base de perles, de corail ou de bol d'Arménie.

Le cerveau, de son côté, sera corroboré par des pilules à base de santal, roses, fleurs de violettes, nénuphar, marjolaine, coriandre, camphre et musc.

Enfin, le médecin pourra recourir à l'un des électuaires, aussi nombreux que compliqués, alors en vogue : le grand él. aromatique, l'él. diambre et l'él. diarrhodon, l'él. de perles et l'él. de musc, et l'él. éminemment recommandable et de bon augure qui porte le nom d'él. *lætificans* de Galien (1). On y mêlera des semences de chardon bénit, de citron, de l'écorce de citron, du camphre. — Le malade boira des juleps clarifiés, au jus de citron, d'oseille ou d'orange.

S'il survient des *charbons*, on les oint d'un mélange de scabieuse et d'axonge vieille. D'autre part, on peut hâter la maturation et l'évacuation des bubons avec un mélange de thériaque et de suc de rue ; un emplâtre de diachylon,

(1) Cet électuaire, qui n'est pas de Galien, quoi qu'en dise Nicolaus Salernitanus, se composait de Safran, Zédoaire, bois de Baume, Girofle, écorce de Citron, petit Galanga, macis, muscade, graines d'anis, rapures d'ivoire, thym, epithym, perles, ambre gris, musc, camphre, os de cœur de cerf, or, argent, etc. « Il donne une joye indicible à ceux qui en usent pour être composé de médicamens cordiaux et qui fortifient tous les viscères affaiblis par longue maladie.... Il rend le cœur alegre et le teint agréable, aide à la coction et retarde la vieillesse ». (Bauderon, *Pharmacopée* revue et exactement corrigée par Fr. Verny, Lyon 1672, pp. 202-203).



ammoniac et galbanum ; ou les ouvrir franchement à l'aide de caustiques et sarcotiques, dont voici une recette :

« Prendre pimpinelle, verveine, bétouine, joubarbe troisième (vulgairement vermiculaire) (1), petite ou grande centauree, en suffisante quantité ; les faire bouillir dans du vin blanc jusqu'à réduction de moitié ; exprimer le liquide, y incorporer poix, résine, cire, suint de béliet (2), de chaque 3 onces ; faire cuire le tout en ajoutant du lait de femme jusqu'à consistance ferme ; retirer du feu, et ajouter dès le début du refroidissement 3 onces de résine térébenthine, dix gros de mastic de lentisque, deux gros d'aloès de bonne qualité ; bien homogénéiser le tout, et en faire un emplâtre ».

Le bubon évacué peut être pansé avec un onguent de suc d'ache, de plantain, d'absinthe, de lapatum, le tout cuit avec un mélange de farine d'orge et de miel rosat.

Jusqu'ici, la thérapeutique de M<sup>e</sup> Jacques Peletier ne présente rien de bien particulier, si ce n'est peut-être la discrétion qu'il met à parler de la thériaque ; d'autres auteurs la prênaient beaucoup plus longuement. Quant à son affreuse « cuisine arabesque », aux vertus de l'or, des perles, du corail, au port des épithèmes, à l'usage des épices et aromates, dont on opposait les vertus chaudes et sèches à l'intempérie chaude, humide et putride de la peste, tout

(1) Cette espèce, la troisième décrite par Dioscoride dans le *G. Sempervivum*, se rapporte à notre *Sedum acre* ou aux espèces affines.

(P. A. Matthioli *Senensis... Commentarii denuo aucti in libros sex Pedacii Dioscoridis*. Lyon 1562, in-4°, p. 579-580).

(2) « *Sœpi arietis* » dit le texte. Il s'agit du Suint ou *Æsipe*, « espèce de graisse que l'on trouve nageant sur l'eau et qui est adhérente à la laine des Moutons et Brebis, surtout à celle d'entre les cuisses et de la gorge. Ceux qui lavent les laines ont soin de ramasser cette graisse.... Le Berry, la Beausse et la Normandie sont les endroits d'où l'on nous envoie le plus de cette marchandise ». (Pomet, *loc. cit.*, 2<sup>e</sup> partie, liv. I, cap. XI, p. 33).



cela est fort courant dans la pratique médicale du XVI<sup>e</sup> siècle, ou superstition coutumière. Mais n'allez pas faire de Peletier un esclave des vieilles doctrines ! Imbu de l'esprit des Paracelsites, il a prêté l'oreille aux subversives théories des iatrochimistes ; il ose proposer, comme émétique et cathartique, l'antimoine, et même avec éloge ; il y met, il est vrai, des circonlocutions ; il ne nie pas les nombreux accidents déjà imputés ou imputables à son imprudent emploi ; il a grand soin de spécifier que l'on doit user d'un produit très pur, et bien préparé : « *rubicundum et pellucidum esse debet* », écrit-il, ce qui prouve qu'il employait, au moins de préférence, le verre d'antimoine (1). Mais il n'en est pas moins, bel et bien du parti des novateurs, et sur lequel l'orage gronde. Si Louis de Launay médite déjà son *Traité de la faculté et vertu admirable de l'antimoine*, la Faculté de Paris, gardienne des saines traditions, veille et se prépare, elle aussi, à lancer contre l'antimoine le fameux arrêt de proscription de 1566.

Encore qu'il fût enclin à user des remèdes nouveaux, et même contre l'opinion de ses anciens, je ne sais si Peletier fut heureux en sa pratique ; j'en doute. J'ai quelque idée qu'il pensait à lui-même en terminant la joyeuse histoire de son *écolier légiste* par cette judicieuse réflexion : « Quelquefois la Fortune aide plus aux aventureux que non pas aux trop discrets ; car l'homme savant est de trop grand discours ; il pense aux circonstances, il s'engendre une crainte et un doute par lequel on donne aux hommes une défiance de soi, qui les décourage de s'adresser à vous ; et de fait on dit qu'il vaut mieux tomber ès main d'un médecin

(1) « Le verre d'Antimoine ou Antimoine vitré est un Antimoine séparé de ses souphres qui sont un poison mortel.... On choisira l'Antimoine en verre plat, d'un beau rouge clair et transparent.... On se sert de ce verre d'Antimoine pour faire vomir, pris depuis deux jusques à six grains. Les Apoticairens en font un sirop et le vin emétique ». Pomet, *loc. cit.*, 3<sup>e</sup> partie, liv. II, p. 55).



heureux que d'un médecin savant » (1). Ailleurs, parlant à un grand maître, à Fernel, il disait : « *Sæpenumero mihi cogitanti de rerum conditione et naturâ, id unum in vita difficillimum videri solet, meditationem cum ipsâ actione conjungere* » (2).

Thérapeute hésitant et méditatif, Peletier connut pourtant la certitude en médecine : et il la trouva dans les planètes. Sa pathogénie s'inspire avec conviction des théories astrologiques alors en vogue. A propos de la peste : « J'en pourrais, dit-il, rapporter la cause à cette grande et célèbre conjonction de Saturne et de Jupiter » qui acheva sa période sur la fin du signe du Cancer. D'ailleurs « Vénus avait passé de Jupiter vers Saturne très peu de temps auparavant ; c'est dire qu'elle mêla une constitution chaude et humide à une constitution froide et sèche, ou plutôt l'altéra ; et bientôt elle interposa son quadrat selon le diamètre de Mars et de la Lune » (3).

Ainsi, Peletier coiffant le bonnet pointu de Nostradamus, vaticine à perte de vue, avec la même conviction que feu Jean de l'Épine, son compatriote et son prédécesseur en astrologie médicale (4). Et c'est avec ces arguments là qu'on expliquait l'apparition des épidémies, et bien d'autres choses encore.

(1) *Contes*, nouvelle 61. De l'écolier légiste et de l'apothicaire qui lui apprend la médecine.

(2) Peletier à Fernel, *In Euclidis Elem. geometr. Demonstr. libri sex.* (Exempl. de la Bibl. nat., 1557).

(3) *De peste*, p. 4. — Dès 1545 on trouve dans son *Arithm. practicæ methodus facilis*, (p. 59 et suiv.), l'indication de ces préoccupations astrologiques. *Arithmetice practicæ methodus facilis per Gemmam Frisium, Medicum ac Mathematicum, Huc accesserunt Iacobi Peletarii Cenomani annotationes, Eiusdem item de Fractionibus Astro-nomicis Compendium : Et de cognoscendis per memoriam Calendis, Idib. Nonis, Festis mobilibus, et loco Solis et Lunæ in zodiaco.* Paris. J. L. Tiletanus, 1545. 78 ff.

(4) Sur Jehan de l'Épine et son almanach médico-astrologique, voy. Paul Delaunay, *Vieux médecins sarthois.* Paris 1906, in-8°, 1<sup>re</sup> série.



L'évolution des êtres et des choses est régie, disaient les tireurs d'horoscopes, tant par les constellations fixes que par les planètes mobiles. L'ensemble des premières forme le Zodiaque, divisé en douze signes, dont chacun « déverse ici-bas ses influences et gouverne les mutations des choses » (1). Il y a correspondance entre les divisions zodiacales et certaines parties du corps ou certaines dispositions, tant physiques que morales. De même en est-il des planètes mobiles : elles agissent sur les quatre qualités élémentaires et sur les quatre humeurs ; ainsi Saturne sur la mélancholie ou atrabile, et Mars sur la bile ou cholère. Elles ont une influence froide (Saturne) ou chaude (Soleil, Mars), sèche (Mars, Saturne) ou humide (Lune, Vénus) masculine (Saturne, Mercure, Jupiter, Mars, Soleil) ou féminine (Lune, Vénus) ; aussi président-elles à des inclinations particulières : le Soleil engendre l'imagination, la noblesse, Vénus la douceur, la mollesse, la luxure, Mercure l'adresse, la subtilité, la perspicacité, Saturne l'avarice, Mars le courage et la fureur, la Lune l'ambition, l'amour des voyages, etc.

Mais l'influence des signes tant fixes que mobiles sur les êtres varie avec leurs positions respectives, positions incessamment variables si l'on pense que les étoiles mobiles se déplacent « d'abord grâce au mouvement qui les entraînant selon leurs pôles et en des temps déterminés leur fait parcourir tout le Zodiaque ; d'autre part grâce au mouvement quotidien selon lequel chaque partie du Zodiaque traverse par une succession continue l'Orient, le zénith, l'Occident, le nadir et les lieux intermédiaires » (2).

C'est dire que l'art généthliaque doit s'inspirer d'une

(1) *Jacobi Peletarii Medici et Mathematici de Constitutione horoscopi*, in-f<sup>o</sup>, à la suite du *De contactu linearum*, dans le Recueil Inv. V. 1432 de la Bibl. nat.

(2) *De constitutione horoscopi*, p. 51. Peletier suit ici le système de Ptolémée.



étude approfondie de leurs combinaisons et de l'équilibre de leurs influences ; et lorsque l'astrologue, établissant son horoscope, répartit les constellations en cause dans les douze maisons du Zodiaque, et les relie par des lignes, il tire de l'aspect de ces lignes : trigone, quadrat, sextil, ou ligne diamétrale d'opposition ou de conjonction, des pronostics infailibles. Afin d'élucider, à l'usage du lecteur, la manière dont il convient de dresser et d'interpréter un thème de nativité, Peletier ne trouve rien de mieux que de citer son propre exemple avec toutes les déductions convenables.

Il nous apprend ainsi (1) que né au mois de juillet sous le signe du Lion, il a trouvé dans son horoscope beaucoup d'assurés témoignages des vicissitudes de sa vie, de son esprit, de sa fortune, en somme de toutes ses activités : « D'abord la conjonction astrale précédant sa Nativité se fit dans *l'ascendant* ; cas très rare. Cela entraîne à une recherche approfondie des choses cachées, au prix d'un zèle studieux, de profondes méditations et d'un labeur assidu. Le Lion fait toujours les laborieux ». Peletier confesse lui devoir ses recherches mathématiques, astrologiques, astronomiques et médicales. L'heureuse fortune qui le fit échapper à l'influence du Bélier explique sa modestie et son abdication des fonctions de principal de collège, sans quoi, dit-il, « j'eusse certainement mis plus d'avidité à souhaiter les honneurs ». Il se reconnaît aussi quelque obligation envers Mercure : « En lui le Soleil favorisera d'autres destins, parce qu'il est presque seul à me fournir le courage joint à la plus grande patience ».

D'autre part, son thème montre le Taureau placé au milieu du Ciel, et en regard de Mars posé avec Mercure dans le signe de la Vierge. « Ce qui indique qu'il n'est point dénué de tout talent pour la conduite des affaires :

(1) *De constitutione horoscopi.*



talent que le Solèil confirme par l'étude, la prudence et la foi ». D'où il suit qu'il prononça en sa jeunesse l'oraison funèbre du roi Henri VIII, et adressa de pacifiques exhortations au Roi de France et à l'Empereur.

Probe, il l'est, et sans s'en vanter : car « ceux qui ont un signe ascendant pratiquent la probité ». — La planète Mars ne l'incita pas toujours à une philosophique sérénité : « Je supporte avec impatience, dit-il, certaines injures, à cause de Mars ; mais en beaucoup de cas je dissimule mon dépit grâce à Mercure ; et presque toujours je les accepte avec courage grâce au Soleil ; parfois, trop bénévolement, grâce à Vénus. Mais Mars, placé dans sa seconde position, ruine presque tout ce qui pourrait aider ma fortune. Cependant par son adresse, Mercure le neutralise un peu, car il est dans sa dignité. C'est pourquoi, lorsque chacun d'eux atteignait l'ascendant, je pris mes grades en médecine, mais grades sans honneur, à une époque tardive, difficile et troublée.... Et Mars a jeté son maléfice sur cette dignité même : car dans le même temps.... j'ai souffert d'une dysenterie ».

Il est inutile de pousser plus loin cette analyse : elle démontre suffisamment que Peletier était imbu des théories astrologiques jusqu'à la superstition. Car si tous les physiiciens de l'époque admettaient que l'homme, partie intégrante de l'univers, était soumis aux influences matérielles des astres ; que ceux-ci pouvaient agir sur son tempérament et ses humeurs au nom des quatre qualités élémentaires, alors couramment invoquées, de même que sur les trois règnes de la nature, comme la lune sur la mer et le soleil sur l'atmosphère, plusieurs bons esprits, parmi lesquels Pontus de Tyard, entendaient soustraire à leur action les phénomènes du monde moral, proclamaient la liberté humaine en dépit de Saturne et du Capricorne, et s'élevaient avec force contre les « abus des prognostiqueurs ». Si Peletier aborda la question avec Pontus de Tyard pen-



dant son séjour en Mâconnais, il dut s'attirer la réponse par laquelle l'évêque de Châlon termine sa *Mantice* (1) : « Vous suffise que je suis d'opinion avec vous que les astres ne luisent là-haut sans nous faire sentir çà-bas quelque efficace de leur vive vertu. Car au reste si je ne tien le parti du curieux niant entièrement l'influence céleste, je m'eslongne de vous, croyant l'astrologie de laquelle en ce tems voz devins prognostiqueurs tirent leurs divinations estre vaine et d'usage inutile ».

### III

Entre 1560 et 1570, l'existence de Jacques Peletier est assez mal connue : M. Laumonier nous dit que, retiré à Paris, « il s'y confina dans une retraite laborieuse de dix années ». Ajoutons qu'il sortit de temps en temps de cette réclusion, et quelquefois par fâcheuse inspiration. Il fit peut-être deux ou trois visites à Lyon aux de Tournes, et poussa en 1563 jusqu'en Allemagne. Mais au mois de mars de cette année là, passant dans la forêt de Marlomot, près de Reims, il fut attaqué par des brigands qui le maltraitèrent cruellement. Il s'échappa, allégé de ses vêtements et de son argent, pour pâtre à Rocroy d'une catastrophe, non moins pénible, encore que d'ordre médical. Il exerçait probablement la médecine le long de sa route, et rencontrant une victime du mal fameux, chanté par Fracastor, il se mit en devoir de confectionner à son usage, une infailible décoction. Son effet principal fut d'asperger le préparateur d'un jet d'eau bouillante, et de lui procurer, outre la satisfaction du devoir accompli, une cécité de trois jours et une prodigieuse enflure du visage. Il s'en guérit

(1) *Mantice ou Discours de la vérité de Divination par Astrologie*, auteur Ponthus de Tyard, seigneur de Bissy. 2<sup>e</sup> éd. Paris, Galiot du Pré, s. d. p. 114.



d'ailleurs sans aucune trace par les secours de son art, et n'accusa de ces mésaventures que les diverses planètes qui présidaient à ce moment là au cours des choses ; car il tenait pour assuré que la conjonction de Mars et de Mercure avait bien quelque part dans son histoire de brigands, et aussi dans l'explosion de sa marmite.

Revenu de la Germanie à Paris, il se replongea dans ses études, dressant, à grand renfort de calculs, des tables astronomiques, et mettant la médecine en aphorismes (1), à l'imitation du grand Hippocrate (2). Entre temps, il préparait un commentaire sur les lettres de Cicéron à Atticus ; mais ces travaux ne virent jamais le jour. Il semble avoir vécu très à l'écart de ses anciens amis, dont les rangs s'éclaircissaient : Denisot était mort en 1559, Joachim du Bellay et le Cardinal du Bellay vers 1560, Pascal Duhamel s'éteignit en 1565. Théodore de Bèze, alors engagé dans la plus ardente des luttes religieuses, se faisait l'orateur des églises réformées au Colloque de Poissy, et suivait Condé dans les rangs de l'armée huguenote, tandis que Peletier n'avait avec ses contemporains que des démêlés mathématiques. Il entamait de grandes discussions contre le P. Clavier, jésuite, et contre le chanoine Jean Borrel, tant sur l'angle de contingence (3) que sur les propositions d'Euclide (4). Mais les échos de ces disputes, si après qu'elles fussent, se perdaient dans le fracas des armes et

(1) Paschalis Gallus nous apprend que Peletier écrivit sur divers points de médecine des traités autres que son *De peste* et son *De conciliatione*, d'ailleurs très probablement manuscrits, et dont il ne cite pas le nom : « *Nescio an excusa* ». (Pasch. Gallus, *Bibliotheca medica sive Catalogus illorum qui ex professo artem medicam.... illustrarunt*, Bâle 1590, p. 148).

(2) *Jacobi Peletarii Medici et Mathematici Disquisitiones geometricæ*, Lyon, J. de Tournes, 1567, 79 pp. in-8°, p. 4.

(3) Cf. Montucla, *Hist. des mathématiques*, Paris, an VII, in-4°, t. I, 3<sup>e</sup> partie, liv. III, p. 575.

(4) Voy. les récriminations de Peletier contre Borrel dans sa lettre à Razallius (1559).



le tumulte des guerres de religion. Vers la fin de 1569, Peletier quitta Paris.

Il s'enfuit jusqu'en Savoie et « s'arrêta enfin, dit Pagès, non loin du lac d'Annecy, en un petit asile calme et silencieux ». Il en sortit parfois pour retrouver à Maurienne (1), à Chambéry, quelques fervents de lettres ; à la Cour de Savoie, une aimable protectrice, survivante de la France d'autrefois, la fille du roi François, la nièce de Marguerite de Navarre (2). N'était-ce pas cette Marguerite que jadis il avait chantée dans toute la grâce de ses vingt ans ?

Votre Printemps est florissant assez,  
Dieu doint qu'ayez un plantureux Esté,  
Et des doux fruiz en l'Autonne amassez  
L'Hyver jouir avec joyeuseté (3).

Hélas ! Entre le printemps de la princesse Marguerite, et l'Automne de la duchesse de Savoie, que d'orages avaient grondé ! Mais notre poète s'en taisait galamment :

Je vous ai au Printemps souhaité  
Qu'il vous avint ce plantureux Eté

- (1) Entre ces Monts y git un lieu d'aisance  
Que i'ai connu tout un tems en presance  
C'est Maurienne où entre à un get d'arc  
Le trouble Aruan dedans le bruyant Arq :  
Ville posée au cueur de la Sauoye.  
Et a peu près au milieu de la voye  
De Chamberi et du celebre Mont  
Qui la départ d'avecques le Piemont  
Meintz ornemens font le lieu digne et noble,  
Pres, chams, vergers et liquoreus vignoble  
Enrayonné par l'entredeus du val  
D'un clair Soleil...

*La Savoie, par Jacques Peletier du Mans.* Réimpr. textuelle de l'éd. de 1572, Notice sur la vie et les œuvres de Peletier, par Ch. Pagès, Moutiers Tarentaise, Impr. F. Duclos, 1897, 182 pp. in-8°, liv. II.

(2) Voy. Roger Peyre, *Une princesse de la Renaissance, Marguerite de France, duchesse de Berry, duchesse de Savoie*, Paris 1902, 108 pp. in-8°.

(3) *Œuvres poétiques*, de 1547.

Lequel je voi, de présent, qui vous donne  
Promesse et foi d'un fructueux Autonne  
Puis quand je voi ce clair esprit qui dure  
En son Printems, et nul Hyver n'endure,  
Ce m'est grand eur que j'aye eu ce crédit  
Envers le Tems, d'avoir si bien prédit (1).

Ainsi Peletier cultivait les Muses en Savoie ; les Muses, la prose aussi, et la prose professionnelle ; car il exerçait, chemin faisant, l'art de médecine, et s'intéressait à la botanique ; il cueillait des simples pour ses malades.

La Saxifrage exquise aux graveleus,  
Le Liseron exquis aus grateleus,  
Le Splenion consumant la ratelle  
La Germandrée ayant la vertu telle,  
Et telle aussi l'Arabesque Cetrac,  
La Scabieuse, eide contre l'antrac ;  
Toutes les cinq ayans nom de Consoude  
Par qui la playe et rupture se soude  
La Filipenle et la Berle qui sont  
Propres aux reins pour les vices qu'ils ont...  
Ici ancor sont les deus Sarrazines  
Seruans aus beins des nouuelles Gésines  
Et le Narcisse attirant au dehors  
L'épine ou fer affiché dans le corps (2).

En 1572, l'imprimeur Jacques Bertrand publiait à Annecy *la Savoye*, poème didactique en trois chants que notre Manceau dédiait à Marguerite de France, épouse du duc Emmanuel-Philibert. Et ce fut l'adieu de Jacques Peletier, car il rentrait à Paris, à l'appel de ses frères, dans les

(1) *La Savoye*.

(2) *La Savoye*, Tiers livre.



premiers mois de 1572 ; il y échangeait de joyeux propos avec Tabourot, le grivois seigneur des Accords (1), et, reprenant un ton plus sérieux, donnait à l'éditeur Gourbin un ouvrage nouveau, *de usu Geometriæ*. Ce livre fut réédité l'année suivante en français avec une dédicace « à très illustre seigneur messire Albert de Gondy », Comte de Retz, Gouverneur de Metz. Un des amis que l'auteur avait laissé à la Cour de Turin, Pierre Demay de Châtellerault, secrétaire du Duc Emmanuel-Philibert, lui envoya son meilleur souvenir sous forme d'un sonnet liminaire où il le comparait aimablement à Archimède.

Tu es ainsi que luy bon Geometrien,  
Tu es ainsi que luy bon Astrologien,  
Et plus que luy tu as l'utile Art d'Esculape (2).

Quoique procédant d'Esculape et d'Archimède, Peletier s'ennuyait à Paris. Les consuls de Bordeaux lui offrirent la direction du Collège d'Aquitaine ; il accepta, s'y rendit, fut installé, et déplut ; savant homme, mais mauvais directeur, il était peu fait pour les tracas administratifs ; il s'obstina à son poste, et se fit congédier, après sept mois d'une expérience malheureuse, par les consuls. Peletier les assigna devant le Parlement de Bordeaux ; on plaida ; et l'on vit un Manceau, juriste en sa jeunesse, perdre un procès ! Il voulait fuir cette ville ingrate, regagner Paris ; la guerre déchainée par la Saint-Barthélemy, l'en détourna. Peletier se sentit plus en sûreté dans la capitale de l'Aquitaine, et, renonçant à Paris, demeura dans le Midi. « Tandis, écrivait-il plus tard (3), que toute la France était en flammes, sous le règne des méchants, pendant que les bandits répan-

(1) *Bigarrures*, Rouen 1628, liv. IV, f° 45, v°.

(2) *De l'usage de Geometrie*, par Jaques Peletier, médecin et mathématicien, A très illustre seigneur messire Albert Degondy comte de Retz. Paris, Gilles Gourbin (1573, 66 pp. in-4°.)

(3) *Jacobi Peletarii medici et mathematici Oratio Pictavii habita in*



daient partout le crime et le meurtre, à l'ère où comme je  
l'ai chanté dans mes vers,

Collidunt leges armis, atque arma vicissim  
Legibus illudunt, æquis utrinque rapinis,

je me suis plongé dans le calme et tout entier consacré à mes écrits ; si ce n'est parfois que cédant aux sollicitations de mes amis j'en dérobaï un moment pour pratiquer la médecine ». Mais son ordonnance signée, notre savant se replongeait dans son Euclide ou son Galien : « Je prenais notre Galien ou quelque'autre ouvrage médical, ayant décidé de toujours demander à cet art le soutien de mon existence..... J'ai écrit, en fait de médecine, un livre *De conciliatione locorum Galeni*, témoignage assez manifeste du soin avec lequel j'ai lu tout Galien. Car j'ai toujours fait le plus grand cas de cette science comme de l'art qui dans la plus large étendue des œuvres de la Nature et de leurs applications s'attache à protéger et à restaurer la santé des hommes. Je reconnais, il est vrai, qu'elle fut l'unique ressource de ma vie ; et je me suis comporté, en cette carrière, de telle manière que ni l'envie qui sème la discorde entre la plupart des médecins, ni l'avarice, que j'ai toujours considérée comme ce qu'il y a de plus vil, ne m'ont détourné de la voie de la probité et du désintéressement. D'où il suit que je n'y ai recherché, comme profit personnel, que celui qui m'était nécessaire pour combattre l'opprobre des privations et de la pauvreté. Et pourtant, en cet art, que de remèdes singuliers j'ai tantôt découverts par la pratique, tantôt appris par recherche, tantôt tirés du fruit de mes réflexions, remèdes propres à ces maladies

*prælectiones Mathematicas*. Pictavii ex officina Bochetorum, 30 p. in-4°. (Bibl. munic. de Poitiers, cote D P 860). — Plaquette rarissime, dont M. P. Laumonier a reproduit le texte in *Revue de la Renaissance*, t. V, 1904, p. 281-303. (*Un discours inconnu de Peletier du Mans*).



qui furent toujours tenues pour difficiles à guérir, telles que la goutte, l'hydropisie, la hernie, les coliques, la consomption, les chancres ulcérés, la gravelle ; remèdes que j'ai tenu à examiner avec d'autant plus de soin que je savais ne pouvoir me livrer facilement à des cures communes et quotidiennes. »..... « Je vous l'atteste en vérité, il ne peut y avoir de plus grand lustre [que les mathématiques et la médecine] dans la bonne fortune ; de plus grande consolation dans la mauvaise ; si les fureurs de la guerre se rallument, si la famine ou la peste éclatent, enfin si la dévastation et les privations fondent sur le genre humain, comme les révolutions de nos affaires et de notre époque semblent le présager, il n'y aura pas d'occupation plus capable d'assurer le repos de votre esprit ».

Pendant que la guerre ravageait les villes et les campagnes, Peletier haussait son âme jusqu'à l'oubli du danger, dans une studieuse retraite, et il résolvait des équations au milieu du tumulte des luttes, à l'exemple d'Archimède.

Je n'é rien qui plus me face vivre  
Tranquilement, é de chagrin délivre  
Que les ecriz ou les Muses m'ont mis (1).

Parfois un pas ami venait troubler sa solitude, Pierre de Brach le conviait à sa table, où il arrivait toujours en retard, surpris par l'heure au milieu de ses bouquins ; c'était encore le conseiller Florimond de Remond, ou Salluste du Bartas. Peletier fut aussi l'hôte de Michel de Montaigne en son château du Périgord, et lui fit même un grand cadeau.

Montaigne nous apprend qu'il avait, de fortune, en ses « coffres, certaine petite pièce d'or platte où estoient gravées quelques figures célestes contre le coup du soleil et

(1) *Œuvres* de 1581, p. 3.



pour oster la douleur de teste, la logeant à point sur la cousture du test ; et pour l'y tenir elle estoit cousuë à un ruban propre à rattacher sous le menton » (1). Et cette médaille était un présent de son hôte Jacques Peletier. Mais elle manifesta d'occasion, des vertus auxquelles le donateur n'avait point pensé ; si vous voulez savoir lesquelles, lisez les *Essais*. Ce n'est ici ni le temps ni le lieu d'en dissenter (2).

Au bout de sept ans, Peletier quitta Bordeaux. En 1579, on le retrouve à Poitiers où il fait un cours de mathématiques à l'Université. A la fin de cette année là, il redevient Parisien, et l'amitié, trop tôt perdue, de Jacques de Billy, « Abe de Seint Michel an l'Er », les visites de du Verdier, auquel il montre ses manuscrits, font la consolation de ses derniers jours (3), cependant que les attaques de Maurice Bressieu et de Henri de Monanteuil, professeur de mathématiques au Collège Royal, réveillent une dernière fois ses ardeurs de polémiste (4).

Peletier était alors, au dire de La Croix du Maine, principal du Collège du Mans, et probablement grâce à l'appui de son frère Jean, fort puissant en Sorbonne ; cependant son nom n'est pas mentionné par M. Péries, l'historien de la maison (5). Il donna encore en 1581 un recueil de vers,

(1) *Les essais de Montaigne*, par Motheau et Jouaust, Paris 1886, liv. II, cap. XII, p. 108.

(2) *Ibid.* liv. I, ch. XXI, p. 138, note.

(3) Deux lettres de J. de Billy à Peletier, et une lettre de Peletier à Billy se trouvent dans *Joannis Launoii Regii Navarræ Gymnasii Parisiensis Historia*, Paris 1677, pars I, p. 360-364. — Cf. à propos de la chronologie de ces missives Bayle et Moréri, qui les rapportent à 1583 et non à 1582, malgré l'opinion de J. de Launoy.

(4) Maurice Bressieu, professeur de mathématiques de 1581 à 1608 ; H. de Monanteuil, aussi professeur de mathématiques, de 1573 à 1606 ; (Abel Lefranc).

(5) G. Péries, *L'Ancien Collège du Mans à Paris*, Rev. hist. et arch. du Maine, t. XXX, 1891, 2<sup>e</sup> semestre, t. XXXI, 1892, 1<sup>er</sup> semestre.

« Le principal, dit G. Péries, remplissait suivant l'usage auprès des étudiants confiés à ses soins plutôt le rôle d'un frère aîné plein



les *Louanges* (1) ; mais ce fut pour notre poète le chant du cygne et le dernier accent d'une Muse cacochyme. Il s'éteignit dans son collège, au mois de juillet, selon Sc. de Sainte Marthe, ou au mois d'août de l'an de grâce 1582 ; entouré, dit-on, des soins pieux de Guillaume Plançon, son élève, son compatriote et son ami (2).

d'attentions et de sage camaraderie que les austères fonctions d'un supérieur tel que nous le comprenons aujourd'hui. « Il ne gouvernait ses boursiers qu'en prenant l'avis d'un conseil formé de plusieurs d'entre eux et qui suivant la locution du temps formaient la plus saine partie de la communauté. Sa supériorité sur eux n'était à beaucoup d'égards que celle du premier entre ses pairs. (Quicherat). Cette espèce d'égalité n'excluait pas cependant une réelle autorité car le principal devait surveiller les études et les mœurs de ses compagnons, tenir la main à l'exécution des devoirs prescrits par le règlement et répondre à la fois devant son évêque et devant l'Université, des intérêts intellectuels ainsi que de la piété de sa petite communauté ». Et pour prévenir des fugues fâcheuses et des escapades immorales, chaque soir, au couvre-feu, il mettait la clef de la porte extérieure au fond de son escarcelle.

(Cf. Péries, *loc. cit.*, t. XXX, p. 17).

(1) *Euures Poetiques de Iaques Peletier du Mans Intitulez Lovanges Aveq quelques autres Ecriz du meme Autevr ancores non publiéz. Le contenu ét an la Page suivante.* Paris R. Coulombel, à l'Anseigne d'Alde, 1581. 73 ff. ch. et 1 f. non ch. p. le privilège, in 4°. — Rare. Un bel exemplaire, à larges marges (haut : 236 mm), il est vrai, et à très riche reliure moderne, a été évalué à 500 fr., par Lemallier.

(2) Du moins d'après MM. de Clinchamp, Hauréau et P. Laumonier, mais fait bien douteux. Encore faudrait-il déterminer quel pouvait être ce Guillaume Plançon. Ceci ne peut concerner Guillaume Plançon de Javron, élève et ami de Fernel, docteur de la Faculté de médecine de Paris du 25 septembre 1554, lequel mourut en 1568. — Ce médecin eut un fils, prêtre, dont on trouve mention en 1638. — Un autre Guillaume Plancius ou Plançon, probablement apparenté aux précédents, chanoine de la cathédrale du Mans, député du clergé, exclu des Etats de Blois en 1588, (Cf. Dom Bondonnet, *Les Vies des Evesques du Mans*, Paris 1651, p. 688) mourut en 1611 et fut inhumé dans la cathédrale du Mans. Ce fut peut-être lui qui assista Peletier à ses derniers moments. (Voy. P. Delaunay, *Vieux médecins mayennais*, 1<sup>re</sup> série, Paris 1903, ch. II, G. Plançon, et erratum).



IV

Telle est la vie de Jacques Peletier du Mans. S'il faut mesurer le mérite aux éloges, il sut conquérir ceux de son siècle ; et ce siècle n'en était point avare, à en juger par les *louanges*, épîtres d'amis et sonnets liminaires dont chaque auteur de la Renaissance encadre ses préfaces. Ne nous étonnons point qu'il soit « le « docte », le « fameux » Peletier » pour Joachim du Bellay, Ronsard, A. de Baïf, Montaigne, Est. Pasquier, J.-A. de Thou et d'autres (Tyard, Fontaine, Forcadel, Vauquelin, de Brach, du Verdier, Scaliger). Les élogistes comme Sc. de Sainte-Marthe, les anecdotiers comme Est. Tabourot le mentionnent parmi nos gloires. Très intelligent, actif, hardi parfois jusqu'à la témérité, il est à l'avant-garde de toutes les innovations. C'est un homme de Renaissance dans toute la force du mot, un représentant du progrès et de l'esprit moderne, un précurseur de la Pléiade et de l'école classique au moins autant que Lemaire de Belges, Cl. Marot et Mellin de Saint-Gelais, et certainement plus que Maurice Scève » (1).

Plus tard La Mesnardière déclare que « l'Art [poétique] de Jacques Peletier est assez considérable pour faire estimer son esprit, sa doctrine et son jugement ». Et c'est là, ne l'oublions pas, l'opinion d'un Immortel ! (2)

(1) Laumonier, *loc. cit.*, p. IX-X.

(2) Julien Pilet de la Mesnardière, fils d'un apothicaire du Maine, d'après Tallemant des Réaux (*Historiettes*, Ed. Monmerqué et P. Paris. Paris 1862, t. IV, p. 70-71, note), né à Loudun, selon d'autres biographes, était en réalité originaire du Loroux près de Nantes, et fut reçu docteur en médecine à la Faculté de Nantes, comme l'a démontré M. Rouxeau. (A. Rouxeau, *Un médecin breton membre de l'Académie française* in *La Chronique médicale* du 1<sup>er</sup> janvier 1907, pp. 23-26). Il fut médecin de la Marquise de Sablé et attaché à sa personne tant à Paris qu'à Sablé, où il se trouvait en 1635. Une légende apocryphe prétend que c'est à des pilules par lui prescrites que Scarron



En dehors de ces congratulations officielles, politesses d'échange obligatoire entre contemporains, et des appréciations intéressées des monographes, que peut-on penser de J. Peletier ? Beaucoup de bien assurément ; s'il ne fut point l'homme redoutable *unius libri*, Peletier a laissé çà et là des traces multiples, parfois profondes, d'une activité singulièrement dispersée, se

Delectant an la société  
De tous les Ars et leur variété. (1)

On ne saurait dire de lui, comme Béralde de Monsieur Purgon, qu'il fut « un homme tout médecin ». Il le fut par occasion, d'ailleurs sans grande originalité, imbu des théories astrologiques de l'époque, disciple soumis de la scolastique médicale, et novateur fort hésitant, sur un seul point : l'usage de l'antimoine. Mais il fut bien autre chose encore : il fut docte grammairien et savant mathématicien, et il résolut la quadrature du cercle ! (2) Tout en révéran

Phœbus auteur de médecine

il n'oublia pas que le père d'Esculape mène aussi le chœur des Muses. S'il s'acharna vainement à réformer l'orthographe française, à donner la chasse aux lettres superflues, à prôner l'écriture phonétique, il jeta avec plus de succès dans son *Art poétique* les fondements de notre doctrine classique. Anecdotier, il écrivit d'une plume alerte au

aurait dû la maladie qui le rendit impotent. (Voy. sur La Mesn., V. Cousin, *Madame de Sablé*, Paris 1865, pp. 56 et seq. et appendice IX). Il entra à l'Académie française en 1655, à la place de M. Tristan, et fut aussi lecteur du Roi. — Il a publié en 1640 une *Poétique* chez Ant. de Sommaville, à Paris.

(1) Remontrance à Soememe, in *Œuvres* de 1581, f° 72 v°.

(2) *De constit. horoscopi*.



moins une bonne partie de ces *nouvelles Récréations* et *joyeux devis* dont on fait communément hommage à Bonaventure des Périers. Traducteur pénible d'Homère et de Virgile, embarrassé dans le cadre étroit du vers décasyllabique ; poète plus aisé dans ses vers latins, rimeur plus heureux dans ses inspirations pastorales ; mais lyrique et didactique pédant, scientifique, verbeux et prosaïque, il n'en essaya pas moins, avec un zèle louable, de rompre notre idiome à tous les genres, à tous les rythmes ; et il entreprit la réhabilitation, — déjà tentée, avouons-le, par Geoffroy Torry — avec une ardeur qui fait de lui le véritable précurseur de la *Deffence et illustration* de du Bellay. Peletier fut un bon ouvrier de lettres ; il a tâché d'ennoblir sa langue maternelle et de la ciseler comme une parure. Il faut l'aimer comme l'un des artisans de la langue française.

Que dire de l'homme ? Il nous est mal connu ; sa personnalité ne se révèle que par de brèves échappées, çà et là, dans ses ouvrages. Nous savons qu'il était de tempérament calme, *Corpore molli et laxo*, peu sujet à s'échauffer la bile, sauf toutefois quand on l'entreprenait sur ses théories mathématiques. Il nous apparaît comme un intellectuel, homme de cabinet plus que d'action, se gardant des premiers rôles, peu propre au tracassage des affaires et l'avouant, parfois peut-être avec une nuance de déception voilée (1). « *Pacis amantissimus semper* », il ne se sentait pas fait pour la lutte. C'est peut-être une des causes de ses perpétuels déplacements. Il se couvrait du doux entêtement des timides ; ils ne disent pas non : ils s'en vont. Mais si, comme le dit Ronsard, « Peletier le docte a vagué comme Ulysse », je pense qu'il avait à part soi des idées

(1) « Galli vero externorum unice amantes et suorum egregii contemptores fuerunt ». (Peletier à Pontus de Tyard, in *In Euclidis elem. géom. dem. libri VI*. Lyon 1557.



bien arrêtées, et changeait moins d'opinions que de domicile. Devant les calamités de l'époque et la corruption de la société, il ne verse pas dans le scepticisme de Montaigne, ni dans l'athéisme plus ou moins avoué de certains humanistes, ni dans la Réforme qui fut pour tant d'intellectuels de ce temps-là une manière d'opposition (1) ; il n'emprunte pas la cinglante et grossière satire d'un Rabelais. Il est le chantre du savetier Blondeau « qui ne fut oncques en sa vie mélancolique que deux fois ». Ses contes — sauf quelques-uns, ceux-là même que peut revendiquer des Périers — ses contes font rire et non penser ; ce sont joyeux récits, non pamphlets déguisés. Il demeura catholique, mais s'il supprima dans ses dédicaces le nom de Théodore de Bèze, refusant à l'hérétique militant l'honneur qu'il avait fait au joyeux prieur de Villeserve amoureux de la belle Candide, il se tint à l'écart du parti Guisard et des luttes religieuses, plus que son frère Jean, bien plus que son neveu Jacques. Il estimait sans doute, à l'exemple d'Ambroise Paré, que tant de violences n'étaient « ni d'une ni d'autre religion », attristé pourtant que tous ces troubles le privassent du plaisir de correspondre avec l'illustre Cardan (2).

Ce fut, pour tout dire, un errant et un solitaire, d'humeur un peu sauvage (3) ; vivant en marge des groupes et des coteries, même littéraires, et s'y rattachant plutôt

(1) Dom Piolin semble tenir sur son compte un langage fortement inexact, quand il nous représente Peletier comme un « léger personnage » novateur frondeur, railleur et sautillant, acharné à la destruction de toute conviction sociale et religieuse, au premier rang du clan réformateur qui entourait la Reine de Navarre. (D. Piolin, *Hist. de l'église du Mans*, t. V, p. 373).

(2) Peletier à J. Cardan, in *In Euclidis Elem. geom. dem. libri VI*.

(3) « Exposuisti aliquando mihi nonnullorum querelas qui dicerent me nimium mihi vivere atque hominum consuetudini et gratiæ parum servire ». (Peletier à M. Scève, in *In Euclidis Elem. geom. dem. libri VI*, Lyon 1557.

par ses œuvres que par une affiliation suivie et des liaisons actives (1). On le vit parfois poète de cour, mais jamais courtisan, et jamais pensionné :

Le plesir que fortune aporte  
James l'esprit ne me transporte,

écrit-il, non sans fierté, à Geoffroy Chereau du Mans (2).

Ainsi demeura-t-il indépendant et pauvre, tâchant de se suffire par son labeur médical ; au reste, vivant au milieu de ses livres et replié sur soi, dans ce monde intérieur où les bruits du dehors n'arrivent qu'étouffés. Tristes bruits, d'ailleurs, et qu'il valait mieux ne pas entendre. Peletier aurait pu s'approprier le mot de Jacques Amyot au Cardinal de Tournon, lui demandant quel plaisir il trouvait à évoquer les héros de Plutarque : « C'est, répondit-il, qu'il fait un bon temps à converser avec les morts ».

Dr PAUL DELAUNAY.

(1) M. Ed. Frémy a essayé d'incorporer Peletier à cette *Académie du Palais* qui fut restaurée par Pibrac sous la protection de Henri III ; mais il n'en apporte pas de preuve bien décisive. Une raison de convenance n'est pas une démonstration formelle. (Ed. Frémy, *Origines de l'Académie française, l'Académie des Derniers Valois, Académie de poésie et de musique 1570-1576, Académie du Palais 1576-1585*. Paris, s. d., in-8°, pp. 147, 208, 209.)

(2) Opusc. de l'*Art poétique* de 1555.



---

# TABLE DES MATIÈRES

DU SOIXANTE-CINQUIÈME VOLUME

---

|                                                                                                                                                   | Pages.       |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| Liste des membres de la Société. . . . .                                                                                                          | 5            |
| Fondation du prieuré d'Auvers-le-Hamon, par<br>M. l'abbé E. Toublet. . . . .                                                                      | 32           |
| Catalogue des Actes des Évêques du Mans,<br>jusqu'à la fin du XIII <sup>e</sup> siècle, par M. Léonce<br>Celier. . . . .                          | 48, 226, 330 |
| Les premiers vicomtes du Maine, par M. R.<br>Latouche. . . . .                                                                                    | 80           |
| La Communauté d'habitants de Changé, par<br>M. L. Esnault et M. le chanoine L. Froger. . . . .                                                    | 89, 202, 301 |
| Jean Denisot, bailli d'Assé-le-Riboul, au<br>Maine, par M. Gabriel Fleury. . . . .                                                                | 133          |
| René II, duc de Lorraine et les possessions de<br>la maison d'Anjou dans le Maine, par<br>M. Paul Marichal. . . . .                               | 137, 287     |
| Jacques Peletier du Mans, licencié en médecine<br>(1517-1582), par M. le docteur Paul<br>Delaunay. . . . .                                        | 170, 368     |
| Thomas Toustain, architecte de la cathédrale<br>du Mans, par M. Gabriel Fleury. . . . .                                                           | 265          |
| Épisodes de la bataille du Mans. — Prise de la<br>Tuilerie, la lutte dans les rues, l'occupation<br>de la ville, par M. Alexandre Bezard. . . . . | 274          |

LXV. 26

CHRONIQUES ET LIVRES NOUVEAUX

|                                                                                                                                          |     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Admission de nouveaux membres. . . . .                                                                                                   | 135 |
| Distinctions honorifiques. . . . .                                                                                                       | 136 |
| A Jeanne d'Arc. . . . .                                                                                                                  | 254 |
| Thomas Toustain, architecte de la cathédrale<br>du Mans, en 1258. . . . .                                                                | 257 |
| Marguerite de Lorraine. . . . .                                                                                                          | 258 |
| Nécrologies : Monseigneur Fouqué. . . . .                                                                                                | 259 |
| . — MM. Fauneau, de Rivières, d'Agoult,<br>Ch. Morancé, M <sup>me</sup> Cécile Bruyère, abbesse<br>de Sainte-Cécile de Solesmes. . . . . | 260 |
| <i>Cartulaire noir de la cathédrale d'Angers</i> , par<br>M. le chanoine Urseau. . . . .                                                 | 261 |
| <i>La maison de la Bonninière de Beaumont</i> , par<br>M. le comte de Beaumont. . . . .                                                  | 262 |
| <i>Un modèle de statistique dans la Sarthe.....</i><br>par M. J. L'Hermitte. . . . .                                                     | 264 |

PLANCHES ET GRAVURES

|                                                   |     |
|---------------------------------------------------|-----|
| Changé. Église. . . . .                           | 113 |
| — Cheminée de la ferme de Beauvoir. . . . .       | 122 |
| — Porte d'une maison de vigneron. . . . .         | 124 |
| — La Buzardière, cour intérieure. . . . .         | 302 |
| — Porte d'entrée de la Buzardière. . . . .        | 303 |
| — Chapelle de la Buzardière. . . . .              | 304 |
| — Abside de la chapelle de la Buzardière. . . . . | 305 |
| — Statue de sainte Anne. . . . .                  | 307 |
| — Vue du château d'Amigné. . . . .                | 325 |
| A Jeanne d'Arc. . . . .                           | 254 |



NOMS D'AUTEURS

| MM.          |              | MM.          |              |
|--------------|--------------|--------------|--------------|
| A. Bezard.   | 274          | L. Froger.   | 89, 202, 301 |
| L. Celier.   | 48, 226, 330 | R. Latouche. | 80           |
| P. Delaunay. | 170, 368     | P. Marichal. | 137, 287     |
| L. Esnault.  | 89, 202, 301 | E. Toublet.  | 32           |
| G. Fleury.   | 133, 265     | R. Triger.   | 254-264      |

---

*Le Gérant : G. FLEURY.*

---

MAMERS. — IMPRIMERIE FLEURY. — 1909.





















The Ohio State University



3 2435 05439403 6

THE OHIO STATE UNIVERSITY BOOK DEPOSITORY



| D | aisle | SECT | SHLF | SIDE | POS | ITEM | C |
|---|-------|------|------|------|-----|------|---|
| 8 | 03    | 36   | 27   | 8    | 12  | 011  | 9 |